

## Sommaire - *Inhoudstafel*

<b>BARON PAUL HALTER</b> Editorial / <i>Editoriaal</i> .....	5
<b>EMILIE RIMBOT</b> Les déportés de Compiègne vers le KL Sachsenhausen. Les premiers convois massifs de l'année 1943 au départ de France .....	9
<b>FRÉDÉRIC STROH</b> Les incorporés de force alsaciens et mosellans face à la justice militaire du III <sup>e</sup> Reich, à Torgau (Saxe) .....	31
<b>PIETER LAGROU</b> Welke pedagogische waarde toekennen aan de Tweede Wereldoorlog? .....	63
<b>JEAN-LOUIS ROUHART</b> Lettres cryptées d'un résistant communiste allemand interné durant les années 30 dans les camps de concentration nazis .....	85
<b>RAYMUND SCHWAN - PIERRE-MICHEL LLORCA - CHRISTOPH STOSCH</b> Au XX <sup>e</sup> siècle les stérilisations forcées et les assassinats médicalement contrôlés ont ouvert la voie à l'extermination systématique de millions de juifs et de tsiganes en Europe .....	109
<b>WIM SMIS</b> De lamme benen van het recht. Over macht en onmacht van het internationale recht in noodsituaties .....	121

## INFORMATIONS / MEDEDELINGEN

Prix Fondation Auschwitz / Prijzen Auschwitz Stichting 2006-2007 .....	139
Séminaires de formation / Vormingscyclus .....	140
Concours de dissertation / Schrijfwedstrijd 2006-2007 .....	142
Voyage d'étude à Auschwitz-Birkenau / Studiereis naar Auschwitz-Birkenau .....	142
Site internet / Website .....	143
Simon Wiesenthal Instituut .....	144

## NOTES DE LECTURES / LECTUURNOTA'S

## YVES VAN DE STEEN

De rechtsorde in nazi-Duitsland.

**Deel 2 : De mislukte denazificatie**

Nicolaus WACHSMANN, <i>Hitlers gevangenen. De Rechtsorde in Nazi-Duitsland</i> .....	145
--	-----

## RECENSIONS / RECENSIES .....

161

*Revue Agone* ("Les guerres de Karl Kraus"), n° 35-36, Marseille, Editions Agone, 2006 - (H.D.); ALTERMAN Aline, *Visages, de Shoah le film de Claude Lanzmann*, Paris, Editions du Cerf, 2006 - (D.W.); BENZ Wolfgang, *Ausgrenzung, Vertreibung, Völkermord. Genozid im 20. Jahrhundert*, München, DTV - Deutscher Taschenbuch Verlag, 2006 - (R.M.); DE COURCY Anne, *Diana Mosley, née Mitford*, Paris, Editions du Rocher, 2006 - (E.V.); DE MOOR Piet, *Brieven aan mijn postbode, Will Tura en Peter Vermeersch. Een lof rede op vrijheid, schoonheid en verbeeldingskracht*, Soesterberg, Uitgeverij Aspekt, 2006 - (R.H.); DESPOIX Philippe, SCHOTTLER Peter (dir.), *Siegfried Kracauer, penseur de l'histoire*, Paris, Editions de la Maison des sciences de l'homme, 2006 - (D.W.); FEST Joachim, *Albert Speer. Le confident de Hitler*, Paris, Editions Perrin, 2006 - (B.D.P.); GOLDMAN René, *Une femme juive dans les tourmentes du siècle passé. Sophie Schwartz-Micnik, 1905-1999*, Paris, AGP (Agence Générale de Publication), 2006 - (H.D.); GOSSWEILER Kurt, *Hitler, l'irrésistible ascension ? Essais sur le fascisme*, Bruxelles, Editions Aden, 2006 - (D.W.); GOSSWEILER Kurt, *Hitler: een onstuitbare opgang? Opstellen over het fascisme*, Berchem, Uitgeverij EPO, 2006 - (D.W.); GRASS Günter, *Beim Häuten der Zwiebel*, Göttingen, Steidl Druckerei und Verlag, 2006 - (F.R.); JOLY Laurent, *Vichy dans la "solution finale". Histoire du commissariat général aux Questions juives (1941-1944)*, Paris, Editions Grasset & Fasquelle, 2006 - (E.V.); KLÄRNER Andreas, KOHLSTRUCK Michael (dir.), *Moderner Rechtsextremismus in Deutschland*, Hamburg, Hamburger Edition, 2006 - (R.M.); KRACAUER

Siegfried, *L'histoire. Des avant-dernières choses*, Paris, Editions Stock, 2006 - (D.W.); LACROIX-RIZ Annie, *Le choix de la défaite. Les élites françaises dans les années 1930*, Paris, Editions Armand Colin, 2006 - (B.D.P.); LAMPEN Ulrich (éd.), *Die NS-Führung im Verhör. Original-Tondokumente aus den Nürnberger Prozessen*, Berlin, Der Audio Verlag, 2006 - (F.R.); LIAUZU Claude, MANCERON Gilles (dir.), *La colonisation, la loi et l'histoire*, Paris, Editions Syllepse, 2006 - (H.D.); LITTELL Jonathan, *Les Bienveillantes*, Paris, Editions Gallimard, 2006 - (B.D.P.); MARX Karl, *Sur la Question juive*, Paris, La fabrique éditions, 2006 - (D.W.); NEFORS Patrick, *Breendonk 1940-1945*, Bruxelles, Editions Racine, 2005 - (M.J.); SCHIRMANN Sylvain, *Quel ordre européen ? De Versailles à la chute du III<sup>e</sup> Reich*, Paris, Editions Armand Colin, 2006 - (E.V.); SPRUYT Marc, *Wat u moet weten over het Vlaams Belang. Het beste van Blockwatch*, Berchem, Uitgeverij EPO, 2006 - (R.H.); TERRAY Emmanuel, *Face aux abus de mémoire*, Paris, Editions Actes Sud, 2006 - (E.V.); THIERCELIN Jean-Pierre, *Aus der Hölle bis zum Mond*, Paris, Editions de l'Amandier, 2006 - (E.V.); TUSZYNSKA Agata, *Une histoire familiale de la peur*, Paris, Editions Grasset & Fasquelle, 2006 - (H.D.); WIEVIORKA Annette, *Le procès de Nuremberg*, Paris, Editions Liana Lévi, 2006 - (B.D.P.); WOUTERS Jan, PATTYN Bart (red.), *Misdaden tegen de mensheid. De internationale strijd tegen de straffeloosheid*, Leuven, Acco, 2006 - (R.H.); ZANATTA Micheline, NOIROUX Jeanne-Marie, ROCHETTE-RUSSE Lily, *La presse clandestine de Seraing 1940-1944*, Cuesmes, Editions du Cerisier, 2006 - (B.D.P.); ZANKEL Sönke, *Die Weisse Rose war nur der Anfang. Geschichte eines Widerstandskreises*, Köln, Böhlau Verlag, 2006 - (R.M.); ZWAAN Ton, *Civilisering en decivilisering. Studies over staatsvorming en geweld, nationalisme en vervolging*, Amsterdam, Uitgeverij Boom, 2001 - (R.H.)



Baron Paul Halter  
*Président*

## Editorial

Les lecteurs familiers de notre Bulletin auront sans aucun doute déjà remarqué les remaniements portés à la présentation du présent numéro. Nous avons pensé que celle-ci serait plus agréable et plus facile et améliorerait encore la lisibilité de notre trimestriel. Voici donc un nonante-troisième numéro qui demeurera le manifeste d'une mue qui ne porte cependant nullement atteinte à l'esprit de notre ligne éditoriale.

Pour débiter, Emilie Rimbot, nous apporte dans le même élan une synthèse et un développement de son mémoire de maîtrise défendu en Histoire à l'Université de Caen en 2004. Déposé l'an dernier pour concourir aux « Prix de la Fondation Auschwitz », ce travail, parce qu'il s'est avéré remarquable pour les membres du jury, nous a permis d'allouer à l'auteur un subside pour la poursuite de ses recherches. Le présent article, qui en constitue le résultat, traite des Français déportés par mesure de répression vers le camp de concentration d'Oranienburg-Sachsenhausen. Il nous permet d'apprécier pleinement les corrélatons entre le système concentrationnaire et la politique répressive nazie en France occupée.

Ensuite, Frédéric Stroh, diplômé en Histoire des Mondes Germaniques de l'Université Marc Bloch de Strasbourg en 2005, nous présente également un article rédigé à partir de son mémoire de maîtrise qui vient par ailleurs d'être publié. Dans l'orbite de l'article qui précède, celui-ci développe un autre important volet de l'historiographie de la France occupée puisqu'il s'agit des Alsaciens et des Mosellans qui, incorporés de force par l'armée du Reich, refusèrent de se soumettre à l'autorité militaire allemande. Au travers de ces « Malgré-nous », c'est l'ensemble du système juridique et pénitentiaire militaire du III<sup>e</sup> Reich en action qui nous est ici décrit.

Nous quittons à présent les sources premières de l'Histoire de la Seconde Guerre mondiale pour en examiner, avec Pieter Lagrou, Professeur en Histoire contemporaine à l'Université Libre de Bruxelles, le potentiel pédagogique.

Cherchant à éviter la reproduction de tels événements, nous prêtons en général à l'étude de la Seconde Guerre mondiale un rôle de sensibilisation et d'éveil à la vigilance, notamment contre l'extrême droite et la xénophobie. Toutefois, et tel est l'objet de sa réflexion, aucun historien ne nourrit l'illusion qu'il suffit de parler d'un événement pour éviter qu'il ne se reproduise. Examinant les éventuels effets pervers et contreproductifs d'un enseignement qui se fixerait unilatéralement sur la Shoah, il apparaît important pour l'auteur de désingulariser la Seconde Guerre mondiale et le génocide pour les replacer dans un ensemble chronologique et géographique plus large.

Avec Jean-Louis Rouhart, Professeur retraité à la Haute Ecole de la Ville de Liège, spécialiste des langues germaniques et de l'histoire du Troisième Reich, nous revenons à l'Histoire, puisqu'il nous décrit les stratagèmes utilisés par certains détenus des camps de concentration nazis pour révéler aux réseaux de résistance les conditions de vie dans lesquelles ils se trouvaient. Des messages écrits à l'encre sympathique aux lettres clandestines, différents moyens furent en effet employés pour tromper la vigilance des nazis, à l'exemple de Heinrich Adam, un communiste allemand arrêté en raison de ses activités illégales et interné entre juillet 1936 et décembre 1937 dans différents camps de concentration dont celui de Buchenwald.

Nous poursuivons avec les psychiatres Raymund Schwan, Pierre-Michel Llorca et Christoph Stosch qui nous entraînent dans le labyrinthe des stérilisations forcées et des assassinats – « médicalement contrôlés » - qui ont ouvert la voie à l'extermination systématique de millions de Juifs et de Tsiganes en Europe. On ne se rendit en effet pleinement compte de la teneur des activités criminelles commises par les médecins nazis qu'à la fin de la Seconde Guerre mondiale. La doctrine de la *Rassenhygiene* (hygiène raciale) ou eugénisme était défendue, et c'est là le point de convergence avec notre actualité, par des médecins qualifiés et respectés. Observant des pressions financières ou des motivations relevant de la recherche, sommes-nous aujourd'hui, se demandent les auteurs, vraiment à l'abri de telles pratiques? Ceux-ci nous présentent quelques-unes des questions actuellement débattues dans l'enseignement de la médecine.

Enfin, avec Wim Smis, théologien et aumônier à l'Ecole Royale Militaire à Bruxelles, nous abordons le domaine du Droit. Considérant le Droit civil, le Droit de la guerre et les Droits de l'homme, l'auteur nous précise que ceux-ci sont susceptibles d'être mis à mal lorsque la sécurité de l'Etat et de ses citoyens se trouve menacée. A l'exemple de la lutte contre le terrorisme qui risque de reléguer certains de ces droits fondamentaux des démocraties aux oubliettes.

Nul doute que ces problématiques, après avoir été ainsi débroussaillées, aiguïseront nos réflexions. Au chapitre de nos activités scientifiques et pédagogiques, notons que nous ne manquerons pas, dans notre prochain numéro, de rendre compte de la séance académique de remise des Prix de la Fondation Auschwitz qui vient de se dérouler, ce 6 décembre, à l'Hôtel de Ville de Bruxelles en présence de nombreuses personnalités.

Baron Paul Halter

*Voorzitter*

## Editoriaal

De getrouwe lezers van ons Tijdschrift zullen ongetwijfeld gemerkt hebben dat er zich in de presentatie van dit nummer enkele wijzigingen hebben voorgedaan. Wij waren van oordeel dat deze aangenamer en gemakkelijker zou zijn en dat zij ook ten goede zou komen aan de leesbaarheid van ons driemaandelijks tijdschrift. Zie hier dus het 93<sup>e</sup> nummer van ons tijdschrift dat dus de aanzet is tot een zekere verandering, maar die geenszins afbreuk zal doen aan de geest van onze redactionele lijn.

Emilie Rimbot vangt dit nummer aan met een bijdrage die gebaseerd is op haar licentiaatsverhandeling die in 2004 verdedigd werd aan de Universiteit van Caen en verleden jaar ook ingediend werd voor de “Prijzen van de Auschwitz Stichting”. Gezien de bijzondere kwaliteit van dit werk besliste de jury haar een kleine onderzoekssubsidie toe te kennen. Het artikel dat er uit is voortgevloeid handelt over de Franse gedeporteerden, die als strafmaatregel weggevoerd werden naar het concentratiekamp van Oranienburg-Sachsenhausen. Het laat ons toe om de wisselwerking te doorgronden tussen het concentrationnair systeem en de repressieve nazi-politiek in bezet Frankrijk.

Frédéric Stroh, gediplomeerde in de geschiedenis van de Germaanse wereld aan de Université Marc Bloch te Straatsburg, stelt ons eveneens een artikel voor op basis van zijn verhandeling. In navolging van het voorgaande artikel gaat deze nader in op een belangrijk luik van de Franse geschiedenis, omdat het gaat over de mannelijke inwoners van de Elzas en de Moezel-streek, die verplicht ingelijfd werden in het Duitse leger en die geweigerd hebben zich aan de Duits militaire overheden te onderwerpen. Doorheen deze studie van de “Malgré-nous” krijgen we een beeld van de wijze waarop het juridisch en penitentiair militair systeem van het III<sup>e</sup> Rijk gewerkt heeft.

Met Pieter Lagrou, professor hedendaagse geschiedenis aan de Université Libre de Bruxelles, verlaten wij het domein van de basisstudies over de Tweede Wereldoorlog om het pedagogisch potentieel van deze periode na te gaan. Ten

einde dergelijke gebeurtenissen te voorkomen geven wij over het algemeen een zeer belangrijke sensibiliserende betekenis aan het onderwijs van de Tweede Wereldoorlog, onder meer in de strijd tegen het racisme, de xenofobie en extreemrechts. Geen enkele historicus koestert nochtans de illusie dat het volstaat om te spreken over dergelijke gebeurtenissen om deze te voorkomen. De mogelijke perfide en contraproductieve gevolgen van een dergelijke eenzijdige fixatie op de Shoah onderzoekend, wijst de auteur op het belang om de Tweede Wereldoorlog en de judeocide te desingulariseren om deze in een ruimer chronologisch en geografisch kader te plaatsen.

Jean-Louis Rouhart, gewezen professor aan de Haute Ecole de la Ville de Liège en specialist in de Duitse taal en de geschiedenis van het Derde Rijk, beschrijft ons de strategieën die gebruikt werden door de gevangenen om de buitenwereld in te lichten over de leefomstandigheden in de concentratiekampen. Van berichten geschreven in onzichtbare inkt tot geheime brieven, alle mogelijke middelen werden gebruikt om de waakzaamheid van de nazi's te omzeilen. Het voorbeeld van Heinrich Adam, een Duits communist die gearresteerd werd omwille van zijn illegale activiteiten en van juli 1936 tot december 1937 in Buchenwald en andere concentratiekampen opgesloten zat, staat centraal in zijn studie.

We gaan verder met de psychiaters Raymond Schwund, Pierre-Michel Llorca en Christoph Stosch die ons meenemen in het labrynt van de gedwongen sterilisaties en de – “medisch gecontroleerde” – moorden die onrechtstreeks de weg vrijgemaakt hebben voor de systematische uitroeiing van miljoenen joden en zigeuners in Europa. Inderdaad, het is pas op het einde van de oorlog dat men zich ten volle bewust is geworden van de aard van de criminele activiteiten van de nazi-artsen. De doctrine van de rassenhygiëne of de eugenetica werden verdedigd door gerespecteerde en gekwalificeerde artsen, en het is op dit punt dat er enige convergentie is met de actualiteit. De financiële druk en de motivaties van het onderzoek in acht nemend, stellen de auteurs zich de vraag of zij werkelijk immuun zijn voor dergelijke praktijken. Zij stellen ons enkele van de kwesties voor die vandaag in het medische onderricht voor discussie zorgen.

Met Wim Smit, theoloog en aalmoezenier van de Koninklijke Militaire School te Brussel, begeven we ons ten slotte op het domein van het internationaal recht. De auteur stelt dat het Burgerlijk recht, het Oorlogsrecht en de Rechten van de Mens onder druk komen te staan wanneer de veiligheid van de staat en zijn burgers in het gedrang komen. Hij haalt het voorbeeld aan van de strijd tegen het terrorisme die een aantal van de fundamentele vrijheden, zoals deze op de privacy, dreigen aan te tasten.

Niemand twijfelt er aan dat deze probleemstellingen, ontdaan van alle bijkomstigheden, onze reflecties zullen aanscherpen. Wat onze wetenschappelijke en pedagogische activiteiten betreft zullen wij niet nalaten om in onze volgende uitgave verslag te doen van de academische zitting ter gelegenheid van de uitreiking van de Prijzen van de Auschwitz Stichting, die zal plaatsgrijpen op 6 december in het Stadhuis van Brussel in aanwezigheid van talloze personaliteiten.

Emilie Rimbot\*

## Les déportés de Compiègne vers le KL Sachsenhausen

### Les premiers convois massifs de l'année 1943 au départ de France

Le camp de concentration d'Oranienburg-Sachsenhausen est édifié en 1936 dans le Brandebourg. Il succède à un premier KL ouvert dès 1933 à Oranienburg, à une trentaine de kilomètres au Nord-Ouest de la capitale, quelques semaines après l'accession des nazis au pouvoir. Ses capacités d'internement étant vite dépassées devant le nombre croissant de prisonniers politiques allemands, celui-ci est fermé en février 1935. L'année suivante, Sachsenhausen, quartier extérieur d'Oranienburg, est retenu pour construire le deuxième grand camp de concentration du *Reich*. Il doit abriter le siège de l'Inspection des KL, administration jusqu'alors sise à Berlin, à laquelle est subordonné l'ensemble des camps nazis. Sachsenhausen est ainsi placé à la tête du système concentrationnaire, toutes les directives relatives à l'administration des KL émanant désormais d'Oranienburg. Parachevant la centralisation du système, c'est sur ce site qu'est également établi, en février 1942, l'Office principal d'administration économique de la SS (WVHA), nouvel organisme chargé de gérer la main-d'œuvre concentrationnaire pour les besoins de l'industrie de guerre. En septembre 1936, les premiers détenus arrivent à Sachsenhausen en provenance des prisons allemandes. Jusqu'à la libération du camp en avril 1945, plus de 200.000 *Häftlinge* d'origine européenne y ont été détenus.



\* NDLR: Défendu à l'Université de Caen en 2004, le Mémoire de Maîtrise en Histoire d'Emilie Rimbot intitulé *Les déportés de Compiègne à destination du KL Sachsenhausen. Les convois des 24 janvier, 28 avril et 8 mai 1943*, synthétisé dans le cadre de la présente contribution, a été déposé pour concourir aux « Prix de la Fondation Auschwitz » 2004-2005. Ayant été tout particulièrement apprécié par les membres du jury, ceux-ci ont accordé à l'auteur le bénéfice de l'article 4 du règlement permettant au Conseil d'Administration de la Fondation Auschwitz de lui allouer un subside pour la poursuite de ses recherches. Le présent article en constitue le résultat.

En 1943, Sachsenhausen est le premier KL à recevoir un nombre important de déportés de France par mesure de répression. En effet, cette année inaugure un nouvel outil répressif nazi en territoire occupé : la déportation par grands transports d'opposants à l'occupation allemande. 1943 commence ainsi par la mise en œuvre de l'opération *Meerschbaum*, en application de l'ordre de Himmler, *Reichsführer-SS* et chef de la police allemande, de transférer en KL de manière massive pour le début d'année. Cette directive, dont les fondements sont d'ordre économique – la mise au travail des concentrationnaires –, trouve un relais dans le ressort du Commandement militaire allemand de Paris (MBF) : la SS, officiellement en place depuis fin mai 1942, est devenue la nouvelle autorité répressive en chef. Le *Frontstalag 122* de Royallieu à Compiègne (Oise) devient dès lors le point de rassemblement des victimes de la *Schutzhaft*, que les nazis destinent à déporter vers les KL du Grand *Reich*. Dès le 24 janvier 1943, un premier convoi d'au moins 1.528 hommes et 230 femmes est organisé en gare de Compiègne ; les premiers sont enregistrés au KL Sachsenhausen le lendemain, les « 31.000 » sont immatriculés à Auschwitz trois jours plus tard. Ce transport est le premier d'une série de trois à parvenir à Sachsenhausen en provenance de zone occupée. Deux autres empruntent le même chemin au printemps suivant, emportant au moins 1.860 détenus, ainsi que 220 femmes dirigées vers Ravensbrück<sup>1</sup>.

L'étude des concentrationnaires dirigés de Compiègne vers le KL Sachsenhausen, permet d'esquisser un portrait de près de 3.600 *Häftlinge*, comptant parmi les premiers déportés massivement de France en 1943<sup>2</sup>. Seuls concentrationnaires en provenance du *Militärbefehlshaber in Frankreich* à entrer à Sachsenhausen, ils représentent près de la moitié des « *Franzosen* » passés par ce camp. Leur déportation, au premier semestre 1943, intervient à une période charnière : cette pratique répressive devient l'élément central de la politique coercitive allemande en France, alors que le *Reich* se prépare – notamment sur le plan écono-



- 1 Emilie RIMBOT, *Les déportés de Compiègne à destination du KL Sachsenhausen. Les convois des 24 janvier, 28 avril et 8 mai 1943*, mémoire de maîtrise, Université de Caen, 2004, Prix « Marcel Paul » 2005 décerné par la Fédération Nationale des Déportés et Internés Résistants et Patriotes. La destruction des archives du KL Sachsenhausen par les SS, au printemps 1945, ne permet pas d'établir une liste exhaustive de ces convois. On estime cependant qu'ils comptaient environ 1.600 prisonniers le 24 janvier, un millier les 28 avril et 8 mai 1943.
- 2 L'étude se base sur un échantillon représentatif des convois, réalisé dans une proportion de 30%, à partir des dossiers de demande de pensions des seuls rescapés des camps. Les listes nominatives de ces convois ont été publiées par la Fondation pour la Mémoire de la Déportation dans le *Livre-Mémorial des déportés de France arrêtés par mesure de répression*, 4 tomes, Paris, éditions Tirésias, 2004. Les dossiers des personnes ayant reçu la mention « Mort pour la France » n'étaient alors pas consultables lors de nos recherches, en 2004, au Bureau des archives des victimes des conflits contemporains (BAVCC), Ministère de la Défense, Caen. Les informations extraites des « dossiers-statut », source d'origine administrative et postérieure aux événements étudiés, ont été croisées avec d'autres archives originales des camps, conservées au BAVCC : listes de transferts, registre des mouvements d'effectifs de Sachsenhausen, registre des effectifs du *Kommando* Heinkel, questionnaires d'entrée en KL, cartes de *Häftlinge*, registre reconstitué du *Polizeihaftlager* Compiègne notamment.

mique – à mener une « guerre totale »<sup>3</sup>. Il s'agira donc d'apprécier les corrélations entre le système concentrationnaire et la nouvelle politique répressive nazie en France occupée. Comment des détenus d'origines diverses, déportés dans le cadre d'une vaste opération visant à approvisionner les KL en « ouvriers » français, sont-ils intégrés à l'économie de guerre allemande? Quelles sont les incidences de l'*Aktion Meerschaum* sur la répression en France? Quelles sont les spécificités des populations ainsi déportées au premier semestre 1943?

## Des Häftlinge au service de l'industrie de guerre nazie (hiver 1943-printemps 1945)

Dès l'arrivée au camp central de Sachsenhausen, les *Häftlinge* sont soumis aux procédures d'« accueil » des nouveaux détenus et aux premières mesures vexatoires. Rassemblés sur la place d'appel, ils sont dénombrés, debout, pendant plusieurs heures. Dévêtus, ils sont conduits à la désinfection, entièrement rasés, et reçoivent leur costume de bagnard. La *Politische Abteilung* leur attribue un numéro-matricule, leur unique identité durant la détention. Conduits en quarantaine, les *Zugänge* sont soumis à une période de « dressage » et d'initiation à la vie concentrationnaire. C'est à la suite de ce court internement au *Stammlager* que les détenus sont rapidement intégrés à des *Transporte* de main-d'œuvre : déportés comme travailleurs forcés, ils sont très tôt affectés à des *Kommandos* extérieurs de travail des KL, attachés aux industries d'armement. Employés dans de grandes usines modernes, ils sont relativement épargnés par la mort. *A contrario*, nombre de leurs camarades déportés, comme eux, au premier semestre 1943, puis affectés au KL Dora, sont près de 54 % à décéder en déportation, pour les trois quarts dans l'« Enfer de Dora »<sup>4</sup>.

- Un départ rapide en *Kommando* de travail

Peu après leur entrée dans le système concentrationnaire, la majeure partie des déportés de Compiègne sont transférés vers les *Kommandos* de travail extérieurs du KL Sachsenhausen : près des trois quarts connaissent Heinkel, Falckensee, Küstrin, Speer ou encore Klinker, au bout de deux à quatre semaines de détention. Les déportés de France participent ainsi à l'alimentation de ces *Kommandos* en main-d'œuvre. Sachsenhausen en compte une centaine, situés principalement dans la périphérie berlinoise : les détenus du *Stammlager* les



3 L'expression est proclamée officiellement par Goebbels en février 1943, après la défaite de Stalingrad.

4 L'expression est empruntée à André SELLIER, *Histoire du camp de Dora*, Paris, La Découverte, 1998. Se reporter à l'étude d'Emilie RIMBOT, *Les premiers déportés de répression au départ de Compiègne. Les convois massifs du premier semestre 1943. Les débuts de l'opération Meerschaum*, mémoire de Master 2 Recherche, Université de Caen, 2005.

rejoignent quotidiennement ou restent sur place dans des camps annexes. Le plus important, début 1943, est l'usine d'aviation Heinkel.

Ce *Kommando* est la première destination des déportés de France, dont l'afflux participe à l'explosion des effectifs concentrationnaires : ceux-ci varient de 3.000 à 5.000 de début février à mai 1943, principales périodes des transferts de « Français »<sup>5</sup>. L'usine moderne, destinée à la fabrication du bombardier lourd He-177, a été fondée à la même époque que le KL en 1936, à quelques kilomètres d'Oranienburg. Alors que les premiers employés sont des civils allemands, puis des prisonniers de guerre français, il faut attendre l'été 1941 pour voir les premiers concentrationnaires arriver : ils doivent aménager le site afin d'accueillir de nouveaux internés. C'est toutefois avec l'arrivée massive de déportés de France, au début de l'année 1943, que le *Kommando* devient un camp annexe où travaille et vit en permanence une main-d'œuvre abondante. Plus de la moitié des déportés de Compiègne sont envoyés à Heinkel à l'issue de quelques jours de quarantaine. La majorité sont issus du convoi du 24 janvier 1943, dont ils représentent les deux tiers. Ainsi, du 1<sup>er</sup> au 18 février, date des premiers *Transporte*, les effectifs de Heinkel ont augmenté de 3.114 à 4.185 détenus. Après une stabilisation, l'arrivée des convois du printemps participe à un nouvel accroissement des effectifs, qui atteignent jusqu'à 5.700 personnes<sup>6</sup>. Si certains *Häftlinge* retrouvent l'activité exercée avant leur arrestation, « beaucoup d'autres [...] doivent affronter une besogne qui leur est étrangère. Les Allemands ont [alors] pensé à cette main-d'œuvre non qualifiée. A de nombreux stades de la fabrication du He-177, le travail se fait à l'aide de gabarits où les pièces à assembler s'emboîtent comme un jeu de construction<sup>7</sup> ». Heinkel, au début de l'année 1943, constitue donc une usine-pilote en matière d'utilisation massive de travailleurs provenant de France. Cette première expérience, concluante, est notamment à l'origine de la création du complexe de Dora, quelques mois plus tard, camp de destination de plusieurs milliers de déportés de France<sup>8</sup>.

Staaken-Falkensee est la deuxième destination des déportés de France, où près de 10% sont transférés en mai 1943. La quasi-totalité sont arrivés avec le convoi du 28 avril, dont ils représentent près du tiers : ils sont transférés dès la quarantaine achevée. Ce *Kommando* est alors récent : créé en janvier à vingt-cinq kilomètres à l'Ouest de Berlin, il doit approvisionner les usines Demag en main-d'œuvre concentrationnaire. Cette entreprise est notamment spécialisée



5 Sa 14, mouvements d'effectifs de Sachsenhausen, BAVCC, Ministère de la Défense, Caen.

6 *Id.*

7 Amicale d'Oranienburg-Sachsenhausen, *Sachso. Au cœur du système concentrationnaire nazi*, Minuit/Plon, 1982, p. 175.

8 André SELLIER, *op. cit.* La Coupole, Centre d'Histoire et de Mémoire du Nord-Pas-de-Calais (Saint-Omer), mène actuellement des recherches en vue de constituer un dictionnaire biographique des déportés de France internés au camp de concentration de Dora.

dans la fabrication des chars *Tiger*. Les effectifs croissent progressivement jusqu'à mai 1943 et le transfert des déportés de Compiègne : le *Kommando* compte 302 détenus début mars ; 621 mi-avril ; 978 fin avril ; le 10 mai, avec les arrivées de Français, les effectifs atteignent 1.254 hommes. Puis ils chutent progressivement jusqu'à 1.054 personnes au 30 juin 1943, date du dernier recensement exploité<sup>9</sup>. Les conditions de vie et de travail sont alors particulièrement pénibles. Dans un premier temps, les déportés sont rassemblés au *Kommando* de Staaken, à trois kilomètres de Falkensee, dans un ancien camp de travailleurs civils : ils rejoignent quotidiennement les chantiers de construction du camp de Falkensee, pour les uns, les ateliers de l'usine Demag, pour les autres. Ce n'est qu'en octobre 1943 que les *Häftlinge* sont définitivement installés à Falkensee même, à proximité de l'usine, où tous sont intégrés à la machine de guerre nazie<sup>10</sup>.

Küstrin est la troisième destination : près de 7% des *Häftlinge* de France y sont transférés entre fin mai et début juin 1943, au sortir de la quarantaine. Tous appartiennent aux convois du printemps, pour l'essentiel à celui du 8 mai dont ils représentent un cinquième des effectifs. Les détenus y sont employés au service de la *Zellwolle Zellulose Werk*, immense usine de fabrication de pâte à papier et de dérivés de cellulose, à soixante-dix kilomètres à l'Est de Berlin. Comme à Heinkel et Falkensee, les internés sont logés sur le site même. Une main-d'œuvre nombreuse provient par ailleurs de l'extérieur : il s'agit de prisonniers de guerre soviétiques et français, et de travailleurs civils de l'Europe occupée. L'afflux de concentrationnaires de France participe à l'accroissement des effectifs, qui passent de 30 détenus à 300 d'après les recensements des 26 et 27 mai 1943. Puis ils restent stables jusqu'à la fin juin<sup>11</sup>.

#### • Des Transports ultérieurs de main-d'œuvre concentrationnaire vers d'autres KL

Outre ces transferts rapides en *Kommandos*, un quart des *Häftlinge* demeurèrent au « grand camp » à l'issue de la quarantaine. Ils y sont affectés à divers travaux d'entretien du KL et de ses internés, employés à la menuiserie, à la blanchisserie, à la cuisine, à la *Schuhfabrik* ou encore au *Revier*. A peine trois déportés sur vingt restent cependant au *Stammlager* jusqu'à la fin de leur détention au printemps 1945. La grande majorité des détenus sont, en effet, progressivement dirigés vers d'autres KL et leurs *Kommandos* de travail : pour les déportés de Compiègne, les transferts de main-d'œuvre d'un maillon à l'autre du système concentrationnaire débutent au printemps 1944. Les principales destinations sont les KL Buchenwald et Dachau.



9 Sa 14, mouvements d'effectifs de Sachsenhausen, BAVCC, Ministère de la Défense, Caen. Le centre d'archives ne conserve que partiellement ce registre.

10 Anciens déportés du camp de Falkensee, *Le Livre-mémorial de Falkensee*, Vaison-la-Romaine, Imprimerie Meffre, 1968.

11 Sa 14, mouvements d'effectifs de Sachsenhausen, BAVCC, Ministère de la Défense, Caen.

Plus de 20% des déportés de Sachsenhausen sont dirigés vers Buchenwald, près de Weimar, entre le printemps 1944 et l'hiver suivant, au sein de six principaux convois : ils sont aussitôt versés dans des *Kommandos* attachés aux industries d'armement, dont certains sont nouvellement créés<sup>12</sup>. Quatre transports sont formés pendant l'été, rassemblant la moitié des effectifs transférés. Les deux premiers entrent à Buchenwald les 12 et 22 juillet 1944, avec 350 à 400 internés chacun, dont une soixantaine de Français. Ces hommes sont versés dans le *Kommando* Thékla, dans les faubourgs de Leipzig, dès les jours suivants : ouvert en mars 1943, il compte 800 à 1.000 détenus employés par la firme de construction de machines Erla, ainsi qu'à la fabrication des avions Messerschmitt 109<sup>13</sup>. Un troisième transfert de détenus, parmi lesquels plus de 80 Français, arrive à Buchenwald le 28 juillet. Les déportés sont dirigés vers Schönebeck, où ils ne restent que quelques jours, puis vers Halberstadt, nouveau *Kommando* ouvert le 26 juillet : ils travaillent à la production de pièces d'avions pour la firme Junkers, près de Magdebourg. Un quatrième transport arrive enfin pendant l'été : les déportés ont transité par le KL Dachau, où ils entrent le 17 juillet 1944. Envoyés quelques jours à Schönebeck, ils sont à Aschersleben le 13 août : nouvellement créé le 28 juillet, ce *Kommando* travaille à la fabrication de moteurs d'avions pour l'entreprise Junkers. L'écrasante majorité des *Häftlinge* de Sachsenhausen ainsi dirigés vers les usines d'aviation attachées à Buchenwald, proviennent de Heinkel : affecté à la fabrication de bombardiers, ce *Kommando* a été partiellement détruit au printemps 1944 par les attaques aériennes alliées. Une grande partie sont par la suite dirigés vers Langenstein, près de Halberstadt, en hiver 1945 : ouvert en avril 1944, il compte alors cinq milliers d'internés employés au creusement de galeries souterraines devant abriter les productions des usines Junkers<sup>14</sup>. Ils y retrouvent une partie des Français arrivés les 3 et 6 février 1945 à Buchenwald, au sein de deux transports partis de Sachsenhausen et ses *Kommandos* : repliés devant l'avancée soviétique, une grande part des détenus sont à nouveau exploités pour l'ultime effort de guerre nazi.

Le deuxième lieu de destination est le KL Dachau, près de Munich. Près de 7 % des *Häftlinge* y sont transférés, presque tous le 14 juillet 1944. Un grand nombre de ces détenus, comme ceux dirigés au même moment vers Buchenwald, proviennent de l'usine d'aviation Heinkel détruite : les forces de travail, redistribuées, sont ainsi optimisées. Près des deux tiers restent au complexe de Dachau ; l'autre tiers étant re-dirigé vers Buchenwald à l'issue de la quarantaine. Certains mentionnent ainsi leur affectation au *Kommando* Augsburg-Pfersee, dès le mois d'août, au service de la firme Messerschmitt. D'autres sont dirigés vers



12 Bu 7 et 8, transferts à destination de Buchenwald et ses *Kommandos*, BAVCC, Caen.

13 International Tracing Service, *Catalogue of camps and prisons in Germany and german-occupied territories. September 1939-may 1945*, 2 volumes, Arolsen, 1949.

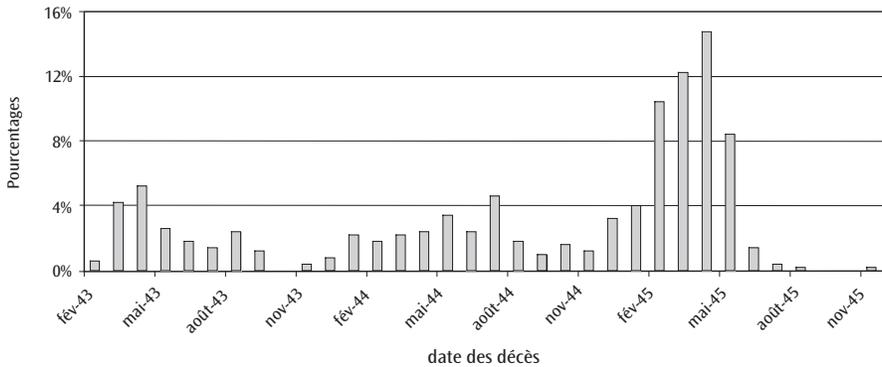
14 Paul LE GOUPIL, *Mémorial des Français déportés au camp de Langenstein-Zwieberge, Kommando de Buchenwald*, édité à compte d'auteur.

Haunstetten et Kaufbeuren, à la fabrication d’hélices d’avions de guerre pour la firme BMW. Certains sont encore envoyés à Allach, l’un des principaux *Kommandos* de Dachau créé en mai 1944, où les détenus sont employés à divers projets, notamment pour BMW et l’Organisation Todt.

• **Le Schutzhaftling, une main-d’œuvre précieuse**

Les déportés de France constituent donc une force de travail précieuse, exploitée très rapidement par les nazis, dès leur arrivée en KL, et ceci jusqu’à la phase ultime de leur détention. Ils participent ainsi à l’augmentation planifiée d’une main-d’œuvre indispensable à la machine de guerre. Cinq semaines avant le départ des 1.528 premiers déportés de Compiègne pour Sachsenhausen, Himmler ordonne de verser dans les KL, avant fin janvier 1943, 35.000 *Häftlinge* aptes au travail<sup>15</sup>. La personne internée n’en demeure pas moins un « détenu de sécurité », un « ennemi du Reich », dont la vie vaut peu : le tiers des hommes disparaissent en déportation ; le principal facteur de mortalité, outre l’âge élevé, étant le parcours subi dans le système des camps. La survie dépend donc, pour une grande part, de l’affectation dans un « bon » ou un « mauvais » *Kommando*, ceci jusqu’aux évacuations meurtrières qui débutent à l’hiver 1945.

Chronologie des décès des déportés de Sachsenhausen



Si les taux de mortalité restent relativement faibles et constants jusqu’à la fin 1944, plusieurs hausses se distinguent<sup>16</sup>. Les premiers mois de détention apparaissent très meurtriers, groupant plus du dixième des décès : cela concerne surtout les détenus arrivés en hiver 1942-1943 ; les déportés du printemps, outre la douceur saisonnière, devant très certainement bénéficier de la solidarité établie depuis trois mois entre Français. Selon Marcel Leboucher, médecin caennais



15 PS-1063 d, ordre de Müller, chef de la Gestapo, du 17 décembre 1942, *Procès des grands criminels de guerre devant le Tribunal militaire international*, tome 26, Nuremberg, 1947.

16 Cette étude se base sur un échantillon de 60% d’hommes disparus en déportation. Les informations sont essentiellement extraites d’un « fichier national » établi par l’Administration après-guerre, et conservé au BAVCC de Caen.

affecté au *Revier* de Sachsenhausen, ce sont « généralement les mieux « bâtis », les plus forts musculairement [qui] disparaissent les premiers : dysenterie, pneumonie, peut-être tout simplement le fait d'une restriction brutale d'une suffisante nourriture<sup>17</sup> ». L'aménagement du camp de Falkensee, qui s'achève en septembre 1943, coïncide, par ailleurs, avec des taux de décès relativement élevés : les conditions de vie difficiles, les intempéries, les travaux pénibles de terrassement déciment de nombreux hommes. 1944 est ensuite ponctuée de quelques pics de mortalité : au printemps sont organisés les premiers convois de malades vers le camp mouroir de Bergen-Belsen, afin de désengorger les KL de détenus « inexploitable » ; en été, ont lieu les premiers grands transferts de main-d'œuvre vers d'autres KL aux conditions de détention parfois plus rudes. C'est toutefois avec l'effondrement du système concentrationnaire en 1945, que les déportés de Sachsenhausen enregistrent la moitié des décès.

Les taux de mortalité ne sont donc pas dus à des conditions de détention particulièrement dures à Sachsenhausen : les déportés de France travaillent pour la plupart à l'abri, dans de grandes usines modernes, pour l'effort de guerre allemand. A Heinkel, leur principale affectation, la mortalité frappe surtout après le 18 avril 1944 et le bombardement allié qui désorganise le camp : outre les décès immédiats, les destructions privent les détenus d'eau et d'électricité, favorisant la prolifération des parasites et des maladies. Ce sont, au contraire, les transferts vers d'autres KL et leurs *Kommandos* qui apparaissent meurtriers ; ceci à partir de 1945 et l'écroulement du système : les détenus sont affectés à des travaux pénibles de creusement de tunnels, pour abriter les usines et productions de guerre, à protéger des bombardements alliés. Ainsi, le KL Mauthausen enregistre le plus fort taux de décès, soit 23% des déportés de Sachsenhausen disparus : ces hommes, qui y sont transférés en février 1945, y meurent à partir du mois suivant. Beaucoup sont affectés au *Kommando* Gusen, où dès 1944, des milliers de détenus creusent des galeries souterraines pour accueillir des chaînes de montage d'industries de guerre. Les rescapés passés par ce KL sont moins de 2%. Un déporté disparu sur cinq est également transféré à Buchenwald – dans les mêmes proportions que les survivants – pour les deux tiers en février 1945. Plus de la moitié meurent à Langenstein, Ohrdruf et dans le complexe de Dora. Les *Häftlinge* affectés en été 1944 dans les grandes usines de Halberstadt, Aschersleben ou Thékla, ont donc été épargnés, du moins jusqu'aux « marches de la mort ».

Car c'est avec l'effondrement du système concentrationnaire en 1945 et les évacuations des KL devant l'avancée alliée en avril, que plus de la moitié des déportés disparaissent. Les plus faibles, qui ne peuvent être jetés sur les routes, décèdent au camp avant l'arrivée des troupes ou dans les centres de soins avant leur rapatriement : l'un d'eux meurt le 9 novembre 1945 au sanatorium



17 Marcel LÉBOUCHER, *Souvenirs de bagne d'un grand-père, de Caen à Oranienburg*, Caen, imprimerie Ozanne, 1963, p. 45.

de Lusenheim, en Allemagne. La défaite imminente et cernés de toutes parts, les SS choisissent pourtant de ne pas laisser les *Häftlinge* tomber vivants entre les mains des Alliés. L'un des principaux itinéraires des « marches de la mort » subies par les déportés de Sachsenhausen, les mène de ce KL et ses *Kommandos* à la mer Baltique : le 21 avril, une trentaine de milliers de détenus, jugés en état de marcher, sont ainsi mis en route vers le KL Neuengamme. Rassemblés par nationalité, les détenus reçoivent de maigres provisions et forment des convois de 500 hommes, encadrés par les SS assistés de droit commun allemands. Les hommes épuisés, incapables de marcher, sont abattus par balle avant d'atteindre Schwerin, à plus de cent cinquante kilomètres d'Oranienburg, où la majorité des survivants sont libérés par les armées alliées le 3 mai 1945.

### Les premiers convois massifs au départ de Compiègne : une période charnière (hiver-printemps 1943)

Les premières déportations au départ de Compiègne interviennent à une période charnière, alors que la « guerre éclair » a échoué en 1941 à l'Est et que le *Reich* se jette dans la « guerre totale ». L'Allemagne doit faire appel au potentiel économique de l'Europe occupée, à ses forces de travail et notamment aux internés, hommes et femmes, des divers centres de détention. Ainsi les camps de concentration nazis, dont les effectifs doivent être augmentés. L'année 1943, en France, inaugure un cycle de départs massifs vers les principaux KL ; cycle qui se poursuit jusqu'à la fin de l'Occupation, regroupant plus de 90% des déportés des zones occupées<sup>18</sup>. Le premier grand convoi au départ du MBF a cependant été organisé quelques mois auparavant. Composé essentiellement d'otages communistes, il est dirigé le 6 juillet 1942 de Compiègne vers le KL Auschwitz<sup>19</sup>. Il marque une première étape du passage d'une politique répressive fondée sur des fusillades massives d'otages, à la constitution de grands convois de déportation.

#### • Un nouveau processus répressif dans un contexte de « guerre totale »

En juin 1941, préalablement à l'« opération Barbarossa », les autorités d'occupation organisent de vastes opérations contre les milieux communistes de zone occupée. La lutte armée est déclenchée à l'appel du Parti. Sabotages et attentats contre la *Wehrmacht* se multiplient, déclenchant en retour une politique de fusillades de représailles, marquée par la figure de l'otage. Toutefois conscient de l'effet néfaste que provoquent les exécutions de masse auprès des populations



18 Fondation pour la Mémoire de la Déportation, *Livre-Mémorial des déportés de France*, op. cit., tome 1, pp. 71-72.

19 Claudine CARDON-HAMET, *Triangles rouges à Auschwitz : le convoi politique du 6 juillet 1942*, Paris, Autrement, 2005. C'est toutefois dans le Nord-Pas-de-Calais, « zone rattachée » au Commandement militaire allemand de Belgique, qu'est organisé, dès 1941, le premier grand transport de Français. Laurent THIERY, « La répression de la grève de 1941 », in *Gauheria*, n° 60-61, Lens, février-août 2006, d'après *Répression, fusillades et déportation dans le Nord-Pas-de-Calais, 1940-1945 : le cas de la grève des mineurs*, mémoire de Master 2, Université Lille III, 2005.

occupées, le *Militärbefehlshaber in Frankreich* Otto von Stülpnagel propose, en décembre 1941, une politique de rechange : associer l'exécution des otages « juéo-bolcheviques » à une déportation massive vers l'Est ; celle-ci devant remplacer, à terme, les fusillades. Déporter n'est alors pas une nouveauté du système répressif allemand : dès les débuts de l'Occupation en 1940, de petits transports de quelques détenus sont organisés dans un cadre judiciaire, depuis les prisons françaises de zone « Nord », vers le système carcéral nazi. En avril 1942, Hitler ordonne de compléter les exécutions par des déportations ; instruction à l'origine du convoi des « 45.000 ».

Le 1<sup>er</sup> juin 1942, un nouvel acteur répressif entre officiellement en scène : Karl Oberg, *Höherer-SS und Polizeiführer*, prend la direction de la politique répressive allemande en France, au détriment de l'administration militaire alors en place. Il représente Himmler, *Reichsführer-SS und Chef der deutschen Polizei*, dans le ressort du MBF. C'est sous l'égide de ce nouveau pouvoir que la déportation de masse fait son entrée comme élément central de l'appareil répressif nazi en France occupée. Les transferts de détenus vers les prisons du *Reich* deviennent minoritaires : ils laissent place à la procédure de *Schutzhaft*<sup>20</sup>. Détention préventive illimitée dans le temps, instituée en Allemagne dès 1933, elle est prononcée hors du cadre judiciaire, et se traduit par un internement dans un camp de concentration (KL) géré par l'Office central de sécurité du *Reich* (RSHA). A l'automne 1942, la police allemande est à la tête d'un dispositif répressif renforcé, capable d'arrêter un nombre croissant de résistants : elle renonce alors à la « politique des otages » et privilégie la déportation d'opposants au sein de convois massifs dirigés vers le système concentrationnaire. Ces déportations, qui débutent avec l'année 1943, présentent trois avantages : « conjuguer une répression de masse destinée à contrecarrer les progrès de la Résistance, intimider une population de plus en plus hostile et de plus en plus réfractaire aux exigences allemandes, et augmenter la main-d'œuvre concentrationnaire travaillant pour la machine de guerre nazie »<sup>21</sup>.

En effet, l'échec de la *Wehrmacht* à l'Est, en 1941, plonge le *Reich* dans une « guerre totale ». Cela se traduit, en Europe occupée, par une exploitation accrue des ressources économiques et le recrutement massif de main-d'œuvre. Pour compenser le départ pour le front des ouvriers des usines d'armement, le *Reich* emploie donc de plus en plus massivement des travailleurs étrangers, mais aussi des prisonniers de guerre et détenus de KL, dont les effectifs doivent être accrus à cet effet. L'instauration de la déportation de masse répond donc, aussi, au souhait de Himmler de faire des camps un réservoir de main-d'œuvre pour l'industrie de guerre. C'est dans cette optique qu'est créé, dès février 1942, l'Office



20 Outre la procédure *Nacht und Nebel*.

21 Claudine CARDON-HAMET, *Mille otages pour Auschwitz. Le convoi du 6 juillet 1942 dit des « 45 000 »*, Paris, FMD/Graphéin, 2000, p. 49.

central d'administration économique de la SS (WVHA), chargé de centraliser et d'unifier le réseau des camps dans une finalité économique. « La guerre a amené un net changement de la structure des KL, et a radicalement modifié leurs tâches quant à l'emploi des internés. Leur internement seulement pour des raisons de sécurité, d'éducation ou de prévention n'est plus au premier plan. Le centre de gravité s'est déplacé vers l'économie. La mobilisation de toutes les capacités de travail des internés, d'abord pour les besoins de guerre – accroissement de l'armement – [...] se place de plus en plus au premier plan<sup>22</sup> ». Le 14 décembre 1942, Himmler ordonne « pour des raisons de guerre [...] d'interner dans les KL, avant la fin janvier 1943, au moins 35.000 *Häftlinge* aptes au travail<sup>23</sup> ». La Gestapo, autorité compétente en matière d'internement concentrationnaire, se plie aux exigences de la SS chargée de la gestion des camps, en se plaçant entièrement « sur le plan de la fourniture de main-d'œuvre dans les KL<sup>24</sup> ». L'ordre de Himmler trouve son application dans une série de trois ordonnances prises par Müller, chef de la Gestapo, les 17 décembre 1942, 23 mars et 25 juin 1943, précisant les modalités à suivre pour atteindre les objectifs visés<sup>25</sup>. Ainsi, les directives du *Reichsführer-SS* semblent à l'origine de la formation des premiers grands convois de l'année 1943, qui marquent les débuts de l'opération *Meerschaum* dans le ressort du MBF<sup>26</sup>.

• De la « politique des otages » à la déportation de masse :  
la constitution du convoi du 24 janvier 1943

En France, c'est à partir de janvier 1943, en application de l'ordonnance du mois précédent, que les transports de déportation de répression deviennent massifs. Ils participent à l'approvisionnement des réservoirs de main-d'œuvre que sont devenus les KL : entre janvier et août 1943, les effectifs concentrationnaires augmentent de 123.000 à 224.000 internés<sup>27</sup>. Le 23 janvier 1943, au moins 1.528 détenus sont extraits du camp de Royallieu pour être déportés, le lendemain, au KL Sachsenhausen. Ils ont été arrêtés entre novembre 1939 et début janvier 1943 : nombre d'entre eux se trouvent donc internés depuis déjà plusieurs années, la plupart depuis quelques mois, dans des prisons ou Centres de séjour surveillé (CSS). Ils sont alors transférés par les autorités allemandes, dès l'automne 1942, vers le *Polizeihaftlager* de Compiègne (Oise), point de départ des grands transports de déportation de répression. Par sa constitution et sa chronologie, ce premier convoi se situe à la charnière de deux politiques



22 R-129, lettre de Pohl, chef du WVHA, à Himmler le 30 avril 1942, *Procès des grands criminels de guerre, op. cit.*, tome 38.

23 PS-1063 d, ordre de Müller du 17 décembre 1942, *ibid.*, tome 26.

24 PS-1472, télégramme de Müller à Himmler du 16 décembre 1942, *ibid.*, tome 27.

25 PS-1063 d, PS-1063 e, L-041, *ibid.*, tomes 26 et 37.

26 Interrogatoire du 1<sup>er</sup> août 1946 de Karl Heinz Hoffmann, chef de la section IV de la police de sûreté au Danemark à partir de septembre 1943, *ibid.*, tome 20, p. 179.

27 Joseph BILLIG, *Les camps de concentration dans l'économie du Reich hitlérien*, Paris, PUF, 1973, p. 72.

répressives, et marquerait le lancement, en France, de l'opération *Meerschaum*, destinée à accroître le nombre des travailleurs concentrationnaires. Il semble alors que sa composition résulte de ces deux optiques. Nombre d'hommes arrêtés par les autorités françaises dès la III<sup>ème</sup> République, puis par l'occupant en raison de leur sympathie à l'égard du Parti communiste français clandestin, auraient été déportés en qualité d'otage. Des Tsiganes, quant à eux, appréhendés pour motif racial dès les premiers temps de l'Occupation, auraient été intégrés au convoi en tant que main-d'œuvre.

Le premier transport de l'année 1943 est constitué, pour plus de 60%, de militants et sympathisants communistes. Parmi eux semble se trouver une forte minorité d'otages déportés en cette qualité. Le convoi présente en effet une composition partiellement similaire à celui dirigé le 6 juillet 1942 vers Auschwitz, constitué d'hommes proches des milieux communistes, qui avaient été rassemblés à Compiègne pour former un convoi de représailles. Plus de 9% des hommes déportés en janvier 1943 ont été arrêtés par mesure de représailles. Il en est ainsi des militants et sympathisants du PCF clandestin, rafés en octobre 1941 sur ordre des Allemands, à partir de listes d'avant-guerre. Cette vaste opération est organisée dans le cadre de la mise en application du « Code des otages » du 28 septembre 1941 : elle doit assurer la saisie de communistes à placer sur les *Geisellisten*. Il en est de même des quelques otages communistes, juifs et gaullistes du transport, appréhendés par l'occupant en représailles des attentats d'Airan (Calvados) du printemps 1942. La plupart des personnes ainsi arrêtées avaient été intégrées au convoi du 6 juillet. Notons, encore, la présence d'hommes arrêtés en application du décret d'Oberg du 10 juillet 1942, relatif à l'extension de la désignation des otages aux familles des « terroristes » en fuite : il prévoit de fusiller les parents adultes de sexe masculin.

Le 30 août 1942, avec l'évolution de la politique répressive allemande, le Fort de Romainville est transformé en réserve de *Sühnepersonen* de région parisienne, de « victimes expiatoires » à fusiller en représailles des attentats. Annexe de Royallieu, le fort reste cependant un camp d'internement et continue à recevoir d'autres catégories de détenus. Or, au moins 180 déportés du convoi du 24 janvier 1943 ont subi une période d'internement à Romainville, avant d'être déportés en Allemagne. Les trois quarts arrivent au Fort durant l'automne 1942 : ils ont été arrêtés en raison de leur activité résistante, principalement communiste. Il est alors probable qu'une partie de ces hommes soit des otages rayés des listes. C'est le cas de deux Guadeloupéens inscrits sur la « Liste des *Sühnepersonen* entrant en ligne de compte pour une éventuelle exécution le 21 septembre 1942 », rayés de cette catégorie en novembre suivant et transférés à Compiègne pour être déportés. Métis, ils ne peuvent expier la faute de Français. Dès août 1942, il est ainsi prévu de déporter en KL les *Sühnepersonen* rayées des listes, leur nombre ne devant pas excéder 200<sup>28</sup>.



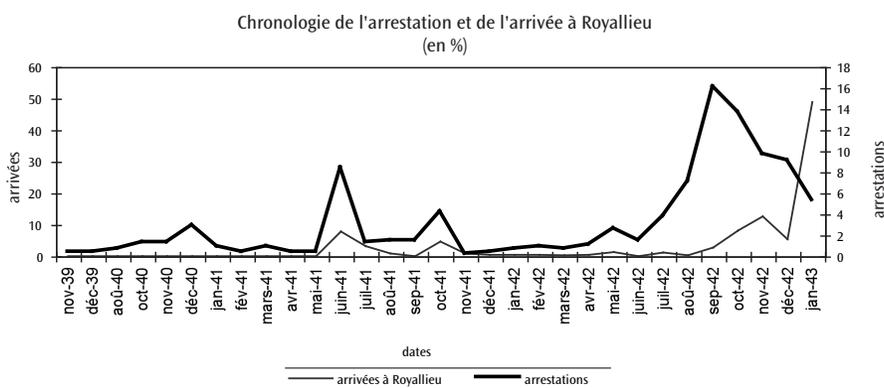
28 Thomas FONTAINE, *Les oubliés de Romainville. Un camp allemand en France (1940-1944)*, Paris, Tallandier, 2005.

D'autres hommes, enfin, principalement des communistes condamnés par la République, internés par mesure administrative de l'Etat français, ou rafflés en prévention de l'attaque de l'URSS, auraient également été déportés en janvier 1943 en qualité d'otages (*Geiseln*), selon la définition du Code. Ils le seraient devenus à expiration de leur peine : ils se sont vu refuser leur libération par les Allemands parce que communistes, parce que leur nom était déjà inscrit sur une liste d'otages ou parce qu'ils remplissaient toutes les conditions pour le devenir. Ils sont alors transférés à Royallieu depuis les camps d'internement français. Depuis l'ordre de Hitler d'avril 1942 de fusiller et déporter en représailles des attentats contre l'armée d'occupation, le MBF doit disposer d'une réserve d'otages.

La présence de détenus arrêtés à titre racial est une autre particularité du transport. Une soixantaine de Tsiganes ont pu être dénombrés au départ de Compiègne, le 24 janvier 1943. Tous ont été arrêtés, sur demande des Allemands, entre l'été et l'automne 1940, dans les départements de la côte atlantique où ils sont en stationnement depuis le déclenchement du conflit. Après avoir connu un parcours d'internement similaire, ils sont rassemblés au camp de la route de Limoges à Poitiers : c'est de là qu'est organisé, le 13 janvier 1943, le transfert de 70 d'entre eux vers le camp de Royallieu, parmi lesquels au moins 60 sont déportés au KL Sachsenhausen. Sélectionnés parmi les hommes de 17 à 60 ans, tranche d'âges apte au travail, ils subissent une nouvelle vérification de leurs capacités physiques à Compiègne. « Il ne s'agissait donc pas de se débarrasser systématiquement d'une population donnée par la déportation. [...] L'opération se rapprocherait davantage de l'envoi forcé en Allemagne d'une main-d'œuvre aisément disponible, et relèverait d'une initiative des autorités locales françaises<sup>29</sup> ». Vichy, pour répondre aux exigences de l'occupant en matière de main-d'œuvre, applique la loi du 4 septembre 1942 de manière plus large : elle concerne alors, « parmi les Français et ressortissants français résidant en France et dont l'aptitude physique aura été médicalement constatée, toute personne du sexe masculin âgée de plus de 18 ans et de moins de 50 ans ». Or, on trouve des Tsiganes de nationalité étrangère, tandis que d'autres ne présentent pas l'âge requis. Persécutés par Vichy, ils auraient cependant été déportés pour fournir des travailleurs à l'économie de guerre du *Reich*.

Les internés sont rassemblés, depuis leurs différents lieux de détention en France, au camp de Compiègne, point de départ des grands transports de déportation de répression de zone « Nord ». Les trois quarts y sont transférés tardivement, à partir de l'automne 1942, en vue d'une déportation ; janvier 1943 regroupant près de la moitié des transferts. C'est durant cette période que l'ensemble des Tsiganes sont notamment dirigés vers Royallieu, dix jours avant le départ. L'essentiel des hommes ont cependant été arrêtés depuis peu, en

été-automne 1942, pour Résistance communiste. Toutefois, près du quart des déportés sont internés à Compiègne avant l'automne 1942 et la décision de former de nouveaux transports. La plupart, des *Geiseln*, ont connu le même parcours d'internement que les otages déportés le 6 juillet 1942. Ce sont essentiellement des communistes internés à Royallieu dès 1941, une grande part entre le 22 juin et le 18 juillet : les uns ont été rafiés lors de l'opération « Barbarossa » ; les autres, internés administratifs au CSS d'Aincourt, livrés par Vichy à cette occasion. Certains arrêtés dès 1940 par la police française, jugés et condamnés, sont remis aux Allemands à expiration de leur peine.



Les détenus ainsi regroupés, les Allemands procèdent à l'établissement de la liste de départ. Bien que celle-ci n'ait pas été conservée, comme la partie du registre de Royallieu concernée, la logique de constitution du transport peut être appréciée. On note ainsi une correspondance entre les séries de matricules attribués au KL et la chronologie de l'entrée à Royallieu : les matricules les plus bas du KL sont attribués à des détenus entrés à Royallieu à l'automne 1942 ; les plus élevés étant affectés aux hommes internés à l'hiver 1942-1943. Or, les otages présents à Compiègne avant l'automne 1942, ou maintenus en détention par Vichy pour le compte des Allemands, sont immatriculés dans les derniers numéros : l'un d'eux, arrêté en représailles de l'attentat d'Airan, et interné en mai 1942 à Royallieu, est immatriculé 59.386 à Sachsenhausen, soit l'avant-dernier matricule attribué aux *Häftlinge* du convoi. Il semble donc que la liste au départ de France ait été constituée à partir du registre d'entrée au camp. L'administration du KL aurait immatriculé les déportés selon l'ordre croissant de leur arrivée à Royallieu. Si ces hypothèses sont valables pour les détenus transférés en vue d'une déportation dès l'automne 1942, il n'en va pas de même pour la plupart des otages : ils sembleraient avoir été ajoutés en fin de liste. Parmi eux, nombre étaient présents à Compiègne lors de la formation du transport de représailles du 6 juillet 1942.

### • Déporter de jeunes hommes « aptes au travail » : les convois du printemps 1943

Par sa constitution et sa composition, le premier transport massif de l'année 1943 marque la fin de la « politique des otages » ; il semble aussi lancer, en France, l'opération *Meerschaum* qui doit approvisionner les KL en main-d'œuvre forcée. Il faut attendre le printemps suivant pour voir de nouveaux convois se constituer en gare de Compiègne : en trois semaines, les Allemands déportent environ 4.000 hommes vers Mauthausen et Sachsenhausen. La machine de guerre nazie a alors besoin d'une masse de travailleurs. En une dizaine de jours, au moins 1.860 hommes sont donc à nouveau déportés vers Oranienburg, les 28 avril et 8 mai 1943.

Il s'agit de déporter en masse des hommes « aptes au travail ». De la nécessité de disposer d'une main-d'œuvre possédant de bonnes aptitudes physiques, découle donc la déportation d'une population très majoritairement jeune : 74 % ne dépassent pas la trentaine d'années ; cette tranche d'âges représentant à peine 40 % du convoi précédent. On peut attendre la déportation d'ouvriers spécialisés à affecter aux industries d'armement, secteur vital pour le *Reich* en guerre : les travailleurs manuels, ouvriers de l'industrie et des transports, ainsi que les métiers de l'artisanat, représentent plus de la moitié des convois<sup>30</sup>. Toutefois, la grande diversité des catégories socioprofessionnelles témoigne, qu'au-delà de travailleurs spécialisés, l'Allemagne ressent avant tout le besoin primordial d'une main-d'œuvre abondante. Les transports du printemps 1943 intègrent donc une population plurielle, dont les qualifications n'ont rien de commun avec celles que peuvent en attendre les usines de guerre. Ils mêlent des étudiants, des pêcheurs, des agriculteurs, des employés ou encore des commerçants : pour eux, les Allemands ont prévu un apprentissage préalable, comme aux usines Demag à Falkensee<sup>31</sup>.

Il s'agit avant tout de déporter massivement une main-d'œuvre corvéable, que les nazis puisent dans les centres de détention de France. Si une minorité est internée depuis plusieurs années – quelques communistes arrêtés à partir de 1940 –, l'écrasante majorité des hommes constitue en quelque sorte une main-d'œuvre de circonstance, internée depuis seulement quelques semaines lors du transfert en Allemagne. En effet, c'est la tentative de quitter le territoire métropolitain, essentiellement à partir de mars 1943 et l'instauration du Service du Travail Obligatoire (STO), qui est à l'origine de la moitié des arrestations. Or, si la plupart déclarent vouloir rejoindre la France Libre en Afrique du Nord, leur âge compris entre 18 et 40 ans, indique qu'ils sont tous concernés par les lois vichystes instaurant le travail obligatoire, les 4 septembre 1942 et 16 février



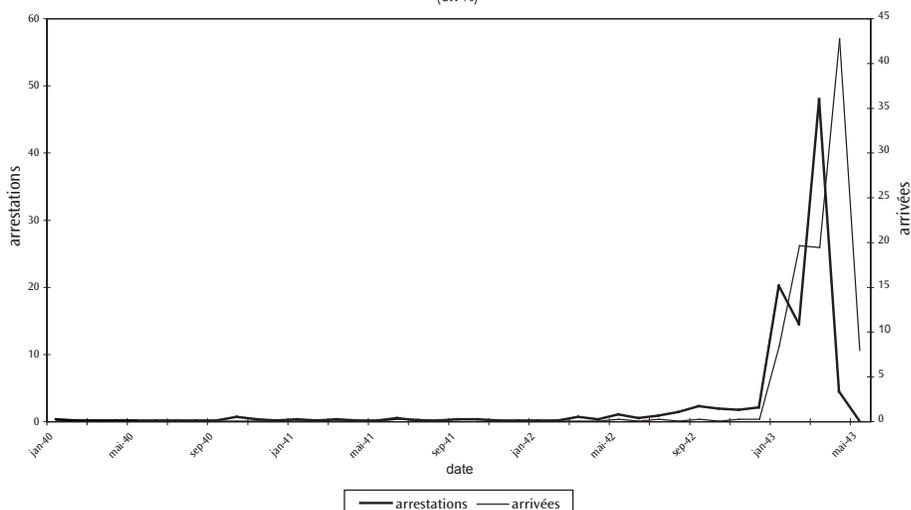
30 Ces catégories socioprofessionnelles représentent environ le tiers de la population française masculine de plus de 14 ans. INSEE, *Résultats statistiques du recensement général de la population effectué le 10 mars 1946*, Paris, PUF, 1951.

31 Anciens déportés du camp de Falkensee, *Le Livre-mémorial*, op. cit.

1943. D'autre part, la nécessité d'approvisionner les KL en travailleurs semble également commander l'organisation d'actions répressives de masse : les raflés du Vieux-Port de Marseille, en janvier 1943, représentent 28% des 915 déportés du 28 avril recensés à ce jour. Les convois du printemps 1943 sont donc issus d'un regroupement d'hommes hétéroclites, contrairement à celui de janvier à dominante communiste.

Les *Schutzhäftlinge* sont regroupés à Compiègne, sous autorité allemande, durant les quelques semaines, voire les quelques jours précédant le départ. La rapidité des nazis à constituer des transports de main-d'œuvre se manifeste par le fait que les déportés de Sachsenhausen, au sein des trois convois de l'année 1943, ne se croisent pas lors de leur internement à Royallieu : l'analyse des matricules démontre que les Allemands vident le camp dans l'ordre d'arrivée des détenus, et le remplissent en vue d'un nouveau convoi, au fur et à mesure des départs en déportation. Le rassemblement est donc effectué sur une courte période : seules quelques semaines, voire quelques jours, séparent l'arrestation du transfert à Compiègne, puis du départ pour l'Allemagne. Cela traduit une accélération du rythme de la répression et des déportations, en rapport avec les nécessités économiques de la « guerre totale ». C'est avec le printemps 1943 que l'opération *Meerschaum* prend donc de l'ampleur en France occupée.

Chronologie de l'arrestation et de l'arrivée à Royallieu  
(en %)



### Les déportés de Compiègne vers le KL Sachsenhausen : des origines plurielles (automne 1939-printemps 1943)

L'ordre du 14 décembre 1942, par lequel Himmler commande le transfert de 35.000 « travailleurs » en KL pour la fin janvier 1943, semblerait donc déclencher l'*Aktion Meerschaum* sur le territoire français. Il s'agirait de déporter comme

main-d'œuvre des Français arrêtés pour des « délits politiques mineurs »<sup>32</sup>. La population déportée au KL Sachsenhausen, dans trois des premiers convois massifs de 1943, présente alors un profil pluriel. Les arrestations, qui s'étendent de l'automne 1939 à avril 1943, sont le reflet de l'affirmation croissante des oppositions à l'Occupation, de l'évolution de la politique répressive menée en retour en France, et des impératifs économiques du *Reich* liés à la guerre.

Les premières arrestations jusqu'à fin 1941 – près de 14% – sont opérées à titre préventif contre deux principales populations : les Tsiganes (15%) et les milieux communistes (81%). Les autorités françaises interviennent dans près de trois arrestations sur cinq : la majorité sont le fait de Vichy, qui hérite de l'appareil répressif du gouvernement Daladier, et collabore aux actions de l'occupant.

L'internement des nomades en France relève cependant de la volonté des Allemands, manifestée dès l'été 1940, alors que la déportation des Tsiganes du *Reich* vers la Pologne a déjà débuté. Pour assurer la sécurité de ses troupes, l'occupant exige que les éléments jugés dangereux soient expulsés des régions atlantiques. Par une première ordonnance d'octobre 1940, il demande que « les Tsiganes se trouvant en zone occupée [soient] transférés dans des camps d'internement, surveillés par des policiers français ». En novembre, une seconde ordonnance allemande interdit l'exercice d'une activité ambulante dans le grand Ouest. Déjà, dès la « Drôle de guerre », la République française manifeste sa méfiance à l'égard de cette population : elle contraint les nomades à se déclarer aux autorités et à stationner dans la localité désignée par les préfets de départements. A l'automne 1940, Français et Allemands peuvent ainsi arrêter des familles entières, internées un temps au camp de la route de Limoges à Poitiers (Vienne) : une soixantaine d'hommes, jeunes pour la plupart, en sont extraits en janvier 1943 pour être déportés quelques jours plus tard, au sein d'un convoi dont ils représentent 2,3% de l'effectif.

L'essentiel de la répression exercée en 1939-1941 est toutefois tournée vers les milieux communistes. En septembre 1939, en réaction au pacte germano-soviétique, le gouvernement Daladier dissout le PCF, contraint à l'action clandestine. La III<sup>e</sup> République inaugure un appareil répressif anti-communiste que l'Etat français renforce à l'été 1940 : les militants arrêtés, internés et condamnés sous Daladier purgent l'essentiel de leur peine sous Vichy, qui les maintient en détention avant de les livrer aux Allemands. De même, Vichy use de deux pratiques répressives héritées : l'interpellation de militants actifs après enquête ; l'internement administratif des suspects par mesure préventive. Des militants et sympathisants sont ainsi arrêtés par les autorités vichystes, jugés et condamnés par un tribunal français, pour propagande et infraction au décret-loi de dissolution du Parti de septembre 1939. L'internement préventif constitue cependant



32 Interrogatoire de K. H. Hoffmann du 1<sup>er</sup> août 1946, *Procès des grands criminels de guerre, op. cit.*, tome 20, p. 179.

le cœur de l'appareil répressif : en septembre 1940, Vichy proroge le décret-loi du 18 novembre 1939, autorisant les préfets à prononcer l'internement dans des Centres de séjour surveillé (CSS) de toutes personnes jugées dangereuses. Cette mesure est d'abord dirigée contre les anciens élus et syndicalistes listés avant-guerre ; puis contre des militants condamnés, dont la détention est prolongée en CSS à la fin de leur peine.

Juin 1941 marque un palier dans la répression anti-communiste en France : assistés du régime collaborationniste vichyste, les Allemands entrent en scène lors de l'opération « Barbarossa ». Ils procèdent aux arrestations préventives de communistes notoires en été 1941 ; condamnations et internements se poursuivant au second semestre. Lorsque le 22 juin, la *Wehrmacht* attaque l'URSS, Hitler ordonne d'interpeller les sympathisants et militants du PCF de zone occupée, en prévision d'éventuelles résistances. L'« action Theoderich » débute en province le jour même, puis atteint la région parisienne. D'abord détenues, pour la plupart, sous contrôle de Vichy, les victimes sont remises à l'occupant à partir du 27 juin. D'autres, arrêtées par les Français depuis 1940, sont livrées aux Allemands pour l'occasion. Tous sont internés au camp de « détention de police » de Compiègne-Royallieu. L'internement administratif devient alors « un instrument privilégié du système répressif allemand en France<sup>33</sup> ». A partir de septembre 1941, il s'agit de constituer une réserve d'otages à fusiller en représailles des attentats communistes croissants, conformément au Code du MBF.

Les années 1942-1943 – 86% des arrestations – sont marquées par une diversification des motifs, liés essentiellement à l'accroissement des résistances à l'Occupation en France, et aux impératifs économiques du *Reich* engagé dans la « guerre totale ». C'est durant ces années que sont arrêtés la quasi-totalité des membres d'organisations résistantes (32% des convois de déportation), les victimes de rafles (14%), ou encore les hommes tentant de quitter le territoire français (31%).

75% des déportés de Sachsenhausen sont arrêtés entre septembre 1942 et avril 1943 ; nombre de ces arrestations étant liées aux réquisitions de travailleurs. Suite à son échec en URSS, le *Reich* exprime de nouvelles exigences de main-d'œuvre pour mener une guerre plus longue que prévue. En mars 1942, Sauckel se voit confier la gestion de la main-d'œuvre européenne : chaque pays occupé doit fournir un quota de travailleurs à l'Allemagne, alors que Pierre Laval, de retour au pouvoir en France, souhaite accentuer la collaboration. Le 4 septembre 1942, Vichy institue le travail obligatoire pour les femmes célibataires de 21 à 35 ans et pour les hommes âgés de 18 à 50 ans ; ils peuvent être appelés à travailler en Allemagne. De nouvelles exigences en 1943 poussent Vichy à instaurer un Service du travail obligatoire (STO), le 16 février : les Français nés en 1920, 1921 et



33 Denis PESCHANSKI, *La France des camps. L'internement 1938-1946*, Paris, Gallimard, 2002, pp. 175-176.

1922 sont astreints à un service du travail de deux ans ; la majorité sont envoyés en Allemagne. La législation vichyste amplifie la résistance au régime et à l'occupant : près de 23 % des déportés arrêtés en 1942-1943 se déclarent réfractaires au travail<sup>34</sup>. Une large majorité est arrêtée en quittant le territoire métropolitain via l'Espagne. D'autres sont victimes d'arrestations collectives : ainsi à Nancy (Meurthe-et-Moselle) en mars 1943, le jour de la visite médicale préalable au départ des requis en Allemagne.

La plus importante raffe, dont sont victimes les déportés de Sachsenhausen, se déroule cependant à Marseille en janvier 1943. Les Allemands souhaitent soumettre une ville portuaire peu sûre, suite au débarquement allié d'Afrique du Nord. Il s'agit également de réaliser la « Solution finale » de la question juive dans cette ville refuge d'un grand nombre d'Israélites d'Europe centrale. L'occupant prévoit donc, avec le concours des autorités françaises, de détruire les quartiers du Vieux-Port, après une vaste opération policière de plusieurs jours contre les « criminels » et « indésirables »<sup>35</sup>. Ces derniers sont à déporter en Allemagne. Le 24 janvier, 1.600 personnes, juives pour la moitié, forment un premier convoi ferroviaire à destination de Compiègne. Au même moment, 20.000 habitants du Vieux-Port sont évacués vers le camp de Fréjus (Var) contrôlé par les Allemands : le 1<sup>er</sup> février, 800 personnes constituent un second transport pour Compiègne. « Ce convoi, dont il est difficile d'évaluer la composition, comprenait surtout des hommes de tous âges, dont la plupart avaient leurs occupations à Marseille et n'avaient jamais attiré l'attention des services de police pour leur activité politique<sup>36</sup> ». La grande majorité sont déportés : les Juifs vers les camps d'extermination de Sobibor et d'Auschwitz ; d'autres étant mis à disposition de l'Organisation Todt dans les îles anglo-normandes ; la majorité des non Juifs sont envoyés aux KL Sachsenhausen, Buchenwald et Mauthausen. Ils représentent 28 % du convoi du 28 avril 1943.

Les déportés de Compiègne vers le KL Sachsenhausen, entre les mois de janvier et mai 1943, comptent parmi les premières victimes de la déportation de masse, inaugurée en France en ce début d'année et qui se poursuit jusqu'à la fin de l'Occupation en 1944. Population estimée à près de 3.600 hommes, ces derniers représentent près de la moitié des concentrationnaires « français » passés par ce camp. En 1943, cette nouvelle pratique répressive répond alors à une double volonté. Trouver, d'une part, une politique coercitive de rechange aux



34 Ce chiffre est minimal. Nombre de jeunes tentant de quitter la France, par exemple, avancent leur seule volonté de rejoindre les Forces françaises libres d'Afrique du Nord, alors qu'ils sont en âge d'être requis.

35 Christian OPPETIT (dir.), *Marseille, Vichy et les nazis. Le temps des rafles. La déportation des Juifs*, Amicale des Déportés d'Auschwitz et des Camps de Haute-Silésie, Section Marseille-Provence, Marseille, 1994.

36 M<sup>6</sup>11046, note du préfet régional de Marseille au chef du gouvernement le 27 juillet 1943, AD Bouches-du-Rhône, *ibid.*, p. 22.

fusillades massives d'otages, pratiquée en France dès 1941, en représailles des attentats « terroristes », mais dont les effets sur la population sont devenus néfastes pour l'occupant. D'autre part, dans un contexte de « guerre totale », approvisionner en hommes « aptes au travail » les camps de concentration du *Reich*, devenus les réservoirs de main-d'œuvre des industries allemandes d'armement. L'année 1943 commencerait donc par la mise en application de l'opération *Meerschaum*, conformément à l'ordre du *Reichsführer-SS und Chef der deutschen Polizei* du 14 décembre 1942, qui commande des transferts massifs en KL pour la fin janvier 1943. Appliquée au territoire français administré par le *Militärbefehlshaber in Frankreich*, où la SS a pris le relais de la *Wehrmacht* à la tête de la répression, cette action vise à déporter des « ouvriers français » réputés qualifiés. Le *Polizeihaftlager* Royallieu à Compiègne devient, dès lors, le point de rassemblement des victimes de la *Schutzhaft*, que les nazis destinent à emmener en Allemagne.

Le mois de janvier 1943 ouvre donc un premier cycle de départs massifs vers le *Reich*. Six grands transports sont ainsi organisés à Compiègne, au cours du premier semestre 1943, vers les principaux camps nazis : Sachsenhausen, Mauthausen et Buchenwald pour les hommes ; Auschwitz et Ravensbrück pour les femmes. Trois convois entrent à « Sachso », ainsi dénommé par les Français : l'un le 25 janvier, les suivants à quelques jours d'intervalle les 30 avril et 10 mai. Les victimes de ces premières déportations reflètent l'évolution de la répression exercée en France, par les autorités allemandes et françaises, depuis l'entrée en guerre à l'automne 1939. Le convoi du 24 janvier, par sa constitution et sa composition, apparaît ainsi à la charnière de la « politique des otages ». Ceux du printemps traduisent une accélération de la répression et des déportations, en rapport avec les impératifs économiques de la « guerre totale » : c'est à cette époque que l'opération *Meerschaum* prendrait de l'ampleur.

Déportés de France comme main-d'œuvre forcée, les *Schutzhäftlinge* de Sachsenhausen sont très tôt versés dans les *Kommandos* extérieurs de travail des KL, au service des industries de guerre nazies. Ils participent à l'explosion de leurs effectifs, ainsi qu'à la création de nouveaux tel Falkensee. Plus de la moitié des hommes sont ainsi affectés à l'usine d'aviation Heinkel, le *Kommando* le plus important de Sachsenhausen, à l'issue des quelques jours de quarantaine. Les taux de survie dans ces « bons » *Kommandos* sont relativement élevés ; jusqu'à l'effondrement du système concentrationnaire en 1945 et aux marches de la mort infligées par les SS<sup>37</sup>. C'est, en effet, pendant les derniers mois de détention que les taux de mortalité sont les plus forts. L'exploitation d'une main-d'œuvre massive provenant de France, dès le mois de février 1943, dans le complexe de Sachsenhausen, va alors servir de modèle. Le camp, placé à la tête du système concentrationnaire – c'est sur ce site qu'est implantée l'Inspection des KL,



37 Le taux de mortalité des déportés de Sachsenhausen est d'un tiers. Il est de 40 % à l'échelle nationale. Fondation pour la Mémoire de la Déportation, *Livre-Mémorial*, op. cit.

rattachée pendant le conflit à l'Office principal d'administration économique de la SS –, joue donc un rôle précurseur en la matière. Cette première expérience, concluante pour le *Reich*, ouvre la voie à de nouveaux projets d'emploi de concentrationnaires dans l'industrie de guerre<sup>38</sup>.

## Synthese

In 1936 in de regio Brandenburg opgerichte concentratiekamp van Oranienburg-Sachsenhausen was in feite de voortzetting van een eerste KZ dat er in 1933 geopend werd op een dertigtal kilometer van Berlijn. Het was het tweede grote concentratiekamp in het *Reich*. Als basis van het concentrationnair systeem stond het in voor alle directieven met betrekking tot de administratie van de KZ. Tot de bevrijding van het kamp in april 1945 hebben er niet minder dan 200.000 *Häftlinge* van Europese origine opgesloten gezeten. In 1943 is Sachsenhausen het eerste KZ om in navolging van de door Himmler, *Reichs SS-führer* en hoofd van de Duitse politie, uitgevaardigde directieven een omvangrijke groep van repressie gedeporteerden te ontvangen (operatie *Meerschaum*). De basis van deze richtlijn, die de tewerkstelling van de gevangenen inluidde, was van economische aard. Op 24 januari 1943 kwam een eerste konvooi vanuit Compiègne aan met 1.528 mannen en 230 vrouwen. De eerste werden er de volgende dag geregistreerd en de “31.000” werden drie dagen later in Auschwitz genummerd. Dit transport is het eerste van een serie van drie, vanuit de bezette zone in Frankrijk richting Sachsenhausen. Twee andere konvooien met 1.860 gevangenen namen tijdens de lente van 1943 dezelfde weg, terwijl een konvooi met 220 vrouwen naar Ravensbruck werd geleid. Het onderzoek van de gevangenen die van Compiègne naar Sachsenhausen werden geleid laat ons toe een portret te schetsen van de 3.600 *Häftlinge* die deel uitmaakten van de eerste massale wegvoering vanuit Frankrijk. Hun deportatie grijpt plaats in een periode waarin het *Reich* zich opmaakt voor een “totale oorlog”, onder meer op economisch vlak. Het komt er dus op aan de wisselwerking te onderzoeken tussen het concentrationnair systeem en de nieuwe repressieve politiek die door de nazi's in bezet Frankrijk werd ingesteld.



38 Emilie RIMBOT, *Les premiers déportés de répression au départ de Compiègne. Les convois massifs du premier semestre 1943. Les débuts de l'opération Meerschaum*, mémoire de Master 2 Recherche, Université de Caen, 2005.



Frédéric Stroh\*

## Les incorporés de force alsaciens et mosellans face à la justice militaire du III<sup>e</sup> Reich, à Torgau (Saxe)

### Liberté d'individus et répression de système

Torgau, en Saxe, véritable centre du système judiciaire et pénitentiaire de la Wehrmacht, est à inscrire comme le symbole de l'implacable répression judiciaire nazie qui s'abattit notamment sur les incorporés de force alsaciens et mosellans refusant de se soumettre à l'autorité militaire allemande. Entre arguties juridiques et désirs individuels, la présente étude ambitionne de renouveler l'historiographie de ceux appelés couramment les «Malgré-nous», mais, au travers de leur parcours, c'est l'ensemble du système juridique et pénitentiaire militaire du III<sup>e</sup> Reich en action qui se fait jour.

*«Il semblerait que la genèse de la mémoire collective explique que le destin minoritaire des «Malgré-nous» résistants ne joue aucun rôle dans le souvenir allemand et français de la Seconde Guerre mondiale. C'est pourtant de là que devrait émerger une mémoire européenne qui placerait au cœur de sa réflexion la question de l'individu et de ses droits».*

NORBERT HAASE, historien allemand



\* Diplômé du Master II d'Histoire des Mondes Germaniques de l'Université Marc Bloch de Strasbourg. D'après un mémoire de maîtrise d'histoire contemporaine, réalisé sous la direction de M. Christian Baechler, à l'Université Marc Bloch en 2005, intitulé «*Le Torgau des Malgré-nous : Les soldats alsaciens et mosellans de la Wehrmacht dans le système judiciaire et pénitentiaire militaire allemand et les conséquences d'après-guerre, vu depuis Torgau (1942-2005)*». (NDLR : Ce mémoire vient d'être publié aux éditions L'incongruiste sous le titre *Les Malgré Nous de Torgau. Des insoumis alsaciens et mosellans face à la justice militaire nazie*).

## Introduction

En août 1942, les Gauleiter d'Alsace et de Moselle, territoire français annexé *de facto* dans le III<sup>e</sup> Reich, décrétèrent l'obligation au service militaire dans la Wehrmacht pour tous les jeunes hommes possédant deux quarts de sang allemand, c'est-à-dire ayant au moins eu deux grands-parents nés dans le II<sup>e</sup> Reich, qui, on le sait, incluait *de jure* les trois départements français. L'objectif des autorités allemandes est double : palier aux pertes de « *matériel humain* » sur le front et accélérer la germanisation des Alsaciens et Mosellans. Il est impossible de comprendre l'histoire de ces 130 000 incorporés de force alsaciens et mosellans sans s'intéresser à ceux qui ont subi le courroux de la justice militaire allemande, car c'est bien par la force de cette justice pervertie qu'a pu être appliquée l'incorporation, totalement inégale, des Alsaciens et Mosellans dans la Wehrmacht. Comprendre ce qu'il est advenu de ceux qui ont résisté, c'est aussi comprendre pourquoi les autres ont subi en silence.

La question des incorporés de force face à la justice du III<sup>e</sup> Reich est vaste et ne peut être aujourd'hui synthétisée pour la simple raison que ce domaine de recherche n'a été encore que peu considéré. Il s'agirait alors, pour commencer, de se concentrer sur une thématique limitée, un fonds d'archives défini ou encore sur l'étude de quelques biographies précises. Mais pour avoir de la question une vue d'ensemble, dans le temps et à travers les différentes problématiques, sans pour autant se disperser et se perdre, une méthode assez intéressante serait de limiter un cadre géographique représentatif. Torgau, en Saxe, est à cet égard riche de promesses. Si la ville est restée célèbre dans l'Histoire, c'est pour la jonction qui y eut lieu entre l'armée russe et l'armée américaine, le 25 avril 1945. Cependant, au-delà de ce symbole, Torgau est à inscrire dans l'histoire de la Deuxième Guerre mondiale pour avoir été au centre du système judiciaire et pénitentiaire de la Wehrmacht. C'est en effet là que se sont peu à peu concentrés le *Reichskriegsgericht* (RKG), le tribunal militaire suprême du III<sup>e</sup> Reich, et d'autres tribunaux de Division ou de Kommandantur, ainsi que les prisons militaires de *Brückenkopf* et surtout de *Fort Zinna*, qui, au cours de la seconde moitié de la guerre, est devenue la plus importante du Reich et a redistribué une masse considérable de soldats condamnés vers les différents lieux d'exécution des peines. Placer son point de vue à Torgau permet donc d'embrasser dans toute sa complexité la question de la justice militaire. C'est pouvoir considérer à la fois l'expression suprême du droit militaire nazi et la méthode selon laquelle les peines étaient ensuite purgées. Or il est remarquable de constater que les archives concernant Torgau sont riches d'informations sur le cas des Alsaciens et Mosellans incorporés de force dans la Wehrmacht. Il y a là une opportunité unique de mieux comprendre l'histoire des « Malgré-nous » pris dans ce qui fut une véritable machine de guerre et de terreur judiciaire nazie.

S'intéresser à l'histoire des Alsaciens et Mosellans dans le système judiciaire et pénitentiaire militaire allemand, c'est à la fois aborder l'aspect quantitatif et

local de la question de l'incorporation de force, car, pour illustrer nos propos, il nous faudra nous intéresser à des parcours biographiques précis, mais c'est surtout aussi s'atteler à l'aspect qualitatif en considérant les enjeux et les problématiques juridiques de l'incorporation de force, ainsi que la question plus sociologique des conditions de captivité. De manière singulière, l'étude de l'histoire des incorporés de force alsaciens et mosellans dans le système judiciaire et pénitentiaire militaire allemand permet également de considérer la question de l'incorporation du point de vue allemand, ce qui est indispensable pour la comprendre véritablement. Quelles furent sa justification légale au regard du droit allemand et l'application qu'en firent les juges allemands? Comment les «Malgré-nous» condamnés ont vécu leur parcours pénitentiaire parmi les autres détenus allemands? Il nous faudra aussi nous intéresser à l'après-guerre allemand. Autant l'on connaît l'histoire tumultueuse de la reconnaissance de l'incorporation de force en «France de l'intérieur», autant l'on a que peu considéré la manière dont est envisagée la question outre-Rhin depuis la fin de la guerre, alors qu'en définitive l'histoire des «Malgré-nous» est aussi une partie intégrante de l'histoire allemande du régime nazi. Ecrire l'histoire des «Malgré-nous» du point de vue allemand, c'est finalement retourner à leur essence même, puisque leur malheur est venu de ce qu'on les a considérés à tort comme allemands. Si l'on va jusqu'au bout du raisonnement, la question principale est finalement de savoir si les Alsaciens et Mosellans incorporés de force dans la Wehrmacht sont à considérer dans la pratique comme un groupe à part au sein de la masse des soldats allemands condamnés par la justice militaire. Soulignons dès le départ que parler d'un point de vue pour écrire l'histoire ne remet nullement en cause l'objectivité que promeut la science historique, au contraire, la réalité étant polymorphe, seule la multiplication des points de vue permet d'en donner une image fidèle. Il ne s'agit pas de faire du point de vue allemand la vérité historique mais de l'en enrichir. On ne peut comprendre véritablement l'incorporation de force qu'en comprenant ceux qui l'ont défendue. Il s'agit de comprendre et nullement, bien sûr, d'excuser.

Cette recherche se base sur l'étude de sources relativement variées pour permettre d'aborder le plus grand nombre de points de vue et d'aspects possibles de la question : divers documents administratifs de la justice militaire, des jugements du RKG découverts après la chute du mur aux archives militaires de Prague, différents rapports d'anciens détenus de Fort Zinna, des archives de plusieurs centres pénitenciers et d'exécution, des journaux de captivité et des témoignages actuels d'anciens «Malgré-nous» détenus à Fort Zinna, des archives du Tribunal de Rastatt ouvertes sous dérogation spéciale. Toutes les sources, juridiques comme personnelles, datant de la Seconde Guerre mondiale, considérées ici sont précieuses car rares. Une part importante de la bibliographie a trait aux publications allemandes concernant la justice militaire de guerre et les déserteurs de la Wehrmacht, qui servent également à cerner l'évolution de l'historiographie de la question.

Il nous faut, avant de débiter, préciser quelques choix de dénominations. On préférera en général la formule d'«incorporés de force», à celle de «Malgré-nous», car elle reflète mieux la réalité juridique du phénomène, même si nous nous refusons à exclure la question de l'autodétermination ou non des individus dans ce domaine, que reflète mieux la seconde formule. De plus, si on parlera de «désertion» pour qualifier le refus des Alsaciens et Mosellans à servir dans l'armée allemande, et non d'«évasion» comme le suggèrent certains qui reprochent au terme de «désertion» d'être lié à l'idée de déloyauté, c'est par commodité, et aussi peut-être, pour retirer de la notion de désertion cette connotation négative absolue, car tout dépend du contexte dans lequel elle a lieu.

Il n'est présenté ici qu'un résumé succinct de l'étude initiale, où sont donc privilégiées les conclusions des différentes thématiques, au détriment parfois de l'argumentaire. Mais j'espère simplement que cela aiguïsera la curiosité du lecteur, que je renvoie au mémoire en lui-même pour connaître les données détaillées issues des archives et les raisonnements qui sont à la base de ces conclusions.

## Les jugements de «Malgré-nous» à Torgau (1942-1945)

### L'armée et la justice militaire du III<sup>e</sup> Reich

La Wehrmacht n'est pas une armée comme une autre. Adolphe Hitler l'a promue, au titre de pilier du nouvel Etat, dès son accession au pouvoir le 30 janvier 1933. Il y impose sa main par l'intermédiaire de l'«*Oberkommando der Wehrmacht*» (OKW) et l'a contrainte à la guerre, alors que, malgré un sentiment commun de revanche, l'armée s'est longtemps méfiée du NSDAP, jugé trop populiste et révolutionnaire. Avec Hitler au pouvoir, ce n'est plus un serment «*au Peuple et à la Patrie*» que doit désormais jurer tout soldat allemand, mais un serment fait à la personne même du Führer : «*devant Dieu, je prête le serment sacré d'observer une obéissance absolue au Führer du Reich et du Peuple allemand, Adolphe Hitler, commandant suprême de la Wehrmacht, et être prêt en vaillant soldat à donner à tout moment ma vie pour ce serment*». Une fois celui-ci prêté, l'individu ne s'appartient plus, il ne peut plus exprimer sa volonté, il perd toute maîtrise de sa destinée et se doit de donner sa vie. Il n'est plus reconnu au soldat de la Wehrmacht aucun droit personnel. Ce n'est plus un homme, c'est devenu une chose entre les mains de Hitler. De plus, comme en France, l'armée est considérée comme la «*Schule der Nation*» (l'école de la nation), mais la logique en est poussé beaucoup plus loin en Allemagne. Le soldat est le futur citoyen, mais surtout le soldat est le modèle du citoyen. L'armée est le modèle du peuple dans un régime fasciste. Les valeurs militaires de courage, de combativité, de force, de discipline deviennent les seules valeurs qui comptent pour pouvoir être qualifié d'Allemand et même d'Homme. Dans un tel système, la conscription est plus qu'une étape de la vie, elle s'inscrit dans une continuité, c'est un prolongement

et un départ tout à la fois. Le jeune Allemand est embrigadé très tôt dans des formations paramilitaires qui ont pour vocation de le préparer à l'enrôlement dans la Wehrmacht.

Bref, la Wehrmacht, considérée comme seule productrice de véritables Allemands, du moins selon la définition qu'en donne le national-socialisme, c'est-à-dire des hommes virils, disciplinés et ayant le sentiment national, est un véritable instrument étatique nazifié par le haut et une organisation communautaire imposée niant les libertés individuelles du soldat. Cette définition est primordiale pour comprendre dans quel contexte se retrouvent les incorporés de force. Notons qu'après la guerre, les autorités allemandes chercheront à distinguer l'armée du mouvement politique nazi et le président Adenauer déclara, en 1951, l'honneur de la Wehrmacht sauf. La littérature allemande récente tend cependant à montrer que la Wehrmacht a non seulement permis à Hitler de se lancer dans son entreprise de destruction, mais a, pour partie, participé directement à certains crimes, notamment en Pologne où des exécutions sommaires de populations civiles ont été menées par de simples unités de la Wehrmacht<sup>1</sup>.

Pour assurer la cohésion de cette armée, les autorités nazies vont dévoyer la justice militaire et en faire l'un des principaux moyens de coercition des soldats, mais aussi des civils. En effet, Celle-ci est posée en garant de la force armée, puisqu'elle doit assurer l'«*Aufrechterhaltung der Manneszucht*» (le maintien de la discipline) et la «*Schlagkraft der Truppe*» (la puissance de combat des troupes), et en garant de l'ensemble du peuple allemand considéré comme une «*völkischen Wehrgemeinschaft*» (une sorte de «peuple-armée»).

Malgré une forme généralement légale, la justice militaire recréée en 1934 ne peut être considérée comme le fruit d'un Etat de droit. Il suffit de considérer la définition qu'en donne le juriste Martin Rittau dans le «*Zeitschrift für Wehrmacht*» de 1940/1941: «*seul est le droit pour les troupes, ce qui les sert et leur assure leur force de frappe*». Ce qui compte pour la justice d'alors, ce n'est pas tant de punir un délit ni d'assurer la protection des individus, que de maintenir un régime politique sous couvert de la Raison d'Etat: «*avant cette justice relative vis-à-vis de l'individu, il y a la justice absolue vis-à-vis de l'ensemble, face au peuple et à l'Etat, ce que recoupe pour nous l'expression de nécessité militaire*», poursuit-il. De plus, la justice militaire du III<sup>e</sup> Reich a totalement intégré l'idéologie nazie, et notamment les préceptes issus du social darwinisme, qui permettent bien souvent de classer les prévenus en «*sous-hommes*». Les juges considèrent en effet que «*la guerre fait parmi les meilleurs hommes de cruelles victimes, fauche des hommes pleins de valeurs, selon les critères ethno-biologiques et cause des souffrances indicibles aux clans dominant moralement et physiquement. De ce fait,*



1 Voir notamment: Rolf-Dieter MÜLLER, Hans-Erich VOLKMANN, *Die Wehrmacht Mythos und der Realität*, München, 1999.

*il ne peut nullement être question d'une protection spéciale pour les hommes de moindre valeur, s'agirait-il même dans le détail de personnes à plaindre*»<sup>2</sup>. Pour que la justice militaire puisse accomplir sa mission, le gouvernement la dote d'un arsenal législatif outrancier, notamment au travers du «*Kriegssonderstrafrechtsverordnung*» (KSSVO), le code pénal de guerre introduit en août 1939. Mais la véritable source du droit est alors la sphère politique et Adolphe Hitler qui édicte ses «*principes*» à cette justice dont il est le premier juge. Le bilan de la justice militaire nazie est là pour nous faire saisir la portée de cette politique. On avance généralement le nombre de 50 000 condamnations à mort rendues par les tribunaux militaires allemands durant la Seconde Guerre mondiale, dont 35 000 à l'encontre de membres de la Wehrmacht. Plus de 21 000 ont effectivement été exécutés. En comparaison, la justice américaines a fait exécuté 146 condamnés, celle anglaise 102 et celle française 40. Il ne faut cependant pas voir dans cette distorsion des chiffres une particularité allemande, mais nazie, puisque pendant la Première Guerre mondiale, la justice militaire du II<sup>e</sup> Reich avait fait exécuté 48 condamnés<sup>3</sup>. Par ses excès, la justice militaire nazie, censée assurer la cohésion et la force de la Wehrmacht, a plutôt eu un effet délétère.

### Torgau, un « multipôle judiciaire » à l'encontre des réfractaires alsaciens et mosellans

Le *Reichskriegsgericht* (RKG) est créé le 1<sup>er</sup> octobre 1936, en tant que plus haute cour de justice militaire du III<sup>e</sup> Reich, mais il n'est installé à Torgau, par crainte des attaques aériennes sur Berlin, qu'à partir du 17 août 1943. Si ce tribunal, connu essentiellement pour le procès de la «*Rote Kapelle*», n'a pas de compétence particulière pour juger des cas de «*Volksdeutsche*» (allemands de sang) réfractaires, on a tout de même pu retrouver la trace de plusieurs jugements à l'encontre de réfractaires alsaciens et mosellans : cinq ou sept à Berlin, douze à Torgau. On notera au passage que le tribunal jugea également des Alsaciens et Mosellans civils (un procès spécial est d'ailleurs mis en scène en mars 1943 par le Gauleiter Rober Wagner à Strasbourg pour juger 18 Alsaciens du réseau «*Alsace-Lorraine*»), et de nombreux résistants de toute l'Europe occupée, dont beaucoup de Français. Il est difficile d'établir le nombre d'incorporés de force alsaciens et mosellans réfractaires jugés par le RKG. Un rapport allié, daté de la libération de Torgau, affirme que «*d'avril 1944 à avril 1945 ont été condamnés à mort et exécutés environ 200 Français. Parmi eux, sont inclus beaucoup d'Alsaciens et de Lorrains qui avaient été recrutés de force dans les armées allemandes. La plupart d'entre eux étaient accusés de désertion. En dehors de cela un très grand nombre de Luxembourgeois, Belges, Yougoslaves et des centaines de Polonais ont été exécutés au même*



2 Cité in : Norbert HAASE, *Das Reichskriegsgericht*, Berlin, 1993.

3 Ces chiffres, repris par toute la littérature allemande sur le sujet, ont été établis par Fritz Wüllner et Manfred Messerschmidt qui les considèrent plutôt comme un seuil minimal.

moment»<sup>4</sup>. (Cette remarque nous rappelle que l'incorporation de force est un phénomène européen, et qu'à coté des Alsaciens et des Mosellans, on trouve également des Luxembourgeois, des Polonais, des Slovènes et à une moindre mesure des Belges, des Hollandais, ...). Il semblerait donc que les jugements d'Alsaciens et Mosellans soient plus nombreux que ceux dont nous sont parvenus les archives, même si les rédacteurs de ce rapport ont, sans doute, fait porter, par erreur, au RKG la responsabilité de toutes les condamnations faites à Torgau, alors que nombre des condamnés, en particulier les Alsaciens et Mosellans, ont aussi été jugés par d'autres tribunaux siégeant dans la ville.

En effet, les incorporés de force mosellans et luxembourgeois insoumis devaient en priorité être dirigés vers le *Gericht der Division 462 von Trier*. Mais devant l'avancée alliée, les « affaires lorraines », comme les appelle l'administration judiciaire de la Wehrmacht, sont confiées, le 25 octobre 1944, au *Gericht der Division 464 von Leipzig*<sup>5</sup>. Le Tribunal de la Division 462 y envoie alors deux de ces juges spécialisés sur la question, sans doute aux fonction-clefs du ministère public et de la direction de l'instruction judiciaire, et deux fonctionnaires administratifs. D'après les témoignages de Mosellans condamnés, il semblerait que les jugements n'ont cependant pas eu lieu à Leipzig, mais à Torgau même, où furent transférés de nombreux mosellans réfractaires. On peut penser que les peines rendues par ce tribunal ont été bien plus légères que celles rendues par le RKG, car on ne trouve trace que de condamnations à quelques années de prison ou de *Zuchthaus* dans des cas de désertion, alors que le RKG arrête généralement la peine capitale.

Le *Gericht der Kommandantur der Befestigungen Oberrhein* est spécialisé quant à lui pour traiter les affaires concernant « les Alsaciens membres de la Wehrmacht [...] dans lesquelles interviennent des mobiles politiques ou la situation locale ». Le tribunal est très vite débordé, prouvant par là même l'importance de la résistance alsacienne à l'incorporation de force. Il est également obligé de déporter son activité toujours plus à l'intérieur du Reich, à mesure de l'avancée alliée. C'est dans ce contexte extrêmement difficile qu'est décidé à la mi-mars l'envoi de trois juges du tribunal à Torgau pour diriger les jugements d'une cinquantaine de détenus alsaciens, eux-mêmes transférés jusqu'à Fort Zinna<sup>6</sup>. On peut présumer, à partir du témoignage d'Alfred Dorn, déserteur alsacien condamné à mort, et de lettres de remontrance de l'OKH adressées en janvier au tribunal jugé trop indulgent, que les jugements rendus étaient extrêmement durs.



4 «The functioning of the supreme German military tribunal», National Archives, Washington D.C., copie au DIZ-Torgau.

5 Lettre du département justice de l'OKH au Gericht der Division Nr 462 siégeant à Zweibrücken et à Metz datée du 24/10/1944, BA-ZNS RH 26 62 G/4 Bl. 11, copie au DIZ-Torgau.

6 Lettre de la Kommandantur der Befestigungen Oberrhein au président du RKG datée du 13/03/1945, MHA Prag, RKG (copie au DIZ-Torgau).

D'autres tribunaux militaires se concentrent peu à peu à Torgau ou y envoient des juges diriger des procès en leur nom. Même si aucun cas d'Alsaciens ou de Mosellans jugés à Torgau par un de ces tribunaux ne nous est connu, il ne faut pas omettre que cela ait pu avoir lieu. On retrouve notamment, dans les archives du tribunal français de Rastatt, le témoignage, invérifiable pour lors, de deux Alsaciens disant avoir été jugé à Fort Zinna par le *Gericht der Division 405* de Strasbourg.

### Les incorporés de force alsaciens et mosellans, connus, condamnés par le RKG à Torgau

Nom	Date de naissance	Lieu de naissance	Accusation	Condamnation	Exécution pénale
<b>Dohr André</b>	20/09/1917	Woustviller, Moselle	Refus de servir	2 ans de prison, le 24/09/1943	inconnue
<b>Schmerber Claude</b>	14/06/1914	Mulhouse, Haut-Rhin	Refus de servir	Peine de mort, le 05/10/1943	Guillotiné le 19/6/44
<b>Schweitzer Marcel</b>	22/08/1919	Schiltigheim, Bas-Rhin	Refus de servir	Peine de mort, le 05/10/1943	Guillotiné le 5/11/43
<b>Kneveler Jean</b>	06/04/1920	Montenich, Moselle	Trahison de guerre, lâcheté	Peine de mort, le 06/10/1943	Guillotiné le 5/11/43
<b>Sutter Marcel</b>	03/01/1919	Mulhouse, Haut-Rhin	Refus de servir	Peine de mort, le 08/10/1943	Guillotiné le 5/11/43
<b>Heinrich René</b>	06/12/1919	Mulhouse, Haut-Rhin	Refus de servir	1 an de prison, le 13/10/1943	Frontbewährung
<b>Hisiger Jean</b>	24/03/1922	Algrange, Moselle	Refus de servir	Peine de mort, le 05/01/44	Guillotiné le 4/2/44
<b>Meyer Victor Theodor</b>	22/02/1922	Tedingen, Moselle	Refus de servir	1 an de prison, le 11/01/1944	Inconnue, mais survit
<b>Gremmelspacher Charles</b>	03/10/1914	Mulhouse, Haut-Rhin	Refus de servir, lâcheté	Peine de mort, le 26/05/1944	Guillotiné le 26/6/44
<b>Galgon Jean</b>	27/07/1923	Rosselange, Moselle	Désertion	10 ans de Zuchthaus, le 22/08/1944	Reste à Fort Zinna
<b>Herr Marcel</b>	22/07/1919	Colmar, Haut-Rhin	Haute trahison	Peine de mort, le 10/01/1945	Inconnu, mais survit
<b>Wagner René</b>	28/07/1921	Strasbourg, Bas-Rhin	Espionnage	Encourt la mort, libéré avant que son procès n'ait lieu	

## Les jugements

Parmi les jugements retrouvés, il n'y a aucune trace de crimes du droit pénal ordinaire, comme l'homicide ou le vol. Deux tiers des jugements concernent en fait des cas de *Wehrdienstverweigerung*, c'est-à-dire de refus du service militaire. On note que les Alsaciens et Mosellans s'en étant rendus coupables ne sont pas, juridiquement, condamnés pour désertion mais pour atteinte aux forces armées, *Zersetzung der Wehrkraft*, au nom du célèbre §5 du *Kriegssonderstrafrechtsverordnung* (KSSVO). Cela signifie que la justice réprime avant tout l'exemplarité négative que peut prendre, pour les autres soldats, une opposition à l'autorité militaire. C'est en effet une particularité de la justice extraordinaire que de ne pas tant considérer le délit en lui-même et le cas particulier mais de le lier au contexte et à l'exigence du groupe. Cet article prévoit en principe, pour ceux qui s'en rendent coupables, la peine de mort, mais reconnaît qu'il peut exister des cas moins lourds pour lesquels une peine de prison est suffisante. Il revient donc aux juges seuls de trancher un verdict.

On ne retrouve qu'un seul condamné pour désertion, *Fahnenflucht*, car il a tenté de se réfugier en France non annexée. Son jugement nous apprend qu'un passage de Lorraine en France n'est pas considéré, par ses juges, comme une fuite à l'étranger, accusation aggravant les cas de désertion. Il ne faut pas voir là l'idée que la Moselle ferait partie intégrante du territoire français. En fait, la France occupée n'est elle-même pas considérée par rapport à l'Allemagne comme étrangère. Mais ce n'est là qu'indulgence particulière du jury, car les autorités militaires vont jusqu'à prescrire la peine de mort pour de telles fuites.

On retrouve ensuite des cas de *Kriegsverrat*, trahison de guerre, et de *Landesverrat*, haute trahison. Tous ces actes, plus ou moins avérés, ont cependant été motivés par un désir de s'extirper de la Wehrmacht. Dans les faits, on reste donc toujours dans un cadre de tentative de désertion. Quant à l'unique accusation d'espionnage, elle est totalement infondée, même si l'inculpé protège bel et bien un mouvement de résistant de Bennwihr.

Lorsque l'acte délictueux a été commis par peur d'un danger personnel, les accusations sont complétées du chef de *Feigheit*, lâcheté. Plus qu'un déshonneur, cela signifie généralement, selon une directive du Führer, la peine de mort.

Lorsque l'on cherche à identifier les motivations des réfractaires alsaciens et mosellans, on se rend compte que la résistance à l'annexion allemande de l'Alsace-Moselle ou au national-socialisme est bien rare. S'il nous faudrait rechercher un martyr de la cause française, on ne retrouverait, semble-t-il que Schmerber Claude, et quant à retrouver un véritable résistant anti-nazi, c'est impossible. On relève le cas particulier de Schweitzer Marcel qui défend l'idée du pacifisme, et ce, peu importe la couleur de l'uniforme. Le mobile le plus fréquent est celui de l'interdit religieux, en général avancé par des Témoins de Jéhovah. On retrouve enfin des réfractaires s'étant opposés à l'ordre militaire simplement pour sau-

ver leur vie. On voit donc que les mobiles indépendants de la question de la nationalité dominant ici.

Le recours de la défense à la nationalité française est rare, mais surtout, il n'est pas un argument recevable selon les juges allemands. Il aurait même tendance à aggraver à leurs yeux le cas des réfractaires. De toute manière les juges s'intéressent moins aux mobiles qu'aux actes en eux-mêmes et à leurs conséquences sur le reste de l'armée. Ils nous faudrait donc plutôt conclure sur le fait que l'argument national est totalement neutre : il n'allège ni n'alourdit les peines. Nous ne reviendrons pas ici sur la justification juridique de la nationalité allemande et de l'obligation au service dans la Wehrmacht des Alsaciens et Mosellans, basée sur l'ascendance généalogique et les décrets d'août 1942, si ce n'est pour souligner que, même dans les cas où les accusés ne revendiquent pas leur nationalité française, les juges se sentent obligés d'insister longuement sur les raisons qui font qu'ils sont assujettis au service dans la Wehrmacht, prouvant par là même qu'ils sont conscients du contentieux qui planent sur la question. Si le RKG reconnaît cependant à la décharge des accusés l'influence française dont ils auraient été les victimes au cours de la « domination française » de l'entre-deux-guerres, ce n'est là qu'hypocrisie car les juges ne l'évoquent que si les accusés se repentent.

Les textes ne prévoyant pas une peine déterminée pour chaque délit, on en retrouve toute une gamme, qui dépend essentiellement de la repentance ou non des réfractaires et de la plus ou moins grande indulgence des jurys. Les peines de prison, plus ou moins lourdes, sont celles les plus légères. Ensuite viennent les peines de *Zuchthaus*, c'est-à-dire de travaux forcés, qui ont une connotation plus déshonorante. Mais le RKG, à la différence des tribunaux de Trèves et d'Oberrhein spécialisés dans les « affaires lorraines et alsaciennes », se signale surtout par l'importance des condamnations à mort. Les « Malgré-nous » sont, sans conteste, à considérer comme un des principaux groupes de victimes de l'application jusqu'au-boutiste par le RKG du §5 KSSVO. Les condamnations à mort sont toujours complétées de privations des droits civiques, *bürgerlichen Ehrenrechte*, et de la dignité militaire, *Wehrwürdigkeit*, révélant ainsi toute l'absurdité de la justice militaire à l'encontre des incorporés de force : on les libère, en pensant les punir de ce qu'on leur a infligé, en disant les honorer : le statut d'Allemand et de soldat de la Wehrmacht.

Les juges militaires traitent les incorporés de force comme tous les autres soldats de la Wehrmacht car ils refusent de pratiquer un traitement d'exception, faille pouvant engendrer la désagrégation de la Wehrmacht et plus généralement de la communauté allemande, même s'ils sont parfaitement conscients de la difficulté des Alsaciens et des Mosellans à accepter de servir dans l'armée allemande. Il ne faut pas voir les juges allemands comme des bourreaux aveugles. Ils comprennent parfaitement l'insoumission des Alsaciens et Mosellans, d'ailleurs prévue par les autorités militaires, mais acceptent délibérément de les envoyer

à la mort, comme une solution désespérée à l'hémorragie soldatesque du front. La justice du III<sup>e</sup> Reich a tout soumis à la victoire finale et les «Malgré-nous» en payent un prix considérable.

### Incorporé de force réfractaire : « héros français » ou « lâche allemand » ?

Les Alsaciens et Mosellans réfractaires au service dans la Wehrmacht sont considérés, au même titre que les déserteurs allemands, en Allemagne comme des traîtres à la cause du peuple allemand et du national-socialisme, voire des lâches, en tous cas des sous-hommes au sens des catégorisations du social darwinisme qui infecte la justice du III<sup>e</sup> Reich. En France, à contrario, ils sont considérés comme des héros du patriotisme alsaco-mosellan envers la nation française. L'étude des jugements du RKG nous révèle une réalité bien éloignée de ces deux visions excessives. En fait, l'insoumission à l'incorporation de force est avant tout un acte personnel, totalement indépendant de considérations juridiques et que seule une conviction profonde et individuelle (religion, peur, ...) est à même de motiver. On peut aller vers une mort certaine pour une religion qui promet un au-delà meilleur, mais rarement pour une patrie, malgré ce qu'en disent les légendes nationales et l'exception remarquée qu'est Claude Schmerber, ou même pour une idée, excepté ici le pacifiste Marcel Schweitzer. Cela étant dit, il est certain que la nationalité, le caractère et l'attachement français des Alsaciens et des Mosellans sont toujours omniprésents en arrière-plan du refus.

Bref, sauf exception, ces réfractaires alsaciens et mosellans n'ont agi ni en lâche ni en héros, mais aussi ni en Allemand ni en Français. Ils ont agi comme des hommes qui se voulaient libres au moment où la loi allemande voulait les assujettir dans la Wehrmacht, c'est-à-dire non seulement une armée étrangère mais aussi une armée où plus que dans toute autre le droit individuel est nié. Ils n'ont pas tant refusé d'être des incorporés de force que des «Malgré-nous». C'est pourquoi on peut dire qu'ils ne sont pas différents de ces véritables Allemands qui ont refusé un service, même totalement légal, dans la Wehrmacht.

### De la nullité juridique de ces jugements

Peu importe que les réfractaires alsaciens et mosellans aient refusé leur service dans la Wehrmacht en référence ou non à leur nationalité française, ces jugements sont tout bonnement invalidés par le droit international qui interdisait leur incorporation. Il y a là une différence insurmontable avec les réfractaires allemands pour qui le service dans la Wehrmacht s'imposait légalement. La conscription générale en Alsace et en Moselle va à l'encontre de l'article 23 de la Convention de La Haye de 1907 qui interdit de «*forcer les nationaux de la partie adverse de prendre part aux opérations de guerre menées contre leur propre pays*». Or ce texte fut signé par l'Allemagne et la France et s'imposait donc au gouvernement hitlérien dans le cas des Alsaciens et des Mosellans, surtout que l'armistice de juin 1940 ne mettait pas officiellement fin à la guerre, mais seulement aux

combats. De plus, les juges se basent sur la prétendue nationalité allemande des Alsaciens et des Mosellans pour pouvoir les condamner. Or celle-ci n'a aucune validité juridique car seule une annexion, officielle et reconnue par la France, de l'Alsace et de la Moselle pouvait la procurer et elle n'était octroyée qu'après l'incorporation militaire alors que les inculpés avaient souvent fait état de leur refus de servir avant même cette incorporation. Cette nécessité pour les juges d'avoir à faire à des nationaux explique qu'on ait littéralement forcé les réfractaires à être incorporés avant de les juger. Ces jugements sont donc, du fait de la question de la nationalité et de l'obligation au service dans la Wehrmacht, totalement nuls juridiquement, au sens du droit international, mais aussi du droit allemand qui l'avait reconnu. On peut ajouter à ce sujet que les Alsaciens et les Mosellans qui ont refusé le service dans la Wehrmacht ont finalement été condamnés par des lois raciales, donc totalement en dehors du droit. Certes le terme de race n'est jamais employé dans les jugements mais l'obligation de service repose sur le fait que les inculpés soient nés de parents et de grands-parents alsaciens ou mosellans de nationalité allemande et qu'on les rattache à la « race allemande ». Alors que le malheur de certains durant la guerre fut d'être considéré comme appartenant à une race inférieure, celui des incorporés de force vint d'être reconnu comme appartenant à la soi-disant race supérieure.

Mais, à ces considérations propres aux décrets mettant en place l'incorporation de force, s'ajoutent celles concernant la particularité de la justice militaire allemande de III<sup>e</sup> Reich.

On a pu entendre quelquefois que les procès n'avaient aucune valeur car ils n'étaient menés que par des militaires. En réalité, même s'il s'agit d'un tribunal militaire et que tous les membres siégeant faisaient partie de la Wehrmacht, chaque sénat était toujours composé de deux véritables juristes. On ne peut donc pas critiquer les jugements sur ce point, même s'il est vrai que la majorité dans les décisions finales était détenue par des non juristes et que le haut responsable qui confirmait tous les jugements, le Gerichtsherr Max Bastian, était un pur militaire n'ayant jamais étudié le droit.

Mais le principal problème est plutôt celui du dédain de la procédure pour le droit de la défense. Certes les incorporés de force n'ont pas pu profiter du soutien de la France comme puissance protectrice, comme ce fut le cas des prisonniers de guerre français, mais, même en tant qu'Allemand, on n'a souvent pas respecté leur droit. Ils n'ont en général pas eu de contact avec leur avocat commis d'office avant l'audience et ne purent parfois même pas s'exprimer devant le jury. Un des condamnés dira d'ailleurs après-guerre qu'il avait « *la nette impression que tout avait été préparé d'avance* ».

Il y a ensuite le problème de l'excès des juges dans les verdicts rendus, qui ont eu tendance à n'appliquer que les peines les plus lourdes alors que beaucoup de codes de loi prévoyaient et permettaient une hiérarchisation des peines. Certes, si le réfractaire revient sur son refus, les juges lui donnent généralement une

seconde chance de se racheter et encore, peut-on parler de chance lorsqu'une peine de plus de trois mois de prison ou une peine de Zuchthaus conduit à être utilisé comme pure chair à canon aux points les plus chauds du front. Mais surtout, les juges arrêtent à tour de bras des condamnations à mort, certes de manière légitime grâce au §5 KSSVO, mais qui ne se justifient nullement. Cet excès provient de la contamination du RKG par l'idéologie nazie et de la coopération des juges avec l'OKW. Les jugements n'ont donc pas été rendus en totale indépendance et ne visaient pas tant l'expression du droit que la victoire militaire finale. Les juges ont exprimé leur mépris pour les cas de conscience et les « lâches » en les envoyant bien souvent à la mort, alors que les juges allemands de la Première Guerre mondiale et les juges des Alliés de l'ouest de la Seconde Guerre mondiale faisaient preuve de plus d'indulgence à leur égard. De plus, les juges, alors même qu'ils connaissaient la particularité des Alsaciens et des Mosellans, se sont refusés à considérer leur refus du service comme relevant toujours de circonstance atténuante, au regard de leur nationalité particulière, et d'ainsi, au nom de l'article 2 du §5 KSSVO, se limiter à une peine de prison ou de Zuchthaus. Il s'agissait en revanche de rendre des sentences effroyables capables de dissuader les autres Alsaciens et Mosellans, et même les Allemands, de désertir.

Cette seconde critique des jugements de réfractaires alsaciens et mosellans est généralement oubliée en France où l'on se contente de conclure qu'ils achoppent sur la question du droit international, alors qu'en réalité ils achoppent également sur le droit de la procédure qui aurait du être respectée même si les Alsaciens et les Mosellans étaient considérés comme Allemands et sur la pratique de l'application des lois qui fut excessive à cause de la partialité et même de l'engagement national-socialiste des juges. En plus de la mise en place de l'incorporation de force, les réfractaires alsaciens et mosellans ont donc, à l'instar des réfractaires allemands, aussi payé le prix de l'état de non droit du fonctionnement de la justice militaire nazie.

## Le régime pénitentiaire des «Malgré-nous» à Torgau (1942-1945)

### Importance et nature de la détention des «Malgré-nous» à Torgau

Torgau compte deux des huit prisons militaires de la Wehrmacht : Fort Zinna, la plus grande de toute qui a été réaménagée en 1938, et Brückenkopf. Les registres d'entrée et de sortie des détenus à Fort Zinna ayant disparus, il est impossible de savoir le nombre exact d'Alsaciens et de Mosellans qui y sont passés. Nos recherches ont permis d'établir une liste de 131 noms, essentiellement pour les derniers mois de la guerre, qui est bien loin d'être exhaustive. On peut cependant estimer, d'après des témoignages de détenus, que les Alsaciens et Mosellans représentaient entre 1,4 et 5% des 1.500 à 3.000 détenus de Fort Zinna, ce qui est considérable par rapport à la proportion d'incorporés de force de l'Ouest

(environ 0,7%) dans la Wehrmacht qui compte plus de 20 millions de soldats allemands. Ces chiffres démontrent bien que l'incorporation de force a plus encombré le système judiciaire et pénitentiaire militaire allemand qu'elle n'a servi à renforcer le front. Il faut dire de plus que l'on n'est pas en mesure d'estimer la population alsaco-mosellane de la seconde prison de Torgau, Brückenkopf, faute de sources. La plupart des Alsaciens et Mosellans détenus à Fort Zinna sont des déserteurs ou des automutilés de la Wehrmacht, mais on retrouve également certains cas impliqués dans des affaires d'espionnage, de vols, voire d'homicides, crimes servant cependant souvent à couvrir des désertions.

Si Fort Zinna fut la prison par excellence des insoumis alsaciens et mosellans de la Wehrmacht, du moins dans les derniers mois de la guerre, c'est avant tout à cause de la présence de plusieurs tribunaux spécialisés dans leur jugement qui utilisent Fort Zinna comme prison de détention provisoire : en premier lieu le *Gericht der Division 464 von Leipzig*, qui y explique la surreprésentation des Mosellans par rapport aux Alsaciens à la fin de la guerre, mais aussi le *Gericht der Kommandantur der Befestigungen am Oberrhein* et le *RKG*. Cette concentration des Alsaciens et Mosellans provient également du fait que Torgau devient une plaque tournante pour regrouper et rediriger les soldats condamnés vers le front ou les lieux d'exécution au moment même où la résistance à l'incorporation de force prend véritablement de l'ampleur, et du fait que la ville se trouve justement sur la route entre l'Alsace-Moselle et le front Est où sont envoyés en priorité les incorporés de force de l'Ouest.

On retrouve les Alsaciens et Mosellans dans les différentes catégories pénitentiaires qui existent à Fort Zinna. Il y a ceux en détention provisoire dans l'attente de leur jugement, ce qui peut durer plusieurs mois. Il y a ceux condamnés à la prison dont la vocation est de retourner au plus vite au front. Le système pénitentiaire est en effet conçu autour du principe de « *Strafaussetzung* », c'est-à-dire qu'une peine de prison ne peut être purgée durant le temps de la guerre, et qu'en attendant le condamné est soumis à « une mise à l'épreuve au front », « *Frontbewährung* », ce qui est présenté comme une opportunité mais qui équivaut bien souvent à une condamnation à mort différée. En effet, si certains retournent dans leur unité d'origine, d'autres sont envoyés dans des unités spéciales comme les « *Feldstraflager* », surnommés les « camps de concentration de la Wehrmacht », ou les « *Bewährungsbataillon* », surnommés eux les « commandos qui mènent droit au ciel ». Comme le suggèrent ces dénominations, les taux de mortalités y sont très élevés. Il y a enfin ceux condamnés au *Zuchthaus* qui travaillent dans différents commandos alentours, plus ou moins éreintants comme les douze heures quotidiennes dans des usines de munition. La plupart de ces condamnés finissent dans des camps de concentration, comme Buchenwald ou Mauthausen. D'autres condamnés au *Zuchthaus* arrivent à Torgau, principalement des camps du Emsland, pour passer des tests destinés à trier les hommes aptes à intégrer la « *Bewährungstruppe 500* », autre unité de condamnés. Enfin, des Alsaciens et des Mosellans peuvent théoriquement, d'après un décret de

l'OKW datant du 17 février 1945, se retrouver prisonniers de guerre français s'ils ont été capturés par la Wehrmacht alors qu'ils combattait dans l'armée russe après avoir déserté l'armée allemande<sup>7</sup>. Leur situation n'aurait alors plus rien de comparable avec celle des autres Alsaciens et Mosellans de Torgau, puisqu'ils ne seraient plus traités en criminels allemands mais en prisonniers de guerre français. Si aucun cas n'a pu être retrouvé dans les archives consultées, ce décret prouve cependant pour les derniers mois de la guerre une certaine indulgence des autorités militaires à l'égard des captifs alsaciens et mosellans, que ne connaissent pas les incorporés de force dans le même cas mais originaires de l'Est de l'Europe.

## Les conditions de détention

Fort Zinna est une prison très moderne, propre et fonctionnelle. Mais la surpopulation aggrave très vite les conditions de détention. On compte jusqu'à dix détenus pour une cellule individuelle et certains doivent coucher à même le sol. Les rations alimentaires sont extrêmement réduites, mais censées être suffisantes pour assurer la force de travail ou de combat des détenus, du moins ceux non condamnés à mort. Mais la situation reste critique puisque des témoignages parlent de vols de nourritures, de recherche de déchets alimentaires de toutes sortes et nombreux sont ceux qui ne pèsent plus qu'une quarantaine de kilos à leur retour. Quant à la structure médicale, elle est totalement indifférente au sort des détenus malades, excepté lorsqu'ils représentent un danger de contagion.

Il est difficile d'établir le niveau de mauvais traitements à Fort Zinna, car les témoignages se contredisent. Il semblerait que les interrogatoires exigeant l'emploi de la torture ait été menés avant le transfert à Fort Zinna. Cependant, il est certain que le quotidien est fait de brutalité. Outre les injures et les coups que l'on peut qualifier d'ordinaires, il y a les sanctions disciplinaires et les mauvais traitements particuliers (coups de bâton, mises aux arrêts de plusieurs jours dans l'obscurité, enchaînements barbares, ...). De plus, les gardiens des *Straflager* ont autorisation de tirer, à tous mouvements suspects, sur les détenus. Il est courant de délimiter des zones interdites et si le détenu franchit les lignes, d'ouvrir le feu. Mais il arrive que le gardien menace le détenu pour l'obliger à franchir les lignes et ainsi avoir légitimité à le tuer. Au côté de la violence gratuite de certains gardes, il faut bien comprendre que la brutalité fait partie intégrante du régime pénitentiaire, elle est considérée comme un moyen de « rééducation », permettant l'annihilation de toute expression personnelle.

Si certains soutiens aux détenus existent, ils sont rares. La messe qui en reconforte beaucoup n'a lieu qu'une fois par mois. Certains gardiens ou civils viennent en aide aux détenus à la hauteur de leur moyen, parfois par compassion, souvent



7 Manfred MESSERSCHMIDT, *Die Wehrmachtjustiz 1939-1945*, Schöningh, 2005, pp. 424-427.

corrompus qu'ils sont de cigarettes et autres. Il y a aussi les gestes intéressés des autorités de la prison qui cherchent à récompenser ceux qui acceptent le mieux la discipline pour stimuler les autres, ce qui ne fait qu'exacerber les tensions internes. Soulignons que les Alsaciens et Mosellans, considérés comme des Allemands, ne bénéficient pas, à la différence des prisonniers de guerre français, du soutien de la Croix-Rouge et d'autres organisations internationales d'aide aux détenus étrangers. Enfin, l'évasion est impensable pour nombre d'Alsaciens et de Mosellans, vu que Torgau est au centre du Reich. On trouve cependant le témoignage de deux Mosellans qui affirment s'être évadés de Fort Zinna.

## Les exécutions

Les condamnés à mort sont extrêmement nombreux à Fort Zinna, mais ils sont généralement isolés des autres détenus. Ils sont voués à l'inaction et à l'introspection jusqu'au jour fatidique. Certains combattent l'angoisse par l'échange de banalités, par l'écriture, le dessin, la sculpture, et même par le rire. Mais la mort rode partout et donne à Fort Zinna une atmosphère oppressante, voulue pour son effet psychologique sur l'ensemble des détenus : les condamnés à mort, enchaînés, sont exhibés à la vue de tous, les tirs du peloton d'exécution résonnent matin et soir, ... Des rares sources sur les exécutions, on relève que celles-ci sont généralement considérées par les condamnés comme un sacrifice, mais à leur niveau personnel ou tout au plus de leur entourage, et très rarement avec une dimension idéologique ou patriotique. La foi chrétienne est le soutien majeur sur le chemin vers la mort, surtout que, comme on l'a vu, il s'agit souvent de Témoins de Jéhovah, qui sont connus pour avoir fait face à la mort avec une sereine résignation, notamment dans les camps d'extermination.

Alors que la Wehrmacht envisage un temps de faire exécuter ses condamnés par d'autres détenus ou par la puissance électrique, une partie des condamnés de Torgau sont exécutés sur place par un peloton d'exécution formé de militaires et une autre est amenée à Halle-an-der-Saale où ils sont, soit guillotins, soit pendus, selon le niveau de dignité que leur accorde le tribunal. Il n'y a en revanche aucune preuve de décapitation à la hache, malgré ce qu'en disent les rumeurs. Des témoignages rapportent que des condamnés à mort étaient liés aux poteaux et mis en joue avant qu'on ne leur apprenne le report ou l'annulation de leur exécution. Les exécutions à Halle, elles, sont organisées de manière quasi-stakhanoviste : les condamnés sont regroupés et passent à la lame l'un après l'autre toutes les deux minutes. Les condamnés sont soutenus par des aumôniers, dont Herr Propst qui accorde des bibles en français aux «Malgré-nous» qui en font la demande, et qui essaye de reconforter leur famille. Il est impossible d'établir le nombre d'Alsaciens et de Mosellans ainsi exécutés, mais l'on connaît le nom de deux d'entre eux tombés sous les balles du peloton de Torgau (Festor Victor, Thomann Robert), de six guillotins à Halle (Schweitzer Marcel, Sutter Marcel, Kneveler Jean, Hisiger Jean, Schmerber Claude, Gremmelspacher Charles) et de deux pendus à Halle (Gretten Nicolas, Reltien Jules).

Les familles sont simplement informées, après coup, de la date de condamnation et d'exécution de leur fils, sans aucune information sur leurs causes et leurs déroulements. Les corps sont enterrés dans de petites fosses communes au cimetière évangélique de Torgau, ou incinérés à Halle. Le cadavre de Gremmelspacher Charles sert au préalable à l'Institut d'anatomie de Halle, tandis que les yeux de Schmerber Claude, spécialement bandés pendant l'exécution, sont prélevés sur son cadavre pour des recherches de l'Institut zoologique de la ville. Grâce au zèle des autorités françaises, tous les corps et urnes sont rapatriés en Alsace et en Moselle entre 1946 et 1948.

## De la particularité des «Malgré-nous» à Torgau

Les incorporés de force n'ont aucun statut particulier au sein de Fort Zinna. Ils sont considérés et traités comme tout autre réfractaire et les souffrances qu'ils peuvent y connaître sont les mêmes que celles des Allemands. Certes, celles-ci sont certainement accentuées par le fait qu'ils peuvent encore moins donner de sens à la répression dont il font l'objet que les Allemands, et par le fait d'être en milieu étranger (et pas seulement hostile), totalement coupés de leur familles déjà libérées durant les derniers mois de la guerre, ce qui les amène à une nette idéalisation de l'Alsace-Moselle, visible à travers les journaux de captivité, avec un recours à tous les poncifs folkloriques. Le «*Drill*», c'est-à-dire la mise au pas par un lavage de cerveau, pratiqué par le système pénitentiaire, a cependant une résonance toute particulière lorsqu'il est question d'incorporés de force. Il s'agit en effet de leur faire admettre les décrets d'incorporation d'août 1942, non pas tant par la contrainte, comme le fait la mesure du *Sippenhaft*, mais par une forme plus pernicieuse qu'est la pression psychologique issue d'un travail éreintant, de la faim et de diverses chicanes. Cela explique que des Alsaciens et des Mosellans, passés par le système pénitentiaire, en viennent à désirer leur envoi sur le front ... mais en toute absence de libre-arbitre. Le système pénitentiaire militaire est donc un des nombreux instruments de germanisation et de mise au pas des Alsaciens et des Mosellans, peut-être pas le plus violent, mais un des plus subtils.

Ce qui témoigne surtout de la spécificité des incorporés de force alsaciens et mosellans à l'intérieur de la prison, c'est leur sociabilité particulière : la variété de sociabilité, dans le sens où leur double nature, français et membre de la Wehrmacht, leur permet d'entretenir des relations à la fois avec les prisonniers français et les prisonniers allemands qui les considèrent chacun comme appartenant à leur groupe, et à contrario la faiblesse de sociabilité, dans le sens où ils sont relativement isolés car en décalage à la fois avec la sphère des prisonniers français et avec celle des prisonniers allemands. De plus, comme on l'a vu, les Alsaciens et Mosellans ont la particularité de pouvoir théoriquement se retrouver aussi bien prisonniers de guerre et prisonniers de la Wehrmacht. Bref, la particularité des Alsaciens et Mosellans à Fort Zinna vient de ce qu'ils ont à la fois certaines

caractéristiques des prisonniers allemands et certaines des prisonniers français, sans être totalement intégrés dans chacun de ces groupes, ce qui explique leur tendance à chercher à se regrouper. A la différence des Allemands, les Français et les autres incorporés de force sont conscients de cette particularité des Alsaciens et des Mosellans. On note en effet l'importance de la solidarité des prisonniers français envers les «Malgré-nous», notamment celle du vice-amiral Penfentenyo ou du capitaine Levacher, qui les conseillent juridiquement et les soutiennent moralement.

Comparé à Tambow, qui est devenu le symbole de la détention russe des incorporés de force, Torgau présente de nombreuses différences. Il paraît indéniable que les conditions de détention sont certainement plus dures à Tambow qu'à Torgau. Ceux ayant connus les deux l'affirment d'ailleurs. Mais Torgau est plutôt à considérer comme une antichambre de la souffrance, puisque Fort Zinna mène soit à la mort, soit aux camps de concentration, soit aux unités de condamnés sur le front russe ... trois destinations qui n'ont rien à envier dans l'horreur à Tambow. Notons qu'il y a peut-être plus de dignité à Fort Zinna (qui reste attaché à la Wehrmacht) et plus de liberté à Tambow (qui est un camp et non une prison), toute proportion gardée.

A la différence des prisonniers de guerre restés à Fort Zinna, les Alsaciens et Mosellans sont évacués, comme tous les soldats de la Wehrmacht condamnés, le 15 et 16 avril 1945 devant l'avancée alliée. Une marche éreintante dans l'Erzgebirge s'ensuit, jusqu'à la libération des prisonniers quelques jours après la signature de l'armistice du 8 mai. Les «Malgré-nous» de Torgau sont généralement recueillis par les Américains, qui leur reconnaissent un statut de Français déportés. Après plusieurs semaines de voyage, ils regagnent l'Alsace et la Moselle où ils tentent d'enfouir leurs souvenirs de Torgau dans les méandres de leur mémoire.

## La procédure avortée du Tribunal Général français de Rastatt (1946-1949)

En février 1945, les grands de Yalta reconnaissent à la France une zone d'occupation en Allemagne. La plus haute instance juridique y est, à partir du 2 mars 1946, le Tribunal Général, siégeant à Rastatt. Rendu compétent, par la loi n° 10 du Conseil de Contrôle Allié, pour juger «*des personnes coupables de crimes de guerre, de crimes contre la paix et contre l'humanité*», ce tribunal condamne notamment Fritz Hartjenstein, commandant du camp de Natzwiller-Struthof, et Karl Buck, commandant du camp de sécurité de Schirmeck. C'est dans ce cadre que le Tribunal Général fut amené à instruire une procédure judiciaire à l'encontre d'une dizaine d'anciens juges et membres du *Reichskriegsgericht*. Après trois années d'une vaste enquête, l'affaire est finalement classée et les anciens juges libérés sans aucune condamnation. Il a fallu attendre une dérogation spéciale du

Ministère des Affaires Etrangères autorisant l'ouverture des archives du Tribunal Général pour pouvoir retracer tous les tenants de cette affaire, trop longtemps oubliée<sup>8</sup>. Le non événement judiciaire de Rastatt nous en apprend plus, par son silence, sur l'histoire difficile des «Malgré-nous» en France d'après-guerre, que ne le font les grands procès de Nuremberg et celui du Gauleiter Robert Wagner, au travers de leurs tonitruantes déclarations.

## La procédure française à l'encontre des juges allemands

A la fin de l'année 1946, le Tribunal Général de Rastatt ouvre une information sur l'activité du RKG. Il bénéficie alors, d'une part, des premières enquêtes menées par les forces anglaises, qui au vu de l'importance des victimes françaises, se sont dessaisies en partie de l'affaire, et d'autre part, des plaintes déposées devant la justice française par d'anciens prisonniers de guerre français de Torgau et deux familles d'Alsaciens réfractaires condamnés à mort par le RKG. Au cours de l'année 1947, le Tribunal Général parvient à faire extradier des camps américains, où ils étaient détenus, dix anciens membres du RKG, dont son président, l'amiral Max Bastian, et le procureur général Kraell.

Au départ, le juge d'instruction français s'intéresse essentiellement au cas des prisonniers de guerre d'origine française ayant comparu devant le RKG, ce qui ne permet pas d'aboutir, selon lui, à une mise en accusation suffisante des anciens juges allemands. Par crainte de devoir classer sans suite la procédure, le juge d'instruction concentre alors l'information sur le cas des incorporés de force. Cet intérêt tardif pour la question alsaco-mosellane ne se fait ni par dépit ni par utilitarisme, mais s'explique de manière pratique puisque, à la différence des anciens prisonniers de guerre français qui se sont dès le départ grandement impliqués dans la procédure, les Alsaciens et Mosellans s'en sont tenus à l'écart, obligeant le Tribunal Général à entreprendre de lui-même une recherche de témoignages en Alsace et en Moselle. Le Tribunal de Strasbourg va notamment procéder à l'audition de 67 personnes, la plupart d'entre elles ayant été retrouvée grâce à la liste du vice-amiral de Penfentenyo. Mais de tous ces efforts ne ressortent que le nom de onze incorporés de force alsaciens et mosellans ayant été, avec assurance, condamnés par le RKG et d'ailleurs, ces témoignages sont bien faibles : ceux qui sont revenus d'Allemagne ne formulent aucun véritable grief à l'encontre de leurs anciens juges et les familles de ceux ayant été exécutés ne connaissent pas les détails du déroulement des procès de leurs enfants. Des recherches lancées au Luxembourg, en Pologne, en Belgique et aux Pays-Bas, preuve d'une compréhension globale du problème de l'incorporation de force, ne permettent cependant pas d'élargir les témoignages à des cas d'autres nationalités, également victimes du tribunal militaire. Le juge d'instruction



8 Les documents consultés sont conservés aux Archives de l'Occupation Française en Allemagne et en Autriche, à Colmar, sous les cotes AJ 3624 p.65 d.3118, AJ 4043 p.134, AJ 4043 p.135.

français est cependant convaincu, avec d'anciens prisonniers de guerre français, de trouver là matière à charge suffisante contre les anciens membres du RKG et demande à ceux-ci de s'expliquer sur la condamnation d'Alsaciens et de Mosellans pour refus du service militaire dans la Wehrmacht.

Les juges militaires s'en défendent par tous les moyens. Ils inondent, tout d'abord, de plaintes et de réclamations les autorités judiciaires et militaires françaises, et même anglaises, américaines et russes. Ils remettent en cause la légitimité du tribunal français, l'accuse de bafouer le droit et se plaignent de leurs conditions de détention. En réponse aux accusations proprement dites, ils vont jusqu'à présenter le RKG comme ayant été un garant de l'intégrité individuelle et des droits internationaux, et, de ce fait, un organe de résistance au régime nazi. Sur la question des incorporés de force, les anciens membres du RKG interrogés nient tout bonnement avoir jugé des Alsaciens ou des Mosellans, alors que les archives découvertes depuis nous prouvent bien que certains d'entre eux ont été impliqués dans de tels jugements. Certains se défontent sur le *Gericht der Kommandantur am Oberrhein* siégeant également à Torgau, tandis que d'autres prétendent n'avoir même jamais su que des Alsaciens et des Mosellans avaient été incorporés dans la Wehrmacht. L'hypocrisie est flagrante lorsque l'on sait combien la justice militaire a été obnubilée par la question de l'insoumission des incorporés de force. Les inculpés qui reconnaissent que des Alsaciens et des Mosellans ont été jugés pour désertion par le RKG suggèrent ainsi qu'il s'agissait de volontaires ou affirment que les peines se limitaient toujours à quelques années de prison. L'ancien président, Max Bastian, répond lui de manière biaisée, en affirmant que « *le RKG n'a jamais jugé personne pour refus du service militaire qui ne soit en possession de la nationalité allemande* » et qu'en conséquence il n'y a aucune matière à discuter sur le cas des Alsaciens et Mosellans. Mais l'on sait bien que la nationalité allemande a bien souvent été octroyée après que les intéressés aient manifesté leur refus de servir dans la Wehrmacht, et que de toute manière, cette nationalité est invalidée par l'absence d'accords internationaux.

Les juges, non seulement nient, mais essayent aussi de renverser l'accusation en comparant, contre toute évidence, le cas de l'Alsace-Moselle durant la Seconde Guerre mondiale à celui de la Sarre annexée par la France après le Traité de Versailles. L'un d'entre eux évoque même des Sarrois, travaillant dans les mines françaises, qui auraient été enrôlés, sous la menace, au début de la guerre par l'armée française. Les anciens membres du RKG tentent de montrer par là que la question de l'incorporation de force est inévitablement posée lors de conquêtes militaires et que toute autre puissance alliée peut et a pu la connaître. C'est d'ailleurs, après la guerre, une constance chez les anciens juges militaires allemands que d'affirmer avoir toujours eu une pratique du droit militaire comparable à celle des alliés de l'Ouest. Mais de même que la justice militaire allemande est incomparable avec celle des autres puissances alliées de l'Ouest, l'incorporation de force (du moins de cette envergure) est un phénomène spécifiquement allemand.

A la différence des inculpés eux-mêmes, leur avocat reconnaît et assume le fait que « *le jugement des anciens Français, Luxembourgeois, Belges, Alsaciens, Lorrains et Polonais pour refus de service militaire, décomposition de la Wehrmacht, espionnage, favoritisation de l'ennemi et d'autres délits doit être compté parmi les possibilités réelles et judiciaires* ». Il base la défense de ces clients sur une prétendue légitimité des juges militaires allemands à condamner des Alsaciens et Mosellans pour refus du service dans la Wehrmacht.

Pour ce faire, il avance les lois de l'été 1942 qui leur octroient la nationalité allemande. Il se fait fort ensuite de souligner qu'il ne revenait pas aux juges de discuter ces lois, mais uniquement de les appliquer, eu égard au « *droit international, sur la base de la doctrine reconnue par le monde entier et originaire de France concernant la séparation des forces (législation, justice et exécution ou bien administration)* ». Alors que le droit international, à savoir le Traité de La Haye, invalide juridiquement la condamnation d'Alsaciens et de Mosellans pour refus de service dans la Wehrmacht, l'avocat pousse donc le vice jusqu'à invoquer le droit international, à savoir la séparation des pouvoirs, pour au contraire blanchir les juges responsables. Mais on notera surtout que l'avocat des anciens membres du RKG a utilisé ici le même argument que les juges condamnés par le Tribunal de Nuremberg, à savoir qu'ils n'ont fait qu'appliquer les lois en vigueur.

Le second argument avancé par l'avocat est que le § 5 KSSVO, qui a permis de condamner à mort les Alsaciens et Mosellans réfractaires, pouvait s'appliquer aux non Allemands. On retrouve donc ici le caractère pernicieux de cet article qui a pu être appliqué à peu près à une très grande variété de cas, au nom de la *Zersetzung der Wehrkraft*, et qui, après-guerre sert encore à justifier la condamnation d'Alsaciens et de Mosellans, alors que la nature de cette démoralisation des forces armées est bien un refus de service militaire, comme les jugements le notent clairement. Un autre argument pour évacuer le problème de la nationalité est de prétendre que le RKG ne se préoccupait pas des simples cas de désertion, et que donc les Alsaciens et Mosellans qui y comparurent le furent avant tout pour espionnage, ce pourquoi même des non Allemands pouvaient être jugés par le RKG. Mais, l'argument ne tient pas car même dans ces cas le fait que les Alsaciens et Mosellans soient considérés comme allemands a eu une incidence sur le procès, en justifiant des peines plus lourdes.

## L'absence de condamnation et sa justification

Le 27 mai 1949, le Tribunal Général décide finalement de classer la procédure engagée, pour crime envers l'humanité, contre les dix anciens membres du RKG, déjà mis en liberté provisoire depuis avril 1948.

Si la procédure a été gênée par les conditions de travail difficiles dans lesquelles se trouvaient les différents juges d'instruction qui s'y sont succédés, c'est le manque d'archives qui est la principale cause du classement de l'affaire, car elles seules auraient pu permettre de prouver les accusations. Aucun jugement

n'a pu être mis à jour. Les inculpés eux-mêmes affirment les avoir détruites lors de leur fuite vers le sud car elles gênaient leur avancée et que, disent-ils, elles n'avaient plus aucune utilité. De plus, les relations avec les autorités russes sont déjà telles qu'il est impossible pour le juge d'instruction de demander à avoir accès aux archives que l'on présume en zone russe (à raison d'ailleurs, puisqu'on en a retrouvées il y a peu à Prague). A l'absence d'archives s'ajoute la rareté et la pauvreté des témoignages, aussi bien en ce qui concerne les condamnés alsaciens et mosellans que les anciens avocats et membres RKG.

Mais même si les jugements avaient pu être retrouvés, la procédure n'aurait pas pu conduire, pour des raisons d'ordre juridique, à une condamnation des juges. Premièrement, les sentences étaient prises en commun et en secret, il est donc impossible de savoir quel juge est véritablement à l'origine d'une condamnation à mort. Le secret des délibérations est un sacro-saint principe du droit auquel la justice des vainqueurs se refuse, de quelque manière que ce soit, à contrevenir. Mais surtout, le dernier juge d'instruction auprès du Tribunal de Rastatt reconnaît que les juges du RKG n'ont finalement fait qu'appliquer les lois qui s'imposaient à eux, puisque la nationalité allemande et le service obligatoire avaient été décrétés en Alsace et en Moselle, et que de ce fait, même si ces décrets n'ont aucune valeur internationale, on ne peut pas leur reprocher, juridiquement parlant, de les avoir appliqués et d'avoir ainsi condamné, serait-ce à mort, des Alsaciens et des Mosellans ayant refusé de servir. La position du Tribunal Général de Rastatt, qui ne porte pas à la charge des juges le fait d'avoir appliqué des lois scélérates, contredit celle du Tribunal International de Nuremberg qui a condamné au même moment des juges allemands pour avoir participé à « *la prostitution du droit en vue d'une action criminelle* ». Les juges de Nuremberg proclament que « *le point central de l'inculpation réside dans le fait que les lois, les ordonnances d'Hitler et le système pénal nazi draconien, corrompu et perverti, représentent en eux-mêmes des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité, et qu'une participation à la promulgation et à l'application de ces lois signifie une complicité criminelle* » ... et de conclure que le « *poignard de l'assassin était dissimulé sous la robe du juriste* »<sup>9</sup>. Et sur le thème qui nous occupe ici, il est en effet certain que les juges militaires ont accepté, de manière tendancieuse et consciente, de sacrifier au service de la victoire finale des incorporés de force réfractaires, dans le cadre d'une coalition entre la sphère politique et l'armée. De plus, il est aberrant de dire que les anciens membres du RKG ont respecté le droit allemand lorsqu'ils ont condamné des Alsaciens et Mosellans sur la base de leur nationalité allemande et de leur obligation à servir dans la Wehrmacht, car le Traité de la Haye qui l'interdit avait été signé par l'Allemagne et la France et avait donc valeur de droit en Allemagne en ce qui concerne les ressortissants français et s'imposait donc également au juge allemand.

## Les portées du « non événement judiciaire de Rastatt »

Alors que le Tribunal International de Nuremberg et le procès de l'ancien Gauleiter Wagner ont condamné juridiquement l'incorporation de force comme étant un crime de guerre, le Tribunal Général français de Rastatt n'a pas condamné l'application de cette incorporation de force par les juges militaires. Il y a là une contradiction flagrante qui s'explique sans doute par le fait que la justice, quelle qu'elle soit, éprouve des difficultés à remettre en cause la valeur des lois, respectent-elles le droit ou non. Mais les juges ne sont-ils pas, avant d'être au service des lois, là pour assurer le droit ? La vision du Tribunal de Rastatt est d'autant plus surprenante que, comme on l'a vu, quelques temps plus tôt (en décembre 1947) le Tribunal de Nuremberg avait reconnu comme criminelle l'application par les juges allemands des lois criminelles.

Avec l'échec de la procédure de Rastatt, on peut parler d'un second abandon juridique par la France des incorporés de force. Après avoir à l'été 1942 laissé édicter les décrets conduisant à l'enrôlement dans la Wehrmacht des Alsaciens et Mosellans, la France a en effet reconnu ici, indirectement, que certes cette incorporation était illégale mais que les Alsaciens et Mosellans avaient tout de même à s'y soumettre<sup>10</sup>, puisque la condamnation par les juges allemands, en cas de refus, était légale (et cette vision des événements est d'autant plus aberrante qu'à contrario, le procès de Bordeaux laissera entendre que les Alsaciens et Mosellans avaient le devoir et la responsabilité de s'extraire des unités allemandes). On peut véritablement parler du classement de la procédure par le Tribunal de Rastatt comme d'une deuxième condamnation des Alsaciens et Mosellans morts pour avoir refusé de servir dans la Wehrmacht.

La décision du Tribunal est d'autant plus lourde de conséquences que la procédure a eu lieu au moment même où était débattue au parlement français une loi pour considérer ou non l'incorporation de force à la décharge d'un criminel de guerre, en allusion aux incorporés de force impliqués dans le drame d'Oradour. Sous pression notamment du sénateur Gaston Charlet de la SFIO, il est finalement décidé en septembre 1948 que l'incorporation de force n'atténue pas en soi la culpabilité d'un criminel de guerre. Lors des débats, le député Pierre Dompinjon explique au sénateur alsacien Joseph Wasner que « *nous estimons qu'il est criminel d'entrer dans une organisation criminelle par essence* ». Il est certain qu'un procès et la condamnation de juges allemands ayant envoyé à la mort des Alsaciens et Mosellans qui s'opposaient à leur incorporation dans la Wehrmacht, auraient témoigné en « France de l'intérieur » de la quasi absence de



10 Et ce d'autant plus que la France semble avoir accordé une once de valeur aux condamnations allemandes de réfractaires alsaciens et mosellans en conférant le 17 août 1947 « *une amnistie pleine et entière [...] pour les Mosellans et Alsaciens qui se sont soustraits à l'ordre d'incorporation de leur classe dans l'armée allemande et les Mosellans et Alsaciens qui, appelés et incorporés dans l'armée allemande, ont déserté avant la libération du territoire ou ont été condamnés par les tribunaux militaires allemands pour désertion, trahison ou espionnage* ».

choix des Alsaciens et Mosellans et ainsi empêché de telles déclarations. On ne peut donc pas exclure l'hypothèse que si l'enquête du Tribunal de Rastatt avait débouché sur une condamnation des juges du RKG, le procès de Bordeaux aurait pu avoir un tout autre cours et le révisionnisme de la victimisation des «Malgré-nous» auraient pu ne pas connaître l'écho qui fut le sien.

Le «non événement judiciaire de Rastatt» a également des conséquences à long terme outre-Rhin, puisque l'absence de condamnation des anciens juges du RKG va permettre à ceux-ci de se revêtir de probité dans l'Allemagne d'après-guerre. Leurs déclarations auprès des juges français sont véritablement l'ébauche des discours qu'ils tiennent ensuite en RFA et qui fondent la légende d'un RKG résistant à la dictature nationale-socialiste. De plus, les tribunaux de RFA reprennent l'optique du Tribunal de Rastatt, et non celle du Tribunal International de Nuremberg, en acquittant systématiquement les juges du régime nazi, en particulier ceux militaires. Mais, si la procédure avortée du Tribunal de Rastatt a contribué à la déculpabilisation, juridique et historique, des juges militaires en Allemagne durant près d'un demi siècle, l'enquête qui a été menée en Alsace et en Moselle représente aujourd'hui un apport considérable à l'écriture de l'histoire des incorporés de force alsaciens et mosellans condamnés par le RKG ou détenus à Fort Zinna. L'ouverture de ces archives, conservées à Colmar, participe donc à la découverte, entamée il y a près de vingt ans, par les Allemands de l'histoire de leur justice militaire durant la guerre.

## L'historiographie et la mémoire allemande des «Malgré-nous» de Torgau

### Du silence à une semi reconnaissance

Les Alsaciens et Mosellans de la Wehrmacht condamnés par la justice militaire sont oubliés en Allemagne, aussitôt la guerre finie, sous une double chape de plomb. La première de ces chapes est celle que connaissent en Allemagne tous les incorporés de force, à présent considérés comme des étrangers. La deuxième chape est celle propre à tous les soldats condamnés par la justice militaire du III<sup>e</sup> Reich, assimilés à des traîtres ou à des lâches. Vus, de manière paradoxale, à la fois comme des étrangers et des ennemis intérieurs, les «Malgré-nous» réfractaires témoignent de l'incohérence allemande par rapport à la question des incorporés de force. Durant plusieurs décennies, l'Allemagne refuse donc d'admettre, ou du moins d'exprimer, l'idée qu'on ne peut reprocher, étant donné qu'ils ne sont pas Allemands, à des Alsaciens et des Mosellans de s'être opposés à leur versement dans la Wehrmacht.

Pour qu'on en vienne à s'intéresser aux condamnés alsaciens et mosellans, qui eux, ne se préoccupent guère de se faire entendre outre-Rhin, il faut attendre que les Allemands condamnés par la justice de la Wehrmacht soient reconnus

dans leur propre pays. Or, dès le début des années 1950, l'heure est en Allemagne à la remilitarisation et aucun éloge de la désertion n'est dès lors audible. Les quelques récits de vie de déserteurs sont noyés dans la foule des récits de guerre exaltant la lutte armée, et l'honneur de la Wehrmacht elle-même est déclaré sauf et préservé de la contagion nationale-socialiste, tandis que les anciens membres du RKG assurent un monopole sur l'historiographie de la justice militaire, qui fait passer celle-ci pour une institution de résistance aux excès nazis.

Mais, c'est au cœur de cette imposture historiographique que des pacifistes, cherchant, au début des années 1980, à rattacher leur cause à celle des déserteurs de la Seconde Guerre mondiale, sont à l'origine en Allemagne d'un virulent débat au sujet de la réhabilitation des condamnés de la justice de guerre. Aux côtés des historiens, y prennent part les anciens condamnés et les anciens juges, mais aussi de nouveaux juristes et militaires, des politiques, ... et finalement, la société allemande dans son ensemble. La résultante en est une réécriture bien plus objective de l'histoire de la justice militaire et une réhabilitation des déserteurs et autres réfractaires de la Wehrmacht, ponctuellement par la justice en 1991, et, globalement par le Bundestag en 2002. Si la reconnaissance des déserteurs de la guerre a mis autant de temps, c'est qu'il a fallu bouleverser l'idée si prégnante qui glorifie le service militaire comme le devoir suprême du citoyen. Il a fallu une quinzaine d'années pour voir se produire ce tournant dans une opinion forgée en deux cents ans et par deux guerres mondiales. Mais s'il est difficile de faire évoluer l'opinion des masses, il est encore plus complexe de faire admettre par un Etat, quel qu'il soit, la désobéissance. La force de l'Etat transcende la qualité de cet Etat, et l'Etat actuel ne peut pas si facilement blâmer la force étatique de celui d'hier, fût-il nazi. Finalement, la reconnaissance des déserteurs de la Wehrmacht recouvre une dimension politique riche de conséquence pour l'avenir, car elle montre que parfois, selon le contexte, la raison et le bon droit sont dans l'opposition à l'Etat, à la légalité. Chacun est responsable de ses actes et doit réfléchir et non obéir aveuglement aux autorités. On retrouve d'ailleurs cette leçon de philosophie politique dans la constitution allemande qui pose aujourd'hui le « *Kriegsdienstverweigerung* », le refus du service militaire, comme un droit fondamental.

Aucun des partis n'aborde cependant la question des incorporés de force condamnés. Les défenseurs de la justice militaire n'en parlent pas, car selon eux c'est un problème législatif et non judiciaire, mais surtout car le contentieux sur la question est trop flagrant et qu'ils y perdraient à en parler. De toute manière, ils ne font que répondre aux attaques qui leur sont faites et personne en Allemagne n'a pris la place d'accusateur, laissée vacante par les Alsaciens et les Mosellans, qui ne se sentaient pas, à tort, concernés par les débats allemands. Enfin, si le cas des incorporés de force ne rentre pas dans la polémique sur la reconnaissance politique des déserteurs de la Wehrmacht, c'est parce que le point crucial y est de savoir si l'on peut admettre une insoumission à l'obligation de service national, même dans le cadre de l'Etat de non droit qui domina le III<sup>e</sup> Reich et la

guerre menée par la Wehrmacht. Or chacun, même outre-Rhin, s'accorde pour dire que le devoir des Alsaciens et des Mosellans allait envers la France et non l'Allemagne.

Si les Alsaciens et Mosellans n'ont pas participé au processus de reconnaissance des victimes de la justice militaire en Allemagne, les réflexions issues de celle-ci nous permettent aujourd'hui de jeter un regard novateur sur la question des incorporés de force réfractaires. En effet, de même que les Allemands ont dû accepter l'idée que tous les déserteurs de la Wehrmacht n'étaient pas des opposants au régime nazi mais qu'ils méritent tout de même le respect pour s'être soulevé contre un ordre totalitaire et criminel, il nous faut reconnaître que tous les Alsaciens et Mosellans insoumis ne l'ont pas été au nom de leur nationalité mais qu'ils méritent tout de même le respect pour s'être opposés à la mise en place de la conscription générale en Alsace et en Moselle. De plus, le cas des incorporés de force a tout à fait sa place dans le débat sur l'obéissance à l'ordre établi. Certes, ils avaient pour eux le bon droit de refuser leur enrôlement dans la Wehrmacht, mais ils se retrouvaient alors sous la loi de l'envahisseur et avaient à se plier à leur ordre de mobilisation, comme l'a laissé suggérer le Tribunal Général de Rastatt en reconnaissant le droit des juges à condamner leur refus. Les réfractaires alsaciens et mosellans, comme les réfractaires allemands, de la Seconde Guerre mondiale montrent donc que le droit est parfois dans la désobéissance aux lois (surtout lorsque l'Etat, en l'occurrence français, ne défend plus une partie de ses citoyens, en l'occurrence ceux alsaciens et mosellans).

Mais surtout, l'aboutissement de ce processus de reconnaissance en Allemagne des victimes de la justice militaire rend possible celle des victimes alsaciennes et mosellanes. C'est bien l'étude de la justice militaire et des déserteurs de la Wehrmacht qui amène les historiens allemands à s'intéresser aux incorporés de force condamnés et, par là même, à l'incorporation de force en général. Torgau occupe, comme nous le verrons, une place centrale dans ce début de redécouverte en Allemagne des «Malgré-nous» alsaciens et mosellans. Il faut cependant souligner la difficulté du passage d'une reconnaissance historique à une reconnaissance juridique et politique, celle à même de concerner la société allemande. En effet, s'il a fallu attendre 1981 et le versement par la RFA d'une indemnité forfaitaire destinée aux incorporés de force, pour parler d'une reconnaissance politique par l'Allemagne des «Malgré-nous», on relève qu'il n'existe aucune reconnaissance particulière pour les incorporés de force réfractaires condamnés par la justice militaire. Quant à l'indemnisation et la réhabilitation des victimes de la justice militaire votée par le Bundestag en 1997 et 2002, elles ne semblent pas s'appliquer aux victimes aujourd'hui non allemandes, ce qui est le cas de tous les anciens incorporés de force. Au-delà de considérations juridiques et morales au sujet de la légitimité des condamnés alsaciens et mosellans à prétendre à cette indemnisation, l'absence de débat à ce sujet nous amène simplement à constater, en Allemagne, la fragilité du nouvel intérêt pour les incorporés de force, et en France, le manque d'implication alsacienne et mosellane dans le

mouvement de reconnaissance en Allemagne des victimes de la justice militaire, alors que, comme on l'a vu, il y a une communauté de souffrance et d'injustice (au-delà de la question de l'incorporation de force) des deux côtés du Rhin. Faut-il voir là la crainte des associations d'incorporés de force de reconnaître un statut particulier pour les victimes de la justice militaire, c'est-à-dire finalement pour les réfractaires, et d'ainsi accroître la suspicion sur tous ceux qui ont subi l'incorporation de force en silence ? Quoi qu'il en soit, ce serait une hypocrisie au regard de l'histoire, de plus totalement injustifiée puisque les réfractaires alsaciens et mosellans condamnés si durement, témoignent justement de l'absence de libre-arbitre face aux décrets d'incorporation d'août 1942.

### Le DIZ-Torgau, centre historiographique et mémoriel allemand des «Malgré-nous»

C'est dans le cadre d'un traitement critique, franc et responsable par l'Allemagne de sa tragique histoire qu'est créé en juin 1991 le *Documentations- und Informationszentrum Torgau* (DIZ-Torgau), intégré en février 1994 dans la *Stiftung Sächsische Gedenkstätten zur Erinnerung an die Opfer politischer Gewaltherrschaft*. Le DIZ-Torgau se donne, en plus d'une mission pédagogique, deux vocations, qu'il cherche bien à distinguer : d'une part la recherche historique, d'autre part le maintien de la mémoire sur les événements ayant eu lieu à Torgau sous le III<sup>e</sup> Reich, l'occupation soviétique puis la RDA. Les historiens du DIZ vont réussir en quelques années à faire tomber le tabou qui régnait sur l'histoire de la ville et seront notamment à l'origine de la découverte à Prague d'archives du RKG.

Si les travaux du DIZ commencent en 1991, ce n'est que cinq ans après qu'ils abordent la question des incorporés de force luxembourgeois, soutenus qu'ils sont par «l'amicale luxembourgeoise des Anciens de Torgau» créée au début des années 1990, les médias luxembourgeois et des historiens locaux. Cette collaboration se concrétise par des publications et des expositions à Luxembourg et à Torgau, qui font connaître de part et d'autre l'histoire des incorporés de force et de leur rapport à la justice militaire. C'est au moment où le DIZ se met à aborder la question de l'incorporation de force dans sa dimension européenne qu'un Alsacien, René Wagner, prend l'initiative de rentrer en contact avec le DIZ en 1997. Il devient rapidement le trait d'union entre l'Alsace-Moselle et Torgau. Il y est invité comme représentant des incorporés de force français de Torgau et lance en Alsace-Moselle des appels à témoins qui conduisent à la réunion d'une vingtaine d'anciens détenus de Torgau le 28 avril 1999 à Strasbourg. Une amicale, à l'image mais sans lien avec celle luxembourgeoise, est créée après des débats houleux, certains témoins ne voyant pas les avantages concrets qu'ils pourraient en tirer, et d'autres exprimant carrément leur aversion à collaborer avec l'équipe du DIZ, parce que allemande. L'amicale reste de toute manière quasi inerte : elle n'arrive pas à développer des projets pour entretenir le souvenir de l'histoire

de ses membres et ne voit aucun intérêt particulier à les défendre devant leur administration de tutelle.

L'action de René Wagner amène cependant les historiens du DIZ-Torgau, en particulier Eberlein Michael, Haase Norbert et Oleschinski Wolfgang, à évoquer le cas des «Malgré-nous» alsaciens et mosellans et à présenter les témoignages de quelques uns d'entre eux dans des publications et des expositions à Torgau. Un ambitieux projet, mené entre un lycée alsacien et un de Torgau, vise actuellement à retracer et à mettre en valeur le parcours de plusieurs dizaines d'anciens «Malgré-nous» de Torgau. L'activité du DIZ étant reconnue nationalement pour son rôle dans le renouvellement de l'historiographie allemande sur la justice militaire, ses recherches entraînent des publications sur les incorporés de force dans toute l'Allemagne. Il ne faut pas voir dans ce nouvel intérêt pour les «Malgré-nous» un utilitarisme des historiens allemands qui s'en serviraient pour apporter un argument implacable à la critique de la justice militaire et ainsi légitimer tous les déserteurs et contrevenants allemands à la discipline de la Wehrmacht. Ce nouvel intérêt est simplement le fruit d'une prise de conscience et, surtout, d'une prise en considération de l'importance des victimes non allemandes de la justice militaire du III<sup>e</sup> Reich, ce qu'on ne peut que saluer. Un travail important reste cependant encore à réaliser, notamment en ce qui concerne les régions d'Europe de l'Est et du centre.

En parallèle à l'activité historiographique, le DIZ-Torgau se donne aussi pour mission l'entretien de la mémoire des victimes de Torgau. Suite à un appel d'offre, un projet de mémorial, commandé en 1995 par le gouvernement de Saxe, est retenu en 1999. Le cahier des charges imposé par le DIZ prévoit une prise en compte des incorporés de force et une évocation commune des victimes alsaciennes, mosellanes et luxembourgeoises. C'est là une grande première en Allemagne, qu'un mémorial se souvienne des incorporés de force condamnés par la justice militaire. Le projet est cependant bloqué du fait de la mésentente entre la *Vereinigung der Opfer des Stalinismus* et la *Bundesvereinigung der Opfer der NS-Militärjustiz*, dans le cadre d'un débat national, depuis la réunification, portant sur l'échelle des souffrances de chaque groupe de victimes. On touche là à un aspect souvent omis par notre société, qui tend de plus en plus à poser comme solution à l'oubli le «Devoir de Mémoire», alors qu'il fait pourtant porter le poids du passé sur le présent, et ce au détriment de l'Histoire, qui elle au contraire en traitant le passé allège le présent pour permettre aux sociétés d'avancer tout en assumant. C'est d'ailleurs ce qui permet aujourd'hui à l'Allemagne de porter un regard critique, franc et responsable sur son passé, sans en être paralysé. Alors certes le mémorial n'est actuellement plus à l'ordre du jour, mais la mémoire des Alsaciens et Mosellans de Torgau en Allemagne passe par la recherche historique émanant du DIZ-Torgau.

Torgau est bien le centre de la recherche historique et un des rares lieux de mémoire, en Allemagne, des «Malgré-nous» réfractaires et condamnés, et

plus largement de tous les Européens qui se sont opposés à leur enrôlement forcé dans la Wehrmacht. C'est par ce biais que le DIZ-Torgau permet de faire connaître, aujourd'hui, outre-Rhin le problème global de l'incorporation de force. Mais le souvenir allemand des «Malgré-nous», longtemps resté improbable, risque de payer le prix du désintérêt français. A la différence des Luxembourgeois, les Alsaciens et Mosellans ne soutiennent ni n'encouragent le traitement historique de l'incorporation de force en Allemagne, tout occupés qu'ils sont à se faire reconnaître dans leur propre pays. Ils devraient se débarrasser d'une certaine animosité envers l'Allemagne, et prendre conscience, sans pour autant tomber dans du lobbysme, des intérêts qu'ils ont à la reconnaissance entière, par le pays qui en fut à l'origine, du crime dont ils ont été les victimes.

## Conclusion

Torgau, trop lourd à la mémoire des «Malgré-nous», trop banal dans l'histoire de la Seconde Guerre mondiale, 60 ans après, doit enfin retrouver la place qui est la sienne au cœur de la tragédie de l'incorporation de force, puisque la ville témoigne de l'impitoyable répression qui s'abattit sur ceux qui osèrent s'opposer à leur enrôlement forcé dans la Wehrmacht et contrecarre ainsi de manière implacable l'idée d'un soi-disant libre arbitre des Alsaciens et des Mosellans face à l'ordre de mobilisation.

Cette étude nous aura surtout révélé que, vus d'Allemagne, les incorporés de force réfractaires ne se distinguent pas forcément des autres réfractaires de la Wehrmacht. Ce sont les mêmes cas de conscience qui souvent leur donnent la force de résister (sentiment religieux, peur,...), c'est avec la même dureté que les juges, qui savent combien leur cas est particulier, vont les réprimer par refus de créer des exceptions pouvant affaiblir la terreur judiciaire qu'ils pratiquent, c'est la même guillotine qui tranchera le cou de certains et ce sont les mêmes souffrances dans les bataillons disciplinaires et les camps de concentration que connaîtront les autres.

Et pourtant, il y a une différence considérable entre les réfractaires alsaciens et les réfractaires allemands ... une différence insurmontable : l'incorporation des premiers fut illégale, celle des seconds tout à fait légale. Alors qu'en Alsace-Moselle, on est obnubilé par cette distinction, en Allemagne, on a longtemps eu, des juges militaires aux historiens en passant par les politiques, le tort de ne pas la reconnaître.

Ces deux excès ont abouti à une conception des Alsaciens et Mosellans réfractaires et condamnés différente d'une rive à l'autre du Rhin : en France, ils sont considérés à l'instar des autres incorporés de force, c'est-à-dire des victimes des lois d'août 1942 ; en Allemagne, ils ont longtemps été considérés à l'instar des autres réfractaires allemands, c'est-à-dire d'abord des lâches ou des traîtres puis des victimes du totalitarisme de la Wehrmacht.

En réalité, les Alsaciens et Mosellans réfractaires sont les deux à la fois. Ils portent les poids de deux injustices : l'incorporation de force dans la Wehrmacht et la répression partisane de la justice militaire allemande. Alors certes, la seconde résulte de la première, puisque la condamnation se base sur les lois d'août 1942, mais il faut bien se rendre compte que l'extrême sévérité des jugements résulte de la nature criminelle du droit militaire allemand (KSSVO, MStGB, ...) et de son application par les juges. Ce serait faire offense à la réalité des faits que de se contenter de critiquer les condamnations d'Alsaciens et de Mosellans uniquement sur la base de l'inégalité de leur incorporation.

Alors certes, juridiquement, la différence est insurmontable entre les soldats alsaciens et mosellans de la Wehrmacht et ceux allemands, mais, lorsqu'on aborde le problème de l'insoumission des uns et des autres, la nuance est de mise.

D'une part, les lois imposant l'incorporation des Alsaciens et des Mosellans sont reconnues par la justice militaire allemande (comme le prouvent les jugements du RKG) et même par la justice française (comme le prouvent le silence du gouvernement du Vichy et la procédure avortée du Tribunal Général de Rastatt). Le contexte juridico-législatif est donc à la légalité de l'incorporation des Alsaciens et des Mosellans. D'autre part, la participation des Allemands à la Wehrmacht est sujette à caution dans le sens où elle est au service d'une « guerre offensive criminelle et d'anéantissement ». Le bon droit des Allemands réside donc dans l'insoumission. Brefs, Alsaciens et Mosellans comme Allemands avaient concrètement obligation légale à servir dans la Wehrmacht, mais légitimité morale à s'y soustraire.

Tout cela nous amène inévitablement à critiquer l'idée que l'incorporation de force des Alsaciens et des Mosellans est uniquement un problème juridique et qu'il ne s'agit pas de savoir s'ils étaient volontaires ou non. Cette étude témoigne plutôt de l'importance de l'expression personnelle dans l'action des réfractaires. Certes l'incorporation était illégale, mais comme on l'a vu, cette notion n'était prise en compte nulle part, ni en Allemagne, ni en France qui a fermé les yeux pendant et encore après la guerre. L'Alsacien ou le Mosellan, de même que l'Allemand, était placé dans un contexte où ce qui était officiellement légal était l'accomplissement d'un service dans la Wehrmacht. L'opposition de certains est, à partir de ce moment là, un acte donc totalement personnel, résultant d'une conviction intime. Les réfractaires alsaciens et mosellans n'ont pas tant exprimé leur droit international (alors nullement reconnu) que leur droit personnel (à refuser ceux que les Etats attendent d'eux). Dans ce sens les incorporés de force réfractaires sont les véritables « Malgré-nous », puisqu'ils ont exprimé, au-delà de l'illégalité de la mesure, leur non approbation face à celle-ci. Il nous faut aujourd'hui reconnaître la communauté de souffrance entre les Alsaciens ou les Mosellans condamnés par la justice militaire allemande et les Allemands qui l'ont été et qui sont également dignes d'être désignés comme des « Malgré-nous » (et non des incorporés de force, puisqu'ils étaient tenus légalement de servir

dans la Wehrmacht). Par leur résistance et leur souffrance commune, Alsaciens, Mosellans et Allemands réfractaires témoignent du droit à chacun de faire valoir sa volonté propre face aux lois, légales ou non, lorsque celles-ci sont jugées criminelles. Peu importe les motivations de chacun, ils sont à honorer pour s'être opposés à l'ordre despotique imposé par les autorités nazies en Europe, et, en sens inverse, ceux qui se sont pliés aux lois alors en vigueur ne sont absolument pas à dénigrer, car si tout homme aspire à la liberté, à l'héroïsme nul n'est tenu.

## Bibliographie sommaire

EBERLEIN Michael, HAASE Norbert, OLESCHINSKI Wolfgang, *Torgau im Hinterland des Zweiten Weltkrieg, Militärjustiz, Wehrmachtgefängnisse, Reichskriegsgericht*, Leipzig, 1999

MESSERSCHMIDT Manfred, *Die Wehrmachtjustiz 1939-1945*, Schöningh, 2005

RIEDWEG Eugène, *Les «Malgré-nous», histoire de l'incorporation de force des Alsaciens-Mosellans dans l'armée allemande*, Mulhouse, 1995

STROH Frédéric, *Les Malgré-nous de Torgau, des insoumis alsaciens et mosellans face à la justice militaire nazie*, Strasbourg, 2006

WETTE Wolfram (dir.), *Deserteure der Wehrmacht, Feiglinge-Opfer-Hoffnungsträger?*, Essen, 1995

## Synthese

Dit artikel gaat nader in op de veroordelingen, door het militair gerechtshof van het Derde Rijk te Thorgau, van de Elzassers en Mosellans die tijdens de oorlog verplicht werden ingelijfd bij de Duitse troepen. Als kleine stad in Saksen fungeerde Thorgau als een belangrijk centrum van het gerechtelijk systeem en het gevangeniswezen van de Wehrmacht. In die zin stond het tevens symbool voor de onverbidelijke vervolging door de Duitse militaire overheden van diegene die zich weigerden neer te leggen bij hun verplichte inlijving. Tussen juridische spitsvondigheden en individuele wensen wil deze studie de historiografie vernieuwen van diegene die gemeenzaam de “Malgré-nous” genoemd worden. Doorheen hun wedervaren krijgen we tevens een beeld van de werking van het juridische en penitentiaire militaire systeem van het III<sup>e</sup> Rijk.



Pieter Lagrou\*

## Welke pedagogische waarde toekennen aan de Tweede Wereldoorlog?<sup>1</sup>

Net als elk historisch onderwerp heeft de Tweede Wereldoorlog een intrinsieke pedagogische waarde. Dit geldt evenzo voor de Franse revolutie, het kolonialisme, de Eerste Wereldoorlog, en vele andere. Men bespreekt deze gebeurtenis omdat het een belangrijke gebeurtenis is, maar in een geschiedenisles is er a-priori geen bijzonder of uitzonderlijk statuut voor deze of gene gebeurtenis.

De Tweede Wereldoorlog in het algemeen, en de genocide op de Joden in het bijzonder, staat vandaag sterk in de belangstelling omdat men er een bijzondere waarde aan wil hechten, meer bepaald als waarschuwend voorbeeld. Meer dan enige andere banale historische gebeurtenis zou de Tweede Wereldoorlog een sensibiliserende waarde hebben, zou oproepen tot mobilisatie en waakzaamheid, wat ons zou toelaten om het “*Nie Wieder Auschwitz, - dat nooit meer*” op een meer overtuigende wijze te declameren. Zou het onderrichten van de Tweede Wereldoorlog ertoe bijdragen dat dergelijke gebeurtenissen zich niet meer herhalen? Bij uitbreiding van deze waarde zou het onderwijzen van de Tweede Wereldoorlog niet enkel beletten dat het zich vandaag herhaalt, maar in de huidige realiteit zou het bovendien een mobiliserende kracht ontwikkelen tegen extreem rechts en xenofobie en bijdragen tot het ontwikkelen van verdraagzaamheid. Een dergelijke stelling kan bij een historicus alleen maar vragen oproepen.



\* Professor hedendaagse geschiedenis aan de Université Libre de Bruxelles, Auteur van *Mémoires patriotiques et occupation nazie. Résistants, requis et déportés en Europe occidentale, 1945-1965*, Bruxelles, Ed. Complexe, 2003.

1 Deze tekst werd eerder gepubliceerd in Nadia FARKH, Pieter LAGROU, Christian LAPORTE, Simone SUSSKIND en Yannis THANASSEKOS, *Paroles de mémoires. Paroles d'histoire: en jeu. Actes de la journée pédagogique du 18 novembre 2004*, Bruxelles, Ed. Racine, 2006, pp. 13-32.

## De boodschap van de “Holocaust Education”

Laat ons bij deze beschouwing vertrekken vanuit twee situaties die zich concreet voorgedaan hebben op het terrein. Verleden jaar werden in Frankrijk twee leerlingen uitgesloten uit hun school omdat ze tijdens hun bezoek aan Auschwitz enkele sneeuwballen hadden gegooid. Is het gooien van sneeuwballen in Auschwitz echt een schandaal? Geeft het blijk van een gebrek aan respect? Is het een onaanvaardbare schoffering van ongeschreven regels? Was deze uitsluiting echt geoorloofd? Of hebben we te maken met de opkomst van een nieuwe vorm van sacralisatie; waar de heilige stilte regel is en elk van het devote afwijkend gedrag heiligschennis? In onze geseclariseerde maatschappijen hebben we nochtans een zekere tolerantie ontwikkeld tegenover ludieke desacraliserende gebaren, die bij jongeren zeker niet abnormaal zijn, en misschien zelfs een heilzaam effect kunnen hebben. De opkomst van deze nieuwe heilige plaatsen roept onvermijdelijk heel wat vragen op.

De tweede situatie is veel moeilijker en zelfs onrustwekkend. Een aantal leerkrachten hebben het reeds meegemaakt dat zij als gevolg van een bezoek aan de Dossin-kazerne of tijdens een les over de jodenvervolging geconfronteerd worden met antisemitische reacties. In dit geval heeft deze pedagogische inspanning niet alleen zijn doel gemist, zij genereert zelfs een omgekeerd effect. Laat ons duidelijk zijn: antisemitische reacties zijn in geen enkel geval aanvaardbaar en hebben niets ludiek. In klassen met heel wat moslimjongeren, voor wie de keuze van dergelijke thema's een onrechtvaardigheid, ja soms zelfs een provocatie lijkt, kan men dergelijke reacties nochtans verwachten. Stellen dat het antisemitisme vandaag een centrale bekommernis is van onze hedendaagse samenleving, zonder het anti-islamisme of het alledaags racisme aan bod te laten komen, kan slechts afwijzende of vijandige reacties oproepen.

In deze twee gevallen komt het er niet op aan dergelijke reacties drastisch te beteugelen, maar er op te anticiperen vanuit onze pedagogische aanpak, vanuit de keuze van de aangeboden stof, en vanuit de vorm waarin de activiteiten worden aangebracht. De « Holocaust Education » draagt geen simpele en eenduidige boodschap van universele tolerantie en vriendschap onder de volkeren uit. Ze mag en kan in geen enkel geval verworden tot een soort van lekencatechismus van een nieuwe multiculturele religie, met Anne Frank als patroonheilige. De inhoud ervan is controversieel, lokt debatten uit, polemieken en heftige reacties. De verwachtingen die de politieke wereld daar tegenover formuleert zijn dikwijls irrealistisch.

Het geschiedenisonderwijs opvatten als een globale preventieve actie is een even ambitieus als irrealistisch programma. Kan of moet dit onderwijs een nieuwe Holocaust voorkomen? Kan het bijdragen tot de bestrijding van het rechts-extremisme en het racisme of tot het stimuleren van de verdraagzaamheid? De leerkrachten, die in de eerste linie van deze eerbare strijd geworpen worden,

hebben er alle belang bij om zich bewust te zijn van de moeilijkheden van deze opdracht, van de praktische en intellectuele problemen die deze oproept, en hebben er alle belang bij om de lat van de te bereiken doelstellingen iets minder hoog te leggen.

De Tweede Wereldoorlog zou dus geen gebeurtenis zijn als een andere, maar een heel bijzondere gebeurtenis die totaal verschilt van alle andere. De historici zijn er door bezorgd omdat ze merken dat de Tweede Wereldoorlog, meer dan welke andere historische gebeurtenis of periode, tot het studiedomein van andere disciplines gaat behoren: taal en literatuur, filosofie, politieke wetenschappen, sociologie... Zij hebben elk hun eigen bijdragen en invalshoek, waardoor historici zich soms verweesd voelen en de neiging gaan vertonen om zich dit domein terug te willen toeëigenen.

De geschiedenis is echter geen exclusief eigendom van historici; dit zou absurd en bovendien gevaarlijk zijn. Het historisch debat is een burgerlijk debat, een debat dat in wezen politiek is en dus alle burgers aanbelangt. De historici moeten hierin hun stem laten gelden net zoals alle anderen hiertoe gerechtigd zijn. Zij hebben hun eigen drijfveren en kritische methodes tot analyse. Nochtans, er zijn ook ontsporingen in het vertoog, tegenspraken of anachronismen in het taalgebruik, die de historici er toe brengt om te reageren en hun autonomie van weleer te willen herstellen.

Als men bijvoorbeeld de aankondigingen ziet van studiedagen, zoals die van de Raad van Europa met als titel: *De Herinnering onderwijzen ter voorkoming van misdaden tegen de menselijkheid*, dan kan de historicus het niet nalaten om een kritische blik te werpen op de terminologie en de concepten, die al te hoogdravend zijn om nog juist en doeltreffend te kunnen zijn.

Om te beginnen leiden wij studenten op om “geschiedenis” te onderwijzen en nu zou men zo maar de “Herinnering” moeten onderwijzen. Waarom deze verschuiving in het woordgebruik? Is het begrip “geschiedenis” plots problematisch geworden en moet het vervangen worden door dat van de “Herinnering”? Er bestaat vandaag een vracht aan modieuze maar niet altijd even pertinente literatuur, die de complexe verhoudingen tussen “geschiedenis” en “herinnering” analyseert. Dit belet de historici echter niet om op basis van een kritische en objectieve analyse geschiedenis te produceren en er aanspraak op te maken. Wanneer ze in hun opzet slagen zullen sommige elementen van hun kritische analyse misschien in de herinnering worden opgenomen. De herinnering daarentegen is diffuus, en komt voort vanuit tal van bronnen: getuigen, militanten van de herinnering, cineasten, scenaristen en tal van andere gebruikers van het overvloedige materiaal dat het verleden uitmaakt.

De historicus verdedigt zijn benadering, de geschiedenis als kritische discipline, en als hij moet onderwijzen dan tracht hij in alle logica en met legitimiteit geschiedenis te onderwijzen. De rol van de onderwijzer bestaat er juist in om een

bijkomende kritische analyse en contextualisering te bieden aan het omringende discours van een alomtegenwoordige herinnering. *De herinnering onderwijzen* kan bijgevolg de legitieme roeping zijn van tal van professionelen en militanten, maar het is zeker niet de rol van de historicus.

Vervolgens is er het voorkomen, de “preventie”. Kan het onderwijs om het even wat voorkomen, tenzij onwetendheid? Geschiedenisonderricht kan enkel in de meest ruime zin en zo onrechtstreeks mogelijk bijdragen tot preventie. Het kritisch onderzoek van de geschiedenis draagt bij tot het vormen van een open, meer kritische, misschien meer tolerante samenleving. Maar behalve het aanscherpen van de kritische zin, van de reflex om bronnen na te gaan, van een kritische lezing van persberichten en van het trachten gebeurtenissen in hun context te begrijpen en er een doordachte analyse naar te voeren, is er geen enkele historicus meer die de illusie koestert dat het volstaat om over iets te praten om te vermijden dat het zich herhaalt.

Laat het onderwijs van de Shoah toe om een herhaling van de Shoah te voorkomen? Het rechtstreekse nut van dergelijk onderwijs kan ons slechts sceptisch stemmen en, zoals we verderop zullen zien, maakt het ons ook bijzonder alert voor de perverse en contra-productieve effecten van een dergelijk uitgangspunt.

En tot slot: waarom hanteert men de term “misdaden tegen de menselijkheid”? Wat is een misdaad tegen de menselijkheid? Het is een juridisch neologisme dat we geërfd hebben uit de na 1945 gevoerde debatten en processen, met een zeer specifieke draagwijdte, zoals het een juridische categorie betaamt. De term vond vooral ingang in de juridische terminologie vanaf het begin van de jaren 1970, omwille van het verband dat er gelegd werd met het begrip van de ‘onverjaarbaarheid’, met andere woorden om de rechters toe te laten om misdaden te berechten die verjaard zouden zijn door de termijn die er verlopen is tussen het vonnis en het voorwerp van het vonnis. Normaliter wordt recht gesproken over hedendaagse feiten, met een verjaringstermijn die tot 10 jaar strekt; in sommige gevallen tot 20 jaar, zoals voor oorlogsmisdrijven. In het begin van de jaren 1970 echter, wanneer zelfs de langste verjaringstermijnen voor misdaden begaan tijdens de Tweede Wereldoorlog verstreken waren, stelde men het onuitgegeven begrip van de ‘onverjaarbaarheid’ voor. Bepaalde misdaden zijn onverjaarbaar, ze kunnen op om het even welk ogenblik gevonnist worden en ze zijn heel nauwkeurig gedefinieerd. In de Franse rechtspraak geldt dit bijvoorbeeld expliciet en uitsluitend voor misdaden begaan tijdens de Tweede Wereldoorlog, in het kader van de rassenvervolging.

Dit maakt sommige situaties erg complex. Tijdens het Franse Barbie-proces in 1987 waren sommige door Klaus Barbie begane misdaden verjaard en andere dan weer onverjaarbaar. Daaruit volgde een discutabel proces, omdat een man niet berecht werd voor zijn effectief in een crimineel beleid gespeelde rol, maar omdat er enkele feiten werden uitgepikt die de wet kon vervolgen, terwijl andere, reeds verjaarde feiten ongemoeid werden gelaten.

Op het ogenblik dat men bijvoorbeeld in het geval van de oorlog in Algerije een dergelijke procedure wilde opstarten heeft de Raad van State geoordeeld dat dit begrip enkel op de Tweede Wereldoorlog van toepassing was. Kortom, er kan een heel debat gevoerd worden onder juristen over het begrip van de onverjaarbaarheid en het verwante begrip van de misdaad tegen de menselijkheid. Het begrip van de verjaring gaat uit van een totaal ander uitgangspunt dan dat van de historicus, omdat deze zich juist toelegt op een verleden dat al achter de rug ligt, waarbij hij meestal de korte termijn probeert te vermijden, het terrein bij uitstek van de gerechtelijke actie. Hoe kan dan een dergelijk begrip gehanteerd worden in een historische analyse waar per definitie niets voor verjaring vatbaar is?

Als historicus en als onderwijzer zou men in de fout gaan om modefenomenen te volgen en een vocabularium over te nemen waar men niet steeds de juiste draagwijdte van kent. Volstaat het woord “misdad” op zich dan niet? Laat het woord “gruwelad”, dat reeds tijdens de Eerste Wereldoorlog werd gebruikt, ons niet toe om dezelfde problemen te behandelen? Is het onderscheid dat de wet maakt tussen een misdaad tegen de menselijkheid en elke andere misdaad *per se* pertinent in onze analyse van het verleden? Zowel hier als elders is het de rol van de historicus om terug te kijken op de geschiedenis en te vermijden om zich door hedendaagse belangen te laten meesleuren, precies omdat hij deze niet goed beheerst.

Maar laat ons terugkomen op onze eerste vraag: heeft de Tweede Wereldoorlog een bijzondere en uitzonderlijke waarde? Laat ons drie problemen afbakenen, om vervolgens drie pistes aan te wijzen. Ten eerste worden we geconfronteerd met de idee van de «uniciteit van de Holocaust»<sup>2</sup>. Zoals Jean-Michel Chaumont<sup>3</sup> het reeds een tiental jaren geleden heeft aangetoond is de uniciteit eigen aan elke historische gebeurtenis, want de geschiedenis herhaalt zich nooit tweemaal op dezelfde wijze. Spreken over het aparte karakter van een gebeurtenis is dus een tautologie, omdat dit aparte karakter slechts kan gevat worden door de gebeurtenis te integreren in een bredere context en door vergelijking. Zij kan in geen enkel geval als paradigma uitgeroepen worden. Het nut en de kracht van de Shoah in de mobilisatie van de geesten en in het oproepen tot waakzaamheid schijnt vooral gelegen te zijn in zijn statuut van het extreme kwaad, van het absolute kwaad. Maar indien de Tweede Wereldoorlog in het algemeen, en de genocide op de Joden in het bijzonder, het absolute kwaad is, houdt dit per definitie in dat zij niet kan gevat worden, dat zij onbegrijpelijk is.



2 “*Holocaust*” is een begrip dat vooral in de Angelsaksische wereld gebruikt wordt. Zijn betekenis als “religieus offer” brengt de Franstaligen er toe de voorkeur te geven aan het woord “*Shoah*”, wat “catastrofe” betekent. “*Judeocide*” is de term die historisch gezien het meest correct is.

3 Jean-Michel CHAUMONT, *La concurrence des victimes. Génocide, identité, reconnaissance*, Paris, La Découverte, 1997.

Wat het absolute kwaad definieert is dat het niet kan geanalyseerd worden. Dit is de reden waarom de notie van het absolute kwaad thuishoort in een religieus vocabularium en niet in het wetenschappelijk register. Indien we het kwaad als absoluut omschrijven, dan ontzeggen we onszelf om het te begrijpen.

In dit opzicht kunnen we ons slechts de grootste vragen stellen bij de efficiëntie van een pedagogie van het extreme, en door de nadruk te leggen op het extreme karakter van een gebeurtenis in een context van mobilisatie, riskeert men contraproductief te worden. Inderdaad, een pedagogie van het extreme helpt ons niet om deze wereld beter te begrijpen.

Het extreme maakt per definitie geen deel uit van de wereld die ons omringt. De Amerikaanse historicus Peter Novick<sup>4</sup> heeft met een opmerkelijke scherpzinnigheid de analyse gevoerd van de sterk verbreide gedachte dat de “Holocaust Education” ons zou toelaten om de opinie te mobiliseren voor een bepaald humanitair interventionisme. Wanneer we echter de jaren 1990 beschouwen merken we vooral de perverse effecten ervan. Van zodra het erom ging een “holocaust” in Bosnië te voorkomen rezen er talrijke stemmen op die stelden: “Dit betreft hier geen holocaust, het is misschien een etnische zuivering. Wat er zich afspeelt is misschien wel erg, maar het is altijd minder erg dan...”

Voor Rwanda, voor Kosovo, voor Darfur vandaag, zien we dat dit soort re-deneringen zich herhaalt. Als het vergelijkingspunt het absolute kwaad is, kan al het andere kwaad slechts “minder erg” zijn. Indien we de Holocaust willen onderwijzen om te mobiliseren, stelt men vast dat het effect in de meeste gevallen precies omgekeerd is. Op die manier wordt de cultus van de herinnering een bron van gemakkelijke morele zekerheden en dus van inactiviteit.

Ten tweede, wat de sensibilisering tegen extreem rechts betreft, lijkt zij niet minder problematisch. Er zijn, dunkt me, voldoende redenen om zich tegen het hedendaagse discours van extreem rechts te verzetten, waar ook in Europa. Teruggrijpen naar historische voorbeelden kan in die omstandigheden een beken-tenis van argumentatieve zwakte zijn, van intellectuele luiheid. Sinds de jaren 1980 hebben vele “anti-fascistische” militanten er voor gekozen om te mobiliseren vanuit de identificatie van het hedendaagse rechts-extremisme met dat van de jaren 1930 en '40. Het hedendaagse rechts-extremisme is evenwel geen exacte kopie van dat uit de jaren 1930-1940. De historische context is totaal anders. Voor de historicus is het niet door de gelijkenissen te benadrukken dat men het fenomeen beter zal verstaan en dat men de geesten beter zal kunnen mobiliseren. Indien het hedendaagse rechts extremisme moet aangeklaagd worden, dan is het vooral om wat zij zegt in haar programma's, in haar meetings en in haar discours. De perfide gevolgen zijn overduidelijk: volstaat het voor de extreem-rechtse leiders van vandaag om afstand te nemen van hun ideologische voorgan-

gers om plots politiek respectabel te worden? Het programma van het Vlaams Blok is duidelijk genoeg. Het schrikbeeld oproepen van de collaboratie tijdens de bezetting kan dan overkomen als een teken van onmacht, alsof er onvoldoende tegenargumenten zouden zijn uit de hedendaagse politieke analyse.

Dit soort mobilisatie heeft tijdens de jaren '80 overigens tot perverse effecten geleid, meer bepaald in Frankrijk. Daar werd zodanig met het spookbeeld van Auschwitz gezwaaid dat de 'lessen uit het verleden' herleid werden tot een karikatuur waarbij men erop hamerde dat een stem voor extreem rechts een eerste stap was die rechtstreeks zou leiden naar de gaskamers en de verbrandingsovens. Het was een korte termijn strategie die twee tegengestelde reacties oproep. Extreem rechts, althans deze stroming die uit was op een zekere respectabiliteit, heeft gretig gebruik gemaakt van de impliciete oplossing die hen werd geboden om zijn maagdelijkheid te herwinnen: ze distantieerden zich van de somberste momenten uit hun verleden als beweging, alsof de ontkenning van hun afkomst volstond om hun huidige ideologie van de haat te doen vergeten. Een kleine extremistische sekte koos daarentegen voor de tegenovergestelde weg door de geschiedenis zelf als ongeloofwaardig af te schilderen, en af te doen als een spookbeeld. Volgens deze sekte kwam de gruwel van de genocide de morele meerderheid maar al te goed uit om nog echt geloofwaardig te kunnen zijn. Daaruit ontstonden tal van samenzweringstheorieën die de benaming 'negationisme' meekregen. Het betrof hier hoogstens een klein aantal zonderlinge gekke geleerden, maar de media-aandacht die ze kregen was enorm. De provocatie was doeltreffend, in die mate dat de reactie van de politieke wereld totaal buitenmaats was. Men heeft het negationisme willen criminaliseren, terwijl het eigenlijk had volstaan om te zeggen dat het hier om een foute voorstelling van de feiten ging die bovendien van een laag manipulatief allooi waren. Men heeft wetten willen maken om dergelijke uitspraken te verbieden, alsof de historici deze keer niet meer over voldoende tegenargumenten zouden beschikken. Elke kritische geest weet echter dat indien men zich op de politie of op het gerecht moet beroepen om een gerucht in de kiem te smoren, dat men dan de indruk geeft dat het al te verontrustend is om volledig vals te zijn. Dit was alleszins te veel eer voor het uiterst marginale groepje van het Europees rechtsextremisme dat met dergelijke waanbeelden dweepte.

Tot slot, het singulariseren van de Tweede Wereldoorlog, en binnen de gebeurtenissen uit die periode, het singulariseren van de nazi-genocide op de Joden, stelt de historicus voor een fundamenteel probleem. Mark Mazower<sup>5</sup>, een Engels historicus die te Columbia doceert, heeft onlangs een artikel gepubliceerd in *The American Historical Review* waarin hij een overzicht maakt van de geschiedschrijving over de misdaden van de 20<sup>e</sup> eeuw. Hij stelt een manifeste



5 Mark MAZOWER, «Violence and the State in the Twentieth Century», in: *The American Historical Review*, vol. 107, issue 4, 2003.

overinvestering vast in de geschiedenis van de Holocaust en stelt de vraag of het ethnocentrisme geen verborgen agenda is in het vastleggen van onze historiografische prioriteiten. De slachtingen die Europeanen op Europeanen hebben begaan blijken véél meer aandacht te verdienen dan de slachtingen van Europeanen op niet-Europeanen of van niet-Europeanen op niet-Europeanen.

Het onevenwicht van deze wetenschappelijke keuzes heeft echter ook zijn weerslag op de maatschappelijke keuzes en op de concrete uitdagingen waar de mensen uit de onderwijswereld maar al te zeer mee vertrouwd zijn. Hoe kan men de kritieken negeren die in heel wat klassen van het secundair onderwijs geformuleerd worden over een onderwijs gericht op het historische lijden van de Joden, terwijl het lijden dat vandaag wordt veroorzaakt door de Joden wordt verzwegen? Een al te enge focus in onze pedagogische keuzes kan een uitvergrottingseffect hebben. Men riskeert de leerlingen de indruk te geven dat de grootste bekommernis van het huidige Europa het antisemitisme is. Deze perceptie leeft vooral in de Verenigde Staten, terwijl het evident is dat de grootste uitdaging vandaag de islamofobie is, de xenofobie die tegen de Islam is gericht. Een ander risico dat men loopt is dat de leerlingen de aangeboden inhoud volledig gaan afwijzen, waarbij hun vooroordelen zelfs versterkt worden, dit terwijl het juist de bedoeling was deze te bestrijden.

De recente gebeurtenissen in Nederland zijn bepaald verontrustend op dit vlak. Als men de uitbarsting van het poujadistisch racisme in Nederland observeert, het land dat zich altijd heeft voorgedaan als land van de tolerantie, dat zich beriep op een lange traditie tot in de 16<sup>e</sup> eeuw – een voorstelling waarin we graag in geloofd hebben - dan mag men met recht en rede verontrust zijn. Nederland was overigens het land bij uitstek waar het onderwijs over de geschiedenis van de genocide werkelijk centraal stond en waar Anne Frank de meest bekende historische figuur was. Nog een anekdote: in een televisieprogramma werd onlangs de bekendste Nederlander uit de Nederlandse geschiedenis verkozen: Anne Frank is geëindigd op de derde plaats, terwijl Pim Fortuyn de eerste plaats innam. Het brengt onverwachte effecten en zelfs een brutale ommekeer aan het licht die we in onze reflectie zeker niet mogen omzeilen. Een te enge focus op een onderwerp als de genocide kan de dialoog doen stremmen en kan bepaalde leerlingen uitsluiten die van oordeel zijn dat deze thematische keuze op zich reeds een onrechtvaardigheid inhoudt; een onbedoeld gevolg kan dan zijn dat de communautarisering verder in de hand gewerkt wordt.

Moeten we dan, na decennia van overinvestering in het onderwijzen van de Tweede wereldoorlog, dit thema uit ons onderwijs weren? Is de geschiedenis van de Tweede wereldoorlog een storende factor geworden voor onze huidige politici? Of moeten we gewoon andere thema's naar voor schuiven? Bijvoorbeeld de geschiedenis van de slavernij die me erg belangrijk lijkt. Waarom kan men vandaag geen cursussen geven over de geschiedenis van Irak? Teruggaan naar de jaren 1920, de Britse politiek analyseren, de politiek van de Westerse mogend-

heden bekijken in de verdeling van het Ottomaanse rijk. Er moeten inderdaad ook andere onderwerpen gepromoot worden: diversiteit in de onderwerpskeuze is altijd verrijkend. Maar de Tweede Wereldoorlog botweg uit het onderwijs weren zou een gemakkelijksoplossing zijn, die onze leerlingen voor heel wat fundamentele problemen zou stellen bij een beter begrip van de hedendaagse geschiedenis in zijn samenhang en zijn continuïteit.

Ik weet dat het choquerend kan overkomen - amper vijf jaar geleden zou ik het niet in die termen durven formuleren hebben - maar ik ben de mening toegedaan dat we de Tweede wereldoorlog moeten banaliseren en de studie van de Tweede wereldoorlog promoten zoals elk ander studieobject. De Tweede Wereldoorlog moet van zijn bijzonderheid ontdaan worden. Dit betekent niet dat er mag gesteld worden dat wat er tijdens de Tweede Wereldoorlog gebeurd is niet erg zou zijn, of alleszins niet erger dan wat er voordien of zelfs nadien gebeurd is. De recente ontwikkeling in de historiografie pleit voor het opnemen van de Tweede Wereldoorlog in een ruimer geheel, en stelt dat dit de weg kan zijn om het onderwijs van deze periode uit een dreigende impasse te halen.

Het grootste gevaar bij het onderwijzen van de Tweede Wereldoorlog en (of) van de genocide als uitzonderlijke gebeurtenissen is dat ze in het tijdloze worden geprojecteerd, in het buitenaardse, wat ze onbegrijpelijk maakt. De gebeurtenis wordt dan irreëel en ontoegankelijk, een soort “Planet Holocaust” of “Planet Second World War”, die in de ruimte wordt gelanceerd en die op slag zowel onbegrijpelijk als fascinerend wordt. De Holocaust wordt dan een onderwerp zoals de hekserij of de inquisitie tijdens de Middeleeuwen, die bestudeerd wordt doorheen een mengeling van een morbide fascinatie en afgrijzen voor de horror, het extreme en het exotische. Een universum bevolkt door kwaadaardige besnorde mannetjes die alle richtingen uitlopen in hun met hakenkruisen getooide uniformen.

## Hoe kunnen we de Tweede wereldoorlog uit zijn isolement halen?

Drie pistes lijken mij daarvoor intellectueel gezien aanvaardbaar. Een eerste piste omhelst de “genealogie” van het geweld in de twintigste eeuw. De laatste jaren geraakten de “Holocaust studies” of de “Genocide studies” in een impasse: deze van de vergelijkende wetenschap. In plaats van de genocide in een ruimer chronologisch of geografisch kader te plaatsen, maakte men een nevenschikking met andere massamoorden: de genocide op de Armeniërs, de genocide van Rwanda, de Goelag. De doelstelling wordt dan de vergelijking, en, in de meer teleurstellende gevallen, het becijferen van waar de meeste doden zijn gevallen. Een meer pertinente vraag is om na te gaan of de andere misdaden even gecentraliseerd of planmatig verliepen. Maar uiteindelijk is het moeilijk om de ultieme vraag uit de weg te gaan: «Was het even erg»? Het is een vraag die geen enkele

zin heeft. U kent wellicht de controverse die er geweest is omtrent de zwakke inleiding bij het *Zwartboek van het communisme*<sup>6</sup>. Moet men vergelijkende slachtoffertabellen opstellen om aan te tonen dat het communisme het nazisme niet moet onderdoen wat de gruwel betreft? Of, zoals Adam Hochschild stelt in zijn werk over het Belgisch kolonialisme<sup>7</sup>: “wie wint de olympische spelen van de ergste tirannen uit de hedendaagse geschiedenis, Hitler, Stalin of Leopold II?” Het politieke gebruik van dergelijke absurde en steriele vergelijkingen behoeft geen uitleg.

Men kan ook de Napoleontische oorlogen vergelijken met de Dertigjarige of met de Honderdjarige oorlog. De vergelijkende wetenschap die de onderwerpen isoleert, zoals de goelag en het nazisme, om ze vervolgens parallel te stellen heeft echt geen enkele zin.

De geschiedschrijving van de 20<sup>e</sup> eeuw volgt veeleer de ontwikkelingsleer, bestudeert eerder wat openbreekt en wat de diverse analyses van de verschillende scholen van historici met elkaar kruist. In dat opzicht kunnen we de recente evolutie toejuichen van een intellectuele ontmoeting en debatten tussen verschillende geleidingen van de geschiedschrijving die maar al te lang door hun hyperspecialisatie in beslag waren genomen. Neem nu het voorbeeld van de specialisten van de Tweede Wereldoorlog. De jaren 1939-1945 voor de bezette gebieden, of 1933-1945 voor de Duitsers, of nog 1926-1945 voor de Italianen werden allemaal als totaal aparte episodes beschouwd. Niets hadden ze met de andere episodes gemeen: niet op vlak van de politieke structuur, van de aard van de gebeurtenissen, van de bewaarplaatsen van het bronnenmateriaal, van de onderzoeksinstituten, van de tijdschriften en collecties waarin ze hun onderzoeksresultaten publiceerden, niets werd gedeeld. Het begint er al mee dat de historici die de oorlogen bestuderen niet dezelfde zijn als diegene die de vrede bestuderen en dat de historici die de Eerste Wereldoorlog bestuderen helemaal niet dezelfde zijn als deze van de Tweede Wereldoorlog. Deze specialismen vormden aparte werelden, die elkaar niet lazen en niet ontmoetten.

De evolutie van de geschiedschrijving van de jaren 1970 en 1980 vertoont een duidelijke overinvestering in de Tweede Wereldoorlog. Het is de opkomst van een kritische geschiedschrijving, maar ook van een geschiedschrijving die breekt met de grote patriottische verhalen die het belang van het verzet verheerlijkten en die het criminele karakter van het minoritaire naziregime en hun trawanten in de verf zette.



6 Stéphane COURTOIS, Nicolas WERTH, e.a., *Zwartboek van het communisme, Misdaden, terreur, onderdrukking*, Amsterdam, De Arbeiderspers, 1997.

7 Adam HOCHSCHILD, *De geest van koning Leopold II en de plundering van de Congo*, Amsterdam, Meulenhoff, 2001.

In alle Europese landen verdiept de nieuwe geschiedschrijving zich vooral in de collaboratie. Zij confronteert op een kritische wijze de nationale opinies met de diepgaande verstrengeling van hun eigen samenleving, van hun eigen administraties, hun eigen politieke ideologieën in de collaboratie, in de misdaad, in hun fascinatie voor het nazisme. Deze belangrijke historiografische stroming legitimeerde de overinverstering gedurende een zo korte periode van drie, vier tot vijf jaar door zich te beroepen op het dubieuze paradigma van de “de Tweede Wereldoorlog als matrix voor het heden”. Met andere woorden, door het bestuderen van de Tweede Wereldoorlog verstaat men alles van wat er later volgt. Tijdens de Koude oorlog leek dit een evidentie. Het volstond om een kaart van Europa te bekijken om in te zien dat verdeling van Yalta de grenslijnen voor de tweede helft van de eeuw had vastgelegd.

Naast de cartografie was er ook een hele geschiedschrijving die de belangrijkste verworvenheden van de naoorlogse periode rechtstreeks uit de oorlogservaring liet voortkomen: de Sociale zekerheid, het overleg tussen vakbonden en patronaat, het staatsinterventionisme, kortom, de welvaartsstaat. De *Welfare State* die voortkwam uit de *Warfare State*? De rol van de politieke partijen, de stabilisering van de democratische parlementaire volksvertegenwoordiging, de marginalisering van extreem rechts en extreem links, allemaal basiskenmerken die de naoorlogse samenleving rechtstreeks of onrechtstreeks te danken had aan de stichtende ervaring van de Tweede Wereldoorlog.

Het brutale en onverwachte einde van de Koude oorlog in 1989 haalde deze notie van wereldlijke eenheid volledig onderuit. Europa is veranderd, de naoorlogse periode is definitief afgesloten. Het is evident dat 1945 niet meer geldt als de *Stunde Null* van het hedendaagse tijdperk. Twee jaar later verdwijnt de Sovjet-Unie, een verdwijning die meer naar 1917 verwijst dan wel naar 1945. Reeds vanaf 1994 brengt Eric Hobsbawm in *De eeuw der uitersten* het idee naar voor van de *korte twintigste eeuw*<sup>8</sup>. Hij is de mening toegedaan dat er zich in het begin van de jaren 1990 geen afsluiting heeft voorgedaan van een lange naoorlogse periode sedert 1945, maar dat er met het verdwijnen van de Sovjet-Unie in 1989, 1991 of 1992 een korte eeuw wordt afgesloten die begon in 1914; een eeuw die gekenmerkt wordt door extreme ideologische conflicten. Het begin van de jaren 1990 luidt dan een nieuw tijdperk in waar het ideologisch conflict plaats ruimt voor de monocultuur van het kapitalisme en van de liberale democratie; voor de énen een euforische gedachte, en voor de andere een alarmsignaal. Het einde van de “korte twintigste eeuw” betekent eveneens de oorlog in Joegoslavië, van Sarajevo tot Sarajevo. De eeuw eindigt daar waar ze begonnen is en de oude demonen steken de kop weer op.



8 Eric HOBBSBAWM, *Een eeuw van uitersten: de twintigste eeuw 1914-1991*, Utrecht, Het Spectrum, 1995.

Deze nieuwe breuk leidt ook tot een perspectiefverschuiving en tot een nieuw stimulans voor de geschiedschrijving van de Eerste Wereldoorlog. De Grote Oorlog wordt uit de vergeethoek van de geschiedenis gehaald, waarnaar de hegemonie van de geschiedschrijving van de Tweede Wereldoorlog haar verwezen had: een stoffige militaire geschiedenis, zonder veel betekenis, vergeleken dan met de kritische en aanklagende analyse van de “zwarte jaren”.

De nieuwe historiografie van de Grote Oorlog stelt voor om de geschiedenis van de Eerste Wereldoorlog te herbekijken als een sociale, culturele en vooral transnationale geschiedenis. Er worden samenwerkingsverbanden tot stand gebracht tussen Duitse, Franse en Britse historici die gesymboliseerd worden door de exemplarische oprichting van het Historiale de la Grande Guerre te Péronne in Frankrijk. De nieuwe historiografische school gaat echter de idee van de “matrix van de hedendaagse periode” gewoon overnemen door ze te verplaatsen.

Het is vanuit de Eerste Wereldoorlog, doorheen het prisma van de ‘brutalisering’, dat men het totalitarisme kan begrijpen, het oorlogsbolchevisme die aan de basis lag van de Sovjet-Unie, alsook het fascisme. Mussolini en Hitler, beide oud-strijders die getekend waren door hun oorlogservaring, gaan in de burgerlijke samenleving de militarisering van de politiek en de cultus van het geweld introduceren. Op die wijze voorgesteld is de Tweede Wereldoorlog slechts een logisch vervolg en een rechtstreeks voortvloeiende van de Eerste wereldoorlog.

Trachten om deze dynamiek van de oorlog te begrijpen vanuit de strikt afgebakende chronologische periodes, leidt tot een impasse, terwijl alle antwoorden op deze vragen vervat liggen in de Eerste Wereldoorlog. Het eenvoudig verschuiven van het perspectief en van de beginperiode kan echter moeilijk een historiografische vooruitgang worden genoemd.

Veel interessanter zijn de dialoog die wordt aangegaan en het plan om deze gebeurtenissen in een veel ruimere chronologische context te zien en te vertrekken van de vaststelling dat de vergelijking en de nevenschikking volstrekt zinloos zijn, omdat het ene volgt op het andere en omdat de oorlogservaring cumulatief is. Maar al te lang hebben de historici van de Tweede Wereldoorlog de nochtans alomtegenwoordige precedentes aan de oorlog veronachtzaamd. De bronnen van de Tweede wereldoorlog spreken onophoudelijk over de Eerste Wereldoorlog, die amper 22 jaar vroeger plaats vond. Op de jongsten na hebben alle actoren en getuigen van de Tweede Wereldoorlog de Eerste Wereldoorlog meegemaakt. Zelfs de jongsten hebben hem in zekere zin meegemaakt omdat zij zijn opgegroeid met de verhalen, en met het doorwerken van de gevolgen van de ramp in de maatschappijen van het interbellum. De vrouwen en mannen van de Tweede Wereldoorlog reageren permanent door hun eigen ervaringen te spiegelen aan deze van de Eerste Wereldoorlog. Deze aaneenschakeling van ervaringen en het cumulatief effect leiden echter niet tot een overmatig determinisme. De ervaringen van de Tweede Wereldoorlog liggen niet geheel vervat in de voorafgaande

Eerste Wereldoorlog. Er zijn fundamentele breuklijnen geweest, waaronder die van het biologisch racisme. De fundamentele vooruitgang is dus niet het “verplaatsen van de matrix”, maar wel het opengooien van de interpretaties.

Men kan zich overigens niet beperken tot de twee wereldoorlogen, want er is ook nog de centrale kwestie van de koloniale oorlogen. Het komt er daarentegen op aan het cumulatieve effect te begrijpen van het in 1914 ontketende massale geweld dat zijn climax bereikt tijdens de Tweede Wereldoorlog en dat zijn verlenging en uitbreiding vindt in de koloniale gebieden. Het koloniale geweld en het geweld op het Europese oorlogstheater zijn ervaringen die mekaar gevoed hebben op het vlak van de brutale praktijken, van de denkkaders, en van de administratieve, militaire en politionele instrumenten. Zo zien wij bijvoorbeeld een hernieuwde aandacht bij de Duitse geschiedschrijving voor zijn voormalig koloniaal beleid. De Duitse natie miste de trein in de wedloop naar de kolonies. De eenwording geschiedde op een ogenblik dat de grote landen, België inbegrepen, reeds enorme delen van Afrika onder elkaar verdeeld hadden. Op het congres van Berlijn van 1885 kreeg Duitsland slechts enkele kruimels toebedeeld. Dit had tot gevolg dat Duitsland zijn koloniaal beleid in een hogere versnelling zette om zijn achterstand in te halen: zo bijvoorbeeld in Namibië, wat tot de genocide van de Herero's leidde, of in Rwanda en Burundi, waar ze een vorm van bezetting oplegden, met een koloniaal en een racistisch gedachtegoed, waarvan de invloed doorslaggevend was in de Tweede Wereldoorlog. De kolonisatie van Oost Europa zal rechtstreeks geschoeid zijn op de leest van de vroegere koloniale projecten.

Wat het fascistische Italië betreft vormt het Ethiopische avontuur, met zijn extreme brutaliteiten ten overstaan van de burgerbevolking, eveneens een uitgangspunt voor het nieuwe geweld. Het is natuurlijk moreel gemakkelijk om de ogen te richten naar de verfoeilijke regimes en te vergeten wat de geallieerden deden, zij die de waarden van de democratie en de vrijheid hadden doen zegevieren, maar die er zelf expliciet een dubbele standaard op nahielden. Dezelfde Wilston Churchill die verafschuwd was door het gebruik van gassen als oorlogswapen te Ieper, beval later het gebruik van deze gassen tegen de Irakese opstandelingen tijdens de jaren 1920.

De twee wereldoorlogen hebben ertoe geleid dat er nieuwe verbodsbepalingen werden afgesproken: verbod op het gebruik van gassen als wapen na de gebeurtenissen van de Eerste Wereldoorlog, en, in de feiten, verbod op het gebruik van atoomwapens na de bommen van Hiroshima en Nagasaki. Deze nieuwe verbodsbepalingen verdienen nader onderzoek. Hitler, die zelf getuige was van het gebruik van gifgassen tijdens de Eerste Wereldoorlog, zou later, zelfs wanneer hij in het nauw gedreven was en in een hopeloze militaire situatie verkeerde, weigeren ze te gebruiken uit angst voor vergeldingsmaatregelen. Zelfs tegenover het Rode leger en we weten dat hij weinig scrupules had ten overstaan van de soldaten van het sovjetleger, waarvan er 3.300.000 omkwamen in Duitse gevangenschap door massa-executies of georganiseerde uithongering.

Nochtans mag men er geen absolute verbodsbepaling in zien, want dan vergeet men wat er elders onder Britse controle in Irak is gebeurd, en in Ethiopië tijdens de Italiaanse inval, en uiteraard in de gaskamers waar de nazi's honderdduizenden burgers, Joden, zigeuners en gehandicapten ombrachten. We merken hier het ontstaan van twee gescheiden ruimtes, twee gescheiden normeringen; de ene ruimte waar een eerbare oorlog tussen beschaafde volkeren verloopt, en een andere ruimte waar praktijken worden toegepast tegen gekoloniseerden en tegen burgerbevolkingen die minderwaardig worden geacht.

Dit staaft onze eerste piste, met name dat men er alle belang bij heeft om de Tweede Wereldoorlog mee op te nemen in een ruimere chronologie, in andere tijds-kaders en geografische ruimtes. Tegelijkertijd leidt het voorbeeld van de vergassing ons naar *onze tweede piste* die ons toelaat om via de idee van het internationale recht, de geschiedenis van de Tweede wereldoorlog te koppelen aan thema's die erg actueel zijn. Wie is een terrorist en wie is een opstandeling die vecht voor de vrijheid, zowel in 1943 als in 2006? Welke zijn de limieten van een rechtsstaat in oorlogstijd – deportatie, marteling, opsluiting? Hoe verantwoordt men, zowel vandaag als in het verleden, de verdeling van de wereld in een "beschaafde" en in een "barbaarse" zone, die bewoond wordt door volkeren zonder geloof of wet, of die enkel gedreven worden door een fundamentalistisch en bedreigend geloof?

In 1945 triomferen de waarden van de democratie, daar lijkt het althans op: het internationaal krijghof bevestigt te Nuremberg het internationaal recht en veroordeelt de nazi's. In een zelfde beweging werken de Verenigde Naties aan de basis van de rechten van de mens, die in San Francisco worden geproclameerd. Het is een nieuw tijdperk dat in 1945 wordt ingeluid.

Als we onze geschiedenis echter iets meer complex benaderen merken we dat dit slechts gedeeltelijk waar is. Na 1945 is er inderdaad een wil om het internationale recht te herzien. Nemen we als voorbeeld het juridisch statuut van de opstandelingen. De vrije, door Rommel gevangen genomen Fransen in Noord-Afrika, worden niet als krijgsgevangenen erkend met de waarborgen die het statuut van de Conventie van Genève hen verleent. Gelijkgesteld met opstandelingen, vrijeschutters dus, kunnen ze ter plekke worden terechtgesteld. Dit probleem stelt zich nog scherper bij de deelname van de weerstand aan de bevrijding van Europa.

Vanaf 1948 doet het Internationale Rode Kruis voorstellen die besproken worden tijdens de conferentie van Stockholm ter voorbereiding van de IVe Conventie van Genève van het daarop volgende jaar. Moet de bescherming van de burgerbevolking en van de opstandelingen niet versterkt worden ingevolge de laatste Europese ervaringen? Verscheidene delegaties staan echter heel weigerachtig tegen de idee, met name de Nederlandse, Franse, Britse, Amerikaanse en de Sovjetdelegatie. Het betreft nochtans landen die het verzet van de weerstand, van de partizanen en van de opstandelingen veel lof toegeschreven hebben. Het

internationaal recht dient echter niet om onrechtvaardigheden uit het verleden te herstellen, maar om de toekomstige conflicten te beheren en vooral de Nederlanders en de Fransen schatten goed in welke impact een nieuwe bescherming van opstandelingen zou hebben op het terrein, met name in Indonesië en Indochina. Wat de Nederlanders “politioenele-operaties” noemden zou sterk in opspraak komen indien de opstandelingen de legitimiteit van hun acties zouden kunnen aantonen en de bescherming van de Conventie van Genève invoeren. Idem dito voor de Britten in hun kolonies, bijvoorbeeld in Palestina en in Maleisië, en voor de Sovjets in de Baltische staten, in Tsjetsjenië en in Ingoesjetië. Al deze landen hebben te maken met een probleem dat zij liever als “terrorisme” omschrijven, dan wel als legitiem verzet. Ingevolge de terughoudendheid van deze landen zullen de nieuwe Conventies van Genève van 1949 de nieuwe bescherming die ze bieden aan de zogenaamde ‘ongeregelde’ troepen, koppelen aan een erg beperkend voorbehoud. Ten andere, een formeel verbod in de nieuwe Conventie op marteling als oorlogswapen, zal Frankrijk er niet van weerhouden om massaal te martelen bij het neerslaan van de Algerijnse opstand.

Dit Europa van de mensenrechten, het Europa van Stockholm baseert zich op een bepaald idee van de mensenrechten en het internationale recht. Tot in 1989, zolang de wereld door de Koude Oorlog verdeeld was in twee blokken, was de Westerse geschiedschrijving erg terughoudend om de misdaden van de Wehrmacht in de verf te zetten. De geschiedschrijving van het nazisme zal lange tijd twee thema’s benadrukken: het eerste slachtoffer van het nazisme is het Duitse volk, en het nazisme moet gelijkgesteld worden met de ideologie van een criminele kliek, een uiterst kleine minderheid die Hitler omringde. De andere maatschappelijke sectoren hebben niet verkeerd gehandeld, te beginnen bij het leger. In dergelijke voorstelling van zaken kunnen de criminele handelingen van de SS het waardig gedrag van de Wehrmacht niet in opspraak brengen. In de context van de Koude oorlog had men immers een te grote nood aan soldaten en officieren, aan de ervaring van het Duitse leger om ze zo maar af te schilderen als criminele organisatie. De diplomatie van de geallieerden zal al haar gewicht in de schaal leggen om de druk uit te oefenen op de rechtsinstanties van de overwonnen landen die van plan waren om de werkzaamheden van het internationaal krijgshof te verlengen, dat tot dusver minder dan twee dozijn hoge verantwoordelijken van de nazi’s te Nuremberg had veroordeeld. In dit rehabilitatieproces van het Duitse leger heeft de rechtspraak zelfs een aantal prerogatieven van een leger ten velde herbevestigd en de weerstand zelfs onwettig verklaard. Het recht op vergelding tegen de burgerbevolking in geval van aanvallen tegen het leger werd gecodificeerd, en, binnen zekere limieten, gelegitimeerd tijdens het proces tegen de Duitse bevelhebbers in de Balkan. Wij weten nochtans dat de oorlog er uiterst brutaal gevoerd werd.

In het klimaat van de Koude Oorlog, waarin het Westers blok, van Java tot Oran, geconfronteerd werd met niet-Westerse guerrillabewegingen die zich beroepen op de steun vanuit Moskou, is men bereid om te aanvaarden dat de

Wehrmacht in het Westen in een beschaafde sfeer opereerde waarin men mekaar als gentlemen begrijpt, respecteert en men dus geen brutaliteiten op een dergelijke schaal begaat. De ontsporingen, zoals die van Oradour en Bastenaken, zijn dan de uitzonderingen die de regel bevestigen. Duitsland was een beschaafd land dat dezelfde Westerse waarden deelde met België, Frankrijk en Groot-Brittannië. Wanneer diezelfde Duitsers echter op het Oostelijk front tegenover de Bolsjewieken staan - de "Aziatische wilde horden" - dan kunnen zij zich niet op dezelfde wijze gedragen. Als er brutaliteiten zijn geweest in het Oosten dan is het omdat dit deel uitmaakte van een confrontatie tussen beschaving en barbaardom. In die omstandigheden kan zelfs de meest eerbare oorlogsvoerder zich niet bezig houden met het navolgen van de campagneregels.

In eenzelfde logica zal Duitsland steeds nalaten om kritiek te spuien op de "vuile" koloniale oorlogen die door de geallieerden worden gevoerd. Duitsland bekritiseert de Nederlanders in Indonesië niet, en zeker niet de Fransen in Algerije. Zowel op het Zuidelijk front als in het Verre Oosten en op de Dnjeper wordt Europa geconfronteerd met "wilde horden gevaarlijke communisten" die bovendien niet van het blanke ras zijn. Het is dan ook op deze basis van een racistisch verbond dat de Europese verzoening zal uitgebouwd worden. Zo vergeet men het leed dat men elkaar heeft aangedaan en verenigt men een Europa op basis van de waarden die men deelt en wordt er een lijn getrokken tussen de beschaafde en de niet-beschaafde wereld. Dat laatste omvat de Sovjetunie en alle kolonies en voormalige kolonies.

Het einde van de Koude Oorlog schiept een ruimte voor kritiek: het is geen toeval dat de grote tentoonstelling over de misdaden van de Wehrmacht begin van de jaren 1990 plaatsvindt en dat de hele controverse rond de martelingen in Algerije zich begin 1990 situeert. Dit decennium wordt gekenmerkt door een hernieuwde aandacht voor de Mensenrechten, voor het internationaal recht, voor het humanitair recht. Deze ruimte van openstelling en kritische zin werd echter zeer snel afgesloten na 11 september 2001 en we maken opnieuw een krachtige heropleving mee van het betoog over de strijd tussen leven en dood tussen de beschaafde wereld en de barbaarsheid.

Wanneer men te maken heeft met barbaren kan men zich niet bezig houden met het respecteren van de Mensenrechten. En wanneer men in Afghanistan of Irak gevangenen maakt, dan is de Conventie van Geneve niet van toepassing; wanneer het er op aankomt onze samenleving te beschermen tegen wilde aanslagen, dan kan martelen daarbij soms een handje helpen, en laat ons dan niet al te scrupuleus zijn bij het volgen van de regels.

Dit voorbeeld van het internationaal recht toont goed aan dat de centrale probleemstellingen die door de geschiedschrijving van de Tweede Wereldoorlog centraal worden gesteld, meer dan ooit actueel zijn. Het gaat hier niet om het voeren van een verbeterd anti-Amerikaans discours. Maar wanneer we sommige problemen vanuit de invalshoek van het internationaal recht beschouwen, dan

kunnen we niet naast een aantal parallellen kijken. Laat ons ook hier vermijden om enkel te focussen op de nazi's, of eventueel op de Sovjets of de Amerikanen. Laat ons ook een kritische blik werpen op wat Frankrijk in Algerije deed, Nederland in Indonesië, Groot-Brittannië... Voor België ligt het wat moeilijker omdat de feiten niet samenvallen met diezelfde periode, maar heel het koloniaal beleid was op dezelfde principes gebaseerd.

Ten aanzien van de Raad van Europa is het belangrijk om ook bepaalde erg problematische aspecten te benadrukken van de Europese verzoening na 1945 die gestoeld was op een prachtig idee van vergeving. Met schenkt de Duitsers vergiffenis en bouwt terug een Europa op, waar de oorlog onmogelijk wordt, en waar vrede, verdraagzaamheid en welvaart heersen. Maar laat ons niet vergeten dat deze verzoening deels gebaseerd was op een nieuw betoog van uitsluiting en op een impliciete vorm van tolerantie ten overstaan van sommige misdaden.

In een benadering die er op gericht is de Tweede Wereldoorlog in een veel langere reeks van conflicten en massamoorden te plaatsen, kan men heel goed beginnen bij de wredeheden van augustus 1914 te Dinant, en verder gaan tot Masar y Sharif of Abou Graib. Als men een mengelmoes wil vermijden en men de Amerikaanse GI niet gelijkstelt met de nazi van Auschwitz - wat elk begrip zou in de weg zou staan - en men bijvoorbeeld de rode draad van het internationale recht volgt, dan kan men aantonen op welke wijze historische gebeurtenissen steeds in een rechtstreeks verband staan met wat er vandaag gebeurt.

*Een derde en laatste piste* die ik u wil voorstellen in dit proces van het openbreken van de geschiedenis van de Tweede Wereldoorlog betreft de geschiedenis van de 'etnische zuiveringen'. In de meest recente geschiedschrijving benadrukt men steeds meer dat er in Europa en in zowat de hele wereld een bijzondere fase heeft voorgedaan in de vorming van de Natiestaten, die zich grosso modo van 1915 tot 1948 situeert. In de geschiedenis van het ontstaan van de natiestaat wordt de 19<sup>e</sup> eeuw gekenmerkt door een lange fase van assimilatie en éénwording: uit dit proces ontstaan de Franse, Duitse en Italiaanse naties. In de 20<sup>e</sup> eeuw komt dit proces in een ware stroomversnelling en een brutale radicalisering. De naties die na 1914 ontstaan zijn worden met andere problemen geconfronteerd en grijpen naar andere middelen. Men zou kunnen stellen dat Wilson met zijn 17 punten-Verklaring zijn oorlog verloren heeft en dat Hitler, paradoxaal genoeg, de zijne gewonnen heeft. Wilson nam het zelfbeschikkingsrecht der volkeren als een van zijn oorlogsdoelstellingen op. De multinationale keizerrijken die toen het leeuwendeel van de centrale macht uitmaakten, te beginnen met het Ottomaanse rijk en met het Oostenrijks-Hongaarse keizerrijk, waren de gevangenen van de volkeren; deze moesten hun vrijheid terugkrijgen en zodoende voor eens en voor altijd de vrede in Europa herstellen. Het principe zag er onschuldiger uit dan zijn toepassing. De hertekening van de nieuwe natiestaten creëerde talloze nationale minderheden die hun rechten gefnuikt zagen. Het zelfbeschikkingsrecht der volkeren kwam er al te vaak op neer dat de meerderheid het recht had

om over de minderheid te beschikken. De Volkerenbond, die geacht werd borg te staan voor de rechten van de minderheden, stond machteloos en daar waar de grote landen de verdediging van “hun” nationale minderheden opnamen, zoals Hongarije, Griekenland, Italië en Duitsland, zagen we grensconflicten, de opkomst van integristische nationalisme, uitdrijvingen en annexaties. Het eerste programma onderdeel van Hitler, *Ein Volk, ein Staat, ein Führer*, werd door heel veel Europeanen gedeeld. Het is natuurlijk om die reden dat de annexatie van Sudetenland en de *Anschluss* van Oostenrijk op een zeker begrip konden rekenen. De Grieken, Italianen, Hongaren en Turken waren ook vragende partij. Ook binnen de Joodse diaspora waren er trouwens steeds meer individuen die de pogroms, de discriminaties en het antisemitisme van de nieuwe nationalisten moe waren en die het nationalistisch standpunt van de zionisten overnamen: enkel een territoriale oplossing, een Staat voor het Joodse volk, zou opnieuw hoop kunnen brengen.

Het Europa van Wilson in 1919 was demografisch heterogeen en politiek onstabiel. Naties zoals Polen, Tsjecho-Slowakije, Roemenië of Griekenland hadden “nationale minderheden” die één vijfde tot één derde van hun bevolking uitmaakten. In 1948 zijn deze minderheden haast verdwenen en triomfeert de Europese orde die grotendeels uit een volk of een staat bestaat, met andere woorden het Europa van Hitler.

Het massale geweld, dat met de eerste totale oorlog in 1914 wordt ontketend, houdt tevens de ontdekking in van nieuwe mogelijkheden. Gevestigde staten en nationalistische bewegingen ontdekken dat de kaart van Europa ook door geweld, door deportatie en door slachtingen op enkele maanden tijd kan worden hertekend, zonder dat men moet wachten op assimilatieprocessen die enkele generaties in beslag nemen. De vorming van de Turkse natiestaat is een voorbeeld van een moderne staat die opgericht wordt op de ruïnes van het multinationale Ottomaanse rijk door de afschaffing van de minderheden: de Armeniërs in 1915, gevolgd door de Griekse minderheden in 1922-23. Griekenland is echter niet het weerloze slachtoffer, wel integendeel. Het land kende in 1908 een spectaculaire territoriale uitbreiding ingevolge de Balkanoorlogen. Het nieuwe grondgebied bevat belangrijke Joodse, Armeense, Bulgaarse en Moslimminderheden. De Anatolische crisis van 1923 wordt uitgelokt door een Griekse veroveringspoging die wilde profiteren van de chaos die er in de jonge Turkse republiek heerste, maar die tot een fiasco leidde voor de Grieken en (in Anatolië) tot het verdrijven van honderdduizenden Griekse Moslims en Orthodoxen van hun geboortegronden. Hun lot was een voorafspiegeling voor wat er later zou gebeuren met de twee miljoen Duitsers van Polen, de 700.000 Oekraïners van Polen en evenveel Polen uit Oekraïne, de tientallen miljoenen Europeanen die verjaagd, mishandeld of gedood zouden worden in wat men de “etnische” conflicten noemt tussen 1915 en 1948. Het betreft hier conflicten die voortkomen uit de nieuw gehanteerde definities voor het behoren tot een natie, of het nu op grond van taal, religie of ras is, en die gebruikt worden als absolute uitsluitingscriteria die elke vorm van

geweld toelaten tegen individuen die plots ontdekken dat ze vreemdeling zijn in de stad waarin ze sedert generaties zijn opgegroeid.

Voor Duitsland bleef het plan van het Duitse Rijk om alle personen van Duitse cultuur of van het Duitse ‘ras’ te verenigen, onafgewerkt. Het werd zowel in 1948 als in 1870 een halt toegeroepen, en vooral te Versailles in 1919. De droom van een duizendjarig derde *Reich* was opgebouwd vanuit een dubbele dynamiek: alle Duitse minderheden in één Staat verenigen en de niet-Duitse minderheden op datzelfde grondgebied uitschakelen. De genocide op de Joden realiseert het tweede objectief bijna volledig. De uitdrijving van 11 miljoen Duitsers uit de Europese landen, die zowel een terreurregime als een vanuit deze “pioniers” bevolking uitgebouwde kolonisatie gekend hebben, zal het eerste objectief realiseren; zelfs wanneer de gevolgen van de geallieerde politiek ertoe geleid hebben dat de Duitse bevolking in drie naburige staten werd ondergebracht: de DDR, de DBR en Oostenrijk.

Doorheen bloedvergieten, massamoorden, deportaties, etnische zuiveringen, discriminaties of een haatdiscours werd de Europese maatschappij tussen 1915 en 1948 brutaal in overeenstemming gebracht met de ideologie die de nationalistes van alle slag aanhangen. De gewelddadige verdwijning van deze minderheden heeft aan Europa een abnormale realiteit opgedrongen: deze van een monoculturaliteit, dit terwijl de multiculturaliteit, het multilinguïsme en het multiconfessionalisme in alles de regel vormt, behalve in deze korte periode van zijn geschiedenis. Na een gewelddadige ontstaansperiode heeft het monocultureel model in Europa slechts de overhand gehad tijdens een erg kort intermezzo: met name van 1948 tot 1958. Vanaf de jaren 1960 laat de immigratie toe dat Europa het multicultureel model weer opneemt, het model dat doorheen zijn hele geschiedenis zijn habitus en zijn rijkdom heeft uitgemaakt.

Het “Europees model”, dat zich in de eerste helft van de twintigste eeuw met geweld opdrong, zal vanaf 1948 uitgevoerd worden naar de koloniale gebieden waar het door de nieuwe nationalismen wordt overgenomen en opgehemeld. In Israël zal de oprichting van een Joodse nationale staat op Arabisch grondgebied technieken van etnische uitzuivering vereisen die veel Joodse vluchtelingen in Centraal Europa als slachtoffers zelf aan den lijve hadden ondervonden. In India veroorzaakt de onafhankelijkheid de afscheuring van de moslimstaat Pakistan, met één miljoen doden en ontelbare uitgedrevenen die aan beide kanten van de nieuwe grens tot een minderheid behoren.

Genocide en etnische zuivering zijn niet zo maar synoniemen van mekaar. De uitzetting van de Duitsers na 1945 en de uitroeiing van de Joden door de Duitsers vóór deze datum volgen niet dezelfde logica. Het zou verwerpelijk zijn om te pogen er moreel dubieuze vergelijkingen in te vinden. Nochtans om de hedendaagse geschiedenis in zijn globaliteit te begrijpen kan men niet anders dan beide gebeurtenissen in hetzelfde verhaal op te nemen. Enkel een contextuele benadering laat toe om de complexiteit van de geschiedenis van de XX<sup>e</sup> eeuw

te begrijpen, met zijn onderlinge verbanden en gebeurtenissen. Het laat ook toe om, op een meer indirecte wijze, bij te dragen tot een beter begrip van de multiculturele samenleving, diegene we die vandaag kennen, maar ook diegene die Europese ervaring van de laatste eeuwen is geweest. De uitzonderlijke situatie van Europa dateert van 1948, en niet van 2006: ze werd geschapen vanuit geweld, moord, bloed en deportatie.

Om aan te tonen dat het hier om concrete geschiedenis gaat, en niet om een ideologisch beladen discours dat maar al te politiek correct wil zijn, volstaat het om van het niveau van de nationale geschiedenis, of van de uniciteit van één bepaalde periode, af te dalen naar bijvoorbeeld de geschiedenis van een stad tijdens de twintigste eeuw. Twee recente voorbeelden doorstaan de toets met glans: Timothy Snyder met een geschiedenis van Vilnius<sup>9</sup> en Mark Mazower met een geschiedenis van Thessaloniki<sup>10</sup>.

We besluiten met een kort overzicht van het laatste voorbeeld. In het begin van de twintigste eeuw was Thessaloniki een Ottomaanse stad waar de Grieken een kleine minderheid vormden, aanzienlijk kleiner dan de Joodse en de Moslimbevolking, naast de Armenen en de Bulgaren. De stad werd ingevolgd de Balkanoorlogen in 1912 door de Griekse natie ingelijfd. Na de grote brand van Thessaloniki in 1917 werd een stedenbouwkundige uit Parijs verzocht om een Hausman-ontwerp voor de stad uit te tekenen voor de transformatie van een Oosterse stad naar een Europese metropool. Het plan voorzag de heropbouw van een gedeelte van de stad dat door de brand was verwoest, maar ook de afbraak van de moslimwijk om plaats te maken voor de Hausman-boulevards, en de oprichting van een universiteit op het terrein van de Joodse wijk en de Joodse begraafplaats. Een eerste fase wordt na de brand van 1917 gerealiseerd. De tweede fase wordt uitgevoerd nadat de Moslims in 1922 werden uitgedreven. De derde fase wordt mogelijk na de vernietiging van de Joodse gemeenschap die door de nazi's in 1943 werd gedeporteerd. De werken worden conform het stedenbouwkundig plan van 1917 uitgevoerd.

De stadsgeschiedenis van Thessaloniki is revelerend voor de geschiedenis van Europa doorheen de tijd. De periode van de Tweede Wereldoorlog is een bijzonder tragisch en belangrijk hoofdstuk. De deportatie van de Joden en hun uitroeiing te Auschwitz valt niet te “vergelijken” met de uitdrijving van de Moslims in 1922 en hun vestiging in de Griekse dorpen van Klein-Azië, in Istanbul of Ankara. Maar om de fysionomie van de stad en de transformatie van haar demografie, economie en cultuur te kunnen begrijpen, moeten beide gebeurtenissen in ogenschouw genomen worden.



9 Timothy SNYDER, *The Reconstruction of Nations: Poland, Ukraine, Lithuania, Belarus, 1569-1999*, New Haven, Yale University Press, 2003.

10 Mark MAZOWER, *Salonika, City of Ghosts. Christians, Muslims and Jews, 1430-1950*, New York, Harper: Collins, 2004.

De hedendaagse geschiedenis is de vrucht van dergelijke complexe processen, bestaande uit een opeenstapeling van ervaringen, gelaagde en mekaar doorkruisende conflicten en onverwachte wendingen. Zij leent zich niet tot simpele en moraliserende lessen, maar het is misschien in de complexiteit van ons betoog en van onze analyses dat het grootste potentieel schuilt voor een beter begrip van de hedendaagse wereld en, vandaar, voor een opvoeding tot meer verdraagzaamheid.

## Selectieve bibliografie

AUDOUIN-ROUZEAU (S.) & BECKER (A.), *14-18. Retrouver la guerre*, Paris, Gallimard, 2000.

BRAYARD (F.), *La « solution finale de la question juive ». La technique, le temps et les catégories de la décision*, Paris, Fayard, 2004.

CHAUMONT (J.-M.), *La Concurrence des Victimes. Génocide, identité, reconnaissance ?* Paris, La Découverte, 1997.

COURTOIS (S.), WERTH (N.), e.a., *Zwartboek van het communisme, Misdaaden, terreur, onderdrukking*, Amsterdam, De Arbeiderspers, 1997.

HOBBSAWM (E.), *Een eeuw van uitersten : de twintigste eeuw 1914-1991*, Utrecht, Het Spectrum, 1995.

HOCHSCHILD (A.), *De geest van koning Leopold II en de plundering van de Congo*, Amsterdam, Meulenhoff, 2001.

LAGROU (P.), *Mémoires patriotiques et occupation nazie. Résistants, requis et déportés en Europe occidentale, 1945-1965*, Bruxelles, Complexe, 2003.

MAZOWER (M.), *Dark Continent. Europe's Twentieth Century*, London, Penguin Press, 1998.

MAZOWER (M.), *Salonika, City of Ghosts. Christians, Muslims and Jews, 1430-1950*, New York, Harper Collins, 2004.

MAZOWER (M.), «Violence and the State in the Twentieth Century», in *The American Historical Review*, vol. 107, issue 4, 2003.

NOVICK (P.), *The Holocaust in American Life*, Boston/N.Y., Houghton Mifflin, 1999.

PROST (P.) en INTER (J.), *Penser la Grande Guerre*, Paris, Le Seuil, 2004.

SNYDER (T.), *The Reconstruction of Nations : Poland, Ukraine, Lithuania, Belarus, 1569-1999*, New Haven, Yale University Press, 2003.

## Synthèse

La Deuxième Guerre mondiale se trouve au cœur de nos interrogations parce que l'on y accorde une valeur soit prémonitoire, soit de sensibilisation, soit de vigilance. Ainsi, l'étudier aiderait à éviter la reproduction de tels événements, en poussant par exemple à se mobiliser contre l'extrême droite et la xénophobie. Dans ce contexte, on a également assisté à une évolution du vocabulaire. Le concept de Mémoire par exemple n'est pas toujours conciliable avec l'enseignement de l'Histoire, discipline critique par excellence. Aucun historien ne nourrit l'illusion qu'il suffit de parler d'un événement pour éviter qu'il se répète.

Il faut être, nous explique l'auteur, très attentif aux effets contreproductifs d'un enseignement qui se fixerait uniquement sur la Shoah. En effet, singulariser le génocide perpétré par les nazis envers les Juifs pose problème parce qu'on pourrait de la sorte donner l'impression que les autres génocides et crimes contre l'humanité sont d'un moindre mal. Il s'agirait donc, pour éviter cela, de désingulariser la Seconde Guerre mondiale et le génocide juif, veiller à présenter un ensemble chronologique et géographique plus large, et éviter les comparaisons. L'histoire contemporaine reste le fruit de processus complexes, d'expériences cumulatives, de superpositions, de conflits croisés et de retournements inattendus. Et ne se prête pas à des leçons simplificatrices et moralisatrices.

Jean-Louis Rouhart\*

## Lettres cryptées d'un résistant communiste allemand interné durant les années 30 dans les camps de concentration nazis

On savait que les détenus des camps de concentration nazis avaient utilisé différents stratagèmes pour communiquer avec l'extérieur et révéler aux réseaux de résistance les véritables conditions de vie dans lesquelles ils tentaient de survivre<sup>1</sup>. Des lettres clandestines transmises avec la complicité des civils travaillant dans les camps aux messages écrits à l'encre sympathique en passant par les allusions et mots codés compris seulement par les destinataires, tous les moyens furent employés pour tromper la vigilance des censeurs des « Postzensurstellen » et résister à l'ennemi nazi.

Une étude récente consacrée aux lettres cryptées d'Heinrich Adam<sup>2</sup>, un communiste allemand ayant vécu à Iéna en Thuringen (RFA), arrêté en raison de ses activités illégales et interné entre juillet 1936 et décembre 1937 dans différents camps de concentration dont celui de Buchenwald, montre que ce prisonnier a recouru à un procédé tout à fait original et efficace pour faire parvenir des messages secrets à son amie et à d'autres membres de son groupe de résistance à Iéna.



\* Professeur retraité à la Haute Ecole de la Ville de Liège, spécialisé dans les langues germaniques et l'histoire du Troisième Reich.

1 Cette forme de résistance est mentionnée dans les très nombreux ouvrages consacrés à la résistance dans les différents camps. Relevons en langue française : *La résistance dans les camps de concentration nationaux-socialistes, 1938-1945* d'Hermann LANGBEIN, Paris, Fayard, 2000, *La résistance dans les camps de concentration nazis* de Krzysztof DUNIN-WASOWICZ, Varsovie 1982, *La résistance des Français à Buchenwald et à Dora* de Pierre DURAND, Paris, Messidor, 1991 et le mémoire de licence de Benedikt FRANCK, *Les résistances wallonnes et bruxelloises dans les camps de concentration*, Université de Liège, 1995.

2 Cette étude a été rédigée en allemand par Jean-Louis ROUHART sous le titre *Die verschlüsselten Briefe des Häftlings Heinrich Adam. Geheime Botschaften aus dem KZ Buchenwald* (Les lettres cryptées du prisonnier Heinrich Adam. Messages secrets du camp de concentration de Buchenwald) et devrait paraître prochainement à Weimar.

Avant d'examiner plus en détails le système ingénieux élaboré par ce concentrationnaire allemand, il faut rappeler que les prisonniers des camps nazis, sous certaines conditions<sup>3</sup>, pouvaient envoyer et recevoir du courrier à raison de deux lettres par mois en utilisant des cartes postales ou du papier à lettre pré-imprimé dont la longueur ne pouvait dépasser quatre pages. Le courrier était transmis pour un premier contrôle au « Blockältester » (doyen du bloc, un prisonnier) puis au « Blockführer » (chef du bloc, un SS), arrivait ensuite au poste de censure (« Postzensurstelle ») où l'on vérifiait à la fois l'autorisation d'écrire du détenu et le contenu de la lettre. Dans le cas où les lettres n'étaient pas acceptées, elles étaient interceptées et détruites sans que l'expéditeur n'en soit averti ; dans certains cas, les passages contestés étaient soit rendus illisibles soit découpés. Les lettres émanant de l'extérieur subissaient le même sort. Parfois, des prisonniers étaient interdits de courrier (et de visites) pendant un certain temps parce qu'ils faisaient l'objet de pressions et qu'on voulait les obliger à révéler des noms<sup>4</sup>. Ce fut le cas pour Heinrich Adam, qui fut soumis à différentes reprises aux interrogatoires de la Gestapo.

En parcourant le dossier personnel qui a été constitué aux Archives du Mémorial de Buchenwald au sujet de ce résistant<sup>5</sup>, on relève que le mécanicien Heinrich Adam, né en 1908, devient, après son adhésion au Parti Communiste d'Allemagne d'Opposition (le KPDO), membre actif d'un groupe de résistance illégal à Iéna. Il rencontre secrètement d'autres membres de cette organisation dans les bois de Iéna, apprend à se servir d'une arme, cache des sympathisants dans la maison paternelle, entretient des contacts avec des résistants émigrés à Bâle et à Strasbourg, emprunte et prête des livres interdits, dirige une unité locale de cinq résistants, rédige et distribue des tracts communistes. Après une première



- 3 Ils ne devaient être ni Juifs ni prisonniers de guerre soviétiques, ni civils résidant dans les territoires occupés de l'Union Soviétique, ni enregistrés sous l'appellation « Nacht und Nebel » (« Nuit et brouillard ») ou « Meerschaum » (« écume de mer »).
- 4 Voir à ce sujet e.a. les ouvrages d'Eugen KOGON, *L'Etat S.S.*, trad. de l'allemand, Paris, Le Seuil, 1970, Kurt ADAMY, *Was bleibt, ist Hoffnung. Briefdokumente aus Konzentrationslagern, Zuchthäusern und Gefängnissen des Landes Brandenburg in der NS-Zeit (1933-1945)*, Brandenburgische Landeszentrale für politische Bildung (éd.), Potsdam, 1995, Stanisław KŁODZIŃSKI, „Häftlingsbriefe aus dem Konzentrationslager Auschwitz. Ihre historische und psychologische Bedeutung“, in Hamburger Institut für Sozialforschung (ed.), *Auschwitzer Hefte*, Weinheim, Rogner & Bernhard-Verlag bei zweitausendeins, 1987 et Julien LAJOURNADE, *Le Courrier dans les camps de concentration. Système et rôle politique, Images et Documents*, Paris, 1989.
- 5 Parmi les documents classés sous la cote 52-11-459, relevons la lettre qu'Heinrich Adam a envoyée au Comité du District des Résistants antifascistes à Gera le 30 mai 1984, ses réponses à l'enquête organisée en 1965 par la « Nationale Mahn- und Gedenkstätte Buchenwald » (nom du Mémorial au temps de la RDA), le rapport qu'il a rédigé sur sa détention aux camps de Bad Sulza et Lichtenburg, ainsi que les annexes du travail de fin d'études réalisée en 1986 par une étudiante d'un institut pédagogique de Weimar, Beate Peters, consacré à la biographie du camarade Heinrich Adam/Iéna (« *Biographie des Genossen Heinrich Adam/Jéna* »). Dans son étude, l'étudiante ne procède pas à l'analyse des lettres cryptées d'Heinrich Adam. Conformément aux consignes de l'époque en ex-RDA, elle tente de montrer le caractère exemplaire du parcours du résistant communiste Heinrich Adam.

arrestation le 28 mai 1933, il est arrêté une deuxième fois le 3 décembre 1934 et accusé le 20 avril 1935 par le Tribunal Régional Supérieur de Iéna d'avoir « fomenté une haute trahison » ; après six mois de détention préventive, il est déclaré non coupable et libéré faute de preuves. Il perd toutefois son emploi aux usines Zeiß à Iéna. En septembre 1935, il est arrêté pour la troisième fois, est incarcéré durant trois mois à la prison de la Gestapo à Weimar, puis envoyé au camp de concentration de Bad Sulza. En juillet 1937, il se retrouve au camp de Lichtenburg. Du 31 juillet au 10 décembre 1937, il est détenu au camp de concentration de Buchenwald et est incorporé dans un kommando de bûcherons et de terrassiers. Le 10 décembre 1937, il est libéré et travaille comme mécanicien dans une entreprise à Iéna. Appelé sous les drapeaux en mai 1940, il est versé dans une compagnie de vétérinaires, puis doit servir sur le front russe. Après la capitulation, il revient à Iéna et reprend son travail chez Zeiss. Il s'inscrit au parti communiste (SED) et s'affilie à un syndicat, devient, après avoir suivi une formation pédagogique, professeur de mathématique, s'occupe d'un comité d'anciens résistants, d'une commission historique et d'un groupe d'anciennes victimes du régime nazi<sup>6</sup> et meurt en 1997 à Iéna.

Les lettres que Heinrich Adam a déposées en 1971 aux Archives du Mémorial de Buchenwald<sup>7</sup> couvrent la période de juillet 1936 à décembre 1937, proviennent de trois camps de concentration différents (Bad Sulza, Lichtenburg et Buchenwald) mais sont toutes adressées à la même personne, à savoir Elfriede Stehling, sa fiancée qui militait dans le même groupe de résistance et qui devint son épouse en 1938. Les premières furent écrites en caractères romains, les autres en caractères gothiques sans que cela n'influe sur la teneur des messages et le contenu des lettres<sup>8</sup>. Huit lettres sur les dix contiennent un message secret qui est pratiquement impossible à détecter quand on ne dispose pas du code de lecture. C'est la raison pour laquelle Heinrich Adam a cru bon de remettre, en même temps que le dossier personnel dont il est question plus haut<sup>9</sup>, la clef du code qu'il utilisait pour faire passer les messages clandestins<sup>10</sup>.



- 6 Le groupe des VdN (Verfolgte des Nazirregimes, c'est-à-dire « personnes persécutées par le régime nazi »).
- 7 Ces lettres sont enregistrées sous la cote Buchenwaldarchiv, Sign. 04.1.106. Si l'on en croit les notes d'Heinrich Adam annexées au travail de fin d'études de l'étudiante allemande, d'autres lettres et cartes, cryptées ou non, furent écrites à Elfriede mais elles ne font pas partie du fonds conservé aux Archives.
- 8 Ce n'est qu'en 1941 que Martin Bormann imposa les caractères romains au détriment des caractères gothiques, considérés comme une invention d'imprimeurs juifs. Peut-être Heinrich Adam a-t-il choisi, en fonction de son état d'épuisement au camp de Buchenwald, d'utiliser les caractères qui lui étaient les plus familiers.
- 9 Voir note 5.
- 10 Voir « *Schlüssel zur Entzifferung eines Geheimtextes, der in ein gewöhnliches Schreiben eingearbeitet wurde* » (« Clef pour déchiffrer un texte secret inséré dans une lettre ordinaire »), Buchenwaldarchiv, Sign. 04.1.106.

Ce code consistait à :

1. faire suivre la date d'un point pour indiquer qu'une lettre était cryptée, comme dans cet exemple : *7. 11. 34.*
2. modifier l'écriture de certains jambages des lettres d'un mot. Quand, par exemple, le jambage d'une lettre manquait complètement à l'avant, cela signifiait que la lettre suivante devait être lue pour reconstituer le message.

Ainsi, dans le mot *mir* (allemand « mir », français « à moi »)<sup>11</sup>,

le premier jambage du « m » manque et la lettre suivante (« i ») a été soulignée d'un point rouge par la destinataire de la lettre.

Dans le mot : *Brücke* (« Brücke », fr. « pont »),

le jambage du « e » manque, cette fois à l'arrière de la lettre<sup>12</sup>, ce qui a pour conséquence que toutes les lettres précédentes, soulignées par la destinataire, doivent être reprises pour la lecture.

Un dernier cas de figure était l'absence partielle d'un jambage, soit à l'avant, soit à l'arrière de la lettre et dans ce cas, la lettre en question devait être sélectionnée.

Ainsi, dans le mot *Dir* (« Dir », fr. « à toi »)<sup>13</sup>, le jambage du « i » à l'avant est incomplet et dans le mot *klar* (« klar », fr. « clair »), le jambage du « r » à l'arrière fait défaut partiellement<sup>14</sup>.

Comme on peut le constater, le système utilisé, plutôt sophistiqué, ne permettait pratiquement pas, même après une étude attentive, de découvrir les messages secrets contenus dans les textes des lettres. Les censeurs étaient loin de soupçonner même qu'un code de cryptage avait été utilisé. Aussi, on peut affirmer qu'en utilisant cette forme originale<sup>15</sup> d'écriture, l'auteur des lettres, Heinrich Adam, a fait preuve d'une maîtrise incontestable dans le domaine de la stéganographie, domaine qui recouvre l'ensemble des procédés destinés à dissimuler un message dans un texte apparemment anodin<sup>16</sup>.



11 Lettre du 7.11.1937.

12 Lettre du 1.9.1936.

13 *Ibid.*

14 *Ibid.*

15 Lors de nos recherches aux archives des différents lieux de conservation des lettres de prisonniers de camps de concentration, nous n'avons rencontré aucune autre application de ce procédé.

16 A la différence de la cryptographie qui étudie l'utilisation apparente d'un système codé pour faire passer clandestinement des messages, la stéganographie doit d'abord découvrir si un code secret a été utilisé puis tenter de le déchiffrer. Parmi les exemples célèbres de stéganographie, citons la lettre d'amour adressée par Georges Sand à Alfred Musset ainsi que la lettre reçue par Sir John Trevanion, retenu prisonnier au château de Cromwell. En lisant les troisièmes lettres suivant les virgules, le partisan de Chartes I put reconstituer le message caché dans la lettre et s'enfuir par le « Panel at east end of chapel sides », le panneau situé à l'extrémité orientale des côtés de la chapelle. Pour plus d'informations sur ce sujet, voir l'article de Jean-Paul DELAHAYE, (« Information noyée, information cachée », in *Pour la science*, tome 229, Paris, nov. 1996, p. 143) et les ouvrages de David KAHN (*The Codebreakers, Hitler's Spies, Kahn on Codes,...*) et Martin GARDNER (*Codes, Ciphers and Secret Writing*).

En marquant les différentes lettres codées dans le texte, puis en les transcrivant minutieusement, l'amie d'Heinrich Adam, qui avait convenu du code avec lui avant sa détention dans les camps<sup>17</sup>, arrivait à reconstituer les messages qu'elle s'empressait ensuite de faire parvenir aux compagnons de lutte de son fiancé. De cette manière, Heinrich Adam pouvait avertir ses amis d'un danger et rendre compte des véritables conditions d'internement dans les camps de concentration<sup>18</sup>.

Parmi les différents messages codés, on peut épingler celui qu'il a écrit le 12 juillet 1936 après un interrogatoire musclé :

« *Est possible qu'Otto soit soupçonné d'avoir été avec moi à Bâle. Ai déclaré provisoirement avoir été seul au Lac de Constance* » (message secret du 12 juillet 1936)<sup>19</sup>.

Etant donné qu'il était en possession d'un passeport pour la Suisse, Heinrich Adam était suspecté par la Gestapo de s'être rendu à Bâle et d'avoir rendu visite à un résistant émigré. C'est pourquoi il évoque durant ses interrogatoires une soi-disant promenade touristique au Lac de Constance, en particulier sur la rive suisse du lac. Il craint à ce moment que la Gestapo, informée par un espion, ne porte ses soupçons sur son camarade Otto Paul, membre comme lui du Parti Communiste d'Opposition KPDO (interdit) et qu'elle apprenne que tous deux s'étaient fait délivrer en même temps un passeport à Iéna pour se rendre à Bâle puis à Strasbourg, afin de rendre visite à un autre résistant :

« *une déclaration d'espion a certainement été faite à cause du passeport pour la Suisse possible qu'on en vienne à parler de st(rasbourg)* » (message du 1 septembre 1936)<sup>20</sup>.

A plusieurs reprises, il fait allusion aux interrogatoires qu'il doit subir, notamment au camp de Bad Sulza : « *On essaye continuellement* », écrit-il en lettres codées dans sa lettre du 1 mai 1937, « *d'obtenir de moi un aveu. On veut que je donne des noms*<sup>21</sup> ».

Il demande à Elfriede et à Kurt, le mari de sa sœur, qui sont tous deux « très suspectés » de faire très attention à leurs propos lors de leurs visites quand ils sont en présence des gardiens :



17 Dans les annexes à l'étude de Beate Peters « *Biographie des Genossen Heinrich Adam/Jena* », à la page 8, Heinrich Adam écrit : « Pendant ma détention préventive à la prison de Weimar, j'avais convenu rapidement avec Elfriede Stehling d'une méthode pour pouvoir faire passer des messages secrets dans des lettres normales qui devaient franchir la censure. Il s'agissait de très légères modifications apportées à quelques lettres et à quelques mots. Chacun de nous devait mémoriser ces modifications pour retrouver les lettres et mots d'une lettre et les marquer, quand le cas se présentait » (C'est nous qui traduisons).

18 « Elfriede Stehling utilisa ces informations illégales pour prévenir des camarades d'un danger et pour rétablir la vérité sur les véritables conditions d'internement dans les camps de concentration » (C'est nous qui traduisons) (Annexes à l'étude de Beate Peters, p. 16).

19 « *ist möglich, dass auf otto verdacht kommt mit mir in basel gewesen sein vorläufig ausgesagt ich allein nur an bodensee* ».

20 « *spitzelangabe erfolgte sicher wegen pass nach schweiz möglich dass ist herauskommt* ».

21 « *es wird immer wieder versucht, von mir ein Geständnis zu erhalten. Man will von mir Namen wissen* ».

« *toi et kurt faire preuve de retenue absolue étant donné que très suspects vous avez affaire à toute une série de gardiens*<sup>22</sup> » (message du 15 mai 1937).

Ces visites sont du reste tout à fait exceptionnelles (il en reçoit seulement deux pendant ses différents internements). Durant tout un temps, la permission de visite lui est retirée et il s'en explique à l'aide d'un message codé :

« *notre sentiment de solidarité est considéré comme soutien moral pour moi, c'est pourquoi refus de la permission de visite*<sup>23</sup> » (message du 1 mai 1937).

Il est soulagé en revanche quand il peut écrire secrètement qu'Otto n'est pas encore inquiété :

« *on ne m'a pas encore interrogé au sujet d'o(tto)*<sup>24</sup> » (message du 15 mai 1937).

On se rend compte que grâce à ce stratagème, Otto Paul a vraisemblablement pu échapper à l'internement et à la torture et que le code secret mis au point par Heinrich Ada a joué sans doute un rôle important dans l'action de la Résistance allemande à Iéna.

Heinrich Adam recourt également à des messages secrets pour alarmer ses proches et leur faire part de la véritable situation dans laquelle il se trouve au camp de Buchenwald. Le 4 août 1937, il fait passer le message suivant :

« *Ici quatorze heures de dur labeur aussi le dimanche sept heures même pour manger nous laver dormir nous n'avons pas assez de temps*<sup>25</sup> » (lettre du 4 août 1937).

Le 7 novembre 1937, il écrit : « *tous les jours, du matin au soir, nous devons effectuer des travaux forcés avilissants pour écrire de temps en temps le dimanche nous avons à peu près trois heures de temps, ceci est décidé par les gens d'en haut*<sup>26</sup> ».

En outre, il utilise la voie illégale pour annoncer à Elfriede la dissolution du camp de Bad Sulza et la mettre au courant de son bref passage au camp de Lichtenburg et de son départ imminent pour le camp de Buchenwald :

« *camp sulza dissous tous les prisonniers emmenés ici nous serons probablement transférés sous peu dans un camp près de weimar*<sup>27</sup> » (message du 25 juillet 1937).



21 « es wird immer wieder versucht, von mir ein Geständnis zu erhalten. Man will von mir Namen wissen ».

22 « du und kurt unbedingte zurückhaltung üben da sehr verdächtig ihr habt mit einer ganzen reihe von aufpassern zu rechnen ».

23 « unser zusammengehörigkeitsgefühl wird als moralische stütze für mich angesehen daher verweigerung der besucherlaubnis ».

24 « ich bin noch nicht nach o gefragt worden ».

25 « hier vierzehn stunden schwere Arbeit auch sonntags sieben stunden sogar zum essen waschen schlafen haben wir ungenügend zeit ».

26 « hier herrscht jeden tag von früh bis abend entmündigende zwangsarbeit für schreiben hin und wieder sonntags etwa drei stunden zeit diese wird von oben her bestimmt ».

27 « lager sulza aufgelöst sämtliche gevangenen nach hier gebracht wahrscheinlich werden wir in kürze in ein lager bei weimar gebracht ».

En imaginant ce code secret, Heinrich Adam continuait l'action clandestine qu'il avait entreprise à Iéna contre le régime national-socialiste, ce qui lui permettait de tenir tête à ses oppresseurs et de conserver sa dignité durant son internement dans les différents camps.

En comparaison avec d'autres systèmes de messages clandestins, le code élaboré par le couple Heinrich Adam - Elfriede Stehling s'avéra efficace et d'une grande sûreté. Il était plus malaisé d'écrire des messages entre les lignes à l'encre sympathique comme le firent Rudolf Cisaň et Paul Morgan au camp de Dachau<sup>28</sup> et beaucoup plus risqué de transmettre clandestinement des messages chiffrés du camp d'Auschwitz grâce à la complicité de civils comme le firent par exemple Franciszek Targosz<sup>29</sup> et Stanislaw Kłodziński<sup>30</sup>. S'il est vrai que des prisonniers ont tenté d'introduire dans leurs lettres des mots à double sens<sup>31</sup>, des allusions, voire des mots bretons ou d'un dialecte du sud-ouest de la France connus des seuls destinataires<sup>32</sup>, leur système de codage n'était pas aussi élaboré et systématique que celui utilisé par Heinrich Adam.

Indépendamment de ce code original, qui confère à ces lettres un caractère vraiment très particulier et suffirait à les faire entrer dans l'histoire de la « littérature de l'holocauste<sup>33</sup> », les lettres d'Heinrich Adam présentent en outre un intérêt documentaire et littéraire indéniable.



28 Voir le catalogue de l'exposition consacrée au camp de concentration de Dachau (*Katalog zur Ausstellung «Konzentrationslager Dachau 1933 bis 1945»*, rédigé par le Comité international de Dachau et Barbara DISTEL, Mémorial de Dachau, Munich, 2005, p. 192, ainsi que des reproductions de lettres écrites à l'encre sympathique par le groupe de résistance formé autour de Nina Iwanska à Ravensbrück dans l'ouvrage de Wanda KIEDRZYŃSKA, *Ravensbrück. Kobiety obóz koncentracyjny*, Warszawa, 1971. Cf. également le livre de référence d'Hermann LANGBEIN, *Nicht wie Schafe zur Schlachtbank. Widerstand in den nationalsozialistischen Konzentrationslagern*, Frankfurt am Main, 1980, dans lequel, à la page 265, l'auteur mentionne que le médecin détenu Romuald Sztaba utilisait également ce procédé à Majdanek pour faire sortir des informations secrètes.

29 Rapporté par Julien LAJOURNADE dans son ouvrage *Le Courrier dans les camps de concentration, Système et rôle politique. Images et documents, op. cit.*, p. 95.

30 Stanislaw KŁODZIŃSKI, *Häftlingsbriefe aus dem Konzentrationslager Auschwitz. Ihre historische und psychologische Bedeutung, op. cit.*

31 Par exemple, le prêtre Paul Schneider parle dans une de ses lettres écrites du camp de Buchenwald d'une « détérioration provisoire de la situation atmosphérique » (« vorübergehende Störung der Wetterlage ») pour faire savoir qu'il est détenu à présent dans une cellule d'arrêt (Buchenwaldarchiv Signatur 52-11-20). Les « travailleurs de l'Est » russes (« Ostarbeiter ») écrivaient systématiquement qu'ils allaient bien alors qu'ils allaient mal. Ils disaient aussi qu'« ils avaient eu une forte pluie » « et voulaient dire que le camp avait connu une importante attaque aérienne (Bella E. ČISTOVA und Kirill V. ČISTOV, « Volksdichtung und Sprache der Ostarbeiter in den Jahren 1942-1944 », in Peter Lang (éd.), « *Fliege, mein Briefchen, von Westen nach Osten...* », *Auszüge aus Briefen russischer, ukrainischer und weißrussischer Zwangsarbeiterinnen und – Arbeiter 1942-1944*, Studien zur Volksforschung, volume 18, Bern, 1998, p. 33).

32 Rapporté par Hermann LANGBEIN, *op. cit.*, p. 265 et Julien LAJOURNADE, *op. cit.*, p. 95, ce dernier pour l'exemple du sud-ouest français.

33 Sur la notion de « littérature de l'holocauste », voir plus loin.

Du point de vue de la forme, on retrouve sur ces lettres des cachets, marques et autres indications caractéristiques des bureaux de censure des camps de concentration nazis susceptibles d'intéresser les philatélistes et autres marcophiles<sup>34</sup>.

Quant au fond, les lettres d'Heinrich Adam sont, comme beaucoup de lettres de prisonniers, « une précieuse source de renseignements sur la vie quotidienne et le comportement des détenus et, peut-être, le meilleur instrument de connaissance de leur psychologie et de leur évolution morale<sup>35</sup> ». Même si la portée de leurs messages est fortement limitée par les contingences extérieures, il n'en reste pas moins que les lettres du « Schutzhäftling<sup>36</sup> » Adam apportent un éclairage documentaire intéressant sur les conditions de détention dans les camps de concentration à un moment précis de leur évolution, en l'occurrence la période de répression consécutive à la montée au pouvoir des nazis et précédant le déclenchement des hostilités (1936-1937).

Ainsi, transgressant l'interdiction qui lui était faite de parler directement de la situation catastrophique qui régnait au camp<sup>37</sup>, Heinrich Adam confie à Elfriede que les conditions de vie au camp sont rudes<sup>38</sup> (lettre du 1.5.1937) et que sa



34 Pour une analyse détaillée du courrier des camps de concentration du point de vue historique, philatélique et de la marcophilie, on consultera e.a. les ouvrages d'Henry KAHN, *The Third Reich, Concentration Camps and Ghetto Mail System Under the Nazi Regime*, Judaica Historical Philatelic Society, Monograph n° 1, 1966, Julien LAJOURNADE, *Le Courrier dans les camps de concentration. Système et rôle politique, Images et Documents*, op.cit., Erik LÓRDAHL, *German Concentration Camps 33-45, History and Inmate Mail*, volume II: *Prison Mail*, Tirnåsen (Norwegen), War and Philabooks LTD, 2000, J.J. MOZDZAN, *Der Postverkehr mit Konzentrations- und Gefangenenlagern im 2. Weltkrieg. Ein Beitrag zur Lagergeschichte*, Der Zeitgeschichtlichen Forschungsstelle, Ingolstadt, 1982, Sam SIMON, *Handbook of the Mail in Concentration Camps 1933-1945 and related Material, A Postal History*, New York, Port Printed Prod. Corp., 1973, Patrick VERWERFT, *Het postverkeer van de Belgische gevangenen in de nazi-koncentratiekampen tijdens WO II*, Vorseelaar, 1996.

35 Bernadette MORAND, *Les écrits des prisonniers politiques*, Paris, P.U.F. 1976, p. 77. On pourrait citer aussi Kurt ADAM: (Les lettres sont) « des documents d'époque qui contiennent des messages qui sont d'une valeur inégalable dans la diversité de leurs témoignages. Dans ces documents se reflète sans fard la vie quotidienne des relations sociales placées dans leur contexte historique concret ». (...) Malgré la censure, « ces lettres jettent une lumière directe et saisissante sur la vie des persécutés, des opprimés, des prisonniers » (C'est nous qui traduisons) (*Was bleibt, ist Hoffnung*. Briefdokumente aus Konzentrationslagern, Zuchthäusern und Gefängnissen des Landes Brandenburg in der NS-Zeit (1933-1945), op. cit. p. 8).

36 « Personne détenue par mesure de sécurité ». Tel était le statut officiel des prisonniers politiques des camps.

37 Concernant cette interdiction, Bella E. ÇISTOVA et Kirill V. ÇISTOV écrivent dans leur ouvrage *Volksdichtung und Sprache der Ostarbeiter in den Jahren 1942-1944* (op. cit.), p. 13: « Naturellement il était interdit de parler des choses principales, c.-à-d. de la cruauté inhumaine des gardiens du camp, des maladies, de la faim, des conditions hygiéniques déplorables, des attaques aériennes, des impressions laissées par les nouvelles et les rumeurs du front, du comportement de la population locale vis-à-vis des prisonniers et de beaucoup d'autres choses, bref des choses à propos desquelles on voulait absolument écrire, des "nouvelles du camp" qui tranchaient dans la morne existence du camp » (C'est nous qui traduisons).

38 « Die Umstände sind hart ».

vie est sans conteste devenue beaucoup plus difficile<sup>39</sup> (lettre du 12.7.1936); il se plaint d'être longtemps séparé de sa fiancée (1.5.1937) et de la possibilité restreinte de manifester son attachement (ibidem). Un autre passage révèle la somme de souffrances qui s'est accumulée chez le prisonnier depuis son incarcération à Bad Sulza. Le 7.11.1937, il écrit du camp de Buchenwald que, « physiquement, il se sent encore d'aplomb<sup>40</sup> ». Le mot « encore » renvoie indirectement au fait qu'il a subi une lente et progressive détérioration de ses forces physiques. Il se garde de parler de son état d'esprit...

Les lettres d'Heinrich Adam nous apportent également des informations au sujet des obligations et des vicissitudes de l'époque, des chicaneries et des humiliations qui atteignaient les détenus dans leur dignité. On trouve par exemple dans ces lettres la confirmation que les prisonniers devaient payer de leur poche leur transfert d'un camp à l'autre (lettre du 15.5.1937), qu'ils ne pouvaient pas garder le courrier qu'ils recevaient (lettre du 25.7.1937) et qu'il s'agissait de respecter les prescriptions strictes en matière de courrier postal<sup>41</sup>. Ce thème du respect du règlement et de l'action de la censure apparaît d'une manière récurrente dans les lettres d'Heinrich Adam, ce qui montre que le courrier jouait pour ce prisonnier également un rôle déterminant<sup>42</sup>. Pour Heinrich Adam également, les lettres remplaçaient les contacts avec les personnes aimées, les conversations qu'il aurait pu avoir avec elles<sup>43</sup> et contribuaient de cette manière à lui faire supporter la dure réalité du camp et à réduire la pression psychique à laquelle il était soumis. Comme il l'écrit à Elfriede dans sa lettre du 1.9.1936 :

*« Je suis toujours content de voir arriver le jour où l'on a l'autorisation d'écrire car après je sens chaque fois que je me suis rapproché de toi. Je perçois alors toujours un certain soulagement. Tu dois certainement ressentir la même chose. Les lettres dans lesquelles il n'est pas seulement question de colère et de tristesse sont sans*



39 « Das Dasein ist ohne Zweifel beträchtlich schwerer gestaltet ».

40 « Ich fühle mich körperlich noch auf der Höhe ».

41 Sous peine de voir les lettres censurées, interceptées ou tout simplement détruites (voir supra).

42 Le fait de recevoir du courrier constituait pour les prisonniers un adjuvant moral qui a sans doute permis de sauver des vies. On sait ainsi que dans le « catalogue des qualités et des dispositions d'esprit qui ont permis de survivre à Auschwitz », établi par des chercheurs de Cracovie sur base d'une enquête effectuée sur des rescapés, le lien avec la famille par la voie des contacts épistolaires a joué un rôle très important (Wolf OSCHLIES, *Widerstand 1933-1945*, sous www.shoa.de/content/view/381/255, p. 22).

43 « La communication épistolaire permet de "s'échapper", elle abolit la distance et la lettre se fait dialogue » (Olivier DEZUTTER, « Ecrits en sursis. Etude de quelques lettres de captivité inédites de Arthur Haulot », in Vincent ENGEL (éd.), *La littérature des camps : la quête d'une parole juste, entre silence et bavardage*, Les Lettres Romanes, Louvain-la-Neuve, 1995, p. 57. Dans le même article, Olivier Dezutter fait référence à une lettre d'Arthur Haulot transmise de Dachau le 5 juillet 1942 : « J'ai l'impression d'être là, la joue contre la tienne, avec toute cette tendresse rayonnante passant de l'un à l'autre, et nous parlons, car je t'entends me répondre, avec cette voix si douce et si bonne que tu as toujours ; et je suis dans tes yeux notre rêve à tous deux qui ne nous a jamais quittés ni trompés, d'être heureux l'un pour l'autre » (p. 54).

*doute de bons moyens pour détendre un esprit oppressé, quand il n'est pas loisible d'exprimer ce que l'on veut dire à haute voix<sup>44</sup>».*

Ainsi, les lettres ne constituaient pas seulement une source importante d'informations, elles servaient à « établir un pont avec l'extérieur<sup>45</sup> ». En tant que « derniers avoirs légués par la vie bourgeoise<sup>46</sup> », elles constituaient « un dernier rempart contre l'auto-destruction<sup>47</sup> » et en tant que formes d'expression de culture et d'érudition un moyen « pour transcender le lieu et le moment présents<sup>48</sup> ».

Quand le courrier se faisait attendre, le prisonnier était extrêmement inquiet ; Heinrich Adam ne faisait pas exception et constatait tristement dans sa lettre du 7.11.1937 :

*« J'ai appris à mes dépens à connaître en suffisance les affres de celui qui attend en vain chaque jour, du matin au soir, le courrier tant espéré<sup>49</sup> ».*

La lecture des lettres révèle également que les visites, elles aussi, jouaient un rôle important dans la vie des détenus et leur apparaissaient comme des moments d'intense bonheur. Pendant sa détention qui a duré 17 mois, Heinrich Adam a éprouvé deux fois cette joie en recevant la visite de sa fiancée Elfriede. Une semaine après la deuxième visite qui eut lieu à l'époque de Noël, il commence sa lettre du 1.1.1937 en écrivant qu'il est encore sous le choc de sa visite et que celle-ci lui a insufflé un optimisme nouveau et apporté un nouveau soutien<sup>50</sup>.



44 « Ich bin immer froh, wenn der Tag der Schreiberlaubnis herangekommen ist, nach dem ich mich jedes Mal mit Dir aufs Neue fester verbunden fühle. Es erfolgt dann stets eine gewisse Erleichterung in mir. Sicher wird es Dir ebenso ergehen. Schreiben, aus denen nicht nur Ärger und Betrübtheit sein reden, sind wohl gute Mittel und Wege zur Auflockerung einer gepressten Gemütsverfassung, wenn es eben nicht möglich ist, das gesprochene Wort wirken zu lassen ».

45 Kurt ADAMY, *Was bleibt, ist Hoffnung. Briefdokumente aus Konzentrationslagern, Zuchthäusern und Gefängnissen des Landes Brandenburg in der NS-Zeit (1933-1945)*, *op. cit.*, p. 9.

46 Dans ses « Überlegungen zu einer Kontroverse zwischen Jean Améry und Primo Levi », in *Bildung und Habitus im Konzentrationslager*, sous l'adresse [www.shoa.de/content/view/440/46](http://www.shoa.de/content/view/440/46), Maja SUDERLAND écrit : « Cette culture que les prisonniers avaient assimilée précédemment constituait les derniers avoirs qu'ils possédaient de leur vie bourgeoise, la culture représentait quelque chose de personnel qui manifestement ne pouvait être aussi facilement détruit et manipulé que la constitution physique » (C'est nous qui traduisons).

47 Dans le même texte, Maja Suderland cite Primo Levi : « Celui qui pouvait conserver des vestiges d'identité culturelle n'avait pas encore tout perdu et disposait d'un dernier rempart contre l'auto-destruction » (C'est nous qui traduisons).

48 Primo Levi, cité à nouveau par Maja Suderland (*op. cit.*) : « En tant qu'acquisition culturelle individuelle, l'érudition est le moyen de dépasser personnellement ses limites, est disponible à tout moment et en tout lieu et peut transcender le lieu et le moment présents » (C'est nous qui traduisons).

49 « Am eigenen Leibe habe ich zur Genüge erfahren müssen, wie es ist, wenn man jeden Tag von früh bis Abend vergeblich auf das so heiß Erwünschte wartet ».

50 « Noch ganz unter dem Eindruck deines Besuches vom vergangenen Sonntag, übersende ich dir heute vor allem viele herzliche Grüße. Durch deine liebe Anhänglichkeit fühlte ich mich, im Ganzen genommen, frischer und gestärkt ».

Par ailleurs, on retrouve dans les lettres du prisonnier Adam les constantes que l'on observe dans pratiquement toutes les lettres de prisonniers, à savoir des informations quant à la santé (généralement standardisées sous la forme « je vais bien<sup>51</sup> »), des demandes de vêtements, d'argent et de nourriture et des salutations adressées aux différents membres de la famille<sup>52</sup>.

Il est symptomatique aussi de constater qu'Heinrich Adam, tout comme les autres détenus des camps, se soucie d'une manière émouvante du bien-être de ses proches<sup>53</sup>. Malgré sa condition peu enviable, il s'excuse des désagréments qu'il occasionne (lettre du 25.7.1937), comprend qu'Elfriede et Kurt soient déçus après avoir essayé un refus de visite (lettre du 12.7.1936) et qu'ils restent pendant très longtemps (quatre mois) sans nouvelles de sa part (lettre du 1.5.1937). Il tente de rasséréner Elfriede en proie à la dépression :

*« Comme toujours, tout mon être tend à préserver ton optimisme et si possible à le renforcer. »* (lettre du 1.9.1936)<sup>54</sup>.

et lui promet le 1 janvier 1937 « que en raison de son attachement pour elle, il fera tout ce qu'il pourra pour lui rendre la vie plus agréable, comme avant, quoi qu'il advienne »<sup>55</sup>.

D'une manière générale, on constate que dans les lettres d'Heinrich Adam, comme dans les lettres des autres concentrationnaires, on sent vibrer une grande tension émotionnelle due à l'état d'exception dans lequel les prisonniers évoluent et que la plupart des sentiments, y compris la peur de la mort, y sont particulièrement exacerbés. Comme s'il voulait s'excuser auprès d'Elfriede pour ses déclarations emphatiques, il écrit dans une lettre du 1.5.1937 :

*« Un être qui vit des évènements affectant l'équilibre mental et qui ne connaît pas des bouillonnements intenses, soit parce que sa supériorité lui permet de sublimer*



- 51 Autres formules standardisées imposées par l'administration nazie: « Je me porte comme un charme » (« Ich bin noch gesund und munter ») ou : « Je suis en parfaite santé » (« ich bin noch vollauf gesund »), ...
- 52 Julien LAJOURNADE (*Le Courrier dans les camps de concentration. Système et rôle politique, Images et Documents, op. cit.*, p. 73) a relevé ces constantes dans les lettres des prisonniers français en ajoutant que ceux-ci, ignorant l'allemand, devaient se faire traduire les messages qu'ils désiraient transmettre à leurs proches et que par conséquent ils n'arrivaient la plupart du temps qu'à dire ou recopier des banalités. On ne peut affirmer la même chose au sujet des prisonniers germanophones, certains ayant, comme Heinrich Adam, laissé des écrits scripturaux d'un grand intérêt, comme nous le verrons plus loin.
- 53 Fait relevé par Kurt ADAMY dans son ouvrage *Was bleibt, ist Hoffnung. Briefdokumente aus Konzentrationslagern, Zuchthäusern und Gefängnissen des Landes Brandenburg in der NS-Zeit (1933-1945), op. cit.*, p. 9.
- 54 « Nach wie vor ist mein ganzes Sinnen und Trachten nur darauf gerichtet, dir deinen Lebensmut zu erhalten und wenn möglich zu stärken ».
- 55 « Aus tiefster Verbundenheit zu Dir heraus kann ich versichern, dass ich alles, was in meinen Kräften stehen wird, daran setzen möchte, um dir das Leben, mag dazu kommen was wolle, noch einmal angenehmer zu gestalten ».

*ces bouillonnements, soit parce qu'il a atteint un état d'abrutissement proche de l'hébétude, est comparable à un dieu ou à un animal inférieur*<sup>56</sup>».

En raison de cette agitation interne, il recherche des personnes qui pourraient lui procurer une certaine tranquillité intérieure (lettre du 1.5.1937), il cherche protection et sécurité et souhaite ardemment obtenir une confirmation de son amour en voulant montrer sa liaison avec Elfriede au grand jour :

*«Nous ne devons en aucun cas redouter de manifester devant des tiers notre attachement. Notre liaison est parfaitement pure et personne n'a vraisemblablement le droit de s'immiscer»* (lettre du 12.7.1936)<sup>57</sup>.

Comme beaucoup de ses compagnons d'infortune, Heinrich Adam a la nostalgie de l'époque heureuse précédant son internement. Il se remémore «avec beaucoup de vivacité toutes les belles journées passées à Rathenow»<sup>58</sup> et contemple dans tous les détails «la vieille ville endormie avec l'église comme emblème, la lande rouge, les bois étendus, les vastes espaces d'eau lisses avec leurs voiles blanches, les bateaux vapeur, les chalands qui «passent dans les prairies» et les nuées de cigognes prenant leur envol tout en haut<sup>59</sup>» (lettre du 1.9.1936). Chassé du paradis, il pense avec regret à «sa belle patrie» («unsere schöne Heimat») (15.5.1937) et se souvient de l'époque bénie de son enfance, des caresses bienfaisantes et apaisantes des personnes qui lui étaient chères, de la facilité avec laquelle il arrivait à cette époque à surmonter les embûches et les dangers; enfermé dans son block concentrationnaire, il constate aujourd'hui amèrement que la vie en ce temps là, quand elle était frappée par un incident malheureux, pouvait reprendre directement son cours normal avec ses rires et ses jeux<sup>60</sup> (lettre du 25.7.1937).

Il ressent un besoin irrésistible de liberté, de retrouver la nature et éprouve le désir de se «promener à nouveau dans l'herbe odorante et fraîche d'une prairie»<sup>61</sup> (lettre du 15.5.1937);



56 «Ein Wesen, das selbst bei Ereignissen, die das seelische Gleichgewicht betreffen, keine inneren Wallungen kennt, sei es aus erhabener Überlegenheit oder aus gedankenlosem Stumpsinn, ist entweder einem Gott oder einem niederen Tiere gleich».

57 «Wir haben es durchaus nicht nötig, uns zu scheuen, Dritten gegenüber kundzutun, wie wir beide zueinander stehen. Unser Verhältnis ist von Grund auf ein reines, und es hat wohl keiner ein Recht, da hineinzureden».

58 «Ich vergegenwärtigte mir alle die schönen, in Rathenow verlebten Tage so besonders lebhaft».

59 «Ich habe mir ganz deutlich die verträumte Altstadt mit der Kirche als Wahrzeichen, die rote Heide, die ausgedehnten Wälder, die weiten, blanken Wasserflächen mit ihren weißen Segeln, die Dampfer und Schleppkahnzüge, wie sie, durch die Wiesen fahren, und die Abschied nehmenden Storchscharen darüber, vor Augen geführt».

60 «Welche Wohltat war es dann, welches sichere Geborgensein erfasste uns dann, wenn eine liebe Hand, die es von Grund auf mit uns gut meinte, uns streichelte. Wie wunderbar waren wir doch dann so schnell und heil über alle die scheinbaren Klippen und Fährlichkeiten hinüber. Mit einem Schlage standen wir wieder mit beiden Beinen mitten drin im Kindsein. Das Leben konnte mit Lachen und lustigem Spiele den normalen Gang nehmen. So ganz wie sich gehörte».

61 «Ach, welches Verlangen, wieder einmal durch einen duftenden, frischen Wiesengrund zu wandern».

Quand un courant d'air frais traverse ses vêtements légers, il sent par les battements impétueux dans ses veines que son corps « veut sortir de sa retenue » (ibid.)<sup>62</sup>. Il a « envie de voyager dans l'immensité du monde et de découvrir ses beautés », d'être aussi libre que les « nuages qui passent au-dessus de nos têtes et de pouvoir les suivre dans leur vol » (ibid.)<sup>63</sup>. Il rêve de pouvoir faire quelque chose en toute liberté, à sa guise, par exemple passer doucement la fleur d'un pommier sur son visage :

*« Quel bonheur de pouvoir saisir la douce blancheur, la rougeur et la verdure des fleurs naissantes d'un pommier et de pouvoir caresser le visage avec une fleur aussi longtemps que cela me plaît »*<sup>64</sup> (ibid.).

Ses aspirations de liberté, de bonheur et de nature inviolée culminent parfois dans la description de visions, voire d'hallucinations, qui le transposent durant un moment dans un monde irréel et lui font oublier la terrible réalité du camp<sup>65</sup>. Il « fait un pas » et aperçoit soudain « là, – comme c'est magnifique! – un pommier entièrement garni de fleurs » qui en raison de ses couleurs blanches et rouges et ses jeunes feuilles vertes « suscite chez lui une impression d'une chaleur bienfaisante » et a à ce moment la vision d'un amour accompli :

*« Les fleurs blanches se balancent en riant dans l'éclat du soleil et attendent sereinement leur ami, le papillon qui virevolte »*<sup>66</sup> (15.5.1937).

Dans une autre lettre, représentative elle aussi de cette « littérature d'évasion », il se promène « en pensées » en compagnie d'Elfriede sur les hauteurs de Iéna et se sent libre avec elle, au-dessus de toutes les contingences matérielles, dans un monde de rêve, en parfaite harmonie avec la nature et le monde entier :

*« Les maisons avec leurs habitants sont à nos pieds et nous pouvons voir au-delà de ces maisons. Nous nous sentons légers et débarrassés de tout fardeau. C'est comme*



- 61 « Ach, welches Verlangen, wieder einmal durch einen duftenden, frischen Wiesengrund zu wandern ».
- 62 « (Der frische Lufzug) durchweht die leichte Kleidung und bringt sie zum flattern (sic). Ja, er durchdringt selbst den Körper, der nicht zurückgehalten werden möchte. Das ungestüme Pochen in den Adern zeugt davon ».
- 63 « Unser Sinn steht in die Weite der herrlichen Welt. Die darüberhinsegelnden (sic). Wolken haben den Horizont erreicht und wollen hinter ihm verschwinden. Wenn wir doch einmal so im Fluge ihnen folgen könnten ».
- 64 « Welches Glück, das sprießende zarte Weiß und Rot und Grün [eines Apfelbaumes] anfassen und mit dem Gesicht streicheln zu dürfen, solange es mir nur immer gefällt ».
- 65 Les rêves éveillés, les rêves prémonitoires et les hallucinations des prisonniers des camps font l'objet de l'article de Zenon JAGODA, Stanisław KŁODZIŃSKI et Jan MASŁOWSKI, « *Die Nächte gehören uns nicht...* ». *Häftlingsträume in Auschwitz und im Leben danach*, in Hamburger Institut für Sozialforschung (éd.), *Auschwitzer Hefte*, op. cit. On pense également à Primo Levi qui récite dans *Si c'est un homme* le chant d'Ulysse tiré de la Divine Comédie de Dante, ce qui lui permet d'oublier un moment qui il est et où il se trouve.
- 66 « Die weißen Blüten wiegen sich im Sonnenschein lachend und erwarten mit ruhiger Selbstverständlichkeit ihren Freund, den schaukelnden Schmetterling ».

*si nous étions en parfaite osmose avec le soleil et la terre. Le battement de deux cœurs humains fait que tout ce qui passe dans la nature est vécu comme une expérience merveilleuse, créatrice*<sup>67</sup> (lettre du 29.8.1937).

A une autre occasion, il a l'impression de suivre Elfriede «sur une plage à une certaine distance, sans faire de bruit et sans rien dire, en se comportant comme un observateur silencieux<sup>68</sup>». Dans son rêve éveillé, il suit alors attentivement le mouvement des vagues sur la plage et voit Elfriede «avec l'eau en mouvement, l'enfant et le sable dans l'éclat du soleil montant du matin<sup>69</sup>» et cette vision idéalisée le remplit «d'une grande fierté et de satisfaction<sup>70</sup>» (lettre du 25.7.1937).

Le thème de l'amour joue un rôle essentiel dans les lettres d'Heinrich Adam, comme dans bien d'autres lettres de détenus de camps. A de nombreuses reprises, le détenu proclame son attachement à son amie Elfriede. Ainsi, le 7.11.1937, il écrit :

*«Dans ma recherche de la compagne pour la vie, je n'ai que toi, qui es pour moi la personne la plus précieuse<sup>71</sup>».*

et le 15.5.1937, il lui déclare sur un ton plus poétique :

*«Le but de toutes choses est pour moi de procurer des joies à une personne aimée qui a un cœur soupirant. Il me hâte de rechercher parmi des centaines de petites branches la plus belle, de la couper et de te l'apporter<sup>72</sup>».*

En lui déclarant son attachement, il tente de convaincre Elfriede qu'elle continue à faire l'objet de toutes ses pensées et parvient ainsi à surmonter son isolement et la douleur de leur longue séparation physique.

Il n'est pas étonnant toutefois que leur relation amoureuse ait connu des hauts et des bas durant leurs 17 mois de séparation et de ce point de vue, les lettres d'Heinrich Adam se présentent à nouveau comme des documents d'époque intéressants. Elles montrent en effet dans quelle mesure le sentiment amoureux de deux jeunes gens, séparés pour longtemps et pour un temps indéfini, peut évoluer dans des conditions extrêmes d'éloignement forcé et d'absence totale de nouvelles. Ainsi, il doit expliquer à sa fiancée, qui n'a pas reçu de courrier de



67 «Die Häuser mit ihren Menschen haben wir zu Füßen liegen, und können frei darüber hinweg sehen. Wir fühlen uns leicht und unbeschwert. Ist es uns doch zu Mute, als gehörten wir untrennbar mit zur Sonne und Erde. Der Gleichschlag zweier Menschenherzen lässt all das Geschehen in der Natur zum wunderbaren, aufbauenden Erleben werden».

68 «am Strande in einiger Entfernung, ganz unhörbar und stumm, nur als stiller Beobachter».

69 «mit dem bewegten Wasser, dem Kind und dem Sand im Schein der aufsteigenden Morgensonne».

70 «mit nicht geringem Stolz und Zufriedenheit».

71 «Im Streben nach der Zugesellung des Lebensgefährten habe ich nur dich als den für mich wertvollsten Menschen vor Augen».

72 «Einem geliebten Menschen, der ein sehndes Herz hat, Freude bereiten, soll für mich die Bestimmung aller Dinge sein. Es drängt mich nun, unter den Hunderten zu suchen, das schönste Zweiglein abzubereiten und dir zu überbringen».

sa part pendant quatre mois, que ce silence n'est pas dû à une diminution de l'intensité de leur sentiment amoureux mais à une «négligence» («Versäumnis») de sa part<sup>73</sup> et que ce sont les conditions extérieures hostiles qui sont responsables de son mutisme<sup>74</sup> et de l'état dépressif dans lequel Elfriede est plongée durant un certain temps :

*«Je dus constater avec grand effroi qu'un incident fâcheux relativement peu important, comme l'absence du courrier habituel, a provoqué chez toi des dommages psychiques et physiques<sup>75</sup>»* (lettre du 7.11.1937).

En guise de solution, il lui propose de se concentrer sur ce qui reste («das Übriggebliebene») (1.5.1937), de se faire moins de soucis à son sujet et de chercher un réconfort auprès de sa sœur ou d'une amie :

*«Ecoute, mon amour, je ne veux que ton bien; si tu penses ne pas posséder la force suffisante pour maîtriser tes changements d'humeur à mon égard en puisant dans une confiance inébranlable, ce qui contribuerait énormément à ta santé morale et physique, alors il ne te reste plus qu'à moins compatir à ma situation actuelle. Le fait de trouver un appui auprès de ta sœur, une amie ou que sais-je, peut apporter un élément de solution<sup>76</sup>»* (lettre du 7.11.1937).

Heureusement, cette crise lancinante prend fin et le 5.12.1937, il écrit en réponse à une lettre réconfortante :

*«En recevant ta lettre du 26.11, j'ai pu effectivement pousser un soupir de soulagement. J'avais eu l'impression pendant tout ce temps d'être au chevet d'un malade fidèle qui me considérait dans son état fiévreux comme un étranger malveillant. Maintenant, le mauvais rêve s'est dissipé. Les yeux clairs, un sourire sincère en témoignent et sont à cet instant d'une importance infinie. C'est que tu sais à nouveau que je suis près de toi<sup>77</sup>».*



73 Par le truchement d'un message secret, il lui explique dans la même lettre les véritables raisons pour lesquelles il ne lui a pas écrit, à savoir que dans le but d'obtenir des aveux de sa part («Es wird immer wieder versucht, von mir ein Geständnis zu erhalten») on essaye de faire pression sur lui en lui interdisant de recevoir du courrier et des visites.

74 «Aussi, pensons toujours dans ces cas que la cause de tout cela ne réside pas dans la superficialité de nos sentiments mais dans les différentes conditions extérieures qui sont négatives» («So wollen wir doch in solchen Fällen stets daran denken, dass nie ein oberflächliches Fühlen zwischen uns, sondern immer nur irgend welche zuwiderlaufende äussere Umstände schuld daran sind») (lettre du 1.5.1937).

75 «Mit tiefem Erschrecken mußte ich feststellen, daß ein verhältnismäßig nur unbedeutender widriger Zwischenfall, wie das Ausbleiben der gewohnten Post, bei dir seelische und körperliche Schäden hervorrief» (lettre du 7.11.1937).

76 «Hör, meine Liebe, ich meine es nur gut mit dir, wenn du meinst, nicht die Kraft zu besitzen, dein Schwanken mir gegenüber durch eine grundfeste Zuversicht, die sehr, sehr viel an einem geistigen und körperlichen Wohlbefinden beitragen wird, zu meistern, dann gibt's nur noch das Eine: weniger tiefgehend an meinem jetzigen Dasein teilzuhaben. Das nahe Anlehnen an die Schwester, Freundin oder was weiß ich, kann dahin den Weg ebnen».

77 «Bei Erhalt Deines Briefes vom 26.11. habe ich tatsächlich erleichtert aufatmen können. Mir war es die ganze Zeit hindurch, als ob ich am Lager eines treuen Kranken warte, der in seinem Fieber mich wie einen übelwollenden Fremden betrachtete. Nun ist der böse Traum vorüber. Die klaren Augen, ein inniges Zulächeln besagen es und bedeuten in diesem Augenblick so unendlich viel. Du weißt ja wieder, dass ich bei Dir bin».

En lisant ces différents passages relatifs à l'expression des sentiments d'Heinrich Adam et de ses visions oniriques de bonheur impossible, on réalise que les lettres de ce prisonnier se distinguent de la grande majorité des envois des autres détenus par leur caractère littéraire prononcé<sup>78</sup>. Les lettres d'Heinrich Adam nous interpellent en effet, non seulement en raison des messages cryptés qu'elles dissimulent et de la qualité documentaire qu'elles représentent, mais aussi parce qu'elles possèdent une valeur littéraire. Comme tous les écrits relatifs aux camps de concentration (lettres, journaux intimes, témoignages écrits, chroniques, réflexions philosophiques, fictions romanesques, poèmes, drames, ...), composés pendant, peu de temps ou très longtemps après la captivité, les lettres d'Heinrich Adam font partie intégrante de la « littérature de l'holocauste »<sup>79</sup>, étant donné qu'elles répondent à deux critères pouvant déterminer ce caractère littéraire<sup>80</sup>, à savoir d'une part l'emploi de certaines figures de style précises dites de rhétorique (« poéticité ») et d'autre part le recours à des motifs et à des thèmes qui confèrent une portée générale, un sens sociologique, philosophique, moral ou métaphysique, allant au delà d'une simple communication neutre de faits (« fictionnalité »<sup>81</sup>).

La « poéticité », l'aspect poétique, apparaît dans les figures de style utilisées par Heinrich Adam pour mieux faire partager ses sentiments et ses émotions. Il serait fastidieux d'en faire un relevé exhaustif. Citons néanmoins, parmi l'arsenal utilisé par l'auteur des lettres, les questions rhétoriques qu'il pose de manière



78 Le caractère littéraire d'une œuvre (« littérarité »), les critères par lesquels on distingue une œuvre littéraire d'une autre, font l'objet d'une vaste discussion qui dépasse bien évidemment le cadre de cette étude. Nous n'entrerons pas non plus dans le débat opposant la littérature (et ses exigences esthétiques) et la vérité (ou la véracité) dans les œuvres relatives aux camps de concentration. Nous nous contenterons de renvoyer à Theodor W. Adorno qui affirmait qu'il était barbare d'écrire un poème après Auschwitz (Theodor W. Adorno, « Kulturkritik und Gesellschaft » (1951), in: Theodor W. ADORNO, *Kulturkritik und Gesellschaft I/II. Prismen. Ohne Leitbild. Eingriffe. Stichworte*, Gesammelte Schriften, volume 10-1, Rolf Tiedemann (éd.), Frankfurt am Main, Suhrkamp, 1977), à Jorge SEMPRUN qui voyait dans la littérature un moyen efficace de faire apparaître la vérité dans les témoignages des camps (« Seul l'artifice d'un récit maîtrisé parviendra à transmettre partiellement la vérité du témoignage », *L'écriture ou la vie, souvenirs*, Paris 1994), aux différents articles consacrés à ce sujet dans la revue française « Le Magazine Littéraire » de janvier 2005 et à l'ouvrage très complet de Karla GRIERSON (*Discours d'Auschwitz. Littérarité, représentation, symbolisation*, Paris 2003).

79 La « littérature de l'holocauste » comprend, comme on le sait, tous les textes littéraires, y compris la correspondance, en rapport avec l'holocauste, terme désignant « tous les aspects de la politique de répression et d'extermination appliquée par les nazis à tous les groupes de victimes » (c'est nous qui traduisons), Sascha FEUCHERT, *Arbeitstexte für den Unterricht, Holocaust-Literatur, Auschwitz*, Reclam jun, Stuttgart 2000, pp. 15-20. La notion d'« holocauste », d'origine outre-atlantique, s'est tellement implantée en Europe qu'il existe à Gießen en RFA une chaire de « littérature de l'holocauste » (« Arbeitsstelle für Holocaustliteratur ») qui publie sur son site [www.holocaustliteratur.de](http://www.holocaustliteratur.de) des critiques, des études et des newsletters relatives aux écrits traitant de l'holocauste comprise dans ce sens général.

80 D'après l'encyclopédie wikipedia ([www.fr.wikipedia.org](http://www.fr.wikipedia.org)).

81 Voir à ce sujet e.a. le site de « fabula recherche en littérature » [www.fabula.org/revue/cr/150.php](http://www.fabula.org/revue/cr/150.php).

emphatique pour, par exemple, exprimer son émotion lors de la contemplation des nuages évoluant en tout liberté et inaccessibles :

« *Par quoi notre humeur qui s'empare à présent de nous est-elle déterminée? Est-ce du plaisir, de la tristesse, de l'espoir, de la mélancolie?* » (lettre du 15.5.1937)<sup>82</sup>.

Par ailleurs, on trouve sans peine des phrases exclamatives qui reflètent l'enthousiasme exalté de l'auteur pour la beauté de la nature et son bonheur au sein de celle-ci :

« *Ah, quel plaisir, de faire à nouveau une randonnée à travers un vallon dont les herbes sont fraîches et parfumées* » (15.5.1937)<sup>83</sup>.

Citons un autre exemple de phrase exclamative, cette fois pour illustrer sa nostalgie de l'enfance :

« *Comme cela faisait du bien alors de ressentir un sentiment de sécurité quand nous sentions qu'une main aimée bien disposée à notre égard nous caressait!*<sup>84</sup> ».

Par ailleurs, l'auteur des lettres a recours à un certain nombre d'images langagières, telles les personnifications, les métaphores et les allégories, qui ne sont guère utilisées dans les lettres des autres concentrationnaires et qui confèrent également aux lettres un caractère résolument littéraire.

A titre d'exemples de personnifications, on peut citer « les légions de cigognes qui font leurs adieux<sup>85</sup> » (1.9.1936), « le courant d'air frais qui, avec joie et espièglerie, sans jamais se fatiguer, transforme les nuages en leur donnant sans cesse de nouvelles formes<sup>86</sup> » (15.5.1937) et les « fleurs blanches qui se balancent en riant dans l'éclat du soleil<sup>87</sup> » (ibid.).

Pour donner une force d'expression supplémentaire à ses visions de randonnées avec Elfriede au printemps à travers le bocage herbeux, sur la plage à quelque distance de son amie ou encore à la fin de l'été sur les collines de Iéna, il utilise de nombreuses métaphores. Ainsi, il exprime son désir de liberté et d'insouciance en utilisant l'image des nuages blancs qui sont poussés par l'air à adopter



82 « Wodurch wird unsere Stimmung, die sich jetzt unser bemächtigt hat, bestimmt? Ist es Lust, Traurigkeit, Hoffnung, Wehmut? ».

83 « Ach, welches Verlangen, wieder einmal durch einen duftenden, frischen Wiesengrund zu wandern! ».

84 « Welche Wohltat war es dann, welches sichere Geborgensein erfasste uns dann, wenn eine liebe Hand, die es von Grund auf mit uns gut meinte, uns streichelte! ».

85 « die Abschied nehmenden Storchscharen ».

86 « der frische Luftzug, der in neckisch froher Laune, nie müde werdend, die Wolken zu immer anders gestalteten Gebilden aufziehen lässt ».

87 « die weißen Blüten », die « sich lachend im Sonnenschein wiegen ».

sans cesse de nouvelles formes (15.5.1937). Dans la même lettre, il décrit un pommier presque irréel que nous avons déjà évoqué à différentes reprises<sup>88</sup> et qui dans sa magnificence printanière représente symboliquement tout ce qui lui fait cruellement défaut au camp :

- l’abondance (image d’un pommier entièrement garni de fleurs),
- la vivacité (« évoluant vers un blanc vivant », image de « la douce blancheur naissante », image de « la jeune verdure »),
- la « chaleur bienfaisante »,
- la gaieté (image des fleurs blanches qui « se balancent en riant dans l’éclat du soleil »),
- la « sérénité »,
- la légèreté (image du « papillon qui virevolte »),
- la « grâce merveilleuse »,
- la douceur (« la douce blancheur », la « caresse » de la branche sur le visage),
- le droit de disposer de soi-même (« aussi longtemps que cela me plaît »).

Dans sa lettre du 25.7.1937, il exprime à l’aide de l’image exotique et paradisiaque d’une « boule de feu gigantesque au-dessus de la vaste étendue d’eau en mouvement<sup>89</sup> », associée avec la représentation irréaliste des « vapeurs d’eau montant dans les premières lueurs du jour<sup>90</sup> » et des « vagues qui arrivent en fin de course » en « projetant leur écume sur le sable lavé par la mer<sup>91</sup> » son



88 Le passage relatif à ce pommier est le suivant: « Là, – comme c’est magnifique! – un pommier entièrement garni de fleurs. La couleur de celui-ci est encore en évolution et passe d’un rouge discret à un blanc vivant. En présentant toute une série de feuilles dans leur jeune verdure, l’ensemble suscite chez nous une impression d’une chaleur bienfaisante. Les fleurs blanches se sont développées. Elles se balancent en riant dans l’éclat du soleil et attendent sereinement leur ami, le papillon qui virevolte. Quel bonheur de pouvoir saisir la douce blancheur, la rougeur et la verdure des fleurs naissantes d’un pommier et de pouvoir caresser le visage avec une fleur aussi longtemps que cela me plaît. (...) » (15.5.1937). (« Dort, wie prächtig, ein mit Blüten über und über behangener Apfelbaum. Die Farbe derselben wechselt ja noch ihren Entwicklungsgrad von einem nicht zu aufdringlichen Rot zu einem lebendigen Weiß. Mit einer ganzen Reihe von Blättern in ihrem jungen Grün erweckt das Gesamte in uns den Eindruck einer wohltuenden Wärme. Die weißen Blüten haben sich entfaltet. Sie wiegen sich lachend im Sonnenschein und erwarten mit ruhiger Selbstverständlichkeit ihren Freund, den schaukelnden Schmetterling. Welches Glück, das sprießende zarte Weiß und Rot und Grün anfassen und mit dem Gesicht streicheln zu dürfen, solange es mir nur immer gefällt »).

89 « gewaltiger Feuerball über dem weiten, bewegten Wasser ».

90 « die in der Morgenfrühe aufsteigenden Wasserdämpfe ».

91 « Die schäumend auslaufenden Wellen werden nicht müde ihr Spiel auf dem sauber gewaschenen Sande zu treiben ».

sentiment de bonheur extatique auquel il s'abandonne après la lecture d'une lettre d'Elfriede<sup>92</sup>.

Le 29.8.1937, il se trouve en pensées avec Elfriede sur les collines de Léna et lors de la description du paysage, il utilise des motifs tels qu'un ruisseau, des herbes de montagne, du gibier et des maisons tapies dans une vallée pour faire part des sentiments de bien-être («se baigner»), d'intimité («nous préférons être seuls»), de «calme majestueux», de plaisir («apprécier»), de supériorité (les maisons et les habitants qui sont aux pieds) et de liberté («nous pouvons voir librement au-delà des maisons») qu'il éprouve à ce moment-là en compagnie de sa fiancée<sup>93</sup>.

Enfin, dans sa lettre du 5.12.1937, il se met en scène au chevet d'un malade fidèle qui «le considère dans son état fiévreux comme un étranger malveillant<sup>94</sup>» et tente à l'aide de cette allégorie de décrire son état d'esprit pendant sa crise affective avec Elfriede.



92 «A la vue de la gigantesque boule de feu au-dessus de la vaste étendue d'eau en mouvement, on imagine pouvoir suivre ses rotations. C'est peut-être dû aux vapeurs d'eau montant dans les premières lueurs du jour, qui donnent aussi au soleil sa splendeur rouge ardente. Les vagues qui arrivent en fin de course en écumant ne se lassent pas de jouer à ce jeu sur le sable lavé par la mer. Comme dans une compétition, chaque vague tente alors avec empressement de dépasser l'autre en allant le plus loin possible sur la terre. Quand les vagues se retirent, les grains de sable se font un plaisir de les accompagner durant un bout de chemin. Les vagues suivantes reprendront de toute façon avec elles. Est-ce qu'elles jouent également quand l'homme ne les regarde pas? J'aimerais presque ne pas le croire. En revanche, il est certain qu'elles préfèrent le faire quand un homme solitaire vient vers elles tôt le matin». («Beim Anblick des gewaltigen Feuerballes über dem weiten, bewegten Wasser wähnt man dessen Umdrehungen feststellen zu können. Die Ursache davon dürften wohl die in der Morgenfrühe aufsteigenden Wasserdämpfe sein, die ja auch der Sonne dann ihre glutrote Pracht verleihen. Die schäumend auslaufenden Wellen werden nicht müde ihr Spiel auf dem sauber gewaschenen Sande zu treiben. Im eifrigen Wettbewerb versucht nun eine jede die andere zu übertreffen im Vorwärtsdringen auf dem Lande. Willig geben dann die Sandhörnchen dem Wasser beim Zurückkehren ein gutes Stück Geleit. Die nächsten Wogen werden sie ja so wie so wieder mit zurücknehmen. Ob sie wohl auch spielen, wenn ihnen der Mensch nicht zusieht? Fast möchte ich es nicht glauben. Sicher ist aber, dass sie es am liebsten tun, wenn ein einsamer Mensch in früher Morgenstunde zu ihnen kommt»).

93 «Mais peut-être qu'aujourd'hui nous n'avons pas très envie d'être dans la foule et préférons être seuls. Tout le monde n'est pas en mesure d'apprécier le calme majestueux qui règne en dehors des villes, là où se trouvent les herbes de montagne et le gibier. Donc une après-midi de randonnée. En pensées, je me trouve avec toi sur l'Horizontale dans les Kernbergen. Venant de la forêt, un souffle frais arrive sur nous. Les maisons et leurs habitants sont à nos pieds et nous pouvons librement voir au-delà de ces maisons». («Vielleicht haben wir aber auch heute nicht zu großes Verlangen nach all dem bunten Treiben und wollen lieber allein sein. Die erhabene Ruhe draußen bei den Bergkräutern und dem Wilde versteht nicht ein jeder zu genießen. Also ein Wandernachmittag. Im (sic) Gedanken befinde ich mich mit dir auf der Horizontale an den Kernbergen. Vom Forste her weht es kühl zu uns herüber. Die Häuser mit ihren Menschen haben wir zu Füßen liegen, und können frei darüber hinweg sehen»).

94 «J'avais tout le temps l'impression d'être au chevet d'un malade fidèle qui me regardait dans sa fièvre comme un étranger malveillant» («Mir war es die ganze Zeit hindurch, als ob ich am Lager eines treuen Kranken warte, der in seinem Fieber mich wie einen übelwollenden Fremden betrachtete»).

On pourra éventuellement discuter de la qualité ou de l'originalité du matériel iconographique utilisé par Heinrich Adam pour dépeindre ses émotions et ses sentiments. En revanche, on ne pourra contester que l'auteur des lettres accordait beaucoup d'importance à ses représentations poétiques, symboliques et métaphoriques, au point de commencer sa lettre du 15.5.1937 directement en décrivant les sentiments que lui inspire l'arrivée du printemps :

« *Ma chère Elfriede,*

*Cela doit être quelque chose de grandiose de pouvoir participer activement aux évènements qui maintenant se déroulent dans la nature. Ah, quel plaisir, de faire à nouveau une randonnée à travers un vallon dont les herbes sont fraîches et parfumées<sup>95</sup> ».*

Ce n'est qu'en fin de lettre qu'il communique à Elfriede des informations beaucoup plus prosaïques destinées à ses proches et relatives au remboursement des kilomètres entre Léna et Bad Sulza.

L'acte littéraire, consistant à transformer des expériences affectives en langage poétique, occupait dans la correspondance d'Heinrich Adam assurément une grande place, dans la mesure où il lui permettait de surmonter les effets psychologiques des évènements qu'il vivait et de se détourner temporairement de l'horrible réalité du camp<sup>96</sup>. On retrouve par ailleurs cette « poéticité » aussi bien dans les lettres cryptées que dans les lettres non cryptées et, par conséquent, on ne peut établir de lien entre la « poéticité » des lettres, quand elle est présente, et le fait que des informations y soient cachées. En d'autres termes, le prisonnier Heinrich Adam n'a pas utilisé ses descriptions poétiques pour détourner l'attention des censeurs ; il n'a pas consigné (ou recopié) de quelconques pensées imaginaires pour faire passer plus facilement des messages codés. Inversement, le fait d'utiliser un code somme toute assez sophistiqué pour introduire des informations secrètes dans des lettres n'a pas constitué pour Heinrich Adam un obstacle lors de la rédaction de ses fantaisies poétiques. On retrouve en réalité les deux composantes harmonieusement côte à côte et c'est précisément ce parallélisme qui confère aux lettres leur caractère unique et original.

Il en va de même pour les différentes assertions qui constituent la base de la « fictionalité » des lettres (le deuxième aspect de la « littérarité »<sup>97</sup>) et que l'on



95 « Meine liebe Elfriede!

Es muß etwas Großartiges sein, sich mit in die Geschehnisse, die jetzt draußen in der Natur vor sich gehen, einreihen zu können. Ach, welches Verlangen, wieder einmal durch einen duftenden, frischen Wiesengrund zu wandern! »

96 Fabienne SURIN parle d'une « écriture-remède » (Parole et écriture de la déportation, in: *Bulletin trimestriel de la Fondation Auschwitz*, Bruxelles: Editions du centre d'études et de documentation de la Fondation Auschwitz, n° 62, Janv.-mars 1999, p. 23. Voir à ce sujet également Andrea REITER, « *Auf dass sie entsteigen der Dunkelheit.* » *Die literarische Bewältigung von KZ-Erfahrung*. Wien, Löcker Verlag, 1995, p. 157 et suivantes.

97 Voir plus haut.

retrouve avec la même fréquence dans les lettres cryptées et les lettres non cryptées.

Parmi les réflexions développées, mentionnons celles qui sont imprégnées d'un profond stoïcisme et de fatalisme. Dans l'impossibilité de venir à bout de sa situation désespérée, il s'en remet à son destin et accepte avec lucidité « sans pour autant perdre la tête » « le sort beaucoup plus pénible qui lui est réservé » ; il reconnaît qu'« à certains moments les contrariétés s'accumulent et que nous ne pouvons les éviter » (lettre du 12.7.1936). Le 1.1.1937, il doit rappeler à Elfriede, qui traverse justement une période dépressive, que « le découragement et le désespoir font aussi partie de la vie » et lui conseille d'avoir confiance en lui, de ne pas s'abandonner et de tenir la tête haute « comme si cela allait de soi ». Tous deux doivent apprendre à se contenter de peu :

*« Les restrictions ont pour effet que nous devons réorienter notre objectif vers ce qui nous reste. Nous avons appris à gérer cela d'une manière extrêmement économe »<sup>98</sup>* (1.5.1937).

Quand cette démarche ne suffit pas à supporter la dure condition qui leur est imposée, ils peuvent encore, grâce à leur imagination, franchir le mur qui les sépare (15.5.1937), échapper à la réalité désespérante du camp, se mouvoir en pensées dans « la vieille ville de Rathenow où le temps s'est arrêté » (1.9.1936), dans « le vallon aux herbes fraîches et parfumées » (15.5.1937), « sur le sable lavé par la mer » (25.7.1937) ou encore « sur l'Horizontale dans les Kernbergen » (29.8.1937) et vivre en symbiose avec la nature, en « participant activement aux événements qui s'y déroulent » (15.5.1937) ; « la terre et l'eau s'efforcent alors en même temps » de leur « faire comprendre le sens de l'éternité », de leur « donner les meilleurs encouragements et les meilleures idées pour le court chemin de la vie » (25.7.1937).

Ces considérations font sortir les lettres d'Heinrich Adam du cadre habituel des lettres des prisonniers de cette époque. Elles tranchent nettement par rapport à la majorité des lettres souvent stéréotypées et dénuées de toute préoccupation esthétique des autres prisonniers qui ne poursuivaient que des buts pragmatiques et se contentaient généralement de faire parvenir des nouvelles rassurantes aux personnes de leur entourage. Grâce à leurs accents poétiques et philosophiques, les lettres d'Heinrich Adam se hissent largement au-dessus du niveau des simples échanges d'informations sur la santé, le courrier reçu, les prescriptions postales, les montants postaux versés et la transmission de salutations qui caractérisent une grande partie de la production épistolaire des prisonniers de cette époque et lui permettent de :



98 « Die Einschränkung bewirkt, dass wir uns umso mehr auf das Übriggebliebene umstellen. Wir haben gelernt, äußerst haushälterisch damit umzugehen ».

- donner une forme littéraire aux différentes manifestations de sa vie affective et faire en sorte que son amie partage ses émotions ;
- assurer son amour à Elfriede et maintenir leur liaison amoureuse malgré les circonstances ;
- l'aider à surmonter sa dépression et lui montrer comme elle doit se comporter dans ces temps difficiles ;
- mettre de l'ordre dans ses sentiments et ses pensées, clarifier sa situation et celle d'Elfriede, dans le but de pouvoir à nouveau faire face à la réalité<sup>99</sup> ;
- échapper pendant le processus de création littéraire durant un certain laps de temps aux conditions du camp, utiliser la littérature comme moyen d'évasion mentale ;
- chercher dans l'écriture une compensation pour l'aviissement et l'abaissement au rang de « barbare » et en créant des images et des pensées personnelles, affirmer son droit à l'individualité et recouvrer sa dignité en tant que homme<sup>100</sup> ;
- grâce à ce regain de respect de soi, tenir tête aux oppresseurs, renforcer sa volonté de résistance face aux modes de pensées et aux formes sociales imposées par les nazis<sup>101</sup>.

Si l'on considère qu'Heinrich Adam désirait, en plus de la réalisation de ces objectifs – et peut-être même prioritairement –, transmettre d'importants messages à sa fiancée et aux membres de son réseau de résistance à Léna, on admettra sans peine que ces lettres, en raison de leur diversité, représentent vraiment quelque chose d'unique dans la production littéraire concentrationnaire.



99 Voir Michel BORWICZ: «La pensée, l'image, le sentiment, une fois formulés, deviennent plus concrets et par suite plus contrôlables. Exprimer un motif par écrit, c'était en quelque sorte décaler une bille de boulier- compteur du côté des unités déjà dénombrées», Paris, PUF, 1952, p. 344.

100 Voir Andrea REITER, «*Auf dass sie entsteigen der Dunkelheit.*» *Die literarische Bewältigung von KZ- Erfahrung.*, op.cit., p. 158, Michel BORWICZ, *Ecrits des condamnés à mort sous l'occupation nazie (1933-1945)*, op.cit., p. 228, Kurt ADAMY, *Was bleibt, ist Hoffnung.* Briefdokumente aus Konzentrationslagern, Zuchthäusern und Gefängnissen des Landes Brandenburg in der NS-Zeit (1933-1945, op. cit., p. 63, Christoph DAXELMÜLLER, «Kulturelle Formen und Aktivitäten als Teil der Überlebens- und Vernichtungsstrategien in den Konzentrationslagern», in Ulrich Herbert, *Die nationalsozialistischen Konzentrationslager. Entwicklung und Struktur*, Göttingen 1998, p. 989). Bernadette Morand écrit dans la conclusion de son livre *Les écrits des prisonniers politiques* (op. cit.) au sujet de l'activité culturelle: «Dans une vie réduite à l'essentiel, toute nourriture spirituelle prend une valeur de trésor» (p. 212) et: «La culture est source de vie, stimulation créatrice pour l'esprit. Elle est une arme défensive, mais peut aussi devenir une arme offensive contre l'anéantissement de la prison» (p. 213).

101 Voir Andrea REITER, «*Auf dass sie entsteigen der Dunkelheit.*» *Die literarische Bewältigung von KZ- Erfahrung.*, op.cit., p. 221.

## Synthese

Welke strategieën zijn er door de gevangenen in de concentratiekampen ontwikkeld om de verzetskringen op de hoogte te brengen van de ware leefomstandigheden in de kampen? Allerlei methoden werden gebruikt, om de waakzaamheid van de nazi's te omzeilen, van onzichtbare inkt tot clandestiene brieven. Dit artikel stelt het voorbeeld centraal van Heinrich Adam, een Duitse communist afkomstig van Jena in Thüringen, die gearresteerd werd omwille van zijn betrokkenheid in illegale activiteiten. Van juli 1936 tot december 1937 schreef hij als geïnterneerde van verschillende concentratiekampen, waaronder Buchenwald, talloze brieven in geheimschrift om zijn geheime boodschappen aan zijn vriendin of aan de leden van zijn verzetsgroep te Jena over te maken.



Raymund Schwan - Pierre-Michel Llorca - Christoph Stosch \*

## Au XX<sup>e</sup> siècle les stérilisations forcées et les assassinats médicalement contrôlés ont ouvert la voie à l'extermination systématique de millions de juifs et de tsiganes en Europe \*\*

Soixante ans ont passé depuis que les alliés ont libéré l'Europe de la terreur nazie. La fin de la Seconde Guerre mondiale a mis en lumière la totalité des activités criminelles commises par les médecins. Afin de préserver la *Volksgemeinschaft* (une communauté liée par les traditions, l'histoire et la race), la doctrine de la *Rassenhygiene* (hygiène raciale) ou eugénisme était défendue par des médecins médicalement qualifiés, d'universitaires et de médecins bien connus et universellement respectés (1) dont la plupart continuèrent leur carrière universitaire dans l'Allemagne d'après-guerre (2). La population était divisée entre aryens et *Untermenschen* (sous-hommes). Les sous-hommes incluaient les malades psychiatriques (jugés incurables), les handicapés physiques et les personnes mentalement attardées, les alcooliques chroniques, les juifs, les homosexuels et les tsiganes. Ils étaient considérés comme *lebensunwertes Leben* (des vies non dignes de vivre). Les médecins avaient la *Gesundheitspflicht* (obligation de soins) de préserver la *Volksgemeinschaft* et la santé de la nation. Ainsi les crimes d'hygiène raciale commencèrent par la stérilisation forcée de personnes considérées comme porteuses de déficiences mentales congénitales, schizophrénie, démence maniaco-dépressive, épilepsie héréditaire, danse de saint Guy héréditaire, cécité



\* Raymund SCHWAN, M.D., Ph.D. et Pierre-Michel LLORCA, M.D., Ph.D., sont Psychiatres au CHU de Clermont-Ferrand et à l'INSERM, CIC Clermont-Ferrand, France. Christoph STOSCH, M.D., est Conseiller au Bureau des Etudiants doyens de l'Université de Cologne, Allemagne (Referent für Lehre, Studium und Studienform der Medizinische Fakultät Universität zu Köln).

\*\* Nous remercions chaleureusement Monsieur Gérard Kahn pour sa traduction de l'anglais du présent article ainsi que Monsieur Joe Morgan pour la relecture de celle-ci. Qu'ils trouvent ici l'expression de toute notre gratitude.

héréditaire, surdité héréditaire, tares corporelles héréditaires, et finirent avec la quasi-totale extermination des juifs d'Europe (1, 3, 4). Un des premiers actes officiels de Hitler fut d'insérer la loi pour la prévention des maladies héréditaires dans la loi fédérale allemande prenant effet au 1<sup>er</sup> janvier 1934 (4, 5). L'élément crucial du développement de la *Neue Deutsche Heilkunde* (nouvelle médecine allemande) fut la mise au point d'une médecine dite préventive dans laquelle la santé était une obligation pour chacun, au moins pour autant qu'elle impliquait la capacité de travailler (6). Toutefois, pour les principaux protagonistes de l'hygiène raciale, cette loi constituait un « fardeau économique » pour la nation qui devait être couvert par d'autres mesures. L'euthanasie, définie jusqu'ici comme mort assistée volontairement, a été transformée en meurtre obligatoire médicalement contrôlé. En 1939 les enfants nouveau-nés handicapés ont été les premières victimes de l'euthanasie systématique. Les médecins et les sages-femmes devaient identifier et dénoncer la naissance d'enfants malformés au Ministère de l'intérieur, où trois experts (le professeur Hans Heinzel, pédopsychiatre, le docteur Werner Catel et le docteur Ernst Wentzler, pédiatres) décidaient si l'enfant devait mourir ou être autorisé à vivre (7, 8). Avant d'être tué à l'aide de larges doses de barbituriques, l'enfant condamné devait être le sujet (ou plutôt l'objet) d'expériences atroces dans des services spéciaux et hôpitaux pour enfants (2, 8).

En 1940 le programme « T4 » a été instauré sous l'autorité du professeur Werner Heyde (psychiatre) aboutissant à l'assassinat de 200.000 patients hospitalisés pour des raisons psychiatriques ou de handicap (9, 10).

Un point important ici est une fois de plus la décision de savoir si un patient devait être autorisé à vivre ou devait mourir. Elle était prise par trois médecins sur la base de questionnaires contenant des informations concernant la durée du séjour et le degré d'invalidité diagnostiqué (4, 5). Ces questionnaires étaient collectés sur la base d'un programme cyniquement appelé « enregistrement de planning économique » (cette part de l'histoire de l'Allemagne peut expliquer certaines des difficultés rencontrées dans la discussion concernant les économies en matière de soins de santé dans l'Allemagne d'aujourd'hui).

Il est maintenant largement reconnu que le programme d'eugénisme était un lien critique dans le processus conduisant à l'holocauste. En établissant une base légale et opérationnelle, le programme de stérilisation a servi de modèle et de test pour aboutir plus tard à une extermination systématique de millions de juifs et de tsiganes (9).

Soixante ans ont passé, la plupart des médecins nazis sont morts et aucun ne pratique encore. Une nouvelle ère a commencé depuis, appelée parfois (post-) post-moderniste, et a engendrée une nouvelle génération de médecins. Toutefois, en dépit de nombreuses explications et d'une importante littérature spécifique (1, 2, 11), les crimes commis par ces médecins de jadis (tous avaient prêté le serment d'Hippocrate) défient encore l'entendement. Bien entendu l'un des

aspects les plus connus de la société nazie est qu'elle induisait une espèce d'«aveuglement moral» au sein de sa propre population. L'absence de démocratie et les caractéristiques psychopathologiques de certains des médecins eux-mêmes sont également des faits bien connus. Mais l'Allemagne n'était pas le seul pays pratiquant la stérilisation volontaire et obligatoire. De nombreux pays démocratiques tels les USA, le Canada, la Suisse et la Suède ont pratiqué l'eugénisme depuis le début des années '20 (3, 12). Toutefois l'Allemagne nazie était le seul pays pratiquant une euthanasie systématique sur des citoyens handicapés physiques ou mentaux. De même, des patients atteints de maladies psychiatriques moururent également dans d'autres pays pendant cette période. Par exemple, près de 40.000 patients malades mentaux ont été délibérément négligés dans des hôpitaux psychiatriques en France entre 1939 et 1945, la plupart d'entre eux mourant de privations ou de manque de soins (13).

Certaines explications peuvent être données sur le fait de savoir comment cette situation consternante a conduit à deux développements contraires dans la médecine occidentale. Le premier était l'exclusion des malades chroniques et des sujets vieux et pauvres du système de soins de santé. Au XVIII<sup>e</sup> siècle un changement eut lieu, les hôpitaux n'ont plus été des instruments désignés de l'église et de l'Etat pour soigner les vieux, pauvres, sans-abri et malades mais des établissements scientifiques centrés sur les médecins ayant à dispenser des soins médicaux pointus en vue de soigner sérieusement les (jeunes) malades (14). L'hôpital général de Vienne était un exemple de ce changement. Construit en 1784 et comportant 2.000 lits, il était spécialement équipé pour fournir des soins réservés aux seuls patients guérissables. D'autres hôpitaux en Allemagne procédaient de la même façon (15, 16, 17). Les hôpitaux poursuivaient ainsi l'objectif de réduire la morbidité et la mortalité de la population. Guérir et soulager la souffrance individuelle n'étaient pas les buts recherchés (18).

Le second développement était économique (19). À la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, sous l'autorité du chancelier Bismarck, l'Allemagne mit au point le premier programme d'assurance médicale (20). Après la Première Guerre mondiale les réformistes médicaux voulurent combattre la maladie et demandèrent une assurance santé universelle ainsi qu'un large programme de prévention de la maladie. Des bureaux-conseils furent ouverts, des soins de santé pour les enfants incluant la prévention du rachitisme par l'utilisation de lumière UV, et des centres pour tuberculeux furent créés. Les premières lois répressives destinées à lutter contre les maladies sexuellement transmissibles furent adoptées. La morbidité et la mortalité concernant à la fois les enfants et les adultes diminuèrent considérablement entre 1920 et 1929. Des médecins fondèrent des associations professionnelles. Au même moment, le pouvoir des assurances grandit rapidement et les compagnies commencèrent à développer la qualité et le contrôle des coûts, et à réguler certaines charges de travail des médecins (21, 22, 23). Ainsi, l'ancienne relation exclusive entre le médecin et le patient fut rompue et une institution extérieure fut mise en place, créant une relation spéciale médecin-société (la société étant

ici les compagnies d'assurance, les avocats, les associations professionnelles, etc.) qui, par conventions, lois et régimes économiques, ont partiellement régulé les décisions médicales. En 1932 (avant que les nazis ne prirent le pouvoir), le ministre de l'intérieur du Reich promulgua une nécessité économique urgente pour une stérilisation obligatoire (24). Les médecins se familiarisèrent avec les économies de santé, la santé publique, des programmes étendus de prévention, et apprirent à en apprécier les différents aspects (25). La transformation progressive du système de santé de la République de Weimar en un système permettant aux criminels nazis l'élimination d'une charge économique a probablement pris place sous la forte pression économique du début des années '30 (plus de six millions de chômeurs en Allemagne et une baisse de 34 % du revenu des médecins en 1932) (26). L'utopie d'une santé généralisée pour toute l'humanité et le rêve d'une société sans souffrance a été transformée en une gigantesque machine à tuer. Hassenfeld a analysé ce processus en écrivant que « dans le but d'atteindre une couverture universelle et une prévention étendue de la maladie, le médecin est devenu un instrument d'exécution de mesures prises par l'État [ ... ] Il est ironique que la métaphore "la santé de la nation", qui contribuait dans la République de Weimar à prendre des mesures sanitaires et visait à augmenter les soins à haut risque de groupes tels que les bébés, les enfants des écoles, les mères, les tuberculeux, les aliénés, les handicapés et les pauvres, était utilisée par les nazis pour justifier le refus de soins à ces mêmes groupes et leur assassinat pour des motifs économiques » (21).

La justification pour les médecins de cette nouvelle manière de penser peut s'expliquer partiellement par un troisième développement de la médecine moderne : celui de l'épistémologie médicale en Europe et en Allemagne en particulier, où elle trouvait son origine bien avant la période nazie. L'épistémologie, du grec *episteme* (connaissance) et *logos* (mot/parole) est la branche de la philosophie qui traite de la nature, de l'origine et du champ de la connaissance - les implications de ce développement se trouvent dans les énoncés de Kant : *Anschaungen ohne Begriffe sind blind, Begriffe ohne Anschauungen sind leer* (des perceptions sans concepts sont aveugles, des concepts sans perceptions sont vides).

Descartes (1596-1650), en proclamant l'existence à travers la raison, introduisit de manière connue la distinction entre le « *res cogitans* » et le « *res extensa* » [âme et corps], accélérant par là la fin d'une certaine vision ontologique de la nature humaine telle que traitée dans les œuvres d'Héraclite, Socrate, Platon, Aristote et Saint Augustin (27, 28, 29).

La science moderne, comme nous le savons aujourd'hui, serait impensable sans cette distinction. Mais même à cette époque, c'était déjà ouvrir la voie à une manipulation illimitée de la nature. L'injection de plomb en fusion dans les artères d'animaux vivants était une pratique scientifique usuelle et Giovanni Battista Vico (1668-1744) déclara dans son « *verum et factum convertuntur* » (le vrai et le

fabriqué sont interchangeable) que la faisabilité est *de facto* un critère de vérité dans la pratique scientifique (30).

«*Sapere aude!*» déclara Kant. Cette exhortation grandit de sorte à devenir le mot clé des «Lumières». Etre rationnel, droit, scientifique, indépendant, libéral et tolérant devint une vertu. La stimulation donnée par les «Lumières» donne à la science un statut jamais atteint auparavant alors que l'érosion du mythe et de la religion causait un certain déracinement de l'être humain. L'appel à la raison donnait au médecin le rôle d'un expert qui informait la population sur la manière de vivre en bonne santé et de se comporter face à la maladie. Dans ces nombreuses voies la relation médecin-malade se transforma graduellement en une relation professeur-élève.

La croyance dans la dualité corps-esprit a été consacrée au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle à Berlin avec la création du *Berliner Physikalischen Gesellschaft* par Friedrich Schelling, Emil du Bois-Reymond, Ernst von Brücke, Carl Ludwig et Herman von Helmholtz. Le but des fondateurs consistait à démontrer une vérité: les forces physiques et chimiques étaient les seuls agents agissant sur l'organisme humain. Ceci rompit avec la tradition allemande de la médecine romantique et introduisit la physique organique (31, 32).

Le triomphe de l'épistémologie idéologique est exprimé dans un article de Robert Volz, publié en 1886 dans un journal médical: «la médecine est devenue état de fait et objective. L'identité du patient n'a plus d'importance; tout ce qui compte est de savoir que le médecin sait comment procéder à son examen. Le médecin est confronté à un sujet qui doit être observé, examiné, palpé, ausculté, et les relations familiales ne comptent pas - le patient est devenu un objet» (33).

Ainsi le XIX<sup>e</sup> siècle vit l'exclusion de la subjectivité (à la fois pour le médecin et le patient) au travers de l'introduction du concept d'«objet» (une vision biomédicale sélective) et l'élimination de la relation médecin-patient. Kevels résuma cette évolution en écrivant: «les progressistes et les conservateurs trouvèrent un terrain d'entente en attribuant des phénomènes tels que le crime, la misère, la prostitution et l'alcoolisme d'abord à la biologie et en pensant que celle-ci pouvait être utilisée pour éliminer ces écarts de la société moderne, industrielle» (34), et en 1986, Lifton décrivit la «vision biomédicale» nazie par laquelle le meurtre de masse était commis au nom de la guérison (11). Un exemple frappant du langage courant biomédical (très puissant car il est à première vue anodin) était l'utilisation à la place d'«êtres humains» du terme de «vies humaines» ou simplement «vies» (35). Au même moment, une compréhension simpliste, fragmentaire, de la théorie de l'évolution prévalut (36). Ceci, combiné au caractère économique de la médecine qui limitait l'autonomie du médecin, et l'introduction de la loyauté à la *Volksgemeinschaft* et à la nation dans la relation docteur-patient (et par là même un rejet de la responsabilité envers l'individu), était, à un certain degré un instrument pour débiter ou faciliter l'état d'esprit

qui, plus tard, permettra de pardonner des actes d'annihilation ou de stérilisation de centaines de milliers de personnes malades ou handicapées.

Les médecins ordinaires du début du XX<sup>e</sup> siècle (travaillant en cabinets ou à l'hôpital, soucieux d'aider leurs patients, non engagés en politique mais remplissant scrupuleusement des questionnaires envoyés par les autorités tout en connaissant les conséquences que ces questionnaires pourraient avoir pour leurs patients) semblaient incapables de discerner et de répondre à la différence entre le fait de travailler objectivement de manière scientifique ou de travailler en tant qu' instrument de la loi, ou entre la santé individuelle et la santé de la nation. Un exemple de cette difficulté se trouve dans le rapport de Andrew C. Ivy, questionné en 1947 au procès de Nuremberg comme expert en études médicales. Interrogé sur les aspects éthiques de la recherche, Ivy déclara que le serment d'Hippocrate concernait le médecin dans sa fonction comme dispensateur de soins mais pas dans sa fonction d'investigateur (37).

La pression de la société sur les médecins, observateurs et scientifiques est encore formidable de nos jours (les expériences de radioactivité contemporaines sur les humains, la recherche sur le cancer sans accord formel, et la complicité du personnel médical US torturant des détenus dans la prison irakienne d'Abu Ghraib en sont de récentes illustrations) (36, 38, 39, 40). Plus qu'avant, avec le caractère commercial de la pratique médicale et de la science, les médecins et les scientifiques doivent rendre compte de leur activité. Et une fois de plus, nous voyons que de temps en temps, la faisabilité est *de facto* le critère de la vérité scientifique et de l'exercice de la médecine (être enceinte pour des femmes de 60 ans, clonage humain etc.). De plus, les convictions que nous avons cru enterrées par l'histoire refont surface: « Nous pensons que certains nouveau-nés avec des handicaps sévères devraient être tués » (41).

Soixante ans ont passé depuis que des cours obligatoires en génétique incluant l'hygiène raciale (avec d'autres matières telles que la chirurgie de guerre, etc.) ont été retirés des programmes des écoles médicales en Allemagne mais la recherche sur le fait de savoir comment l'enseignement de la médecine peut anticiper l'érosion de la pratique médicale et scientifique est difficile.

De ce point de vue, il semble essentiel, en plus des contrôles démocratiques de ces équilibres tels que proposés par Bachrach en 2004 (1), de faire appel à la « réflexion du médecin », entraîné à estimer les avantages et les limites de l'épistémologie biomédicale et des concepts de santé publique.

Les divers dilemmes dans l'enseignement de la médecine sont bien connus depuis un certain nombre d'années et ont été débattus par ailleurs (42, 43, 44, 45). Toutefois, il est largement reconnu que grâce à leur programme les étudiants sont actuellement mieux formés dans la compréhension des maladies biologiques que dans la compréhension globales des relations, connexions et interactions biologiques, pathologiques, psychologiques et sociologiques des

patients (46). De plus l'idée d'une sorte de rapport d'indifférence dans les relations médecin-patient prévaut encore dans l'enseignement médical, séparant le médecin de sa résonance émotionnelle (47) avec le patient par rapport à sa propre activité. L'idée que la réalité de la maladie créerait la théorie de la médecine prévaut parmi les étudiants qui tendent à être aveugles sur le fait de savoir comment la théorie d'autres matières (physique, chimie, etc.) influence la réalité de la maladie (48). L'importance de son rôle, de sa responsabilité (d'un point de vue éthique), de sa réponse émotionnelle et des connexions variées du médecin avec sa propre société sont rarement pris en considération au cours des études médicales en Allemagne. L'objectif n'est pas de créer des médecins bien formés (les médecins nazis étaient certainement bien formés) mais d'entraîner les médecins à apprécier les interactions complexes entre le patient et le médecin, le médecin et la société, le médecin et l'économie, le médecin et la science et par là même être capable de prendre en considération la dimension éthique de la pratique médicale.

En Allemagne la nouvelle loi fédérale pour l'enseignement médical (49) (conformément à l'enseignement médical standard prévu par la World Federation of Medical Education) (50) tente d'éviter ces imperfections en transformant un ancien cours appelé « Histoire médicale et Éthique » en un cours incluant également la théorie de la médecine. Toutefois, il serait naïf de penser que l'enseignement médical peut combler cette lacune par une simple modification de la classification, telle que proposée par la loi allemande pour une éducation médicale (49, 50, 51, 52). Seuls quelques groupes de travail en Allemagne ont développé (et introduit) des concepts plus sophistiqués dans le passé (52, 53, 54). Il s'agit d'un débat international dont le travail se poursuit et dont les résultats n'ont pas encore été confirmés (55, 56, 57, 58). Apprendre à savoir comment accepter la tension entre les avantages et les limites de l'épistémologie biomédicale et comment traiter les rapports entre les concepts de la santé publique dans la relation médecin-patient ainsi que, par exemple, la prise de décision médicale, permet d'éviter d'être continuellement stressé pendant les études médicales et de développer une morale médicale professionnellement plus solide (59, 60, 61).

Il serait plus profitable d'intégrer ces aspects dans l'approche de Maastricht « sept pas » des études de base (62) plutôt que dans le programme conventionnel (63, 64). Plus spécifiquement, certaines études ont montré que des étudiants travaillant sur des cas concrets ou des conditions hybrides acquièrent des attitudes ou des meilleures perceptions de leur milieu environnemental que celles acquises par des étudiants suivant à l'université les programmes habituels (65, 66, 67, 68, 69). Aussi pourrait-il être utile d'effectuer un pas supplémentaire après la discussion concernant les hypothèses relatives par PbL (70) : ce nouveau pas, une sorte de « moniteur mental » appelé « Réflexion de Structures Modèles Cognitives », devrait se concentrer sur des modèles mentaux (les structures cognitives modèles) et les théories subjectives (71) qui inconsciemment affectent le comportement et les attitudes ainsi que la prise de décision du médecin.

Ainsi qu'il a été relevé par Thomas en 1997 (72) et Finucan en 1998 (73), Pbl entretient également des schémas concernant des études tout au long de la vie et des études dirigées par lui-même. Ici court le fil de la formation médicale continue (FMC) avec l'«Evidence-Based Medicine» (EBM, Médecine Basée sur les Evidences) en tant qu'instrument technique. Depuis son arrivée la signification reconnue de l'EBM a changé: des attentes plus larges et plus rationnelles ont remplacé les réclamations légèrement exaltées relevées en premier pour l'EBM (74). L'EBM joue maintenant un second rôle majeur dans l'expérience clinique de prise de décision. L'EBM met en relief l'écart décrit plus haut entre l'objectivité et ses implications pour les relations entre le médecin et le patient et, en les mettant en lumière, peut même devenir une partie de la solution. Les nouveaux éléments de programme doivent également être introduits par les écoles médicales, tel que décrit pour le *stadium generale*, qui doivent inclure des films romancés et des cours de littérature pour les étudiants en médecine (75) en vue de développer un point de vue plus critique des avantages et des limites de la théorie médicale ordinaire. En tout cas, une recherche plus poussée et des discussions interdisciplinaires larges (impliquant des historiens, des philosophes et des sociologues) est rendue nécessaire pour préparer les étudiants en médecine, les médecins et les chercheurs aux défis qui proviennent de la brèche toujours plus large entre les avancées dans la médecine moderne, entre la biotechnologie et l'épistémologie.

## Références

1. BACHRACH S., "In the name of Public Health - Nazi Racial Hygiene", *N. Engl. J. Med.*, 2004, n° 351, pp. 417-20.
2. BASTIAN T., *Fruchtbare Ärzte - Medizinische Verbrechen im Dritten Reich*, München, Germany, Beck, 1995.
3. SOFAIR A.N., KALDJIAN L.C., "Eugenic sterilization and a qualified Nazi analogy: the United States and Germany, 1930-1945", *Ann. Intern. Med.*, 2000, n° 132, pp. 312-9.
4. ERNST E., "Killing in the name of healing: the active role of the German medical profession during the Third Reich", *Am. J. Med.*, 1996, n° 100, pp. 579-81.
5. BRUNE M., "Evolutionary fallacies of Nazi psychiatry. Implications for current research", *Perspect. Biol. Med.*, 2001, n° 44, pp. 426-33.
6. SIEGEL R., "Heilkräuterkulturen im KZ - Die Plantage Dachau", in: BENZ W., DISTEL B., *Dachauer Hefte (Heft 4) Medizin im NS Staat - Täter, Opfer, Handlanger*, München, DTV, 1993, pp. 164-73.
7. BURLEIGH M., *Death and Deliverance: 'Euthanasia' in Germany 1900-1945*, Cambridge, Cambridge University Press, 1994.
8. NEUGEBAUER W., STACHER G., "Nazi child 'euthanasia' in Vienna and the scientific exploitation of its victims before and after 1945", *Dig Dis*, 1999, n° 17, pp. 279-85.
9. FINZEN A., *Massenmord ohne Schuldgefühl - Die Tötung psychisch Kranker und geistig Behinderter auf dem Dienstweg*, Bonn, Psychiatrie-Verlag, 1996.
10. BLEKER J., JACHERTZ N., *Medizin im "Dritten Reich"*, Köln, Deutscher Ärzte Verlag, 1993.

11. LIFTON R.J., *The Nazi doctors, medical killing and the psychology of genocide*, New York, Basic Books, 1986.
12. MAHLER B., "Eliminating the inferior: American and Nazi sterilization programs", *Sci. People*, 1987, n° 19, pp. 14-18.
13. LAFONT M., *L'extermination douce. La mort de 40.000 malades mentaux dans les hôpitaux psychiatriques en France sous le régime de Vichy*, Paris, Ligné Editions de l'AREFPPI, 1987.
14. ECKART W., *Geschichte der Medizin*, Berlin, Heidelberg, New York, Springer, 2001.
15. LABISCH A., SPREE R., *Einem jeden Kranken in einem Hospitale sein eigenes Bett. Zur Sozialgeschichte des Allgemeinen Krankenhauses in Deutschland im 19. Jahrhundert*, Frankfurt a. M., New York, Campus, 1996.
16. DROSS F., *Krankenhaus und lokale Politik 1770 - 1850: Das Beispiel Düsseldorf. Düsseldorfer Schriften zur neueren Landesgeschichte und zur Geschichte Nordrhein-Westfalens*, Essen, Verlag, 2004, p. 67.
17. LABISCH A., SPREE R., *Krankenhaus-Report 19. Jahrhundert. Krankenhausträger, Krankenhausfinanzierung, Krankenhauspatienten*, Frankfurt a.M., New York, Campus, 2001.
18. RASPE H.H., *Aufklärung und Information im Krankenhaus*, Göttingen, Vandenhoeck & Ruprecht, 1993.
19. REICH W.T., "The care-based ethic of Nazi medicine and the moral importance of what we care about", *Am. J. Bioeth.*, 2001, Winter, 1(1), pp. 64-74.
20. HESSINGER K.A., "The development of health care systems in Bismarck, 1872-1937", *N. D. Hist.*, 1986, n° 53, pp. 2-11.
21. HASSENFELD I.N., "Doctor-patient relations in Nazi Germany and the fate of psychiatric patients", *Psychiatr. Q.*, 2002, n° 73, pp.183-94.
22. PROCTOR R., *Racial Hygiene: Medicine Under the Nazis*, Cambridge, Harvard University Press, 1998.
23. SEIDELMAN W.E., "Medical selection: Auschwitz antecedents and effluent", *Int. J. Health Serv.*, 1991, n° 21, pp. 401-15.
24. WEINDING P., *Health, Race and German Politics between national Unification and Nazism, 1870-1945*, Cambridge Univ. Pr., 1989.
25. DÖRNER K., *Tödliches Mitleid*, Gütersloh, Verlag, 1993.
26. HELBORN H., *A history of modern Germany*, Princeton University Press, 1982.; "Medizin im Nationalsozialismus. Ein Arbeitsbuch", Tübingen, Schwabische Verlagsanstalt, 1980, p. 347.
27. RYLE G., *The concept of Mind*, The University of Chicago Press, 1949.
28. DAMIASO A.R., *Descartes' Error: Emotion, Reason and the Human Brain*, New York, Quill, 1995.
29. FOUCAULT M., *The birth of the clinique. An archeology of medical perception*, New York, Random House, 1973.
30. VICO G.B., *Prinzipien einer neuen Wissenschaft über die gemeinsame Natur der Völker*, Teilband 1 und 2, Hamburg, Meiner, 1990.
31. BERNFELD S., CASSIRER-BERNFELK S., *Bausteine der Freud-Biographik*, Frankfurt a.M., Suhrkamp, 1981.
32. TSOUYOPOULOS N., "Wir sind dem Asklepios einen Hahn schuldig. Von den philosophischen Sorgen der modernen Medizin", *Philosophische Rundschau*, 1986, n° 33, pp. 76-102.

33. TRIPPS C., *Robert Wilhelm Volz (1806-1882) - Biographie eines badischen Arztes in der Zeit des Biedermeier*, ZGORh, 1991, n° 139, p. 309.
34. KEVELS D.J., "Eugenics and human rights", *B.M.J.*, 1999, n° 319, pp. 435-8.
35. EBBINGHAUS A., DÖRNER K., *Vernichten und Heilen. Der Nürnberger Ärzteprozess und seine Folgen*, Berlin, Aufbau, 2001.
36. ACHRE, *Advisory Committee on Human Radiation Experiments. Final Report of the Advisory Committee on Human Radiation Experiments*, New York, Oxford University Press, 1996.
37. DÖRNER K., EBBINGHAUS A., LINNE K., *Der Nürnberger Ärzteprozess 1946/47. Wortprotokolle, Anklage und Verteidigungsmaterial, Quellen zum Umfeld*. München, New York, Mikrofiche-Edition, 1999.
38. MILES S.H., "Abu Ghraib: its legacy for military medicine", *Lancet*, 2004, n° 364, pp. 725-9.
39. LIFTON R.J., "Doctors and torture", *N. Engl. J. Med.*, 2004, n° 351, pp. 415-6.
40. LERNER B.H., "Sins of Omission - Cancer Research without Informed Consent", *N. Engl. J. Med.*, 2004, n° 351, pp. 628-30.
41. KUSE H., SINGER P., "Should the baby live? The Problem of Handicapped Infants", in: BASTIAN T. eds., *Fruchtbare Ärzte - Medizinische Verbrechen im Dritten Reich*, München, Beck, 1995.
42. OSLER W., "An Introductory Address on Examinations, Examiners, and Examinees", *Lancet*, 1913, p. 1047-50.
43. FLEXNER A., *Medical Education in the United States and Canada, a report to the Carnegie Foundation for the advancement of teaching*, Bulletin n° 4, Boston MA, Updyke, 1910.
44. TOSTESON D.C., "New pathways in general medical education", *N. Engl. J. Med.*, 1990, n° 322, pp. 234-8.
45. BRANCH W., PELS R.J., LAWRENCE R.S., ARKY R., "Becoming a doctor. Critical-incident reports from third-year medical students", *N. Engl. J. Med.*, 1993, n° 329, pp. 1130-2.
46. HELFER R.E., "An objective comparison of the pediatric interviewing skills of freshman and senior medical students", *Pediatrics*, 1970, n° 45, pp. 623-7.
47. HALPERN J., "Empathy: Using resonance emotion in the service of curiosity", in: SPIRO H.M., McCREA, CURNEN M.G., PESCHEL E., St JAMES D. eds, *Empathy and the Practice of Medicine: Beyond Pills and the Scalpel*, Binghamton, New York, Vail-Ballou Press, 1993.
48. UEXKÜLL T, WESIACK W., *Theorie der Human Medizin. Grundlagen des ärztlichen Handelns*, München/Wien/Baltimore, Urban & Schwarzenberg, 1991.
49. Approbationsordnung für Ärzte. BGB1 I 2002; 2405-2435.
50. WFME task force on defining international standards in basic medical education. Report of the working party, Copenhagen, 14-16 October 1999. *Med. Educ.*, 2000, n° 34, pp. 665-75.
51. WIESEMANN C., "Aufgaben und Perspektiven der Medizinethik im Medizinstudium", in KOLB S., SEITE H. eds., *Medizin und Gewissen: 50 Jahre nach dem Nürnberger Ärzteprozeß*, pp. 416-20, Frankfurt am Main, Mabuse Verlag, 1998.
52. GELHAUS P., "Ethik als Wahlfach: Blockpraktikum 'Die ethische Herausforderung' im Rahmen der 'Einführung in die Klinische Medizin'", *Med. Ausbild*, 2001, n° 18, pp. 115-16.
53. SPONHOLZ G., BAITSCH H., "Ten Years of Teaching Ethics in Medicine: What Ulmer Students said to that", *Med. Ausbild*, 2001, n° 18, pp. 109-12.
54. BAITSCH H., SPONHOLZ G., "Teaching and Learning within a Network", *Med. Ausbild*, 2001, n° 18, pp. 113-15.

55. “Goldie J. Review of ethics curricula in undergraduate medical education”, *Med. Educ.* 2000, n° 34, pp. 108-19.
56. “Baum M. Teaching the humanities to medical students”, *Clin. Med.*, 2002, n° 2, pp. 246-9.
57. FULFORD K.W., YATES A., HOPE T., “Ethics and the GMC core curriculum: a survey of resources in UK medical schools”, *J. Med. Ethics*, 1997, n° 23, pp. 82-7.
58. COLDICOTT Y., POPE C., ROBERTS C., “The ethics of intimate examinations - teaching tomorrow’s doctors”, *BMJ*, 2003, n° 326, pp. 97-101.
59. KODNER I.J., LEFRAK S.S., DRESSER R., ROTHBAUM R., “Integrating social and ethics-based aspects of medicine into physician education”, *Mo. Med.*, 2004, n° 101, pp. 500-2.
60. FRANCIS CK., “The medical ethos and social responsibility in clinical medicine”, *J. Natl. Med. Assoc.*, 2001, n° 93, pp. 157-69.
61. GARLAND M.J., “Integrating cost awareness with ethics in the undergraduate medical curriculum”, *J. Med. Educ.*, 1985, n° 60, pp. 44-52.
62. DAVIES M.H., HARDEN R.M., AMEE, “Medical Education Guide n° 15: Problem-based learning: a practical guide”, *Medical Teacher*, 1999, n° 21, pp. 130-140.
63. SWENSON S.L., ROTHSTEIN J.A., “Navigating the wards: teaching medical students to use their moral compasses”, *Acad. Med.*, 1996, n° 71, pp. 591-4.
64. COHN F., LIE D., “Mediating the gap between the white coat ceremony and the ethics and professionalism curriculum”, *Acad. Med.*, 2002, n° 77, pp. 1168.
65. KAUFMAN D.M., MANN K.V., “Comparing students’ attitudes in problem-based and conventional curricula”, *Acad. Med.*, 1996, n° 71, pp.1096-9.
66. MAISIAK R., MEREDITH R.L., BOKER J., RIDER-GORDON B., SCOTT L.K., “Change in medical students’ attitudes toward social issues after a course in behavioral science”, *Journal of Psychiatric Education*, 1980, vol. 4, n° 144, pp. 316-22.
67. MOORE G.T., BLCOK S.D., BRIGGS STYLE C., MITCHELL R., “The influence of the New Pathway curriculum on Harvard medical students”, *Acad. Med.*, 1994, n° 69, pp. 983-9.
68. STEELE D.J., MEDDER J.D., TURNER P., “A comparison of learning outcomes and attitudes in student- versus faculty-led problem-based learning: an experimental study”, *Med. Educ.*, 2000, n° 34, pp. 23-9.
69. DOLMANS D., SCHMIDT H., “The advantages of problem-based curricula”, *Postgrad. Med. J.*, 1996, n° 72, pp. 535-8.
70. SCHWAN R., “Mobilisierung studentischer ‘Denk-Rationale’ durch die Implementierung eines problemorientierten Erstsemestertutoriums: eine Einzelfalldarstellung”, in : KOEBKEJ., NEUGEBAUER A., LEFERING G. Eds, *Qualität der Lehre in der Medizin*, Ulm, Urban & Schwarzenberg, 1996, pp. 151-158.
71. GROEBEN N., “Subjective theories and the explanation of human action”, in GRÜN R., SEMIN A., GERGEN K.J., *Everyday understanding: Social and scientific implications*, London, Newbury Park, New Dehli, Sage Publications, 1990.
72. THOMAS R.E., “Problem-based learning: measurable outcomes”, *Med. Educ.*, 1997, n° 31, pp. 320-29.
73. FINUCANE P.M., JOHNSON S.M., PRIDEAUX D.J., “Problem-based learning: its rationale and efficacy”, *M.J.A.*, 1998, n° 168, pp. 445-448.
74. HAYNES R.B., “What kind of evidence is that Evidence-Based Medicine advocates want health care providers and consumers to pay attention to?”, *B.M.C. Health Serv. Res.*, 2002, n° 2 (1), p. 3.

75. LEE Y.-M., AHN D.-S., "Medical-themed film and literature course for premedical students", *Med. Educ.*, 2004, n° 26, pp. 534-39.

## Synthese

Tijdens de XX<sup>e</sup> eeuw hebben de gedwongen sterilisaties en medisch gecontroleerde moorden (gedwongen sterilisaties van personen die beschouwd werden als dragers van congenitale mentale storingen, schizofrenie, manisch-depressieve demantie, erfelijke epilepsie, erfelijke doofheid, erfelijke blindheid, erfelijke lichamelijke gebreken....) de weg vrijgemaakt naar de systematische uitroeiing van miljoenen joden en zigeuners in Europa. Het einde van de Tweede Wereldoorlog heeft toegelaten een beeld te krijgen van het geheel der misdaden begaan door de nazi-geneesheren. Zo is gebleken dat de doctrine van de rassenhygiëne of het eugenisme verdedigd werd door gediplomeerde en gerespecteerde artsen. Zijn wij vandaag echt gevrijwaard van dergelijke praktijken? De auteurs stellen dat financiële druk of motieven gelieerd aan het onderzoek nog steeds actueel kunnen zijn wat de medische praktijk en het eugenisme betreft. Zo is de notie van de uitvoerbaarheid *de facto* het criterium van de wetenschappelijke waarheid en de uitoefening van de geneeskunde (zwanger zijn op 60 jaar, menselijk klonen,...). Anderzijds maken bepaalde overtuigingen elders opgang (moeten zwaar gehandicapte pas geboren niet gedood worden?). Hoe kan het medisch onderricht anticiperen op de uitholling van de medische en wetenschappelijke praktijk? Bestaat er een democratische controle? Welke rol speelt het "oordeel van de betrokken arts" bij het beoordelen van de voordelen en de limieten van de biomedische epistemologie en de concepten van de openbare gezondheid? Het zijn slechts enkele van de dilemma's, die vandaag aan de orde zijn in het onderricht van de geneeskunde.

Wim Smit\*

## De lamme benen van het recht

### Over macht en onmacht van het internationale recht in noodsituaties

#### 1. Inleiding

Spreken over mensenrechten, is teruggrijpen naar een oude traditie. Een traditie die verder gaat dan het eind van de jaren '40 van de vorige eeuw. De korte schets waarmee ik mijn uiteenzetting wil beginnen, wil dan ook een verwijzing zijn naar het belang van de 'overlevering' en de 'groei' doorheen vele eeuwen. Dat belang is een belangrijk element uit de ruggengraat van een latere analyse over hoe het met die rechten staat en waarom het belangrijk is ze te respecteren. In het tweede deel, wil ik me focussen op het drama van de strijd tegen het terrorisme voor de globale naleving van de mensenrechten en de rol die Israël hier in speelt. Daar moet duidelijk worden hoe het internationale discours van de strijd tegen het terrorisme ook de strijd van Israël tegen het Palestijnse terrorisme beïnvloedt.

#### 2. Waar historische gruwel en weerzin elkaar raken...

Spreken over recht, en in het bijzonder over internationaal recht, voert ons terug op een lange traditie, want al mag dat laatste dan in de twintigste eeuw min of meer vaste vorm hebben gekregen, toch liggen de wortels ervan veel dieper in de tijd. Doorheen vele eeuwen werd bewust en onbewust, doorheen vernieuwende



\* Wim Smit is moraaltheoloog en sinds 2001 werkzaam als aalmoezenier aan de Koninklijke Militaire School te Brussel. In die hoedanigheid is hij ook een lid van het *Centrum voor Theologie en Militaire Ethiek*, verbonden aan de Katholieke Aalmoezeniersdienst bij Defensie. Hij is tevens uitgever van het boek *Just War and Terrorism. The End of the Just War Concept?*, Leuven, Peeters, 2005, 244 p. Momenteel bereidt hij een doctoraat voor met als werktitel: *Het einde van de verworven vrijheden? Een moraaltheologisch discours over de spanning tussen de strijd tegen het terrorisme en de bescherming van de burger- en mensenrechten.*

wetgeving en gedachtenexperimenten die uiteindelijk de realiteit hebben kunnen beïnvloeden, gewerkt aan het burgerrecht, het oorlogsrecht en ook aan de mensenrechten. Een scharnierperiode in die ontwikkeling is de Verlichting van de zeventiende en achttiende eeuw geweest, met haar religieuze, wetenschappelijke en politieke revoluties. De ideeën van de Verlichting over recht en maatschappelijke orde waren gebaseerd op de natuurwetdoctrine die stamde uit de Griekse filosofie (met Plato, Aristoteles en de Stoïcijnen), de joods-christelijke geschriften en de daaruit volgende inzichten (Thomas van Aquino) en het Romeinse morele en rechtsdenken (Cicero). Dat natuurwetsdenken werd aan het begin van de zeventiende eeuw gesecculariseerd, mede onder invloed van de Nederlandse filosoof en diplomaat Hugo Grotius, die de natuurwet zag als onafhankelijk van God. Het was toen dat het idee van de rede zijn opgang maakte en zijn fundamenteel belang kreeg in de inzichten van de moderne filosofen die de eerdere inzichten van natuurwetsdenkers ontwikkelden tot het concept van de natuurrechten. Dit betekende dat van dan af elke mens rechten had die inherent waren aan zijn menselijke natuur; de mens beschikt over fundamentele rechten, gewoonweg omdat hij een mens is. Deze rechten zijn bijgevolg onvervreemdbaar. Het is hier dat de ideeën van gelijkheid en vrijheid werden opgepikt en de basis vormden voor de Engelse *Bill of Rights* (1689), de Amerikaanse *Declaration of Independence* (1776) en de Franse *Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen* (1789)<sup>1</sup>.

Onder invloed van de drama's van de twintigste eeuw ontwikkelde het zich verder en in het bijzonder de ervaring van de holocaust leidde het tot een indrukwekkende catharsis die z'n weerslag heeft gehad op het rechtensysteem. "De Verklaring mag nog steeds een kind van de Verlichting zijn", zo drukt de Canadese mensenrechtenfilosoof Michael Ignatieff het uit, "maar het is geschreven toen het geloof in de Verlichting geconfronteerd werd met z'n diepste vertrouwenscrisis. In deze zin zijn mensenrechten niet zozeer de verklaring van de superioriteit van de Europese beschaving als wel een waarschuwing door de Europeanen dat de rest van de wereld niet hun fouten moeten reproduceren"<sup>2</sup>. Precies daar waar historische gruwel en weerzin elkaar in het Westen bij uitstek raken, zet het internationaal recht stevig door. Niet alsof er voorheen geen proces is geweest, maar wel met een krachtig doorgezette inspanning. Het "*Nie wieder*", het "nooit opnieuw mag het zover komen", overheerst zozeer, dat het leidt tot een golf van internationale afspraken, conventies en rechtsregels. De voorafspiegeling van deze evolutie wordt door velen gezien in de speech van de Amerikaanse President Roosevelt voor het Congres op 6 januari 1941, waarin hij "*zijn blauwdruk voor een nieuwe wereldorde bouwde op vier essentiële vrijheden: vrijheid van spreken en religie, vrijheid van vrees en gebrek*"<sup>3</sup>.



1 P. HAYDEN, *The Philosophy of Human Rights*, St. Paul, Paragon Press, 2001, pp. 3-5.

2 M. IGNATIEFF, "Human Rights as Idolatry", in: A. Gutmann (ed.), *Human Rights as Politics and Idolatry*, Princeton, Princeton University Press, 2001, p. 65.

3 T. EVANS, *The Politics of Human Rights. A Global Perspective*, Londen, Pluto Press, 2005, p. 19.

Uiteindelijk leidde het “*Nooit meer*” in 1948, in de schoot van de Verenigde Naties, tot een juridische revolutie waardoor niet enkel internationaal erkende staten, maar ook individuen die bedreigd worden door staten of door onderdrukking, rechten kregen in de *Universele Verklaring van de Rechten van de Mens*. Eveneens in 1948 werden de religieuze, raciale en etnische groepen die bedreigd worden door vervolging of uitroeiing beschermd door de *Convention on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide* (of kortweg de *Genocide Convention*). Daarmee was het nog lang niet afgelopen, want de *Conventie van Genève* een jaar later bekleemtoonde de immuniteit van de non-combattanten; in 1951 werden de rechten van vluchtelingen in een conventie gegoten, en nog eens twee jaar later werd de *Europese Conventie voor Mensenrechten* ondertekend. Dit alles uiteraard naast eenzelfde golf van jurisprudentie voor burgerrechten op het niveau van de staten<sup>4</sup>.

Sindsdien is de mensenrechtentaal een bron van macht en autoriteit geworden. Wat echter niet betekent dat de mensenrechtendoctrine gespaard blijft van intellectuele aanvallen die vragen hebben opgeworpen over de huidige autoriteit van de mensenrechten, en de claims van universaliteit die soms ook worden geïnterpreteerd als “*een listige oefening in Westers moreel imperialisme*”<sup>5</sup>.

### 3. In de oorlog zwijgen de wetten?

Het mag duidelijk zijn dat de sterke opgang van de (mensen)rechten sinds de zeventiende eeuw geen eenzijdig succesverhaal is. Het is een conventionele wijsheid dat oorlog slecht is voor burgerrechten en burgerlijke vrijheden. In naam van de nationale veiligheid worden individuele vrijheden afgezwakt<sup>6</sup>. Dat is niets nieuws. In de eerste eeuw v.C. reeds trok de Romeinse staatsman en filosoof Marcus Tullius Cicero de idee dat de (grond)wet zelfs in tijden van noodsituaties geldig en toepasbaar blijft, in twijfel. Cicero zette zijn visie uiteen in zijn *Oratio pro Milone*<sup>7</sup>, een onuitgesproken toespraak die hij in 52 v.C. ter verdediging van Milo op papier zette nadat die zijn politieke tegenstander Clodius had vermoord. Hij schreef: “*Silent enim leges inter arma*”, hetgeen betekent: “in de oorlog zijn de wetten stil”<sup>8</sup>. Anders en naar de hedendaagse situatie vertaald: indien zich



4 T.W. LAQUEUR, “The Moral Imagination and Human Rights”, in: A. Gutmann (ed.), *Human Rights as Politics and Idolatry*, Princeton, Princeton University Press, 2001, pp. 128-129. (Andere wettelijk bindende verdragen die hier zijn uit voortgevloeid zijn de *International Covenant on Civil and Political Rights* (ICCPR), de *International Covenant on Economic, Social and Cultural Rights* (ICESCR), de *Convention Against Torture and Other Cruel, Inhuman or Degrading Treatments or Punishments* (*Torture Convention*) en de *Convention on the Elimination of All Forms of Discrimination Against Women* (CEDAW).)

5 M. IGNATIEFF, *op. cit.*, p. 58.

6 M.A. GRABER, “Voting Rights and Other “Anomalies”: Protecting and Expanding Civil Liberties in Wartime”, in: T.E. Baker & J.F. Stack, Jr. (eds.), *At War with Civil Rights and Civil Liberties*, Lanham, Rowan & Littlefield Publishers, 2006, p. 153.

7 Voor de volledige Latijnse tekst van dit *Oratio*, zie: <http://www.thelatinlibrary.com/cicero/milo.shtml>. Voor het citaat, zie paragraaf IV, 11.

8 Ook Niccolò Machiavelli en Thomas Hobbes waren pleitbezorgers van deze zienswijze

een noodsituatie opdringt waarbij de veiligheid van de staat en de burgers in gevaar is, zijn alle middelen toegestaan om opnieuw de veiligheid te verzekeren. De wet speelt dan een ondergeschikte rol.

Een opmerkelijke visie die niet toevallig doorheen de geschiedenis zowel gretig werd aangehaald als stevig bekritiseerd. Wij zullen hier niet het proces van Cicero's uitspraak maken – tenzij indirect – maar deze boutade is zonder meer stevig geworteld in een historische realiteit die tot op vandaag onmiskenbaar geldigheidswaarde heeft. Oorlog is niet “slecht” voor de rechten en vrijheden, het is, minstens op korte termijn, gewoon “nefast”. De verworven rechten worden opgeofferd en de (ook in tijden van conflict) geldende rechtsregels en conventies worden met de voeten getreden. Dat mag dan al een vreselijke constatering zijn, maar het is nooit anders geweest. Ook de internationale wetgeving die nu nochtans in de laatste decennia alleen maar aan invloed wint, schijnt daar weinig aan te kunnen veranderen.

Een korte blik op de geschiedenis van grootmacht Amerika kan wat dat betreft veel verduidelijken, want zelfs in vreedstijd zijn de Amerikanen vaak geconfronteerd geweest met het aftasten van de grenzen van de burgervrijheden en die van de veiligheidsstaat, en de vraag in hoeverre beide elkaar beïnvloeden. Het conflict tussen vrijheden en veiligheid is steeds het scherpst geweest in tijden van noodsituaties. Al in 1798 ondertekende de eerste President van de Verenigde Staten, John Adams, de *Alien Act*<sup>9</sup> die hem in staat stelde om vreemdelingen gevangen te nemen of te deporteren die ervan verdacht werden een bedreiging te vormen voor het bestuur van het land. Nauwelijks een week later, op 14 juli 1798, keurde hij de *Sedition Act*<sup>10</sup> goed, een wet die een nog grotere bedreiging vormde voor de burgerrechten omdat het de vrijheid van meningsuiting en de persvrijheid – beide beschermd door het Eerste Amendement – ondermijnde.

Tijdens de Burgeroorlog schortte Abraham Lincoln dan weer de wet op de *habeas corpus* op. Deze wet was nochtans fundamenteel want moest verzekeren dat iemand slechts mocht gevangen genomen worden op gerechtelijk bevel, en dat hij binnen een zekere termijn diende in kennis gesteld te worden van de aanklacht. Door de opschorting van het *habeas corpus* werd de kwetsbaarheid van de burgers enkel maar verhoogd. En onder het bewind van Woodrow Wilson en Theodore Roosevelt, respectievelijk gedurende de Eerste en de Tweede Wereldoorlog, waren het vooral de immigranten die het moesten ontgelden. Tijdens WOI werd het onderwijs van Duits in publieke scholen verboden, Duitse boeken verdwenen van de boekenplanken, Duitse werknemers aan universiteiten werden ontslagen, en Duitse musici werden uit hun orkesten gezet. In Illinois werd in 1918 zelfs een man vrijgesproken die een Duitser gelyocht had. De jury besloot dat de moord



9 Voor de tekst van deze Act, zie: <http://www.yale.edu/lawweb/avalon/statutes/alien.htm>

10 Voor de tekst van deze Act, zie: <http://www.yale.edu/lawweb/avalon/statutes/sedact.htm>

een daad van patriotisme was geweest en sprak de man vrij<sup>11</sup>. Bovendien liet president Wilson onder zijn bewind honderden politieke dissidenten gevangen-zetten of zelfs deporteren.

Tijdens WO II werd na de aanval op Pearl Harbor dan weer beslist om alle mensen met Japanse voorouders – die er van verdacht werden een soort van “vijfde kolonne”<sup>12</sup> te kunnen zijn – te verwijderen van de Westkust. En om de militaire installaties te beschermen tegen mogelijke sabotage en spionage werden Japanse Amerikanen geïnterneerd in concentratiekampen. Zij werden er onder andere van verdacht aan de vijand plaatsen aan te wijzen die dienden gebombardeerd te worden, amateur radiosignalen uit te zenden om de schepen te gidsen en wegen te blokkeren om zo reddingswagens te verhinderen hun werk te doen<sup>13</sup>. Het was één van de meest verregaande geweldplegingen tegen burgerrechten in de Amerikaanse geschiedenis, en één van de grootste fiasco’s onder het bewind van Roosevelt, die nochtans pogingen had gedaan om de burgerlijke vrijheden en rechten van de minderheden te beschermen<sup>14</sup>.

Tijdens de Vietnamoorlog in de jaren 1960 was de interesse voor burgerrechten echter zo groot geworden dat er nauwelijks sprake was van de gebruikelijke inbreuken in oorlogstijd. Het oorlogsrecht werd veelvuldig geschonden, maar de rechten van de burgers werden niet aangetast. Het kan misschien lijken alsof daarmee een keerpunt gelegd is en er sinds de jaren zestig sprake is van “een consistent, lineair, progressief verhaal”, maar dat wordt onder andere door de Amerikaanse historicus Alan Brinkley terecht ontkend. De les die de twintigste eeuw ons geleerd heeft, zo stelt hij, “*is dat de definitie van de maatschappij voor burgerlijke vrijheden onvast is en constant verandert; dat nieuwe situaties nieuwe bedreigingen creëren, waarvoor voorgaande ervaringen vaak slechts een povere voorbereiding betekenen; en dat de publieke steun voor het beschermen van fundamentele vrijheden hoogst onzeker is en vlug kan vervliegen*”<sup>15</sup>.

Dat blijkt nog het duidelijkst uit het feit dat volop in de Koude Oorlog de strijd met het communisme op het scherp van de snee werd gevoerd. De misbruiken en inbreuken op rechten waren legio en hielden aan tot de val van de Muur. Het bekendst is het zogenaamde *McCarthyism*, genoemd naar de Republikeinse



- 11 A. BRINKLEY, “A Familiar Story: Lessons from Past Assaults on Freedoms”, in: R.C. Leone & G. Anrig, Jr. (eds.), *The War on Our Freedoms. Civil Liberties in an Age of Terrorism*, New York, Public Affairs, 2003, pp. 24-25.
- 12 Deze term wordt gebruikt om aan te geven dat er in een land (vermoedelijk) bepaalde krachten aanwezig zijn die voor de vijand werken.
- 13 F.H. WU, “Profiling in the Wake of September 11. The Precedent of the Japanese American Internment”, in: M.K.B. Darmer, R.M. Baird & S.E. Rosenbaum (eds.), *Civil Liberties vs. National Security in a Post-9/11 World*, New York, Prometheus Books, 2004, p. 149.
- 14 P. IRONS, “Politics and Principle: An Assessment of the Roosevelt Record on Civil Rights and Civil Liberties”, in: T.E. Baker & J.F. Stack, Jr. (eds.), *At War with Civil Rights and Civil Liberties*, Lanham, Rowan & Littlefield Publishers, 2006, p. 69; pp. 65-66; p. 62.
- 15 A. BRINKLEY, *op. cit.*, p. 43-44.

senator Joseph McCarthy die meende in de VS een infiltratie te zien van communisten die uiteindelijk het land zouden ten val brengen. Deze overtuiging, ondersteund door zijn populariteit van dat moment, ontketende een heksenjacht tegen Amerikaanse communisten. De hysterie die rond het communisme leefde, deed de regering beslissen de vrijheid van meningsuiting en het recht op vergadering beperkingen op te leggen; plannen werden ontwikkeld om in noodsituaties zogenaamde “subversieven” gevangen te zetten; publieke en private zwarte lijsten van hen die ‘ontmaskerd’ waren, werden aangelegd; en leiders en leden van de Communistische Partij in de Verenigde Staten werden vervolgd<sup>16</sup>.

Deze geschiedenis mag dan al beknopt zijn weergegeven en enkel één – zij het dan grote – natie onder de loep nemen, ze toont wel aan dat echte en vermeende noodsituaties niet zelden leiden tot inbreuken op verworven rechten. Amerika is daarin heus geen uitzondering. Hoezeer we er ons ook tegen kunnen verzetten omwille van juridische en morele redenen, toch lijkt het er sterk op dat Cicero’s uitspraak, dat de wetten zwijgen als de wapens spreken, in de realiteit een door de politieke leiders vaak gehuldigd adagio is.

## 4. Wanneer de wereld toekijkt: de invloed en limieten van het mensenrechtendiscours

### 4.1. Het dilemma van de rechten in noodsituaties

Maar als het recht op losse schroeven komt te staan in noodsituaties, hoe zit het dan met de mensenrechten? Hebben zij een invloed gehad op de conflicten van de twintigste eeuw; hebben zij dan de spanning tussen recht en oorlog niet opgelost? En wat blijkt überhaupt hun geldingskracht te zijn in tijden van conflict?

De mensenrechtentaal zelf is nochtans ondubbelzinnig: ‘er is geen excuus voor het onmenselijk gebruik van mensen’ en nationale veiligheid of andere noodsituaties zijn geen geldige rechtvaardiging voor de afschaffing van het rechtssysteem. Rechtsbeschermingen kunnen – in een uiterst geval – opgeschort worden, maar die opschortingen moeten dan weer gerechtvaardigd worden door wetgevende machten en rechtbanken én tijdelijk zijn<sup>17</sup>. “Een democratische grondwet”, schrijft opnieuw Michael Ignatieff, “staat in geval van nood tot op zekere hoogte opschorting van rechten toe. De rechten hebben dus niet altijd het primaat. Maar noodzaak heeft dat evenmin. Zelfs in tijden van reëel gevaar moeten politieke autoriteiten



16 G.R. STONE, *Civil Liberties in Wartime. The American Perspective*, 2003, p. 9. Zie: <http://www.associazionedeicostituzionalisti.it/materiali/convegna/aic200310/stone.html>.

17 M. IGNATIEFF, “Human Rights as Politics”, in: A. Gutmann (ed.), *Human Rights as Politics and Idolatry*, Princeton, Princeton University Press, 2001, p. 16.

*bewijzen dat beknutting van rechten gerechtvaardigd is.*<sup>18</sup> Noodsituaties geven dus geen *carte blanche* aan politici om te ontsnappen aan de democratische controlemechanismen. Snel kunnen handelen in deze situaties is zonder meer vereist, dus kan bijvoorbeeld voor sommige gevallen het parlementaire overleg te traag gaan. Het uitschakelen is echter een verdere en niet te aanvaarden stap, want het is precies dit overleg dat niet alleen de belangen van de meerderheid dient, maar ook de rechten en vrijheden van individuen respecteert.

Meteen doen deze voorwaarden de vraag rijzen hoe dit noodzakelijke evenwicht gegarandeerd moet worden in tijden waarin er zonder verwijl dient gehandeld te worden. De huidige strijd tegen het terrorisme bijvoorbeeld, laat een dergelijk proces van *checks and balances* op korte termijn niet toe. Het antwoord op deze vraag klinkt vaag: zodra de maatregelen zijn genomen, en de eerste turbulenties die de noodsituaties met zich hebben meegebracht, zijn verdwenen, moet hun validiteit getoetst worden via de democratische instellingen. Dat laat voor de regering nog een relatief grote vrijheid om het 'juiste moment' voor deze toets in te schatten.

Een tweede, niet minder moeilijk en vaag te beantwoorden vraag, luidt wat de precieze betekenis is van de term 'tijdelijk', in het bijzonder in de strijd tegen het terrorisme, waarvoor de verwachting is dat deze nog minstens tientallen jaren zal aanslepen, en waarvan het nu al duidelijk is dat het terrorisme op zich nooit compleet uitgeroeid zal zijn. Deze terechte vraag kan misschien nog het best beantwoord worden via indirecte weg, door te verwijzen naar de discussie over de efficiëntie van de huidige veiligheidsmaatregelen, hun werkelijk bijdrage aan een veiligere samenleving, en de mogelijk verdere aanscherping van het inlichtingensysteem. Het zou ons te ver voeren om er hier gedetailleerder op in te gaan, maar het volstaat te stellen dat deze thematiek centraal staat in de kritische debatten die in Amerika, sinds de goedkeuring van de *Patriot Act* in oktober 2001, onverminderd zijn gevoerd. Het is immers duidelijk dat heel wat toen genomen, en nu nog steeds geldende maatregelen qua doeltreffendheid ten zeerste in vraag kunnen gesteld worden. Dit erkennen zou het einde betekenen van de opschorting van heel wat van de vandaag de dag opgeheven rechten.

In de huidige strijd tegen het terrorisme worden heel wat privacyrechten in vraag gesteld, en zelfs opgeofferd, omdat men er vanuit gaat dat ze in een soort van balans staan met elkaar. De schijnbare politieke noodzaak om in noodsituaties veiligheid en rechten af te wegen, komt voort uit een foutief traditioneel beeld dat al gangbaar was in de tijd van Hobbes en Machiavelli<sup>19</sup>. Het is een op het



18 M. IGNATIEFF, *Het minste kwaad. Politiek en moraal in het tijdperk van het terrorisme*, Amsterdam, Cossee, 2004, p. 16. [Uit het Engels vertaald door Bookmakers. Oorspronkelijke titel: *The Lesser Evil. Political Ethics in an Age of Terror.*]

19 L.K. DONOHUE, "Security and Freedom on the Fulcrum", in: *Terrorism and Political Violence*, 2005, jrg. 17 (1-2), p. 69.

eerste zicht verleidelijk beeld, maar wie het verder analyseert, komt erachter dat het misleidend is. Het veronderstelt een conflict tussen beide: de veiligheid verhogen betekent het verminderen of opschorten van rechten en vrijheden, en omgekeerd. Maar dat is – zacht uitgedrukt – geen noodzakelijkheid. Zo heeft een onderzoek naar de in de VS gehanteerde “*racial profiling*” – dit is het opsporen van mogelijke terroristen (b.v. op luchthavens of aan grensovergangen) aan de hand van profielschetsen – aangetoond dat deze praktijk de resultaten van de veiligheidsdiensten niet verbetert, maar juist minder effectief maakt<sup>20</sup>. Er zijn ook andere redenen om de metafoor te verwerpen. Ten eerste zijn het niet zozeer de vrijheden en veiligheid die in de realiteit afgewogen worden, maar de vrijheid van anderen voor de veiligheid van iedereen. Ten tweede verduistert het de vraag naar de veiligheidsdoelen op lange en korte termijn. Veiligheidsmaatregelen die effectief kunnen blijken op korte termijn, zijn dat niet noodzakelijk ook op lange termijn. En ten slotte lijkt de metafoor ook te includeren dat de maatschappij nadien weer gewoon terugkeert naar haar ‘normale’ situatie, naar een balans in evenwicht, hetgeen in de realiteit zelden het geval blijkt te zijn<sup>21</sup>. Het hoeft dan ook niet te verbazen dat sommigen het inruilen van vrijheid voor veiligheid een ‘wetenschappelijke hersenschim’ noemen<sup>22</sup>. Het beeld van de balans is niet alleen vals, het helpt ook niet vooruit in het zoeken naar een open en realistische veiligheidspolitiek.

#### 4.2. Het belang en de betekenis van de mensenrechten

Het feit dat ook de mensenrechten niet absoluut zijn, noch het feit dat slechts in noodzakelijke gevallen – daar waar mensenlevens op het spel staan – en, omwille van de politieke en militaire realiteit, slechts in bepaalde gevallen (anders dan met diplomatie) afdwingend kan worden opgetreden, maakt van de mensenrechten geen onbelangrijke speler op wereldvlak. De mensenrechten zijn de hoofdstroom geworden in het politieke kader van staten en van de Verenigde Naties zelf. “*De retoriek over de buitenlandse politiek van de meeste Westerse liberale staten herhaalt nu het mantra dat nationale belangen uitgebalanceerd moeten zijn door oprecht respect voor waarden, waaronder de belangrijkste de mensenrechten zijn.*”<sup>23</sup> Maar de mensenrechten zijn niet zomaar verworden tot het mantra van staten, ze zijn immers noodzakelijk om mensen te beschermen tegen geweld en misbruik. Dat is hun onderliggende betekenis, die is gegroeid



20 D.A. HARRIS, “Racial Profiling Revisited. “Just Common Sense” in the Fight against Terror?”, in: M.K.B. Darmer, R.M. Baird & S.E. Rosenbaum (eds.), *Civil Liberties vs. National Security in a Post-9/11 World*, New York, Prometheus Books, 2004, p. 166.

21 J. LOBEL, *op. cit.*, p. 27-28.

22 P.A. THOMAS, “Emergency and Anti-Terrorist Powers 9/11: USA and UK”, in: *Fordham International Law Journal*, 2003, 26, p. 1208.

23 M. IGNATIEFF, *Human Rights as Politics*, p. 22.

uit historische ervaringen van de eigen autonomie die werd verdrukt door religie, staat, groep en familie<sup>24</sup>.

Het recht, in het bijzonder de mensenrechten, mag dan al niet absoluut zijn, zonder meer pragmatisch, zoals Posner het noemt<sup>25</sup>, is het in ieder geval ook niet. Dat wordt duidelijk wanneer we de oorsprong van de mensenrechten nagaan. Die zijn immers niet zozeer ontstaan vanuit hoopvolle verwachtingen, wel vanuit getuigenissen van angst. Vanuit onze kennis van de menselijke geschiedenis en wat er kan gebeuren wanneer mensen niet onder de bescherming van rechten staan. Dat betekent in het minste geval dat grondig moet worden nagedacht over de wijze waarop we met die rechten omspringen. Dat we de nodige voorzichtigheid aan de dag leggen alvorens we onze rechten – zelfs als dit tijdelijk is – opschorten. Dat heeft niets met rechtenabsolutisme te maken – hetgeen de rechtenorganisaties vaak wordt aangewreven – waarbij hardnekkig aan de rechten wordt vastgehouden omdat ze worden gezien als minimumvoorwaarden waaraan voldaan dient te worden. Deze visie ontwikkelt zich vanuit de wetenschap dat rechten onderling kunnen conflicteren en er dus in bepaalde situaties – in het bijzonder in noodsituaties – dient gezocht te worden naar het minste kwaad.

Dat is echter nog iets heel anders dan het gradueel verzwakken van de privacyrechten, zoals dit bijvoorbeeld in Amerika al tientallen jaren gebeurt, en dat zijn triest dieptepunt blijkt te hebben gevonden in de nasleep van de aanslagen van 11 september 2001<sup>26</sup>. Die aanslagen hebben ertoe geleid dat vrijheid en autonomie geleidelijk vervangen worden door gehoorzaamheid en vertrouwen in de autoriteit.<sup>27</sup> De jurist Jeremy Waldron vreest allicht niet onterecht dat meer macht inlichtingendiensten en wetsuitvoerende instanties niet zozeer effectiever maakt, dan wel dat ze nieuwe mogelijkheden schept om kwetsbare politieke opposenten te onderdrukken<sup>28</sup>.

In zijn artikel *Security and Liberty*<sup>29</sup> schept columnist en tweevoudig *Pulitzer Prize* winnaar Anthony Lewis nog enige hoop uit het verleden, want zelfs in alle voor



24 *Ibidem*, p. 83.

25 R.A. POSNER, "The Truth about Our Liberties", in: A. Etzioni & J.H. Marsh (eds.), *Rights vs. Public Safety after 9/11? America in the Age of Terrorism*, Lanham, Rowman & Littlefield Publishers, 2003, pp. 26-27.

26 J. STANLEY & B. STEINHARDT, "Bigger Monster, Weaker Chains. The Growth of an American Surveillance Society", in: M.K.B. Darmer, R.M. Baird & S.E. Rosenbaum (eds.), *Civil Liberties vs. National Security in a Post-9/11 World*, New York, Prometheus Books, 2004, pp. 53-55.

27 C. PARENTI, "Fear as Institution. 9/11 and Surveillance Triumphant", in: M.K.B. Darmer, R.M. Baird & S.E. Rosenbaum (eds.), *Civil Liberties vs. National Security in a Post-9/11 World*, New York, Prometheus Books, 2004, p. 124.

28 J. WALDRON, "Security and Liberty. The Image of Balance", in: *Journal of Political Philosophy*, 2003, 11 (3), p. 209.

29 A. LEWIS, "Security and Liberty: Preserving the Values of Freedom", in: R.C. Leone & G. Anrig, Jr. (eds.), *The War on Our Freedoms. Civil Liberties in an Age of Terrorism*, New York, Public Affairs, 2003, pp. 72-73

burgerrechten donkere periodes die Amerika gekend heeft, zo stelt hij, was het land toch opmerkelijk vrij. Het blijft echter een open vraag of de verbondenheid van Amerika met de vrijheid even veerkrachtig zal blijken te zijn in een einde-loze strijd met het terrorisme. Hoewel David Cole dan weer stelt dat er uit het verleden maar weinig meer werd geleerd dan hoe de herhaling kan worden ge-maskeerd<sup>30</sup>, kunnen waardevolle lessen worden getrokken uit het verleden. Elke keer dat vrijheden werden opgeschort, heeft men daar achteraf spijt van gehad. Dat is een reden om ook vandaag de nodige voorzichtigheid in te bouwen bij het beperken of opschorten van vrijheden. Een terugblik op de geschiedenis lijkt het debat over veiligheid en rechten in noodsituaties niet te beslechten. Zowel voor- als tegenstanders van de beknotting van vrijheden in bepaalde situaties halen voorbeelden uit deze geschiedenis aan om aan te tonen dat ze het gelijk aan hun kant hebben. De verdedigers van de rechten halen aan dat een terugblik op het verleden op zijn minst moet leiden tot een zeer overdachte en voorzichtige omgang met de verworven rechten, ook in noodsituaties. Terwijl zij die opkomen voor het primaire belang van de veiligheid zullen argumenteren dat de democratie niet is kapot gegaan aan dergelijke ingrijpende maatregelen, maar haar inte-gendeel mee in stand heeft gehouden. Dat mag een weinig voldoening gevende conclusie zijn, maar hoe dan ook liggen de lessen van het verleden voor aan de politieke leiders en leiden ze naar een attitude van voorzichtigheid en omzichtigheid. Een attitude van zorg voor de maatschappij, geïnspireerd door het streven naar enerzijds een effectieve aanpak in noodsituaties, en anderzijds een respect voor de tradities en verworvenheden, zonder daar noodzakelijkerwijs blind aan te moeten vasthouden.

## 5. Het discours van de terroristische dreiging, nieuwe inbreuken op de burger- en mensenrechten en de zaak Israël-Palestina

Hieronder willen we beknopt weergeven hoe in Amerika de terroristische dreiging van de jaren 1990 en het trauma van de aanslagen in 2001 de aanzet hebben gegeven tot de inperking van de verworven rechten en vrijheden. Zoals we later zullen opperen, ligt hier immers de basis van een mondiale paradigmawissel waarbij rechten, op nationaal en internationaal vlak, ondergeschikt worden geacht aan de strijd tegen het terrorisme. In een laatste paragraaf willen we verduidelijken hoe dit zijn invloed heeft op de strijd van Israël tegen het terrorisme, en in het bijzonder op de recente strijd van Israël tegen de Hezbollah op het grondgebied van Libanon.



30 D. COLE, "The Course of Least Resistance: Repeating History in the War on Terrorism", in: C. Brown (ed.), *Lost Liberties. Ashcroft and the Assault on Personal Freedom*, New York, The New York Press, 2003, p. 32.

## 5.1. De terroristische dreiging in Amerika en de laatste golf van mensenrechten-beperkingen

De laatste golf van bedreigingen voor de burgerrechten in Amerika, kwam er aan het eind van de 20<sup>ste</sup> eeuw en zette door aan het begin van de nieuwe eeuw. De reden hiervoor was tweeledig: aan de ene kant kwam er heel wat kritiek van de rechterzijde, waar men vond dat de rechten zich te ver hadden uitgebreid; aan de andere kant werd met de aanslagen van 11 september 2001 de kans schoon gezien om de burgerrechten in te dijken. Het bewind van Bill Clinton had deze trend reeds ingezet na de aanslag op Oklahoma City in april 1995<sup>31</sup>, en de lijn werd door de regering van George W. Bush doorgezet na de terroristische aanslagen van 2001 met de goedkeuring van de *USA Patriot Act*<sup>32</sup>, nog in oktober van dat jaar.

Deze *Act* werd door mensenrechtenverdedigers vanaf het begin sterk bekritiseerd. Niet in het minst Sectie 215, die het FBI (*Federal Bureau of Investigation*) bij een concrete toepassing van deze maatregelen toegang verschafte tot persoonlijke gegevens van bibliotheekbezoekers, en zelfs tot medische dossiers. De essentie van het debat handelt enerzijds over de inbreuken die dit met zich kan meebrengen op het zogenaamde *First Amendment*. Dit is de eerste reeks rechten van Amerikaanse burgers uit de *Bill of Rights*, die een bundeling is van individuele rechten voor de inwoners van het land. Dit eerste amendement handelt over het recht van mensen om in vrijheid de godsdienst van hun keuze te kunnen uitoefenen, de vrijheid van meningsuiting, het recht op vrije pers, het recht om op publieke samenkomsten zijn opinie te kunnen naar voren brengen op een niet-gewelddadige manier, en het feit dat burgers het recht hebben om hun regering ter verantwoording te roepen voor de bestuursbeslissingen die worden genomen en de burgers direct aanbelangen. Anderzijds stelt het ook het *Fourth Amendment* onder druk, dit verzekert het recht van mensen op persoonlijke en materiële veiligheid, en stelt grenzen aan de mogelijkheid van huiszoeking, arrestatie en beslaglegging<sup>33</sup>.

Met de in 2003 uitgelekte *Domestic Security Enhancement Act of 2003*<sup>34</sup> – ook *USA Patriot Act II* genoemd – en de *Intelligence Reform Act (IRA)*<sup>35</sup> werden nog



31 D. COLE & J.X. DEMPSEY, *Terrorism and the Constitution. Sacrificing Civil Liberties in the Name of National Security*, New York, The New Press, 2002, pp. 115-117.

32 Voor de tekst van de *USA Patriot Act* zie: <http://www.aclu.org/SafeandFree/SafeandFree.cfm?ID=12251&c=207> (*USA Patriot* is een afkorting voor: *Uniting and Strengthening America by Providing Appropriate Tools Required to Intercept and Obstruct Terrorism*.)

33 M. GEIST & M. HOMSI, *The Long Arm of the USA Patriot Act: A Threat to Canadian Privacy? A Submission on the USA Patriot Act to the B.C. Information and Privacy Commissioner*, 2004, p. 10. (See: <http://www.mgblog.com/resc/Geisthomsipatriotact.pdf>)

34 Voor de volledige tekst van de *USA Patriot Act II*, zie: <http://www.dailyrotten.com/source-docs/patriot2draft.html>

35 Voor de volledige tekst van deze hervorming, zie: <http://news.findlaw.com/hdocs/docs/terrorism/irtpa2004.pdf>

meer inperkingen van rechten voorgesteld die de greep op het verzamelen van inlichtingen in de strijd tegen het terrorisme moesten versterken. De controversiële IRA, die onder andere de bewijslast omdraaide, werd van kracht aan het eind van 2004; de *Patriot Act II* werd officieel weer opgeborgen, maar in realiteit op listige wijze beetje bij beetje ingevoerd in het rechtssysteem.

Naast de doorvoering van deze maatregelen was er bijvoorbeeld ook nog de grotere macht die de president zich toeëigende in het nemen van counterterroristische maatregelen; het hanteren van de zogenaamde ‘*racial profiling*’ – dit is het screenen van mogelijke terroristen aan de hand van profielschetsen –; de mishandeling van vermeende terroristen in Guantánamo Bay (Cuba) en Abu Ghraib (Irak); de slechte behandeling van immigranten, asielzoekers en minderheden; het mogelijk misbruik van zogenaamde ‘*passenger name records*’ (PNR); en de schendingen van mensenrechten door de grenspolitie<sup>36</sup>. Deze voorbeelden tonen duidelijk de switch naar een ‘inlichtingen- en veiligheidsparadigma’ aan waarvoor de regering van Bush heeft geopteerd.

## 5.2. Over de grens: de strijd tegen het terrorisme als vrijbrief voor disproportioneel geweld

Het is ook precies deze verschuiving door de machtigste staat van de wereld die noodgedwongen – indien men tenminste niet wil vervallen in politieke hypocrisie en zo z’n geloofwaardigheid verliezen – ook de ruimte geeft aan andere landen om maatregelen te nemen die een inbreuk zijn op de burger- en mensenrechten, terwijl dit niet noodzakelijk tot meer succes zal leiden in de bestrijding van het terrorisme. Het discours van de terrorismebestrijding heeft voor een dekmantel gezorgd waaronder inbreuken op mensenrechten kunnen gebeuren zonder dat die internationaal worden veroordeeld met dezelfde klem en hetzelfde impact als dat voorheen zou zijn gebeurd.

In de nasleep van 11 september bedienden zowel de Russische President Vladimir Putin als de Chinese Minister van Buitenlandse Zaken Tang Jiaxuan zich van de term ‘strijd tegen het terrorisme’ om hun interne problemen te benoemen. Rusland om zijn gewelddadige acties in Tsjetsjenië te verdedigen, China om zijn reactie op de politieke onrust in de provincie Xinjiang goed te praten. Na 11 september 2001 werden dergelijke acties nog zelden onder kritiek geplaatst, gesteund door een brede internationale basis. Landen als Groot-Brittannië, Spanje, Canada, Australië, en India maakten van hún strijd tegen het terrorisme dan weer gebruik om, net als Amerika, door rechtenorganisaties sterk bekritiseerde

36 Zie bijvoorbeeld volgende analytische documenten: International Helsinki Federation for Human Rights, *Anti-terrorism Measures, Security and Human Rights. Developments in Europe, Central Asia and North America in the Aftermath of September 11*, Vienna, International Helsinki Federation for Human Rights, 2003, p. 256; and Lawyers Committee for Human Rights, *Imbalance of Powers. How Changes to U.S. Law & Policy Since 9/11 Erode Human Rights and Civil Liberties*, New York, Lawyers Committee for Human Rights, 2003, p. 111.

rechtenbeperkende maatregelen te nemen<sup>37</sup>. De directeur van *Human Rights Watch*, Kenneth Roth, noemt het misbruik van de term “strijd tegen het terrorisme” dan ook terecht een cynische strategie die blijkt te werken. “*De boodschap die door deze inconsistentie verzonden wordt*”, zo schrijft Roth, “*is dat geweld intolererbaar wordt, niet op basis van het feit of burgers worden aangevallen, maar op basis van wiens burgers worden aangevallen en wie de aanval uitvoert. Op deze basis een coalitie bouwen promoot niet echt een brede publieke steun voor de mensenrechtencultuur die noodzakelijk is om het terrorisme te verslaan*”<sup>38</sup>.

### 5.3. De zaak Israël-Palestina : waar immoraliteit met immoraliteit wordt bevochten

Een analyse van het Israëlisch-Palestijnse conflict op de beperkte ruimte die ik daarvoor heb is altijd een waagstuk en dreigt de kritiek van eenzijdigheid over zich te krijgen. Hoewel mijn klemtoon grotendeels op de Israëlische schendingen van de mensenrechten zal komen te liggen, wil ik niet nalaten te beginnen met een (te) korte evaluatie van de Palestijnse terroristische aanvallen. De klemtoon op de Israëlische zijde heeft niets met bevooroordeeldheid te maken, maar moet begrepen worden vanuit het verschillende statuut: Israël is een staat, geen terroristische groepering, en is als dusdanig onderworpen aan de conventies en verdragen die het land getekend heeft, bovendien is het als lid van de Verenigde Naties slechts in zekere mate een autonoom acteur in het conflict en staat het land onder morele kritiek, ook vanuit verdragen die het niet getekend heeft.

We zullen ons in het laatste hoofdstuk van dit artikel niet toespitsen op een algemene analyse van het Israëlisch-Palestijns conflict, dat lijkt ons in deze context onhaalbaar en onnodig. We willen onze kritiek op de schendingen van mensenrechten in de strijd tegen het terrorisme toelichten vanuit het meest recente conflict tussen Israël en de Hezbollah, dat zijn dieptepunt in augustus kende.

#### 5.3.1. Over de immoraliteit van het terrorisme

Het Palestijnse terrorisme vloeit voort uit verschillende aspecten. Ten eerste is er de toewijzing van grondgebied voor de stichting van een joodse staat, waaronder het religieus ook voor moslims belangrijke Jeruzalem. Ten tweede is er de onderdrukking van de Palestijnse burgers die in Israël vaak behandeld worden als tweederangsburgers. Ten derde is er de blinde haat en het racisme dat de onderstroom vormt voor het Palestijnse terrorisme. En ten vierde is er de ontzegging van basisrechten als voedsel, water en elektriciteit in grote delen van de bezette



37 Zie hiervoor bijvoorbeeld de analyse van *Human Rights Watch* over wereldwijde inbreuken op mensenrechten in de strijd tegen terrorisme: <http://www.hrw.org/un/chr59/counter-terrorism-bck.pdf>.

38 K. ROTH, “Human Rights and the Campaign against Terrorism”, in: D. Goldberg, V. Goldberg & R. Greenwald (eds.), *It’s a Free Country. Personal Freedom in America After September 11*, New York, Thunder’s Mouth Press/Nation Books, 2003, pp. 224-226.

gebieden. Om het niet te hebben over de ontzegging van een land waarin de Palestijnen soeverein en autonoom hun levens kunnen opbouwen, zonder in onzekerheid te moeten leven over het statuut van hun woonplaats<sup>39</sup>.

Dit alles is een vruchtbare voedingsbodem voor terroristen die hun rechten gewapenderhand willen afdwingen. Al is vanuit menselijk oogpunt begrip op te brengen voor dit streven naar veiligheid en vrijheid, de terroristische optie is zonder meer onaanvaardbaar. Ik ben het dan ook fundamenteel oneens met iemand als de politieke filosoof Ted Honderlich, die stelt dat de Palestijnen een “moreel recht” hebben tot het uitvoeren van aanslagen op Israëlische doelwitten vanuit hun streven naar de “bevrijding van hun volk” (hetgeen hij “*democratisch terrorisme*” noemt)<sup>40</sup>. En wel om verschillende redenen: in de eerste plaats is het onduidelijk wie de terroristen precies vertegenwoordigen. In ieder geval zijn ze niet de vertegenwoordigers van de hele Palestijnse bevolking. Ten tweede vormen terroristische bewegingen geen staat, en kan hen als dusdanig niet hetzelfde statuut worden toegekend op internationaal vlak; al helemaal niet onder VN-vlag. En ten derde is de keuze voor extreem geweld door middel van aanslagen waarbij ook onschuldige mannen, vrouwen en kinderen zijn betrokken moreel verwerpelijk. Terroristische groeperingen zijn geen legale acteurs, noch zijn ze in hun wijze van handelen aanvaardbaar. Dat heeft niet in het minst te maken met de non-discriminaire terreur, waarbij het gezag de oorlogswetgeving, zoals we die kennen onder de *Conventie van Genève*, volledig wordt genegeerd, en zelfs ontkend. Bovendien is het treffen van burgers een bewuste strategie om niet enkel militaire doelwitten te treffen, maar om door het viseren van non-combattanten angst te zaaien.

### 5.3.2. Over de immoraliteit van het Israëlische antiterrorisme

De hierboven genoemde onderliggende redenen voor het Palestijnse terrorisme mogen dan al geen moreel aanvaarde onderbouw vormen voor de terroristische actie, het terrorisme op zich is in geen geval ook een aanvaardbare reden voor de inzet van militaire macht en middelen door Israël op de schaal zoals dat nu gebeurt. Het mag duidelijk zijn dat het land het recht heeft om zijn zelfverde-



39 De Israëlische jood, Jeff Halper raadt daarom af te spreken over ‘beide zijden’ in het conflict, alsof er een soort van gelijkwaardigheid bestaat. Hij houdt de Palestijnen verantwoordelijk voor hun terroristische acties, maar ontkent dat de Israëlische Bezetting enkel een reactie is op het terrorisme, vanuit zelfverdediging. Voor hem is het Israëlische handelen “een uitdrukking van een pro-actieve politiek van de *de facto* annexatie die meteen na de oorlog van 1967 begon. Het is een doel in en op zichzelf, dat doorheen de jaren geleid heeft tot een hoge graad van lijden, geweld en inbreuken tegen de mensenrechten. Israël probeert om de aandacht van dit feit af te leiden door haar militaire acties en politiek van repressie als louter reacties op ‘het Palestijnse geweld en de onbuigzaamheid’ voor te stellen.” In die zin, meent Halper, houden de staatsterreur en de systematische inbreuken op de mensenrechten een veel grotere graad van keuze in dan het Palestijnse terrorisme. (J. Halper, *Israeli Violations of Human Rights and International Law*, zie: <http://fromoccupiedpalestine.org/node.php?id=184&PHPSESSID=041c26f0c21be034884d82bdcb6dc7a>.)

40 T. HONDERLICH, *After the Terror*, Edinburgh, Edinburgh University Press, 2002, p. 151.

diging op te nemen (Artikel 51 van het VN-Handvest), ook tegen terroristische aanvallen, meer nog, het heeft daar zelfs een plicht toe. Maar de disproportionaliteit waarmee die verdediging gepaard gaat, is in strijd met de principes van het rechtvaardige oorlog denken, de *Conventie van Genève* en de politiek van de Verenigde Naties, waarvan Israël een lid is.

De schending van mensenrechten door Israël in de strijd tegen het terrorisme is niet nieuw. Zo schrikt Israël er bijvoorbeeld niet voor terug kinderen als spionnen in te zetten<sup>41</sup> of om mogelijke informanten te martelen, hoewel dit reeds lang ineffectief is gebleken<sup>42</sup>. Maar de meest fundamentele en vaakst weerkerende kritiek is ongetwijfeld de non-discriminaire wijze waarop het land te werk gaat in haar strijd tegen het terrorisme. In cynisch geworden bewoordingen worden burgerdoden '*collateral damage*' genoemd. In realiteit is het aantal burgerdoden zo hoog dat de vraag gesteld kan worden of het hier niet om een bewuste strategie gaat. Het recente oplaaien van de strijd tegen de Hezbollah op het grondgebied van Libanon was opnieuw een trieste illustratie van deze militaire politiek.

Eind juli, met als vooruitgeschoven reden de kidnapping van twee Israëlische militairen, schond Israël de soevereiniteit van de Libanese staat. De schending van het oorlogsrecht die daar op volgde, door de inzet van niet-discriminerende wapens, zoals clusterbommen, en de aanhoudende bombardementen op burgerhuizen, leidde op directe wijze tot inbreuken op de mensenrechten. In de eerste twee weken van het conflict alleen al werden meer dan 5.000 burgerwoningen vernietigd en beschadigd, en Libanezen werden opgeroepen hun huizen te verlaten, waarna ze door Israëlische vliegtuigen op hun vluchtweg werden beschoten. Honderden Libanezen, die niet betrokken waren bij terroristische acties van welke aard ook, kwamen op deze manier om het leven<sup>43</sup>.

Kort na de aanzet van deze militaire ingreep, zette de Amerikaanse regering een politiek-diplomatische ronde op het getouw, die veel weg had van een verdragingsmanoeuvre om zo Israël enige tijd te geven te doen wat het nodig achtte. Aanmaningen tot matiging en tot stopzetting van de acties door de Verenigde Naties, werden door de Israëlische regering naast zich neergelegd.

In de strijd tegen het terrorisme wordt verwezen naar het mogelijke destructieve impact dat dit terrorisme op de maatschappij kan hebben. Daarbij wordt er uitgegaan van een mogelijke ondermijning van de democratie. In zijn basiswerk



41 H. COHEN & R. DUDAI, "Human Rights Dilemmas in Using Informers to Combat Terrorism. The Israeli-Palestinian Case", in: *Terrorism and Political Violence*, 2005, Vol. 17 (1-2), p. 236.

42 E. FELNER, "Torture and Terrorism. Painful Lessons from Israel", in: K. Roth & M. Worden (eds.), *Torture. Does it Make Us Safer? Is it Ever OK? A Human Rights Perspective*, New York, The New York Press, 2005, p. 29.

43 Human Rights Watch, *Fatal Strikes. Israel's Indiscriminate Attacks Against Civilians in Lebanon*, 2006, Vol. 18 (3), p. 14. Voor talloze voorbeelden van deze non-discriminatoire aanvallen, zie: <http://hrw.org/reports/2006/lebanon0806/lebanon0806web.pdf>.)

*Just and Unjust Wars*<sup>44</sup> gaf de leidende filosoof Michael Walzer aan dat, in het geval de maatschappij dreigt vernietigd te worden, alle middelen aanvaardbaar zijn om dit af te wenden (*supreme emergency exemption*). In dezelfde zin, maar gebaseerd op een overschatting van de destructieve kracht van terrorisme – het internationale terrorisme stelt de legitimiteit van de staat in vraag<sup>45</sup>, maar is niet in staat om haar democratische grondvesten te ondermijnen –, wordt het in landen als de Verenigde Staten bestreden met de grote middelen. Principes als proportionaliteit en zelfs het discriminatieprincipe worden daarbij niet zelden geschonden. Ook de burgerrechten in eigen land worden onder dat voorwendsel opgeschort of zelfs permanent ingeperkt<sup>46</sup>.

We stelden reeds eerder dat een aantal landen onder dezelfde dekmantel van de bestrijding van het terrorisme de kans schoon hebben gezien om met brute kracht tegen het terrorisme in te gaan. Israël is er onmiskenbaar één van. Uiteraard stond Israël in zijn strijd tegen het terrorisme al lang onder de ‘hoge’ bescherming van de Verenigde Staten. Veroordelingen van het geweld werden binnen de Verenigde Naties door de inzet van de VS afgeblokt. Sinds eind 2001 is dit gevoel nog versterkt geworden. In de Israël-Libanon oorlog van eind juli, begin augustus 2006, is gebleken waartoe dit kan leiden. Terwijl de Amerikaanse regering Israël *carte blanche* gaf in haar oorlog, door de inzet van een trage diplomatieke ronde, had het zuiden van Libanon te lijden onder een dagenlange bijna onophoudende bommenregen. Het is waarschijnlijk dat de schending van het non-combattantenbeginsel door Israël ondertussen als een bewuste algemene strategie naar voren werd geschoven. Niet alleen werden zo de terroristen aangepakt, maar ook het Libanese volk werd collectief bestraft<sup>47</sup> voor de aanwezigheid van de Hezbollah op haar grondgebied en de Libanese regering voor haar lakse houding hier tegenover. Het massale aantal burgerdoden sluit



44 M. WALZER, *Just and Unjust Wars. A Moral Argument with Historical Illustrations*, New York, Basic Books, 2000, pp. 251-255. Zie ook: J. Rawls, *The Law of Peoples*, Cambridge, Harvard University Press, 2002, pp. 98-99.

45 L.K. DONOHUE, “In the Name of National Security: US Counterterrorist Measures, 1960-2000”, in: *Terrorism and Political Violence*, 2001, 13 (3), p. 47.

46 We verwijzen hiervoor naar tijdelijke antiterroristische en rechtenbeperkende maatregelen die na de aanslagen van 11 september 2001 werden genomen met de *Patriot Act* en waarvan heel wat ‘tijdelijke maatregelen’, die eind 2005 zouden verdwijnen, in maart 2006 permanent werden gemaakt.

47 Ik neem deze idee en terminologie over van de Engelse auteur John Le Carré die in een artikel op ‘open democracy’ spreekt over de massale bombardementen als een collectieve straf. Zie voor dit artikel: [http://www.opendemocracy.net/conflict-middle\\_east\\_politics/lebanon\\_lccarre\\_3856.jsp](http://www.opendemocracy.net/conflict-middle_east_politics/lebanon_lccarre_3856.jsp). De tactiek van collectieve bestraffingen, is Israël niet vreemd. Naar aanleiding van de moord op de Israëlische Minister van Toerisme Rehavam Ze’evi, op 18 oktober 2001, bijvoorbeeld, werden tussen 24 oktober en 31 maart 2002 raids uitgevoerd op meer dan dertig Palestijnse steden, dorpen en vluchtelingenkampen met als doel ‘gezochte’ personen te arresteren. Daarbij werden niet alleen Palestijnen *manu militare* gedwongen om gezocht te worden of werden ze als lokaas gebruikt, maar ook werden huizen vernietigd van familieleden van personen die vermoedelijk bij de aanslag betrokken waren. Human Rights Watch bestempeld dit terecht als ‘collectieve bestraffing’. (Human Rights Watch, *Israel, In a Dark Hour: The Use of Civilians During IDF Arrest Operations*, zie: <http://www.hrw.org/reports/2002/israel2/israel0402.pdf>, p. 11.)

alleszins uit dat het hier werkelijk gaat om ‘*collateral damage*’, zoals het door de Israëli’s zelf werd bestempeld.

## 6. Besluit

Hoewel de mensenrechten pas echt vorm kregen na de drama’s uit de eerste helft van de 20<sup>ste</sup> eeuw, steunen ze op een lange traditie. Dat versterkt de morele uitstraling die deze rechten hebben. Toch betekent dit niet dat ze in de politieke wereld ondubbeltzinnig worden aangewend en nageleefd. De mensenrechten zijn niet zelden het slachtoffer van een politiek met twee gezichten. Heel wat naties schaarden zich volmondig achter de mensenrechten toen ze het Verdrag tekenden; maar niet allemaal gaan ze er te allen tijde even nauwgezet mee om. In noodsituaties dreigen de rechten al gauw verpletterd te worden onder de veiligheidsretoriek. Het misleidende beeld van de balans – rechten opofferen om meer vrijheid te bekomen – wordt daarbij gretig aangewend. Maar de gevolgen van de inperking of opschorting van burger- en mensenrechten, zo hebben verschillende onderzoeken reeds aangetoond<sup>48</sup>, zijn niet altijd positief. Vaak leiden deze maatregelen tot meer ineffectiviteit van de veiligheidsdiensten, hetgeen echter zelden de intrekking of aanpassing van de bekritiseerde maatregel tot gevolg heeft.

Dergelijke ingrepen werden doorheen de geschiedenis vergoelikt door de verwijzing naar een noodsituatie waarin de staat op dat moment zou verkeren. Maar niet alleen maakt deze stempel niet elke nadien genomen maatregel zinvol of moreel aanvaardbaar, bovendien moet de werkelijke impact van deze zogenaamde noodsituatie op de democratische staat onderzocht worden en afgewogen tegen het gewicht dat het van de overheid heeft meegekregen. Vaak blijkt dan de noodsituatie minder ingrijpend te zijn dan graag wordt geloofd. Het huidige internationale terrorisme en de reactie hierop is hier slechts het meest recente voorbeeld. De Amerikaanse reactie gaat uit van een destructieve kracht die het terrorisme niet bezit. De gevolgen van deze overdrijving zijn echter niet gering. Niet enkel worden de rechten van de eigen burgers drastisch aangetast, ook andere landen hebben hun kans nu schoon gezien om onder het mom van de terrorismebestrijding de zware middelen in te zetten om interne problemen op te lossen. Door de wijze waarop Amerika zelf tegen het terrorisme en de terroristen optreedt, wordt het echter de mond gesnoerd in de kritiek op de schendingen van de mensenrechten die daarvan het gevolg zijn. Daarmee dreigt een krachtige stijlbreek in de invloed die de VS sinds Eleanor Roosevelt heeft kunnen



48 Eén van de voorbeelden die hierbij kan worden gegeven, is dat van een onderzoek naar de zogenaamde profielschetsen (*racial profiling*) die in de huidige strijd tegen het terrorisme door de VS worden aangewend. Dit onderzoek toonde aan dat deze praktijk de prestaties van de politiediensten niet verbetert, maar in tegendeel ineffectiever maakt. (D.A. Harris, “Racial Profiling Revisited. “Just Common Sense” in the Fight against Terror?”, in: M.K.B. Darmer, R.M. Baird & S.E. Rosenbaum (eds.), *Civil Liberties vs. National Security in a Post-9/11 World*, New York, Prometheus Books, 2004, p. 166.)

uitoefenen op de naleving van de mensenrechten wereldwijd. Hoewel Amerika steeds twee gezichten heeft getoond in deze verdediging, soms ook gedwongen door de politiek-militaire realiteit, is de huidige dubbelzinnigheid onhoudbaar, en ondermijnt ze ook de uitstraling van de mensenrechten zelf, al is er van een 'failliet' geen sprake. In ieder geval is de machtigste staat van de wereld dus toe aan een grondige herbronning van haar houding.

Ook Israël is één van de staten die teert op de huidige mensenrechtenblindheid in de strijd tegen het terrorisme. De laatste opflakking van geweld in de bestrijding van de Hezbollah in het zuiden van Libanon heeft niet alleen de ambigue houding van Amerika – van nature een bondgenoot in de Israëlische strijd – maar van de hele wereldgemeenschap aangetoond. Hoe sterk de verontwaardiging van het grootste deel van de publieke opinie ook opklonk, het duurde wel heel erg lang alvorens in de schoot van de Verenigde Naties een vuist kon worden gemaakt, en dat terwijl honderden onschuldige Libanese burgers het slachtoffer werden van disproportioneel geweld. Het hoefde dan ook niet te verbazen dat de ontgoocheling van VN-secretaris-generaal Kofi Annan nadien zwaar doorklonk. De politiek-realistische visie van het doel dat de middelen heiligt, die reeds vóór 2001 opnieuw opgang begon te maken, heeft hier haar stempel gedrukt, terwijl ze tegenstrijdig is met alles waar de Verenigde Naties voor staan. In de strijd tegen het terrorisme wordt geraakt aan de fundamenteën van de open democratie zoals we die in veel landen kennen en zoals die ten grondslag ligt aan de Verenigde Naties. Het is mijn overtuiging dat dit niet zozeer het directe gevolg is van het terrorisme zelf, maar van de onevenwichtige en ondoordachte reacties die daaruit zijn voortgevloeid.

## Synthèse

Le droit civil, le droit de la guerre et les droits de l'homme ont connu un développement important lors de la période des Lumières, entre autres avec les réflexions de Hugo Grotius, qui a lancé l'idée que chaque homme dispose d'un certain nombre de droits fondamentaux inaliénables. Une idée que l'on retrouve à la base de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme, ratifiée en 1948, l'année même où fut signée la Convention sur les génocides. Dans des situations de crise, lorsque la sécurité de l'Etat et de ses citoyens est en danger, ces droits fondamentaux, et donc les Droits de l'homme, risquent d'être repoussés à l'arrière-plan. Ainsi en va-t-il avec la lutte contre le terrorisme qui, menée mondialement depuis 2001, a directement porté atteinte aux droits de la vie privée.

## Informations / Mededelingen

### Prix Fondation Auschwitz 2006-2007

Depuis 1986, notre Centre attribue annuellement un Prix Fondation Auschwitz – dont le montant est porté à 6.250 €–, destiné à récompenser des travaux de fin d'études universitaires ou constituant des recherches inédites et originales portant sur l'histoire et la mémoire des crimes et génocides nazis. De plus depuis l'année académique 2001-2002, un « Prix Jacques Rozenberg », dont le montant est porté à 3.125 €, est venu s'adjoindre au « Prix Fondation Auschwitz ». Ce Prix, initié par Madame Andrée Caillet, est dédié à la mémoire de son époux Jacques Rozenberg (1922-1999). Musicologue, artiste peintre, rescapé d'Auschwitz et membre fondateur de la Fondation Auschwitz, il fut toujours tout particulièrement présent et actif au sein de notre Fondation (date limite du dépôt, le 31 décembre de chaque année).

### Prijzen Auschwitz Stichting 2006-2007

*Sinds 1986 schrijft ons Centrum jaarlijks een « Prijs van de Auschwitz Stichting » – waarvan het bedrag verhoogd werd tot 6.250 € – uit ter bekroning van een origineel en onuitgegeven universitair werk met betrekking tot de geschiedenis en de herinnering aan de nazimisdaden en -genocides. Vanaf het jaar 2001-2002 werd er een “Prijs Jacques Rozenberg” aan toegevoegd die werd opgetrokken tot 3.125€. Deze Prijs, die ingesteld werd door Mevr. Andrée Caillet, is opgedragen aan de nagedachtenis van haar echtgenote Jacques Rozenberg (1922-1999). Als musicoloog, kunstschilder, overlevende van Auschwitz en als stichtend lid van de Stichting Auschwitz is hij altijd zeer actief geweest in onze Stichting (einddatum voor het indienen: 31 december van elk jaar).*

## Les séminaires de la Fondation Auschwitz Cycle académique 2006-2007

« Questions approfondies d’histoire et de mémoire des crimes et génocides nazis »

La Fondation Auschwitz organise un cycle de formation destiné aux enseignants du secondaire. Celui-ci est repris dans le Programme de la Formation en Cours de Carrière en Communauté Française – interréseaux. Une formation se présente sous forme de deux jours résidentiels (vendredi et samedi en Province - jeudi et vendredi à Bruxelles) et aborde des thématiques différentes. Ils sont animés par des spécialistes des différentes disciplines impliquées. Pour assurer une discussion approfondie, des textes sont préalablement envoyés aux participants inscrits.

### Séminaire 2007 - I

■ « L’antisémitisme : enjeux historiques et politiques »

2 & 3 mars 2007 à La Louvière

(Centre de Saint-Vaast - Province du Hainaut)

#### **Animateurs :**

Jacques ARON - Architecte, Urbaniste, Critique d’art

Jacques DEOM - Chercheur à la Fondation de la Mémoire Contemporaine

& Yannis THANASSEKOS - Directeur de la Fondation Auschwitz,  
Collaborateur scientifique à l’ULB

### Séminaire 2007 - II

■ « Révisionnisme. Négationnisme »

11 & 12 mai 2007 à Esneux

(Domaine du Rond-Chêne - Province de Liège)

#### **Animateurs :**

Manuel ABRAMOWICZ - Historien, Responsable du Service de Presse du Centre pour l’Egalité des Chances et Lutte contre le Racisme (Bruxelles)

& Yannis THANASSEKOS - Directeur de la Fondation Auschwitz,  
Collaborateur scientifique à l’ULB

#### Renseignements et inscriptions :

Pour tous renseignements ou inscriptions, prière de prendre contact avec le Secrétariat de la Fondation Auschwitz (Tél. : 02 512 79 98 – Fax : 02 512 58 84 – [info.fr@auschwitz.be](mailto:info.fr@auschwitz.be)). Les frais de participation s’élèvent à 24,79 EUR par Séminaire et comprennent le support pédagogique et le séjour en pension complète.

Pour s'inscrire aux Séminaires de la Fondation via l'Institut de la Formation en Cours de Carrière (IFC), les enseignants en Communauté Française doivent s'adresser à leur Direction d'Ecole. Dans ce cas leur inscription est gratuite.

La Fondation signale toutefois que l'IFC n'assure le financement de la formation que si un quota minimum est atteint ; cependant, si tel n'est pas le cas, la Fondation maintient la tenue de ses Séminaires afin de répondre à la sollicitation des enseignants. Dès lors, les frais de participation s'élevant à 24,79 EUR seront à la propre charge des enseignants.

Les non enseignants intéressés à participer aux Séminaires de la Fondation sont les bienvenus aux mêmes conditions que les enseignants inscrits indépendamment.

## Seminaries van de Stichting Auschwitz Academische cyclus 2006-2007

Ons Studie- en Documentatiecentrum organiseert een vormingscyclus voor leerkrachten uit het secundair onderwijs. Deze cyclus omvat vier seminaries, telkens een woensdag of zaterdagmiddag, waarin uiteenlopende thema's betreffende de nazi-misdaden en genocides worden uitgewerkt. Ten einde een meer diepgaande discussie mogelijk te maken worden de begeleidende teksten vooraf aan de ingeschreven leerkrachten opgestuurd.

Programma 2006-2007 :

Sem. 2 : Woensdag 14 februari 2007

Prof. Dr. Cas MUDDE, UAntwerpen

- Extreem rechtse bewegingen tijdens de jaren 1930 en vandaag :  
continuïteit en discontinuïteit

Dit seminarie gaat door van 14u tot 17u. in het Vredeshuis te Gent  
(St. Margrietstr. 9, 09/233.42.95)

Sem. 3 : Woensdag 14 maart 2007

Dr. Katrien VLOEBERGHS, UAntwerpen

- Shoah en jeugdliteratuur

Dit seminarie gaat door van 14u tot 17u. in het Vredeshuis te Gent (St. Margrietstr. 9, 09/233.42.95)

Sem. 4 : Woensdag 30 mei 2007

Dhr. Yves VAN DE STEEN

- Antisemitisme

Dit seminarie gaat door van 14u tot 17u. in het Trefcentrum Nieuwbeek te Aalst  
(Nieuwbeekstr. 35, 053/21.13.27).

Inschrijvingen kunnen gebeuren via het Secretariaat van de Vzw Auschwitz in Gedachtenis (Huidevettersstr. 65, 1000 Brussel, 02/512 79 98, of e-mail: info.nl@auschwitz.be, rekeningnummer: 310-0780517-44). Gelieve het nummer van het seminarie bij de inschrijving te vermelden. De toegang is gratis, maar voor het toesturen van de teksten wordt een som van 3 € gevraagd.



## Concours de Dissertation 2006-2007

Le concours de dissertation 2006-2007 se déroulera au sein des Etablissements scolaires le 26 janvier prochain. Six prix d'une valeur de plus de 750,00 €, composés d'un diplôme, d'un chèque de 125€ (250,00€ pour le Prix de la Commission Communautaire française) et d'une invitation à participer gratuitement à notre voyage annuel d'étude à Auschwitz-Birkenau, pourront être attribués conjointement par la Fondation Auschwitz, la Commission Communautaire Française pour la Région de Bruxelles-Capitale, et les Députations permanentes des Provinces de Brabant wallon, de Hainaut, de Namur, de Liège et de Luxembourg.

## Schrijfwedstrijd 2006-2007

*De jaarlijkse schrijfwedstrijd 2006-2007 grijpt plaats in de scholen tijdens de week van 22 tot 26 januari 2007. De schrijfwedstrijd richt zich tot de leerlingen van de 3<sup>de</sup> graad van het secundair onderwijs. De proef bestaat erin een door de jury vastgelegd thema uit te werken. Dit thema houdt niet noodzakelijk verband met de judeocide of nazi-misdaden, maar kan ook handelen over intolerantie, racisme, democratische waarden of burgerschap. Voor elke provincie wordt er één laureaat aangeduid. Vijf prijzen met een waarde van 750€, bestaande uit een diploma, een cheque van 125€ en een uitnodiging voor een gratis deelname aan onze studiereis naar Auschwitz-Birkenau kunnen uitgereikt worden door de Stichting Auschwitz en de permanente deputaties van de Provincies Oost-Vlaanderen, West-Vlaanderen, Limburg en Antwerpen.*



## Voyage d'Etude à Auschwitz-Birkenau

Le voyage d'étude de la Fondation Auschwitz a lieu chaque année durant les vacances scolaires de Pâques et est destiné prioritairement aux enseignants, aux éducateurs et aux animateurs culturels afin que ces derniers transmettent notre message aux plus jeunes générations et que la mémoire des crimes et génocides nazis soit préservée.

Le déplacement se fait en avion et le logement est prévu, en pension complète et chambre commune (deux à six personnes), à l'Auberge M.D.S.M. à Oswiecim. Les visites des camps et les séminaires sur place sont encadrés et animés par des survivants des camps de concentration et d'extermination et des chercheurs scientifiques spécialisés dans ce domaine.

Les frais de participation, sous réserve de modification, s'élèvent à 500,00€ pour les enseignants, éducateurs et animateurs culturels et 650,00€ pour les personnes n'entrant pas dans ce cadre – si des places restent disponibles! Sont inclus dans ces prix: voyage en avion, tous les transferts en car, le logement en pension complète, visites des camps et diverses visites guidées.

Les personnes intéressées par cette importante activité annuelle de la Fondation peuvent prendre contact avec son Secrétariat pour s'inscrire au prochain voyage qui se déroulera du 2 au 7 avril 2007.

## *Studiereis naar Auschwitz-Birkenau*

*De studiereis van de Stichting Auschwitz naar Auschwitz-Birkenau grijpt jaarlijks plaats tijdens de Paasvakantie en is in eerste instantie bedoeld voor leerkrachten, vormingswerkers en culturele animatoren ten einde deze in staat te stellen onze boodschap aan de jongere generaties door te geven.*

*De reis gebeurt met het vliegtuig en het verblijf ter plaatse is voorzien in de Jeugdherberg M.D.S.M. te Oswiecim in vol pension en met gemeenschappelijke kamers (twee tot zes personen). Naast een bezoek aan de voormalige kampsites en musea van Auschwitz-Birkenau worden er ook films vertoond en enkele seminaries georganiseerd. Er is tevens ruime gelegenheid tot debat en tot een gesprek met een van de aanwezige overlevenden van de kampen.*

*Kostprijs: 500,00€ (o.v.) voor leerkrachten, opvoeders en culturele animatoren. 650 € voor diegene die niet behoren tot deze categorieën. In deze prijs zijn inbegrepen: de vliegtuigreis, de verplaatsingen met de bus, het hotelverblijf in vol pension, de toegang tot de kampen en de geleide bezoeken. Het programma voorziet eveneens in een bezoek aan Krakau en Oswiecim.*

*Geïnteresseerden in deze studiereis, die dit jaar doorgaat tijdens de paasvakantie van 2 tot 7 april 2007, kunnen contact opnemen met het Secretariaat van de Stichting.*



## Site internet

Nous informons nos lecteurs du fait que les informations relatives à l'ensemble de nos activités sont consultables sur le site internet de l'asbl Mémoire d'Auschwitz à l'adresse suivante : [www.auschwitz.be](http://www.auschwitz.be)

## Website

Wij willen onze lezers ervan op de hoogte brengen dat de mededelingen betreffende onze activiteiten, die tot nog toe gepubliceerd werden in de kolommen van dit tijdschrift, vanaf heden verplaatst werden en consulteerbaar zijn op de website van de vzw Auschwitz in Gedachtenis: [www.auschwitz.be](http://www.auschwitz.be)



## *Simon Wiesenthal Instituut*

*Het Simon Wiesenthal Instituut te Brussel vzw organiseert in het academiejaar 2006-2007 op elke donderdag van de maand (behalve in de vakanties) de volgende colleges:*

- 1: van oktober 2006 tot mei 2007, telkens van 11 tot 13u: “Een ‘Judenrein’ Midden-Oosten: Uittocht van joden uit de Arabische landen (1940-1970): bronnen van het Arabisch/Israëliisch conflict”. Deelnemingskosten: 90€*
- 2: oktober 2006 tot mei 2007, telkens van 14u30 tot 16u30: “Hezbollah in Libanon en wijde wereld: Ontwikkeling van een antisemitische ideologie en praxis”. Deelnemingskosten: 90€*
- 3: op de 4<sup>de</sup> donderdag van de maanden november 2006, januari, februari, maart en mei 2007 's namiddags van 14.30 - 16.30 uur voor een breder publiek colleges over: “Andalusië: Opkomst en ondergang van een grote moslimbeschaving in Spanje”. Deelnemingskosten: 5€ per college voor niet-cursisten. Voor cursisten inbegrepen in cursusgeld.*

*De colleges gaan door in het Gemeenschapscentrum Den Dam, Waverse Steenweg 1747, Oudergem (Brussel) en worden gegeven door dr. Hans Jansen, jarenlang professor van de James W. Parkes Leerstoel in de geschiedenis van christelijke literatuur over joden en jodendom.*

*Tijdens de Paasvakantie 2007 organiseert het Simon Wiesenthal Instituut een 7daagse studiereis naar Andalusië (Sevilla, Cordoba en Granada) onder leiding van prof. dr. Hans Jansen.*

*Voor meer informatie contacteer het Simon Wiesenthal Instituut te Brussel: PB 70, 1160 Brussel, Tel.: 02/720 84 43 of 0473/69 35 20, e-mail: swib@pandora.be*

## Lectuurnota

### De rechtsorde in nazi-Duitsland

#### Deel 2: De mislukte denazificatie

Door Yves VAN DE STEEN\*:

Nicolaus WACHSMANN, *Hitlers gevangenen. De Rechtsorde in Nazi-Duitsland*, Amsterdam, De Bezige Bij, 2005, 492 p.

#### 1. Inleiding

Hitlers gevangenen hielden in het voorjaar van 1945 op te bestaan. Na Hitlers zelfmoord en de Duitse capitulatie bestond het nazi-rechtsstelsel niet meer en waren de strafinrichtingen van de nazi's ontruimd, verwoest of bevrijd. Maar de invloed van Hitlers gevangenen werkte nog vele jaren door. In dit deel zullen verschillende aspecten van het naoorlogse gevangeniswezen en rechtsstelsel worden belicht, zowel in Oost- als in West-Duitsland. Vervolgens zal de nazi-gevangenis in een internationale context worden geplaatst. Een korte vergelijking met andere landen leidt tot nieuwe inzichten, want als je Hitlers gevangenen volkomen geïsoleerd bestudeert, loop je het risico dat je ze ongewoner maakt dan ze waren. De gevangenis zelf was tenslotte geen Duitse uitvinding. En nazi-Duitsland was in die tijd niet het enige land dat een snelle groei van het aantal politieke gevangenen beleefde – in sommige opzichten was dit kenmerkend voor de autoritaire regimes in het interbellum in Europa als geheel<sup>1</sup>. Waarin verschilden Hitlers gevangenen dus van de strafinrichtingen elders in die tijd? Voordat we die vraag behandelen, zullen we ons bezighouden met de nasleep van de wettige terreur van de nazi's in het naoorlogse Duitsland, te beginnen met de Duitse rechters zelf.



\* Yves Van de Steen (° Ukkel, 1946), dr. Juris (VUB 1969), lic. Crim. Wetenschappen (1970) is thans eredirecteur van het Vlaams Parlement. Is woonachtig in Erembodegem en publiceert in eigen beheer een studie over het Antisemitisme, vroeger en nu, in zestien delen en artikels en boekbesprekingen over hetzelfde onderwerp.

## 2. Bebloede handen, een schoon geweten : nazi-juristen en de naoorlogse rechtspraak

Veel Duitse juristen kwamen uit de puinhopen van het Derde Rijk te voorschijn met bloed aan hun handen. Politieke, raciale en maatschappelijke buitenstaanders waren door gerechtelijke autoriteiten gevangengezet, geëxploiteerd, mishandeld en gedood. Na de Duitse capitulatie gingen de geallieerden ervan uit dat die misdaden niet onbestraft mochten blijven en besloten ze een aantal hogere functionarissen voor het gerecht te dagen. In Neurenberg kwamen ze met een vernietigende aanklacht tegen het rechtsstelsel onder de nazi's.

Het proces tegen vertegenwoordigers van het Duitse rechtsstelsel – later gedramatiseerd in de Hollywoodfilm *Judgment at Nuremberg* – was een van de twaalf 'vervolgprocessen' van het oorspronkelijke proces van Neurenberg, waarbij zware oorlogsmisdadigers terechtstonden. Het werd in maart 1947 geopend in aanwezigheid van Amerikaanse rechters en staat bekend als het justitieproces. Verschillende juristen die topfuncties hadden bekleed, konden niet meer worden aangeklaagd. Franz Gürtner en Roland Freisler waren respectievelijk in januari 1941 en februari 1945 overleden. Gürtners oude tegenstander Hans Frank was in 1946 ter dood veroordeeld en geëxecuteerd wegens zijn bloeddorstige regime als Generaalgouverneur van het door de nazi's bezette Polen. En een aantal andere gerechtelijke autoriteiten had zelfmoord gepleegd. In de laatste dagen van het Derde Rijk hebben vermoedelijk duizenden Duitsers de hand aan zichzelf geslagen, niet alleen nazi-leiders, maar ook mensen uit het lagere partijkader, SS'ers en leger- en overheidsfunctionarissen. Een van hen was de president van het hooggerechtshof Erwin Bumke, die zelfmoord pleegde op 20 april 1945, Hitlers verjaardag. Hij was niet de enige topfunctionaris in het rechtswezen die op die manier zijn straf ontliep. De laatste Rijksminister van Justitie, Otto-Georg Thierack, was na de oorlog gearresteerd, maar pleegde in 1946 zelfmoord in een Brits gevangenenkamp bij Paderborn.

Er stonden in Neurenberg zestien beklagden terecht, die representatief waren voor de Duitse juristerij. De meeste waren voormalige ambtenaren van het rijksministerie van Justitie. Ze werden aangevoerd door de drie nog levende staatssecretarissen Franz Schlegelberger, Curt Rotheberger en Herbert Klemm (die Rothenberger begin 1944 had vervangen). Een andere functionaris van het ministerie die terechtstond, was Karl Engert, het laatste hoofd van het Duitse gevangeniswezen. De resterende beklagden waren functionarissen van het *Volksgerichtshof* en van bijzondere rechtbanken, en een voormalig procureur-generaal. De nazi-juristen die terechtstonden, werden onder andere beschuldigd van oorlogsmisdaden en misdaden tegen de menselijkheid. Tijdens het proces werd uitvoerig ingegaan op de details. Maandenlang luisterden de rechters geduldig naar de beklagden en hun advocaten, bestudeerden ze 2093 bewijsstukken, ondervroegen ze 138 getuigen en lazen ze honderden verklaringen onder ede. De rechters kregen een diep inzicht in veel aspecten van het rechtsstelsel in het

Derde Rijk. Ze bestudeerden de rassenwetgeving tegen *Gemeinschaftsfremde*, zoals de Neurenberger wetten en de strafrechtverordening voor Polen en joden, en gingen ook na hoe die wetten door de rechtbanken waren toegepast. De rechters hielden zich voorts bezig met bepaalde aspecten van het gevangenisbeleid van de nazi's, zoals het lot van NN-gevangenen in strafinrichtingen, het overdragen van gevangenen aan de politie als ze hun straf hadden uitgezeten, de 'vernietiging door arbeid' van 'asociale' gevangenen en de moord op gevangenen in het laatste stadium van de oorlog.

In december 1947 deed het tribunaal van Neurenberg ten slotte uitspraak. In de jaren direct na de oorlog maakten Duitse critici graag een karikatuur van de geallieerde processen, die ze corrupte 'overwinnaarrechtspraak' noemden, in een schaamteloze poging de bevindingen van de rechtbanken in diskrediet te brengen. Niets was minder waar. Het proces werd met de grootste zorgvuldigheid gevoerd en het vonnis was evenwichtig en gedifferentieerd. Om te beginnen veroordeelde het tribunaal niet alle Duitse rechters, maar erkende het dat een aantal van hen in feite 'recht had gesproken met een zekere mate van onpartijdigheid en gematigdheid'. Je zou eerder kunnen zeggen dat het vonnis te voorzichtig was. Want wat het tribunaal niet in zijn overwegingen betrok, was een groot deel van de nazi-wetgeving die in de eerste plaats gericht was op Duitse onderdanen, zoals 'gewoontemisdadigers', 'plunderaars in oorlogstijd' en mensen die schuldig werden bevonden aan 'het ondermijnen van de oorlogsinspanning'. Bovendien werden vier beklaagden (drie leden van het *Volksgerichtshof* en één rechter van een bijzondere rechtbank) door de rechters van Neurenberg niet schuldig bevonden wegens gebrek aan bewijs. Ook Karl Engert wist zijn straf te ontlopen. De bedenker van de individuele overdracht van 'asociale' gevangenen aan de politie woonde het proces slechts twee dagen bij en werd uiteindelijk wegens zijn veronderstelde slechte gezondheid ontslagen van rechtsvervolging. Hij overleed begin 1952.

De evenwichtige aanpak van de rechters van Neurenberg maakte hun algemene conclusies over het rechtssstelsel in nazi-Duitsland des te vernietigender. Het tribunaal concludeerde dat het gerechtelijk apparaat een belangrijke rol had gespeeld bij de uitroeiingspolitiek van partij en staat, waarbij het soms zelfs het strafrecht van de nazi's schond om beter aan de wreedheden te kunnen meewerken. Zoals de rechters het in een memorabele uitspraak formuleerden, "*zat de dolk van de moordenaar verborgen onder de toga van de jurist*". Het hof besteedde uitgebreid aandacht aan twee rechtvaardigingen die de beklaagden voor hun moorddadige handelingen gaven, excuses die nog tientallen jaren door nazi-juristen zouden worden aangevoerd, maar die steeds sterker aan inflatie onderhevig waren. Allereerst werd het excuus dat de functionarissen niet op de hoogte waren geweest van de misdaden die door de politie en in de concentratiekampen werden gepleegd, door het tribunaal ontmaskerd als de slappe leugen die het was: "*Dit tribunaal is niet zo onnozelen dat het deze beklaagden voor zo dom houdt dat ze niet wisten wat er gaande was.*" Ten tweede verwierpen

de rechters van Neurenberg met kracht het argument dat onder anderen door Schlegelberger werd aangevoerd, namelijk dat de functionarissen alleen maar op hun post waren gebleven om te voorkomen dat de rechtspleging in handen van bandeloze krachten als de SS zou komen. De opvatting van de rechters verdient het om uitvoerig te worden geciteerd.

Bij nadere analyse strookt deze plausibele bewering van de verdediging niet met de waarheid, de logica en de omstandigheden. Het bewijsmateriaal toont overtuigend aan dat Schlegelberger en de andere beklaagden die dit ter rechtvaardiging aanvoerden, ten einde te bewerkstelligen dat het Ministerie van Justitie bij Hitler in de gunst bleef staan en te voorkomen dat het geheel werd overvleugeld door Himmlers politie, het vuile werk op zich namen dat de leiders van de staat verlangden, en het Ministerie van Justitie gebruikten als middel om de joodse en Poolse bevolkingsgroepen uit te roeien, de inwoners van bezette landen te terroriseren en politiek verzet in eigen land de kop in te drukken. Dat hun programma van rassensvernietiging onder het mom van de wet niet de afmetingen aannam van de pogroms, deportaties en massamoorden door de politie is een schrale troost voor degenen die het 'gerechtelijke' proces hebben overleefd en een zwak excuus tegenover dit tribunaal. Het misbruiken van een rechtsstelsel voor criminele doeleinden bevat een element van kwaad jegens de staat dat niet aanwezig is in openlijke wreedheden die geen rechterlijke toga's bezoedelen.

Schlegelberger, Klemm en twee rechters van bijzondere rechtbanken kregen levenslang. De rest kreeg vijf tot tien jaar gevangenisstraf; Rothenberger kreeg zeven jaar. De topjuristen uit nazi-Duitsland waren als misdadigers veroordeeld.<sup>2</sup>

De rechters van Neurenberg moeten hebben gedacht dat hun vonnis aanleiding zou geven tot een veel verdergaand gerechtelijk onderzoek naar het rechtsstelsel van de nazi's. Maar als dat zo was, dan werden ze snel teleurgesteld. Neurenberg bleek niet zozeer het beginpunt, als wel het hoogtepunt van alle naoorlogse pogingen om de nazi-juristen hun gerechte straf te laten ondergaan. Hier volgt in het kort het verhaal van de hoogst gebrekkige denazificatie van het rechtsstelsel, met de nadruk op West-Duitsland.

Aanvankelijk volgden de geallieerden de harde lijn en in de zomer van 1945 was ongeveer negentig procent van alle gerechtelijke autoriteiten afgezet. In sommige gebieden waren er nauwelijks functionarissen over. In het arrondissement Bamberg bijvoorbeeld keerden in augustus 1945 slechts zeven rechters en aanklagers terug op hun post – de overige 295 waren als voormalige leden van de nazi-partij afgezet. De geallieerden kwamen al snel tot de conclusie dat zo'n radicaal beleid het op zijn zachtst gezegd lastig zou maken het gerechtelijk apparaat weer op te bouwen en besloten dat vroegere nazi's toch weer tewerkgesteld konden worden. Het lot van de vroegere functionarissen kwam al gauw in handen te liggen van de denazificatietricibunalen die in 1946 in de westelijke zones werden ingesteld. De Duitse juristen betuigden om het hardst hun onschuld en kwamen met allerlei excuses aandragen voor het feit dat ze zich bij de

NSDAP hadden aangesloten. Bovendien probeerden ze, net als de meeste andere Duitsers, verklaringen los te krijgen van onbezoedelde collega's of van gerespecteerde leden van de maatschappij, die getuigden van hun veronderstelde 'innerlijke verwerping' van het nationaal-socialisme – verklaringen die onder de bevolking als snel bekendstonden als 'Persil-certificaten', omdat ze de verdachten door en door reinigden van schuld. De tribunalen konden kiezen uit een heel scala aan classificaties voor een persoon, variërend van 'gezuiverd' tot 'belangrijk misdadiger'. Aanvankelijk werden deze classificaties strikt toegepast. Maar al gauw werden de tribunalen milder en werd het routine om bijna alle verdachten te laten lopen. De overgrote meerderheid van de rechters kon politiek gesproken met een min of meer schone lei beginnen en zat al snel weer op het pluche. Er was een opvallende continuïteit met het Derde Rijk: ongeveer tachtig procent van de functionarissen werd herbenoemd. Tot de vertrouwde gezichten behoorden veel vroegere ambtenaren van het ministerie, die hun oude bureaus in Berlijn hadden verruild voor nieuwe in het Ministerie van Justitie in Bonn. Zelfs voormalige leden van de dodelijkste nazi-rechtbank – het *Volksgerichtshof* – zetten hun juridische carrière in het naoorlogse Duitsland voort. In totaal werden tweeënzeventig rechters en aanklagers van het *Volksgerichtshof* opnieuw aangesteld door de West-Duitse overheid; sommigen bleven tot in de jaren zeventig in functie.<sup>3</sup>

Gezien die continuïteit is het nauwelijks verrassend dat in West-Duitsland geen enkele nazi-rechter of -aanklager door zijn collega's werd veroordeeld (met uitzondering van enkele leden van zogeheten civiele krijgsraden te velde, die er met erg lichte straffen afkwamen). Het gerechtelijk apparaat bleek totaal niet in staat zijn eigen nazi-verleden onder ogen te zien.<sup>4</sup>

Geheugenverlies, zuivering en rehabilitatie waren in de naoorlogse rechterlijke macht aan de orde van de dag. Dit was in de jaren vijftig ook kenmerkend voor West-Duitsland als geheel. Zodra het parlement van de nieuwe Bondsrepubliek Duitsland was geopend, was er steun bij alle partijen voor een herziening van eerdere pogingen tot denazificatie. De voormalige leden van de '*volksgemeenschap*' van de nazi's beschouwden zichzelf als slachtoffers – zowel van een misdadig nazi-regime als van de wreedheden van de Sovjets in het oosten. In dit klimaat werden veel nazi-oorlogsmisdadigers die door de geallieerden waren veroordeeld snel vrijgelaten, vaak na slechts een fractie van hun straf te hebben uitgezeten. Onder degenen die begin jaren vijftig werden vrijgelaten, bevonden zich de drie hoogste nog levende functionarissen van Justitie, Schlegelberger, Rotehnberger en Klemm, die nu van hun royale pensioen konden gaan genieten.<sup>5</sup>

Vanaf eind jaren vijftig waren er tekenen die leken te wijzen op een meer kritische houding van bepaalde onderdelen van het Duitse gerechtelijk apparaat tegenover zijn eigen verleden. Ten dele kwam dit door de Oost-Duitse propaganda, die op het ondermijnen van West-Duitsland mikte door het af te schilderen

als de reïncarnatie van het Derde Rijk. Het gerechtelijke apparaat was tijdens de Koude Oorlog een van de brandpunten in deze propagandaslag. Op een persconferentie in 1957 legden Oost-Duitse autoriteiten een document over met de namen van 118 nazi-juristen die nu in de West-Duitse rechterlijke macht zouden werken. Twee jaar later was die lijst aangegroeid tot achthonderd 'bloedrechters'. Oost-Duitsland (de DDR) bleef de Bondsrepubliek de volgende jaren onder druk zetten; het richtte zich op prominente West-Duitse juristen en publiceerde in zogeheten 'bruinboeken' documenten die hen in diskrediet brachten. Dit spervuur van beschuldigingen, waarvan de echo in het buitenland weerklonk, vormde de aanleiding tot verhitte debatten in heel West-Duitsland. Tegelijkertijd bleek uit verschillende processen die veel publiciteit kregen, zoals het commandogroepenproces in Ulm in 1958 en het proces van Adolf Eichmann in Jeruzalem in 1961, dat veel nazi-misdadigers nog ongestraft rondliepen. Sommige van die processen werden gedetailleerd en diepgaand in de Duitse media behandeld op een manier die nog niet eerder was vertoond, een teken van de groeiende betrokkenheid bij de nazi-misdaden in West-Duitsland. Ook kwam er langzamerhand een nieuwe generatie van juristen op, van wie sommigen kritische vragen begonnen te stellen. Een aantal van hen kwam uiteindelijk te werken voor de nieuwe coördinerende instantie voor het onderzoek naar nazi-misdaden, de *Zentralstelle zur Aufdeckung NS-Verbrechen* (Centraal Bureau voor de opheldering van nazi-misdaden), dat eind 1958 was opgericht. Maar ondanks dit alles leek een succesvolle vervolging van nazi-juristen in de jaren zestig en zeventig steeds minder waarschijnlijk. De gevorderde leeftijd van de verdachten zou het hun gemakkelijk hebben gemaakt zich op medische gronden aan een proces te onttrekken. En in elk geval vielen de meeste misdaden allang onder de verjaringswet.<sup>6</sup>

Niet lang geleden heeft de Duitse staat publiekelijk erkend dat de denazificatie van het gerechtelijke apparaat was mislukt. In 1985 noemde de Bondsdag het *Volksgerichtshof* een 'instrument van terreur' van de nazi-staat. Dit werd gevolgd door een tentoonstelling, ingericht door het Ministerie van Justitie van de Bondsrepubliek, die de bijdrage van het gerechtelijke apparaat aan het nazi-regime gedetailleerd behandelde. De tentoonstellingscatalogus concludeerde dat het gerechtelijke apparaat zijn onvermogen om zijn verleden onder ogen te zien moest erkennen. In 1998 verklaarde de Bondsdag een groot aantal vonnissen uit het Derde Rijk nietig, onder andere de veroordelingen van 'deserteurs', mensen die 'een plaag voor het volk' waren genoemd en mensen die schuldig waren bevonden aan het 'ondermijnen van de oorlogsinspanning'. Bovendien werden in 2002 de vonnissen van rechtbanken voor erfelijke ziekten en militaire rechtbanken herroepen. Ondanks de belangrijke symbolische waarde van zulke gebaren bleken ze uiteindelijk een nogal pijnloze manier om in het reine te komen met het verleden. Per slot van rekening konden ze niet meer tot een serieus conflict met het gerechtelijk apparaat leiden, aangezien alle schuldige nazi-functionarissen allang dood of met pensioen waren.<sup>7</sup>

### 3. Weer aan het werk : gevangenisfunctionarissen in West-Duitsland

De feitelijke amnestie voor voormalige gerechtelijke autoriteiten uit de nazi-tijd strekte zich ook uit tot de overgrote meerderheid van de nazi-gevangenisfunctionarissen in het westelijk deel van Duitsland. Maar in tegenstelling tot de rechters bleken deze niet allemaal aan rechtsvervolging te kunnen ontkomen, ook al is slechts een kleine minderheid van hen voor het gerecht gedaagd. De Duitse rechterlijke macht deed geen echte poging om te weten te komen hoe de omstandigheden in de strafinrichtingen waren geweest. In het algemeen werd er pas een proces aangespannen wanneer ex-gevangenen een aanklacht hadden ingediend. In sommige gevallen was er sprake geweest van zulke flagrante misstanden dat de rechtbanken ze eenvoudigweg niet konden negeren. Zo werden in de jaren vlak na de oorlog verschillende voormalige gevangenisfunctionarissen, onder wie een paar directeuren, voor het gerecht gedaagd en veroordeeld. Een aantal van hen was zeer ervaren en had tientallen jaren in het gevangeniswezen gewerkt, zelfs nog voor de machtsovername van de nazi's.

Verscheidene andere processen vonden plaats ten overstaan van militaire rechtbanken van de geallieerden, die soms zware straffen gaven. In 1947 stonden enkele functionarissen van het nevenkamp Esterwegen (een onderdeel van gevangenenkamp Emsland) terecht voor een Britse militaire rechtbank wegens het hoge sterftecijfer onder de NN-gevangenen in dit kamp. De rechters veroordeelden hen tot zware straffen, waaronder twee doodvonnissen en twee veroordelingen tot vijftien jaar dwangarbeid. Maar de geallieerde rechtbanken waren niet allemaal zo streng. In 1948 werd de voormalige directeur van de vrouwengevangenis te Anrath, die de gevangenen onder gruwelijke omstandigheden in de Rheika-zijdefabriek had laten werken, bijvoorbeeld door een andere Britse militaire rechtbank tot slechts achttien maanden gevangenisstraf veroordeeld, hetgeen protesten uitlokte van een aantal ex-gevangenen.<sup>8</sup>

De meeste rechtszaken tegen voormalige gevangenisfunctionarissen werden behandeld door Duitse civiele rechtbanken. Het gerechtelijk onderzoek richtte zich vooral op het kamp Emsland. Alleen al tussen augustus 1948 en juni 1950 wees de arrondissements-rechtbank in Oldenburg eenenveertig vonnissen in vijftien verschillende processen tegen de vroegere leiding van dit kamp. Meestal, zo lijkt het, legden de rechters een aanzienlijke mildheid aan de dag. Op het toebrengen van lichamelijk letsel stond gewoonlijk niet meer dan één of twee maanden gevangenisstraf. Sommige vonnissen waren schandalig mild. De wrede ex-commandant van kamp Emsland, Werner Schäfer, werd in 1951 door de arrondissementsrechtbank in Osnabrück tot niet meer dan vier jaar gevangenisstraf veroordeeld. In hoger beroep werd zijn straf in 1953 teruggebracht tot tweeënhalf jaar. In andere gevallen werden veroordelingen in hoger beroep geheel ongedaan gemaakt. Het voormalige hoofd van subkamp Börgermoor was oorspronkelijk in 1950 tot vijftien jaar tuchthuis veroordeeld wegens het mis-

handelen en doden van gevangenen. Dit vonnis werd in 1959 vernietigd en de directeur werd onschuldig bevonden.<sup>9</sup>

De redenen voor de vaak milde behandeling van voormalige gevangenisfunctionarissen worden duidelijk als we bekijken hoe de processen werden gevoerd. Om te beginnen stonden veel rechters kennelijk argwanend tegenover de getuigenissen van ex-gevangenen. Wegens hun ‘criminele verleden’ hadden de rechtbanken vaak niet veel op met deze veroordeelden. Vooral als het ging om mensen die wegens gewone misdrijven in de gevangenis hadden gezeten, waren de rechters niet erg geneigd om geloof te hechten aan hun verklaringen. Zoals een van de rechtbanken het formuleerde, ‘wijzen [hun vroegere veroordelingen] op karakterfouten’, hetgeen betekende dat hun verklaringen met ‘behoedzaamheid’ moesten worden behandeld. Deze regel werd zelfs toegepast bij mensen die al ruim tien jaar geen overtreding hadden begaan.

Veel rechters toonden daarentegen grote sympathie voor de aangeklaagde gevangenisfunctionarissen. In zekere zin waren dit hun collega’s. Per slot van rekening hadden ze in het Derde Rijk samen in de rechterlijke macht gediend. En aangezien de rechters volhielden dat dit apparaat over het geheel genomen fatsoenlijk had gehandeld, beweerden sommigen dat het in de gevangenis dan ook wel niet zo erg kon zijn geweest. In die geest refereerde de arrondissementsrechtbank van Regensburg, in een proces van vijf cipiers van de strafinrichting te Straubing in 1949, aan het ‘welbekende feit’ dat de behandeling van gevangenen in de strafinrichtingen in nazi-Duitsland ‘streng, maar volgens de wet en ordelijk’ was geweest. De rechters deden vaak hun uiterste best om verzachtende omstandigheden te vinden voor de aangeklaagde gevangenisfunctionarissen. Als pluspunt werd gezien dat ze niet eerder waren veroordeeld – dit getuigde volgens de rechtbanken van een goed karakter – en dat vrienden en vroegere collega’s gunstige getuigenissen over hen aflegden. Een van de rechters probeerde zelfs het brute geweld van een beklagde goed te praten als blijk van ‘jeugdig enthousiasme’. Tot slot wezen de rechtbanken er vaak op dat de gevangenisfunctionarissen voor een zeer zware taak hadden gestaan, omdat ze geconfronteerd werden met ‘moeilijk opvoedbare misdadigers’. Nogal wat rechters gaven te kennen dat ze geloofden in de noodzaak van een ‘streng’ gevangenisbeleid en zeiden openlijk voorstander te zijn van het gebruik van fysiek geweld tegen ongehoorzame gevangenen.<sup>10</sup>

De zwartste bladzijde in de geschiedenis van de West-Duitse pogingen om voormalige gevangenisfunctionarissen voor het gerecht te brengen was waarschijnlijk wel het proces van 1951-1952, waarbij diegenen terechtstonden die verantwoordelijk waren geweest voor het organiseren van de overdracht van ‘asociale’ gevangenen aan de politie ter ‘vernietiging door arbeid’. Dit proces bood de Duitse rechterlijke macht de beste gelegenheid om de top van het voormalige gevangeniswezen te straffen voor zijn aandeel in de massamoord. In de beklagdenbank bevonden zich alle nog levende functionarissen die bij de organisatie

van de overplaatsing betrokken waren, op één na.<sup>11</sup> Ter voorbereiding van het proces spraken toegewijde openbare aanklagers met tientallen ooggetuigen, zoals plaatselijke gevangenisfunctionarissen en gevangenen die hun deportatie naar het concentratiekamp hadden overleefd. Voorts stelden ze een dossier samen met onthullende documenten, ook al konden ze niet beschikken over de belangrijkste dossiers van het ministerie, aangezien die in februari 1945 op last van Thierack waren verbrand – een bewijs dat de autoriteiten zich zelf maar al te zeer bewust waren geweest van het criminele karakter van hun activiteiten.<sup>12</sup>

Direct na de oorlog wisten sommige ambtenaren van het vroegere Rijksmijnisterie nog niet goed hoe ze het programma ‘vernietiging door arbeid’ het beste konden rechtvaardigen. Dat blijkt uit de eerste verhoren van de geallieerden ter voorbereiding op het justitieproces van Neurenberg in 1947. De brutaalste tactiek was die van Rudolf Marx, die eertijds aan het hoofd had gestaan van het nationale gevangeniswezen (vanaf 1942) en die zijn loopbaan na de oorlog had voortgezet als hoofd van het gevangeniswezen in Sleswijk-Holstein. Aanvankelijk besloot Marx domweg te ontkennen dat hij iets van het programma wist – nogal gewaagd, als je bedenkt dat hij toezicht had gehouden op de algemene overdracht van meer dan 17.300 ‘asociale’ gevangenen aan de politie. In het begin van zijn verhoor in Neurenberg op 25 maart 1947 veinsde Marx, gevraagd naar de rol van zijn afdeling bij de overplaatsing, van niets te weten: ‘We hebben geen mensen overgedragen. [...] Ik ben er niet van op de hoogte dat er joden, Polen en zigeuners werden overgedragen.’ Maar die tactiek was tot mislukken gedoemd, zoals Marx al een paar minuten later inzag. Want zijn directe ondergeschikte Robert Hecker had al iets over de overplaatsing verteld. Marx werd steeds zenuwachtiger naarmate hij met meer details werd geconfronteerd, iets wat zijn zogenaamde geheugenverlies – een aandoening waar veel Duitse functionarissen na de oorlog aan leden – nog absurder maakte. Ten slotte gaf Marx toe: ‘Nu weet ik het weer.’ Maar hij weigerde nog steeds om licht te werpen op zijn eigen rol in het gebeuren en bezwoer twee dagen later dat hij ‘geen vlieg kwaad zou kunnen doen’.<sup>13</sup>

Toen Rudolf Marx eenmaal samen met zijn ex-collega’s in Wiesbaden terechtstond, had hij zijn kalmte herwonnen. Hij gaf nu toe dat hij bij de deportaties betrokken was geweest. In het licht van het bewijsmateriaal dat door de aanklager werd overgelegd had hij geen keus. Maar Marx beweerde dat hij niet geweten had dat de gevangenen in de concentratiekampen zouden worden gedood. Hij had geloofd, getuigde hij, dat de gevangenen slechts voor dwangarbeid zouden worden gebruikt. Dit verhaal, waar ook zijn medebeklaagden mee kwamen aanzetten, was duidelijk onwaar. De top van het gevangeniswezen had van het begin geweten dat het motief voor de overplaatsing niet economisch van aard was. Thierack had het openlijk gehad over de moordzuchtige bedoeling van de overplaatsing en de hoogste gevangenisfunctionarissen hadden op hun beurt beslist dat zelfs zieke gevangenen naar de concentratiekampen moesten worden overgebracht. Daar komt bij dat de details van de massasterfte onder de kamp-

bewoners het Rijkswaterstaat al snel hadden bereikt. Voor zijn dood, in januari 1951, gaf Robert Hecker dat ook toe; hij erkende dat hij ervan op de hoogte was geweest dat de overgeplaatste gevangenen in de kampen werden gedood. Ook een andere voormalige functionaris van het Rijkswaterstaat verklaarde dat hij geweten had van de dood van veel 'asociale' gevangenen die naar Mauthausen waren getransporteerd. Maar tijdens het proces hielden de aangeklaagden koppig vol dat ze er niets van hadden geweten. Sommigen deden openlijk minachtend. Albert Huppenschwiller besteedde zijn tijd in de beklagenbank bijvoorbeeld aan een lyrische uitweiding over de 'positieve' aspecten van de nazi-rechtspraak, die het voor vrouwen veilig zou hebben gemaakt om 's avonds over straat te lopen.<sup>14</sup> Hij stond met zijn mening niet alleen.

De rechters in Wiesbaden slikten de leugens van de mannen die van deelname aan massamoord waren beschuldigd maar al te graag. Om te beginnen spraken de rechters zelf enige waardering uit voor het nazi-beleid; ze verklaarden dat de Duitse staat tijdens de oorlog een 'strijd om te overleven' had moeten voeren, die de internering van 'criminele elementen' in kampen rechtvaardigde. Daarom was de deportatie van gevangenen uit strafinrichtingen naar concentratiekampen die vanaf 1942 had plaatsgevonden rechtmatig, aldus de rechtbank. In de ogen van de rechters gold dit niet alleen voor Duitse misdadigers, maar ook voor Polen, Russen, Oekraïeners en Sinti en Roma. Zelfs waar het joodse gevangenen betrof, was de overplaatsing naar de kampen 'objectief beschouwd niet onrechtmatig'. De rechtbank accepteerde ook dat de aangeklaagden niet geweten hadden welk lot de gevangenen in de concentratiekampen te wachten stond. Om tot die conclusie te kunnen komen, hadden de rechters hun ogen en oren stijf dicht moeten houden en alle bewijzen van het tegendeel moeten negeren. Zelfs het feit dat Huppenschwiller nota bene toegaf dat hij een brief van Martin Bormann aan Thierack had gelezen over de vernietiging van gevangenen was niet voldoende. De rechters beslisten dat het 'opmerken van het woord "vernietiging" op zichzelf [...] niet voldoende grond vormt voor de vaststelling van het medeweten of het vermoeden van beklagde omtrent de moorden'. Uiteindelijk werden alle aangeklaagden op vrije voeten gesteld.<sup>15</sup> Het is niet verrassend dat er geen andere gevangenis- of politiefunctionarissen werden veroordeeld wegens hun aandeel in de deportaties.

### 3. Continuïteit en verandering

De vooringenomenheid van de West-Duitse rechterlijke macht droeg ertoe bij dat er onder het gevangenispersoneel sprake was van een aanzienlijke continuïteit. In het algemeen verliep de cyclus van denazificatie en hernieuwde tewerkstelling op dezelfde manier als bij de rechters. Tot eind 1945 ontsloegen de geallieerden de meeste voormalige partijleden onder het gevangenispersoneel. In uitzonderlijke gevallen werd hun plaats ingenomen door hervormingsgezinde functionarissen die door de nazi's waren afgezet, zoals de directeur van Untermassfeld Albert Krebs, die in 1945 hoofd werd van het gevangeniswezen in

Hessen. Het aantal ontslagen onder het gevangenispersoneel lag hoog in 1945, zij het lager dan onder de rechters. In Baden-Württemberg ontsloegen de Amerikanen zo'n vijftienvijftig procent van het gevangenispersoneel, terwijl in Beieren ongeveer de helft van het personeel in de grotere strafinrichtingen van zijn functie werd ontheven, waaronder zeventien van de twintig directeuren. Maar er werd al gauw pressie op de autoriteiten uitgeoefend om die posten weer te laten bezetten. Door de groei van de gevangenisbevolking vanaf 1946 – een gevolg van de naoorlogse misdaadgolf, voornamelijk niet-gewelddadige misdrijven als zwarte handel en landloperij – meldden strafinrichtingen in heel Duitsland ernstige onderbezetting van hun staf. Veel vacatures werden vervuld door voormalige Wehrmachtssoldaten en anderen die nog nooit in het gevangeniswezen hadden gewerkt. In sommige deelstaten maakten deze nieuwelingen aanvankelijk de meerderheid van het personeel uit. Maar er waren onder het gevangenispersoneel ook veel mensen die, na nog maar net te zijn ontslagen wegens hun nazi-connecties, al snel weer op hun post waren, wat vergemakkelijkt werd door het genereuze beleid van de denazificatietribunalen, die bijna alle vroegere gevangenisfunctionarissen spaarden. Halverwege 1948 was zevenentwintig procent van het vroegere gevangenispersoneel in Beieren weer op zijn post. In Baden-Württemberg was dit nota bene zesennegentig procent.<sup>16</sup>

Onder de West-Duitse gevangenisfunctionarissen waren veel vertrouwde gezichten uit de nazi-tijd. Onder hen bevonden zich enkele mensen van het Rijkswaterstaatsministerie in Berlijn, zoals Johannes Eichler (diensthoofd van 1935 tot 1945), die in 1947 de leiding had gekregen over het gevangeniswezen in het arrondissement Celle. De continuïteit was vooral opvallend op plaatselijk niveau onder de directeuren, artsen, aalmoezeniers, docenten en cipiers. Het zal volstaan een paar namen te noemen die we eerder zijn tegengekomen. Theodor Knops, die in 1945 als directeur betrokken was bij de slachting onder de gevangenen in Sonnenburg, was jarenlang directeur van de strafinrichting in Aken. August Faber, de directeur van Werl die zich tot het uiterste had ingespannen om gevangenen als dwangarbeiders te gebruiken voor de oorlogsindustrie, bekleedde zijn functie in Werl nog in de jaren vijftig. En de gevangenisarts van Brandenburg-Görden, Werner Eberhard, die in 1942 had geëist dat 'gewoontemisdadigers' werden 'uitgeroeid', werkte nu in de gevangenis in Lingen.<sup>17</sup>

Het gemak waarmee gevangenisfunctionarissen na 1945 hun loopbaan konden voortzetten, kan het beste worden geïllustreerd aan de hand van een korte analyse van een afzonderlijk inrichting, de vrouwengevangenis in Aichach. Na de bevrijding van de inrichting door Amerikaanse troepen werd vrijwel al het hogere personeel in Aichach meteen ontslagen: directeur Hermann von Reitzenstein, arts Ludwig Schemmel, docente Anni Dimpfl en dominee Ernst Stark (die vanaf 1941 in de jeugdgevangenis in Niederschönenfeld had gewerkt) werden stuk voor stuk ontslagen wegens hun lidmaatschap van de nazi-partij. Deze vier functionarissen kenden elkaar heel goed, omdat ze vele jaren in Aichach had-

den gewerkt. De directeur werkte er sinds 1933 en de anderen waren er al in de Weimar-republiek.

De oudste functionaris uit Aichach die in 1945-1946 zijn baan behield was gevangenis kapelaan Martin Kraus, ook iemand met veel ervaring: hij was in 1929 in de inrichting komen werken. Kapelaan Kraus was beslist geen tegenstander geweest van het nazi-regime. Hij was lid geweest van diverse nazi-organisaties en was nog in 1944 door directeur Reitzenstein geprezen om zijn steun voor de 'maatregelen die tijdens de oorlog door staat en partij werden genomen'. Maar waar het om ging, was dat Kraus nooit lid was geworden van de NSDAP; daarom mocht hij na de Duitse nederlaag op zijn post blijven.<sup>18</sup>

Het duurde niet lang of de andere hogere functionarissen uit Aichach werden er ook weer tewerkgesteld. De enige uitzondering was de vierenzestigjarige vroegere directeur Reitzenstein, die met vervroegd pensioen ging. Kapelaan Kraus speelde als lid van de raad van bestuur van de gevangenis een cruciale rol bij de rehabilitatie van zijn ex-collega's en reikte het ene 'Persil-certificaat' na het andere uit.

Gezien deze continuïteit bij juristen en gevangenisfunctionarissen in West-Duitsland is het niet verrassend dat er geen sprake was van een totale herziening van de strafrechtspleging en het gevangenisbeleid. In de wetgeving vonden na de Tweede Wereldoorlog wel cruciale veranderingen plaats. De geallieerden schaften enkele wetten af die in nazi-Duitsland waren ingevoerd, zoals de Wet tegen verraderlijke aanvallen en de rassenwetten van Neurenberg en in de grondwet van 1949 werd de doodstraf afgeschaft. Maar veel tijdens het Derde Rijk ingevoerde wetwijzigingen werden in West-Duitsland gehandhaafd, vaak in ongewijzigde vorm of slechts cosmetisch veranderd. Deze praktijk werd verdedigd door Duitse juristen, die betoogden dat het hier niet ging om nazistische verdraaiingen van de wet, maar om acceptabele en effectieve wapens in de misdadigheidsbestrijding. Met die rechtvaardiging werden de nazi-versies van de wetten tegen homoseksualiteit en abortus respectievelijk tot 1969 en 1976 gehandhaafd. Ook de Gewoontemisdadigerswet van 1933 werd na de oorlog in zijn oorspronkelijke vorm gehandhaafd (slechts de bepaling betreffende de castratie van zedendelinquenten werd geschrapt). Wel was er lang niet zo vaak sprake van *Sicherungsverwahrung* als in het Derde Rijk. Maar de rechters bleven individuele overtreders die totaal geen ernstige bedreiging voor de maatschappij vormde, tot potentieel levenslange gevangenisstraf veroordelen. Daar kwam pas echt verandering in na 1970.

Wat de naoorlogse gevangenisreglementen betreft moet direct worden benadrukt dat gevangenschap in West-Duitsland heel ver afstond van de geweldadige realiteit uit de nazi-tijd. Er vonden geen sterilisaties meer plaats en de gevangenen hoefden zich niet meer dood te werken, om maar twee in het oog springende punten te noemen. Maar tegelijkertijd betekenden de naoorlogse gevangenisreglementen geen duidelijke breuk met het Derde Rijk: in het algemeen bleef de nadruk liggen op vergelding en strikte discipline. Dit alles begon

pas eind jaren zestig te veranderen, een ontwikkeling die duidelijk blijkt uit de Gevangeniswet die in 1977 van kracht werd, waarin het doel van gevangenschap werd omschreven als resocialisatie. Het duurde vele jaren voordat het idee van reklassering, zo kenmerkend voor de gevangenisrichtlijnen uit de Weimarrepubliek, weer opdook in West-Duitsland.<sup>19</sup>

Terwijl vrijwel alle voormalige nazi-juristen hun loopbaan voortzetten of pensioen kregen alsof er niets was gebeurd, kregen veel slachtoffers van het strafrecht van de nazi's zelfs geen schadevergoeding. Tot de jaren tachtig kwamen mensen die wegens niet-normatief sociaal gedrag wreed waren vervolgd, zoals homoseksuelen, niet in aanmerking voor schadevergoeding van de West-Duitse overheid. Sindsdien hebben sommige sociale buitenstaanders, van wie de straf achteraf gezien excessief of onrechtvaardig werd geacht, een zekere mate van financiële steun gekregen. Hetzelfde geldt voor gevangenen die onder dwang waren gesteriliseerd. Tot slot is de pas opgerichte stichting 'Herinnering, verantwoording en toekomst' op het ogenblik bezig gelden die beschikbaar zijn gesteld door de Duitse regering en Duitse bedrijven, te verdelen onder voormalige dwangarbeiders, onder wie een flink aantal ex-gevangenen. Helaas komt dit voor veel slachtoffers van de nazi-terreur te laat. Pas nu er steeds meer van hen zijn overleden, zijn er voor een groter aantal slachtoffers uitkeringen beschikbaar gesteld. En nog steeds vallen niet alle slachtoffers van de wettige terreur van de nazi's onder de regels. Zogenaamd 'onverbeterlijke' misdadigers bijvoorbeeld, die voor de meest onbeduidende overtredingen vele jaren onder erbarmelijke omstandigheden in *Sicherungsverwahrung* hebben gezeten om vervolgens naar het concentratiekamp te worden gestuurd, komen nog steeds niet voor schadevergoeding in aanmerking.<sup>20</sup>

De enigen die al in een betrekkelijk vroeg stadium als nazi-slachtoffers werden erkend, zijn Duitsers en buitenlanders die vervolgd werden op politieke, raciale of religieuze gronden. Maar zelfs hier waren er talloze uitzonderingen, althans in het begin. Ex-gevangenen die niet politiek georganiseerd waren geweest, konden bijvoorbeeld vaak geen uitkering krijgen, evenals communisten die hun overtuiging niet meteen na 1945 hadden afgezworen.<sup>21</sup>

#### 4. Besluit

Je zou natuurlijk kunnen zeggen dat het hele gevangeniswezen van de nazi's een barbaarse afwijking was, totaal verschillend van de gevangenisstelsels in andere landen in die tijd. Die zienswijze zou zeker aansluiten bij het algemene idee – dat al geruime tijd in verschillende vormen naar voren wordt gebracht – dat de moderne Duitse geschiedenis uitzonderlijk is en een eigen weg is gegaan, die haast onvermijdelijk culmineerde in de misdaden van het Derde Rijk. Het is uiteraard niet mogelijk om binnen het bestek van deze bijdrage met een gedetailleerd vergelijkend onderzoek te komen naar de praktijk van het strafrecht buiten nazi-Duitsland. Een korte blik op de internationale context kan ons helpen te bepalen dat Hitlers gevangenis niet uitzonderlijk waren en dat het

zeker in Sovjet-Rusland even erg of nog erger was.<sup>22</sup> Zowel de nazi-gevangenis- en het Sovjetrechtssystemen waren zware dictatoriale strafrechtssystemen die geen rekening hielden met de democratische rechtsregels, noch met enige humanitaire bekommernis. Ze waren misdadig. Ook in sommige Westerse rechtssystemen waren er echter ergerlijke en zelfs zware mistoestanden geslopen, die in vergelijking met de nazi- en communistische rechtspleging nagenoeg in het niets verdwenen. Toch blijft het een permanente opdracht van democratische juristen, criminologen en geneesheren, om waakzaam te blijven en te blijven ageren tegen alle mogelijke inhumane afwijkende rechtssystemen, vooral wat het strafrecht en de strafprocedure betreft. Zo moet blijvend kritiek worden toegepast op de (uitvoering van de) doodstraf en de sterilisatie bv. die geruime tijd in de USA en de Scandinavische wetgeving werden weerhouden als rechtmatige straffen; tot op heden zelfs voor wat de doodstraf in Amerika betreft. Nikolaus Wachsmann roept door zijn specifieke bijdrage tot de studie van de rechtsorde in nazi-Duitsland op tot permanente waakzaamheid terzake over gans de wereld.

Een kostbare aanwinst voor alle democratische juristen om zich nooit met excessen in het strafrecht, overal ter wereld, tevreden te stellen en continu te reageren tegen criminogene en misdadige rechtsordes!



## Nota's

1. Zie voor het laatste punt P. VOGLIS, "Political Prisoners in the Greek Civil War, 1945-50: Greece in Comparative Perspective", in: *Journal of Contemporary History*, nr. 37, 2002, pp. 523-540.
2. *Nuremberg War Crimes Trials Online*, cd-rom (Seattle, 1995). Zie ook J. FRIEDRICH, *Freispruch für die Nazi-Justiz*, Berlijn, 1998, pp. 19-72; H. WROBEL, *Verurteilt zur Demokratie - Justiz und Justizpolitik in Deutschland 1945 - 1949*, Heidelberg, 1989, pp. 169-188; Bundesminister der Justiz (red.), *Justiz*, pp. 331-345. In totaal werden tien beklaagden veroordeeld. Een van de anderen (Carl Westphal, een ambtenaar van het Rijkswaterstaat van Justitie) pleegde voor het begin van het proces zelfmoord. Voor zelfmoorden in het algemeen zie: K.-D. HENKE, *Die amerikanische Besetzung Deutschlands*, Oldenbourg, 1995, pp. 964-965.
3. Bundesminister der Justiz (red.), *Justiz*, pp. 314-330, pp. 353-363; I. MÜLLER, *Furchtbare Juristen*, pp. 204-206; M. VON MIQUEL, "Juristen: Richter in eigener Sache", in: N. FREI (red.), *Karrieren im Zwielicht. Hitlers Eliten nach 1945*, Frankfurt am Main, 2001, pp. 181-237.
4. B. DIESTELKAMP, "Die Justiz nach 1945 und ihr Umgang mit der eigenen Vergangenheit", in: B. DIESTELKAMP en M. STOLLEIS (red.), *Justizalltag im Dritten Reich*, Frankfurt am Main, 1988, pp. 131-149.
5. N. FREI, *Vergangenheitspolitik. Die Anfänge der Bundesrepublik und die NS-Vergangenheit*, München, 1996, passim; D. GARNER, "Public Service Personnel in West Germany in the 1950's", in: R.G. MOELLER (red.), *West Germany under Construction. Politics, Society and Culture in the Adenauer Era*, Ann Arbor, 1997, pp. 135-195; R.G. MOELLER, *War Stories. The Search for a Usable Past in the Federal Republic of Germany*, Berkeley, 2001, passim.
6. A. RÜCKERL, *NS-Verbrechen vor Gericht, Versuch einer Vergangenheitsbewältigung*, Heidelberg, 1984, pp. 139-151; K. BÄSTLEIN, "Nazi Blutrichter als Stützen des Adenauer Regimes", in: H. GRABITZ e.a. (red.), *Die Normalität des Verbrechens*, Berlijn, 1994, pp. 408-443; D. SIEGFRIED, "Zwischen Aufarbeitung und Schlussstrich. Der Umgang mit der NS-Vergangenheit in den beiden deutschen Staaten 195-1969", in: A. SCHILDT (red.), *Dynamische Zeiten: die 60er Jahre in den beiden deutschen Gesellschaften*, Hamburg, 2000, pp. 77-113; U. BROCHHAGEN, *Nach Nürnberg: Vergangenheitsbewältigung und Westintegration in der Ära Adenauer*, Berlijn 1999, pp. 258-276.

7. J. FRIEDRICH, *Freispruch für die Nazi-Justiz*, Reinbek, 1983, pp. 641-651; Bundesminister der Justiz (red.), *Justiz*, p. 453.
8. E. KOSTHORST & B. WALTER (red.), *Konzentrations- und Strafgefangenenlager im Dritten Reich*, dl. 3, Düsseldorf, 1983, p. 2860; PRO, WO 311/520.
9. Zie diverse vonnissen die herdrukt zijn in: E. KOSTHORST & B. WALTER (red.), *op. cit.*, dl. 2, pp. 2081-2138, pp. 2331-2332, p. 2516.
10. De citaten stammen uit diverse vonnissen die herdrukt zijn in E. KOSTHORST & B. WALTER (red.), *op. cit.*, dl. 2, p. 1991, p. 2046, p. 2075, p. 2136; BAYH STA, StK 13944, Urteil Landgericht Regensburg, 28 februari 1949.
11. Herbert Peter, ook van de kanselarij van de Führer, werd wegens ziekte ontslagen van rechtsvervolging en overleed begin 1953.
12. Zie voor het verbranden van de dossiers BA Berlin, R 3001/alt R 22/4688, Bl. 49. Abteilungsleiterbesprechung am 31.1.1945; H H STAW, Abt 468, Nr 426/1, Bl. 138: Vernehmung von O. Gündner, 6 nov. 1948.
13. BA Berlin, Film 44840, Vernehmung von R. Marx, R. Hecker, 25 maart 1947, 27 maart 1947.
14. Urteil Landgericht Wiesbaden, 24 maart 1952, herdrukt in: A. RÜTER-EHLERMANN e.a. (red.), *Justiz und NS -Verbrechen*, Frankfurt am Main, 2005, dl. 6, p. 267-367, hier p. 311. Zie voor Heckers getuigenis I fZ, M B 1, Vernehmung von R. Hecker, 18 jan. 1949. Hecker beweerde dat hij zich in het voorjaar van 1943 had gerealiseerd dat de gevangenen werden gedood. Zie ook H H STA W Abt. 468, Nr. 426/2, Bl. 153-5: Vernehmung von Emil m., 27 jan. 1949.
15. Urteil Landgericht Wiesbaden, 24 maart 1952, herdrukt in: A. RÜTER-EHLERMANN e.a. (red.), *op. cit.*, dl. 6, pp. 267-367, citaat op p. 338, pp. 366-367.
16. E. HEGER, 'Prison Reform', pp. 36-124. Over Krebs zie: H. MÜLLER-DIETZ, "Albert Krebs. Annäherungen an Leben und Werk", in: M. BUSCH, *Gefängnis und Gesellschaft: Gedächtnisschrift für Albert Krebs*, Pfaffenweiler, 1994, pp. 331-351.
17. R. MÖHLER e.a., *Strafvollzug im Dritten Reich. Am Beispiel des Saarlandes*, in: H. JUNG & H. MÜLLER-DIETZ, *Strafvollzug im Dritten Reich*, Baden Baden, 1996, p. 28 (n.49), p. 120; BA Berlin, Film 44840, Vernehmung von R. Marx, R. Hecker, 27 maart 1947. Zie over aalmoezeniers B. OLESCHINSKI, *Die Deutsche Gefängnisseelsorge zwischen Republik und Diktatur*, 1993, p. 452.
18. Zie over Kraus St A M Ü, Justizvollzugsanstalten Nr. 13799. Zie voor het citaat: Personal- und Befähigungsnachweis, 11 april 1944.
19. H. QUEDENFELD, *Der Strafvollzug in der Gesetzgebung des Reiches, des Bundes und der Länder*, in: Juristische Studien, 1971, nr. 20, pp. 94-148; H. SCHATTKE, *Die Geschichte der Progression im Strafvollzug und der damit zusammenhängenden Vollzugziele in Deutschland*, Frankfurt/M., 1979 pp. 212-252.
20. Zie over schadevergoeding voor slachtoffers van het nazi-regime in het algemeen G. SAATHOFF en S. SCHLEGEL, *Beratungsleitfaden NS-Verfolgung*, Keulen, 1995. Zie voor de Herinnering, verantwoording en toekomst [www.stiftung-evz.de](http://www.stiftung-evz.de). Zie voor algemene achtergrond ook W. AYASS, *Asoziale im Nationalsozialismus*, Stuttgart, 1995, pp. 212-216.
21. I. MÜLLER, *Furchtbare Juristen. Die unbewältigte Vergangenheit unserer Justiz*, München, 1989, p. 270.
22. Zie N. WACHSMANN, *Hitlers gevangenen, De Rechtsorde in Nazi-Duitsland*, Amsterdam, 2005, pp. 354-364. Voor de volledige en precieze bibliografische gegevens verwijst ik graag naar hetzelfde werk, pp. 451-487.



## Recensions / *Recensies*

*Revue Agone* («Les guerres de Karl Kraus»), n° 35-36, Marseille, Editions Agone, 2006, 320 p. (n° P 1104)

Journaliste engagé, écrivain pamphlétiste, satiriste, le viennois Karl Kraus (1874-1936) a marqué les premières décennies du vingtième siècle. Son œuvre importante n'étant malheureusement traduite que partiellement en français, nous ne pouvons qu'être redevables à la revue *Agone* de permettre aux lecteurs francophones de la découvrir, tout d'abord par les extraits de deux ouvrages récemment traduits pour la première fois ; *Les Derniers Jours de l'humanité* et *Troisième nuit de Walpurgis* (publiés aux Editions Agone), et grâce aux traductions de plusieurs numéros de son journal satirique *Die Fackel*. En outre, on trouvera dans ce numéro les Actes d'un Colloque organisé au Collège de France le 29 mars 2005. Parmi les nombreuses contributions qui éclairent la production littéraire de l'intellectuel autrichien, notons en particulier celles d'Edward Timms, qui relève l'aspect dénonciateur de Kraus portant sur les accointances entre militarisme et «réalité simulée» par les médias ; de Gerald Stieg, qui analyse l'admiration d'Elias Canetti pour Kraus (qui aboutira cependant au rejet de ce «Goebbels de l'esprit» dont il déchirera devant lui un exemplaire de son journal indépendant *Fackel!*) ; de Jean-François Laplénie traitant de l'opposition virulente du satiriste autrichien à Freud et à son école ; et de celle de Stéphane Gödicke s'interrogeant sur les différents que l'écrivain entretenait avec Robert Musil. Jacques Bouveresse s'est quant à lui intéressé au philologue radical qu'était également Karl Kraus, tandis que Jean-Louis Besson et Heinz Schwarzingger rapportent les difficultés auxquelles ils furent confrontés lors de leur récente traduction de sa pièce satirique intitulée *Les Derniers Jours de l'humanité*.

ALTERMAN Aline, *Visages, de Shoah le film de Claude Lanzmann*, Paris, Editions du Cerf, 2006, 353 p. (Collection "Passages") (ISBN 2 204 07885 9) (n° 8402)

Cet ouvrage passionnant et érudit traite des rapports entre histoire et mémoire. Ou plus exactement du rôle de la mémoire qui, instruite par ces *Visages* (les rescapés) et leurs «Dires», charge notre présent du poids des traces mémorielles que ces derniers incarnent. L'auteur dresse, dans la première partie de l'ouvrage, un parallèle entre le film *Shoah* de Claude Lanzmann et les *Passagen-Werk* de Walter Benjamin. Le premier manifeste, bien que les mettant en perspective, une volonté de ne pas juger les événements de l'histoire, tandis que le second induit une confrontation, un «choc», en invitant le passé à faire irruption dans le présent notamment par le moyen technique du «montage» - que Lanzmann pratiquera en professionnel en superposant par exemple aux témoins les paysages de lieux où ils souffrirent (les fruits de la «civilisation» face à une nature indifférente aux atrocités humaines). La deuxième partie de l'ouvrage traite, précisément, de «l'espace de l'irreprésentable», du «montage» et de «l'inscription des traces mémorielles». Là où le sens de l'histoire fait défaut, l'*empathie* s'avèrerait nécessaire, non seulement pour que la confrontation au passé puisse avoir lieu, mais aussi pour que le traumatisme de ce passé puisse nous atteindre. Aussi, les «Dires» sont-ils «un scandale pour la métaphysique, car susceptibles de faire éclater la totalité [...], un scandale pour un présent clôturé dont ils énoncent la négativité». Le traumatisme, lorsqu'il est généré, ne laisserait en effet, vu le poids et la brutalité de sa charge, qu'une vision du monde sans illusions et sans possibilité d'entendement. Dès cet instant, toute construction (philosophique ou politique) de l'histoire ne pourrait que se révéler factice face aux souffrances des victimes. *Shoah*, en nous exposant si parfaitement à ces «Visages» et à ces «Dires», serait ainsi le signe d'une sorte de théologie négative qui marquerait l'achèvement de l'histoire et le basculement irréversible dans une post-humanité et une ère «méta-culturelle». Nous savons que cette thématique ontologique ou métaphysique est au centre de grandes controverses. On consultera avec fruit à cet égard le livre de François Rastier, *Ulysse à Auschwitz: Primo Levi le survivant* (Editions du Cerf, 2005) qui commente et rejette énergiquement ce courant et cette interprétation «post-humaniste» de l'histoire.

Daniel Weysow

BENZ Wolfgang, *Ausgrenzung, Vertreibung, Völkermord. Genozid im 20. Jahrhundert*, München, DTV - Deutscher Taschenbuch Verlag, 2006, 189 p. (ISBN 3 423 34370 2) (n° 8481)

Comme l'auteur Wolfgang Benz, directeur du Centre de Recherche sur l'antisémitisme le souligne, le vingtième siècle est une époque des extrêmes caractérisée par les génocides et les déplacements de population planifiés. Il étudie les bases idéologiques de la haine raciale et particulièrement de l'antisémitisme. Mais il ne se restreint pas seulement à l'Allemagne, il remonte à l'antisémitisme traditionnel en Russie et aux pogromes de 1905. Il se penche également sur

le génocide, peu abordé, des Hereros en Afrique du Sud-Ouest commis par la puissance coloniale allemande. Les génocides arménien et tzigane sont aussi abordés. En plus de l'émigration forcée de plusieurs millions de juifs, l'auteur aborde la question de l'expulsion des Allemands après la Seconde Guerre mondiale. Enfin, Benz traite des nettoyages ethniques dans les Balkans depuis les années nonante. L'ensemble des textes donne un aperçu succinct des génocides et des persécutions du vingtième siècle, mais établit aussi des comparaisons intéressantes entre les cas décrits et attache beaucoup d'importance à l'utilisation de ces notions.

**Ruben Mörth**

DE COURCY Anne, *Diana Mosley, née Mitford*, Paris, Editions du Rocher, 2006, 473 p. (ISBN 2 268 05826 3) (n° 8479)

Diana Mitford, fille de Lord Redesdale, est l'une des célèbres sœurs Mitford (avec entre autres Nancy l'écrivain, Unity l'intime de Hitler et Jessica la gauchiste). Très belle, riche et cultivée, Diana épouse l'héritier des brasseries Guinness et mène une brillante vie mondaine. En 1932, elle rencontre Lord Oswald Mosley, le chef des fascistes anglais et c'est pour elle une révélation amoureuse et politique. Celui-ci a été, dans les années 1920, l'étoile montante du parti travailliste, dont il a failli prendre la tête, mais ses idées trop radicales et son impatience lui ont bloqué l'accès au pouvoir. Il décide alors de créer son propre parti, inspiré par un autre ex-socialiste, Benito Mussolini. Diana divorce pour Mosley, ce qui provoque un énorme scandale dans la haute société. C'est pourquoi ils se marient secrètement, mais ils le font à Berlin chez Goebbels, en présence d'Hitler. En effet, par sa sœur Unity, grande admiratrice de Hitler, elle rencontre plusieurs fois Hitler en Allemagne et lui voue un véritable culte. Elle devient également une proche amie de Magda Goebbels et par ces relations obtient des fonds pour les miliciens du mouvement fasciste britannique. Mais Mosley n'arrivera jamais au pouvoir. En effet, les années 1930 correspondent à l'ascension, puis à la stagnation du mouvement fasciste britannique. Dès juin 1940, Diana et Mosley sont emprisonnés pour sympathie pour l'ennemi. Malgré trois ans et demi passés en prison à cause de ses idées, jamais elle ne voudra renier son amitié avec Hitler.

**Emmanuel Verschueren**

DE MOOR Piet, *Brieven aan mijn postbode, Will Tura en Peter Vermeersch. Een lof rede op vrijheid, schoonheid en verbeeldingskracht*, Soesterberg, Uitgeverij Aspekt, 2006, 128 p. (ISBN 90 5911 536 8) (nr. 8491)

Sinds verschillende jaren kan men in Vlaanderen een tendens vaststellen om het VB te banaliseren en te beschouwen als een «gewone» partij. Deze tendens staat uiteraard niet los van de discussie over de handhaving van het cordon sanitaire. Kenschetsend voor deze verschuiving is de wijze waarop er in sommige kranten bericht wordt over deze partij. Om deze tendensen aan te klagen schreef Piet De Moor in mei 2006 een opiniestuk voor *De Standaard*, dat evenwel nooit

de kolommen van de kwaliteitskrant gehaald heeft. Vanuit zijn verontwaardiging tegenover deze manipulatie van het publieke debat is De Moor daarop brieven beginnen schrijven aan Peter Vermeersch, de hoofdredacteur van *De Standaard*. In deze brieven krijgen we een diepgravende analyse van het VB vanuit het concept van het totalitarisme. De defaitistische opstelling die bij bepaalde opinie-makers ingang heeft gevonden wordt er op scherpe wijze aangeklaagd. Tegelijk vormen de brieven een pleidooi voor het handhaven van een aantal kwalitatieve morele, intellectuele en artistieke normen. Niet voor niets dragen zij als ondertitel: *Lofrede op vrijheid, schoonheid en verbeeldingskracht*. De brieven van de Moor zijn een eigen leven beginnen leiden en uiteindelijk zijn ze gebundeld geweest in een boek. Op deze wijze zijn de *Brieven aan mijn postbode* een polemisch geschreven politiek pamflet van de eerste orde geworden, een genre dat binnen de Nederlandstalige literatuur niet zo veel beoefend wordt.

**Rik Hemmerijckx**

DESPOIX Philippe, SCHÖTTLER Peter (dir.), *Siegfried Kracauer, penseur de l'histoire*, Paris, Editions de la Maison des sciences de l'homme, 2006, 245 p. (Collection "Philia") (ISBN 2 7351 1106 7) (n° 8463)

Issus d'un colloque qui se tint à Paris en 2003, les textes ici réunis proviennent des historiens, philosophes, littéraires et spécialistes du cinéma Philippe Despoix, Sabine Loriga, Carlo Ginzburg, Jakob Tanner, Peter Schöttler, Walter Moser, Bertrand Müller, Olivier Agard, Nia Perivolaropoulou, Christian Delage et Jean-Louis Leutrat. Ils portent sur la théorisation et l'écriture de l'histoire en partant des travaux de Siegfried Kracauer et en particulier de *History – The Last Things Before the Last*, son dernier ouvrage, posthume et resté inachevé (1969) (voir recension p. 168). Il s'agit d'une «étude critique des théories de l'histoire à la croisée des traditions allemande, française et anglophone» aboutissant, nous disent Philippe Despoix et Peter Schöttler dans l'introduction au volume, à cette constatation d'un «étrange parallèle existant entre le monde historique et celui de la réalité photographiée» débouchant sur l'idée de la possibilité «d'assimiler les archives de l'histoire à des photographies». Une volonté «de reconnaître une 'empiricité' irréductible de l'histoire» permettant de la soustraire à l'emprise toute puissante, dans la tradition occidentale, de la théologie et de la philosophie.

**Daniel Weysow**

FEST Joachim, *Albert Speer. Le confident de Hitler*, Paris, Editions Perrin, 2006, 501 p. (Collection "Tempus", n° 146) (ISBN 2 262 02574 6) (n° 8473)

Journaliste et historien allemand décédé récemment à l'âge de 79 ans, Joachim Fest est intervenu dans la querelle des historiens allemands et ses travaux ont été diversement appréciés par ses pairs. Auteur de nombreux ouvrages traitant de la période du nazisme dont une biographie de Hitler et du livre *Les derniers jours de Hitler* qui inspira le film *La chute*, Joachim Fest aborde, dans

cette réédition en format de poche, le parcours de ce personnage controversé et ambigu que fût Albert Speer. Architecte, inventeur de la mise en scène nazie, proche et confident de Hitler puis, à partir de 1943, ministre de l'Armement et de la production de guerre, il se retrouve sur le banc des accusés au Tribunal de Nuremberg. Condamné à vingt ans de réclusion, il sera incarcéré à la forteresse de Spandau à Berlin. L'auteur relate la relation voire la fascination réciproque qui s'est nouée et développée entre Albert Speer et Adolf Hitler.

**Bruno Della Pietra**

GOLDMAN René, *Une femme juive dans les tourmentes du siècle passé. Sophie Schwartz-Micnik, 1905-1999*, Paris, AGP (Agence Générale de Publication), 2006, 113 p. (ISBN 2 9523651 1 3) (n° 8470)

Née à Lodz en 1905, Sophie Chajmovicz aura su, tout au long de sa vie, donner du sens aux mots courage et générosité. Dès l'âge de quinze ans, elle s'oriente vers le mouvement communiste. Elle quitte le foyer familial, opposé à son engagement politique jugé trop dangereux, et séjourne dans diverses villes d'Europe durant la seconde moitié des années 1920. D'abord Amsterdam et Bruxelles, où elle rencontre son futur époux, Leizer Micnik, autodidacte et militant révolutionnaire. Ensuite à Anvers et Paris où le couple mène la dure vie des immigrés clandestins, jusqu'à l'arrivée du Front Populaire au gouvernement. Durant ces années, Sophie multiplie ses activités : elle est présidente de la Kulturliga, un cercle culturel juif de gauche, elle fonde le Mouvement des Femmes Juives contre le Fascisme et la Guerre, elle fait partie du Comité d'aide aux réfugiés allemands antinazis, du Comité d'aide à l'Espagne Républicaine, et fonde un pensionnat pour enfants de mères en difficulté. La guerre arrive et Leizer s'engage dans l'armée française : il sera, après la défaite, enfermé au camp de Drancy, puis déporté à Auschwitz d'où il ne reviendra pas. Sophie, de son côté, rentre dans la résistance au sein de Solidarité. Elle administre les fonds d'aide aux familles, s'oppose à l'UGIF (Union Générale des Israélites de France), assure le fonctionnement technique d'impression de tracts, et, surtout après la rafle du Vel d'Hiv, s'occupe du sauvetage des enfants juifs. L'engagement de Sophie ne s'arrêtera pas là, bien d'autres combats l'attendront après-guerre. Biographie d'une femme courageuse, récit d'un parcours hors normes, *Une femme juive dans les tourmentes du siècle passé* dresse aussi, à travers l'expérience de Sophie, le portrait d'une génération passionnée et d'un siècle qui aura porté l'utopie humaniste à des sommets jamais imaginés.

**Hugues Devos**

GOSSWEILER Kurt, *Hitler, l'irrésistible ascension? Essais sur le fascisme*, Bruxelles, Editions Aden, 2006, 244 p. (Collection «EPO» / Etudes Marxistes, n° 67-68) (ISBN 2 930402 28 8) (n° 8442)

L'auteur fut collaborateur scientifique à l'Institut central d'histoire de l'Académie des sciences en RDA de 1970 à 1983. Après avoir présenté en 1972

une thèse sur «Les monopoles industriels et l'Etat», il publia dans de nombreuses revues et devint l'un des plus grands spécialistes du fascisme et plus particulièrement du nazisme. Certains de ses articles parmi les plus importants sont repris ici, traduits pour la première fois en français. Le lien qui les unit porte, comme l'indique le titre, sur l'ascension d'Hitler et les soutiens qu'il reçut pour mettre à mal la République de Weimar et assurer sa mainmise sur l'Allemagne. Pour Gossweiler, il ne fait aucun doute que ce sont les grands argentiers qui l'imposèrent, alors que pour les historiens occidentaux, Ian Kershaw en tête, la foule fut l'élément déterminant. Ces deux thèses n'étant pas incompatibles, on lira bien entendu avec beaucoup d'intérêt, en les croisant, les oeuvres de ces deux auteurs. Le présent ouvrage offre tout à la fois un éclairage intéressant et personnel sur l'évolution du nazisme et les forces qui portèrent Hitler au pouvoir.

**Daniel Weyssow**

GOSSWEILER Kurt, *Hitler: een onstuitbare opgang? Opstellen over het fascisme*, Berchem, Uitgeverij EPO, 2006, 199 p. (ISBN 90 6445 372 1) (nr. 8446)

Van 1970 tot 1983 was de auteur wetenschappelijk medewerker van de Humboldt universiteit in Berlijn en was ook lid van het Geschiedkundig Instituut van de Academie der Wetenschappen in Oost-Duitsland. Nadat hij in 1972 zijn doctoraat heeft verdedigd over "De industriële monopolies en de Staat", publiceerde hij in talloze tijdschriften en wierp zich op als een specialist van het fascisme, en dan vooral het nazisme. Sommige van zijn meest vermaarde artikels werden in deze bundel opgenomen en worden hier voor het eerst in het Nederlands gepubliceerd. Zoals in de titel aangegeven handelt het overkoepelend thema over de opgang van Hitler en de steun die hij gekregen heeft om de Weimar-republiek ten gronde te richten en de hand te leggen op Duitsland. Voor Gossweiler staat het boven elke twijfel dat het de grote geldschietters geweest zijn die hem opgedrongen hebben. Met deze stelling stelt hij zich lijnrecht tegenover de Westerse historici, vooral dan Ian Kershaw, die de massa als determinerend element naar voor geschoven hebben. Daar de twee stellingen mekaar niet hoeven uit te sluiten, zal men met veel belangstelling de werken van de twee auteurs lezen, precies doorheen een gekruiste lezing. Het boek van Gossweiler geeft niettemin een interessante en persoonlijke toelichting op de ontwikkeling van het nazisme en de krachten die het aan de macht geholpen hebben.

**Daniel Weyssow**

GRASS Günter, *Beim Häuten der Zwiebel*, Göttingen, Steidl Druckerei und Verlag, 2006, 479 p. (ISBN 3 86521 330 8) (n° 8480)

Le dernier ouvrage du Prix Nobel de littérature 1999 est une œuvre autobiographique et marque l'achèvement d'un parcours de vie. Günter Grass aussi bien par son œuvre littéraire que par ses prises de position politiques a constitué une figure de proue du regard critique et radical qu'une certaine Allemagne portait

sur son passé national-socialiste. Aussi, par la divulgation tardive de son enrôlement dans les Waffen SS - et par-delà les commentaires journalistiques - Günter Grass ne fait paradoxalement que poursuivre ce dont il fut toujours le partisan : réouvrir la plaie du dossier de l'Allemagne d'alors et d'aujourd'hui.

Felix Rössl

JOLY Laurent, *Vichy dans la «solution finale». Histoire du commissariat général aux Questions juives (1941-1944)*, Paris, Editions Grasset & Fasquelle, 2006, 1014 p. (ISBN 2 246 63841 0) (n° 8457)

Cet ouvrage de plus de mille pages est en fait la thèse, remarquablement documentée, de Laurent Joly sur le Commissariat général aux Questions juives imposé par l'occupant, sujet peu étudié et seulement de manière très partielle jusque là. Dès 1940, la SS voulut créer un Office central juif en France, mais le gouvernement de Vichy voulait préparer sa propre législation antisémite. Elle dut donc attendre, en mars 1941, le remplacement de Laval par l'amiral Darlan. Celui-ci s'empressa alors de répondre aux demandes des nazis. Le commissariat général devait, d'une part, proposer des lois sur «la question juive» et contrôler leur application par les différents ministères et, d'autre part, procéder à l'aryanisation des biens juifs. Il est ainsi à l'origine des processus de décision qui ont causé la déportation de plus de 75 000 juifs. Laurent Joly montre aussi, de façon très minutieuse, de qui le commissariat général était composé, des dirigeants au personnel subalterne, soit 2 500 agents, mettant en évidence une idéologie très largement partagée par une bureaucratie pourtant traversée par des conflits de personnes ou d'intérêts notamment dans la spoliation des juifs, matériellement très profitable pour une série de dirigeants.

Emmanuel Verschueren

KLÄRNER Andreas, KOHLSTRUCK Michael (hrsg.), *Moderner Rechtsextremismus in Deutschland*, Hamburg, Hamburger Edition, 2006, 344 p. (ISBN 3 936096 62 7) (n° 8486)

Ce livre *Moderner Rechtsextremismus in Deutschland* est non seulement un ouvrage de vulgarisation, mais aussi une étude très complète sur le renouveau de l'extrême droite en Allemagne. Bien que la base idéologique reste la même, le mouvement est soumis à des changements rapides. Les contributions traitent notamment de l'extrême droite dans une série de villes, de sa «politique de manifestation» et de son mode de financement. Le lecteur apprend que l'extrême droite joue un rôle social dans quelques régions et qu'elle tire bénéfice de l'attention des médias. En parallèle des organisations traditionnelles très structurées, une nouvelle sous-culture qui a ses propres codes vestimentaires et sa propre musique, le «Rechtsrock», s'est particulièrement développée en Allemagne de l'Est et dans plusieurs régions rurales. Par ailleurs, la présence de femmes dans ce mouvement fait l'objet d'un chapitre. Les différents contributeurs étudient sobrement la question en présentant des faits et des thèses bien fondés, des

notices biographiques, des informations sur les partis et la nouvelle image d'un mouvement qui a radicalement changé d'apparence.

**Ruben Mörth**

KRACAUER Siegfried, *L'histoire. Des avant-dernières choses*, Paris, Editions Stock, 2006, 366 p. (Collection "Un ordre d'idées") (ISBN 2 234 05786 8) (n° 8462)

Théoricien du cinéma mais aussi romancier, philosophe, historien journaliste et sociologue, Siegfried Kracauer, dans ce dernier ouvrage laissé inachevé, publié trois ans après sa mort survenue en 1966 et enfin traduit, aura développé une théorie originale portant sur le concept de «réalité historique». L'histoire est-elle susceptible de se constituer comme science? S'il est possible de la considérer de la sorte par les interrelations que l'on peut déduire des phénomènes répétitifs, l'histoire relève également et même principalement pour Kracauer du «royaume des contingences» où règnent des «entités irréductibles». Il réfutera ainsi la thèse qui consiste à considérer l'histoire comme un fait linéaire au profit d'une démarche historique qui l'amènera à la décomposer en «objets historiques». Et c'est principalement à partir de séquences cinématographiques que Kracauer illustrera ses développements, en interrogeant simultanément les traditions allemande, française et anglophone. On lira avec attention l'introduction de Jacques Revel à cette importante oeuvre de Kracauer ainsi que la postface de Nia Perivolaropoulou et Philippe Despoix.

**Daniel Weysow**

LACROIX-RIZ Annie, *Le choix de la défaite. Les élites françaises dans les années 1930*, Paris, Editions Armand Colin, 2006, 671 p. (ISBN 2 200 26784 3) (n° 8464)

Professeur d'histoire contemporaine à l'Université Paris-VII, agrégée d'histoire, ancienne élève de l'École normale supérieure, Annie Lacroix-Riz est l'auteur d'ouvrages tel que *Le Vatican, l'Europe et le Reich* et *Industriels et banquiers sous l'Occupation* qui ont suscité de nombreux débats. Avec cet ouvrage dense et documenté, l'auteur s'attache à examiner les causes de la défaite française en 1940. Se basant sur un travail minutieux de recherches d'archives, l'historienne examine la période des années 1930 et étudie le fonctionnement et l'implication des élites économiques dans cette défaite. Ouvrage d'analyse, de recherche qui amènera sûrement de nouveaux débats.

**Bruno Della Pietra**

LAMPEN Ulrich (Dok.), *Die NS-Führung im Verhör. Original-Tondokumente aus den Nürnberger Prozessen*, Berlin, Der Audio Verlag, 2006, 8 CD. (ISBN 3 89813 530 6) (n° 8482)

A l'occasion du soixantième anniversaire du Procès de Nuremberg, Ulrich Lampen a sélectionné des passages des interrogatoires des nazis qui ont été pour-

suivis devant le tribunal de Nuremberg. Chaque CD est introduit par l'historien allemand Peter Steinbach, puis suivent les enregistrements originaux réalisés par le «Record Group 238». On y trouve les dépositions des dirigeants nazis Göring, Keitel, Funk, Schlegelberger, Paulus, Gebhardt, Sauckel et Wisliceny. On peut donc écouter des passages thématiques des interrogatoires comme, par exemple, «Göring à propos de Hitler». Tous les huit refusent de se considérer individuellement comme coupables, même s'ils reconnaissent leur responsabilité dans les crimes nazis. Or, la recherche historique a permis de détecter de nombreux mensonges et omissions dans ces dépositions. C'est pourquoi il est regrettable de ne pas avoir accompagné cet outil d'un solide appareil de critique historique. Outil que, pour cette raison, il faut manier avec beaucoup de circonspection.

Felix Rössl

LIAUZU Claude, MANCERON Gilles (dir.), *La colonisation, la loi et l'histoire*, Paris, Editions Syllepse, 2006, 183 p. (Collection «Des paroles en actes») (ISBN 2 84950 087 9) (n° 8440)

En France, depuis la loi Gayssot de 1990 condamnant la contestation de crimes contre l'humanité reconnus comme tels, l'historien et le législateur se côtoient. «Les programmes scolaires reconnaissent en particulier le rôle positif de la présence française outre-mer, notamment en Afrique du Nord, et accordent à l'histoire et aux sacrifices des combattants de l'armée française issus de ces territoires, la place éminente à laquelle ils ont droit.» Au-delà du débat déjà sensible que pose la question de la colonisation et son enseignement, l'article 4 de la Loi du 23 février 2005 aura fait couler beaucoup d'encre, même après son abrogation, et suscité plusieurs débats : Quels sont les rapports entre loi, histoire et mémoire ? Est-il acceptable que l'enseignement et la recherche en histoire soient guidés par une décision politique ? Comment régir les relations entre histoire, mémoire et politique ? L'ouvrage de Claude Liauzu, Gilles Manceron et leur équipe nous éclaire sur les controverses suscitées par cette loi qui divise les Français. Dans quelle mesure certains groupes de pression, nostalgiques de la guerre d'Algérie, ont-ils influencé la conception et la promulgation de cette loi ? Peut-on «normaliser» l'histoire ? Quelle différence faut-il faire entre cette loi, la loi Gayssot, et les lois de 2001, respectivement, relatives à la reconnaissance du génocide arménien et à celle de la traite négrière ? Quelles ont été les réactions des chercheurs et des enseignants ? Qu'en est-il de l'article 3, qui propose la création d'une «Fondation pour la mémoire de la guerre d'Algérie» avec le concours de l'État ? Ce livre est utilement complété par des réflexions sur l'enseignement de l'histoire de la colonisation, soulevant des interrogations et ouvrant des pistes pour transmettre un héritage historique complexe.

Hugues Devos

LITTELL Jonathan, *Les Bienveillantes*, Paris, Editions Gallimard, 2006, 903 p. (ISBN 2 07 078097 X) (n° 8502)

Prix Goncourt, Grand Prix du Roman de l'Académie française, grand succès de librairie, tout concourt à faire de ce premier roman de l'écrivain Jonathan Littell, l'événement de cette rentrée littéraire. Les opinions concernant cet ouvrage sont abondantes et variées. Des critiques littéraires aux historiens en passant par les médias, les avis divergent. Les uns le louent voire l'encensent, les autres le critiquent, d'autres encore sont mitigés voire sceptiques. En dehors de l'intérêt propre de ce roman sur le plan documentaire et littéraire, c'est sans doute son succès et la controverse qui en découle qui mérite notre attention. Ce livre nous permet de réactualiser et reposer avec éclat des questions bien anciennes. Les rapports entre la fiction et l'histoire, le problème des représentations, des horizons d'attente du public et tous les enjeux de la mise en fiction. *Les Bienveillantes* suscite maintes interrogations, voire un sentiment de malaise. Peut-on par le biais de la fiction se mettre à la place du bourreau? Certaines descriptions sont-elles inutilement crues? Peut-on s'appuyer sur ce roman pour comprendre un phénomène aussi complexe et difficile qu'est celui de la Shoah? Y a-t-il un risque de séduction voire de fascination pour le tortionnaire? *Les Bienveillantes*, un ouvrage de fiction, qui ne laisse apparemment personne indifférent.

Bruno Della Pietra

MARX Karl, *Sur la Question juive*, Paris, La fabrique éditions, 2006, 188 p. (ISBN 2 913372 52 X) (n° 8399)

Cet opuscule de jeunesse de Marx – il a vingt-cinq ans en 1843 – est une réponse au livre de Bruno Bauer évoquant la question de l'émancipation des juifs dans «l'Etat chrétien». Elargissant le débat en cours sur «l'émancipation limitée aux droits politiques» à celui de «l'émancipation humaine», Marx s'est vu, pour les propos qu'il développe dans son article, récemment taxé d'antisémitisme par certains de nos contemporains (Jean-Claude Milner, Benny Lévy, Alain Finkielkraut et d'autres). Daniel Bensaïd, qui présente et commente longuement le contexte et la réception de ce texte, répond aux auteurs de ce procès anachronique et absurde en rétablissant la parole de Marx pour qui le peuple juif s'était maintenu «dans et par l'histoire» non par la grâce d'une irréductible singularité du peuple élu - comme le voudraient ses détracteurs - mais en mesurant la force des questions théologiques face à la réalité sociale. En complément à cet intéressant ouvrage, on lira avec bonheur la mise au point de Jacques Aron qui dans son livre *Karl Marx antisémite et criminel? Autopsie d'un procès anachronique* (Editions Didier Devillez, Bruxelles, 2005) réfute énergiquement la thèse d'un Marx antisémite colportée déjà par Robert Misrahi (*Marx ou la question juive*, Editions Gallimard, 1972). Les deux ouvrages montrent avec clarté comment des présupposés idéologiques présents guident et organisent des lectures anachroniques et décontextualisées des œuvres du passé. Replacés dans leur contexte les propos de Marx n'ont rien à voir avec l'antisémitisme. Loin s'en faut.

Pour Marx, l'émancipation des Juifs ne saurait se limiter à la seule émancipation politique. En tant que question, elle faisait signe à l'émancipation humaine.

Daniel Weyssow

NEFORS Patrick, *Breendonk 1940-1945*, Bruxelles, Editions Racine, 2005, 392 p. (ISBN 2 87386 420 6) (n° 8393)

La littérature relative à Breendonk est abondante, cependant il manquait un ouvrage de référence, le Breendonk de Patrick Nefors comble ce vide par sa magistrale synthèse. Docteur en histoire de la K.U. Leuven, ses recherches menées durant cinq ans au Mémorial ont permis sa rénovation muséologique. La table des matières éclaire d'emblée le lecteur sur l'exhaustivité de l'ouvrage : depuis la forteresse belge de 1906 jusqu'à l'inauguration du Mémorial rénové par Albert II, le 6 mai 2003, tous les aspects du fort de Breendonk sont évoqués : les conditions de vie inhumaines dans l'Auffanglager ou camp d'accueil, la collaboration active des SS flamands et passive de l'environnement immédiat du fort, l'évolution du site après la libération et les procès des collaborateurs. De nombreux témoignages confèrent à l'ouvrage une densité humaine, la rigueur se conjugue à l'émotion par l'évocation de vingt personnalités broyées dans les tourments de la guerre où la survie, remise en cause à toutes les heures du jour et de la nuit, dépendait de l'humeur des gardiens ou du pur hasard. L'histoire des acteurs du fort de Breendonk, qu'ils soient prisonniers ou gardiens, se réduit à un résumé de la condition humaine : la solidarité fraternelle de la chambre 8 qu'a connue le professeur Halkin côtoie une sauvagerie orchestrée par le régime exporté par l'occupant et se présente sous de multiples visages : allemands tout d'abord avec Schmitt, commandant du camp de septembre 1940 à novembre 1943, avec Prauss et Kantshuster, les bourreaux psychopathes de Breendonk ; belges ensuite avec ses collaborateurs actifs, issus de classes sociales subalternes ou de la petite classe moyenne, séduits par l'idéologie nazie et les avantages liés à la SS et dont les Wyss, les Lampart et les Raes sont les figures les représentatives. L'auteur décortique minutieusement les mécanismes de déshumanisation depuis l'épreuve de l'arrivée au fort où le prisonnier attendait de longues heures face aux murs et était roués de coups suivant l'humeur des gardiens, jusqu'au travail inutile et abrutissant destiné à «réduquer» dans un cadre surveillé vingt-quatre heures sur vingt-quatre et où aucune intimité n'était permise. Le fort de Breendonk est caractéristique de la volonté nazie de réduire les opposants à leur idéologie au stade de l'animalité : il ne s'agit pas ici d'exterminer mais de briser toute tentative de contestation et de résistance. Le professeur du secondaire ainsi que le lecteur soucieux de comprendre cette période où l'enfer est apparu à la surface de la terre, trouveront dans le remarquable ouvrage de Patrick Nefors toutes les informations nécessaires qui pourront se compléter par l'apport d'une bibliographie exhaustive.

Maurice Jacquemyns

SCHIRMANN Sylvain, *Quel ordre européen? De Versailles à la chute du III<sup>e</sup> Reich*, Paris, Editions Armand Colin, 2006, 335 p. (Collection «L'Histoire au présent») (ISBN 2 200 26817 3) (n° 8432)

Les Etats européens tentent très tôt de nouer un dialogue entre eux afin de garantir un ordre européen stable, mais c'est seulement lors des conférences de La Haye (1899 et 1907) que les premières tentatives sérieuses sont menées. Parallèlement à ces discussions entre gouvernements, on ressent très vite le besoin de créer de nouvelles structures, ce seront les organisations internationales. Bien que la Première Guerre mondiale semble signifier la victoire du courant dominant nationaliste, les premiers courants pacifistes qui ont commencé à s'exprimer au sein des sociétés européennes avant la guerre obtiendront, dès la fin de celle-ci, une audience neuve et considérable, à la mesure du traumatisme qu'aura occasionné le conflit mondial. Le bouleversement géopolitique qui en a résulté amènera enfin à la création d'une organisation internationale majeure: la Société des Nations. Dans ce cadre, un véritable espace de réflexion se met en place sur la question européenne. L'auteur montre alors l'échec, au cours de l'entre-deux-guerres, de l'établissement d'un ordre européen stable. En effet, si le courant «européiste» est riche d'idées et de projets novateurs, la définition de ce que doit être cette Europe à construire pose problème, d'ailleurs non résolu en partie à ce jour. Or, ces questions complexes demandent un climat favorable pour être sereinement débattues, ce qui a été peu le cas pendant cette période agitée tant sur le plan économique que politique.

Emmanuel Verschueren

SPRUYT Marc, *Wat u moet weten over het Vlaams Belang. Het beste van Blockwatch*, Berchem, Uitgeverij EPO, 2006, 263 p. (ISBN 90 6445 421 3) (nr. 8474)

Sinds de veroordeling van het Vlaams Blok omwille van racisme en de omvorming van de partij tot het Vlaams belang probeert deze extreemrechtse partij zich meer dan ooit een respectabel imago aan te meten. In zijn meest recente boek, *Wat u moet weten over het Vlaams Belang*, zet Marc Spruyt, politoloog en drijvende kracht achter het VB-observatorium [www.blokwatch.be](http://www.blokwatch.be), zijn ontmaskeringscampagne verder. Op basis van een indrukwekkend dossier, dat doorheen jaren geduldig speurwerk verzameld werd, keert Spruyt de partij binnenste buiten om de ware aard van het VB bloot te leggen. Het boek speurt naar de ideologische wortels van de partij en naar de banden die deze onderhoudt met organisaties als Voorpost, Were Di of het Sint-Maartensfonds. Alles wordt onder de loep genomen: het nieuwe logo, de verklaringen van de partijkopstukken, de opstelling van de partij tegenover asielzoekers, negationisme, vakbonden, ... Het boek is verplichte lectuur voor elkeen die enig inzicht wil verwerven in het discours en de manier van werken van deze extreemrechtse partij. Het geheel werd opgelucht met de karikaturale fotomontages van Jacques Van der Zee.

TERRAY Emmanuel, *Face aux abus de mémoire*, Paris, Editions Actes Sud, 2006, 73 p. (Collection «Bleu») (ISBN 2 7427 6188 8) (n° 8431)

L'ouvrage d'Emmanuel Terray se veut critique et même polémique envers les abus du devoir de mémoire et les dérives identitaires associées, ainsi qu'à l'égard de l'esprit de victimisation et de la juridictionnalisation de la vérité historique (comme par exemple avec les lois dites «mémorielles»). Plusieurs des aspects de cette critique ne manquent pas de pertinence et peuvent même être stimulants. Il n'empêche que la démarche risque, par sa radicalité apparente, d'occulter l'intérêt et l'apport des recherches mémorielles qui, depuis une bonne trentaine d'années maintenant, ont permis non seulement d'assurer la reconnaissance des victimes et des vaincus de l'histoire, mais aussi de donner une remarquable impulsion à la discipline historique tant sur le plan de sa méthode que de son questionnaire. Par ailleurs, nous avons souvent l'impression que l'auteur semble ignorer toute une série de travaux qui ont déjà traité en profondeur les questions qu'il évoque aussi bien sur le plan épistémologique (relations entre l'histoire et la mémoire) que sur celui des fonctions sociales et politiques de la vague mémorielle de ces dernières années.

**Emmanuel Verschueren**

THIERCELIN Jean-Pierre, *Aus der Hölle bis zum Mond*, Paris, Editions de l'Amandier, 2006, 135 p. (Collection "Theater") (ISBN 2 915695 56 3) (n° 8476)

Maison d'édition qui se consacre notamment au théâtre contemporain, les Editions de l'Amandier proposent la version traduite en allemand de la pièce de théâtre de Jean-Pierre Thiercelin, *De l'enfer à la lune*, parue en 2005 (ISBN 2 915695 16 4) (n° 8064). Elle a pour toile de fond les camps de concentration et plus particulièrement celui de Dora. L'auteur y raconte l'histoire de son père et de ses amis qui y ont été déportés. Dans une usine souterraine, des milliers de déportés travaillaient dans des conditions inhumaines à la production des terribles fusées V1 et V2 conçues par Wernher von Braun. Celui-ci fut, après la guerre, l'un des artisans de la conquête de l'espace et de l'envoi du premier homme sur la lune. Il s'agit donc pour l'auteur de transmettre la mémoire et donc d'aborder dans sa pièce des événements graves, mais où l'humour est aussi présent.

**Emmanuel Verschueren**

TUSZYNSKA Agata, *Une histoire familiale de la peur*, Paris, Editions Grasset & Fasquelle, 2006, 501 p. (ISBN 2 246 68401 3) (n° 8477)

Agata Tuszynska est un écrivain polonais reconnu sur la scène internationale depuis la parution, il y a une dizaine d'années, de sa biographie du Prix Nobel de Littérature Isaac Bashevis Singer. Celle-ci avait pris l'allure d'une enquête. «Vous rappelez-vous comment s'appelait ce Juif? Je suis experte en conversations de ce genre. J'en ai eu beaucoup en recherchant des traces d'Isaac Singer. Je sais comment tourner autour du sujet, comment en changer, comment ne pas se

faire pressante.» Cette fois, c'est sur ses propres traces qu'Agata Tuszynska mène l'enquête. Parce que sa judéité ne lui a été révélée qu'à dix-neuf ans par sa mère, enfant cachée durant la guerre. Parce qu'elle veut percer le secret familial, comprendre les non-dits, lever le voile d'un passé douloureux. Quatre ans d'investigations, de rencontres, de doutes enfouis depuis de nombreuses années accouchent d'un livre qui va bien au-delà d'une chronique familiale ou d'un questionnement identitaire. Comme l'écrit Paul Auster en 4<sup>e</sup> de couverture, c'est un «livre capital, qui nous fait découvrir l'histoire des Juifs de Pologne sous un jour absolument inédit et insoupçonné.» Une communauté, réduite à une peau de chagrin, qui aura souvent servi de bouc émissaire dans ce pays. *Une histoire familiale de la peur* figurait dans la sélection finale du Prix Médicis 2006.

Hugues Devos

WIEVIORKA Annette, *Le procès de Nuremberg*, Paris, Editions Liana Lévi, 2006, 288 p. (Collection «Piccolo») (ISBN 2 86746 420 X) (n° 8478)

Avec cet ouvrage, Annette Wierviorka propose une synthèse du grand procès des criminels de guerre nazis, dit de Nuremberg. Celui-ci débuta en octobre 1945, avec sur le banc des accusés vingt et un des plus hauts dignitaires nazis dont Rudolf Hess et Hermann Göring. Il se déroula durant dix mois sous le regard attentif de la presse du monde entier. D'accès facile, ce livre permet d'avoir une vue d'ensemble du procès, de la mise en place problématique du tribunal, du déroulement du procès et du verdict jusqu'aux répercussions actuelles. Un des intérêts de cet ouvrage réside dans l'analyse que fait l'auteur de la qualification des différents types de crimes incriminés (plan concerté ou complots, crimes contre la paix, crimes de guerre, génocide, etc.) et dans la mise en accusation des organisations du régime nazi. Il s'agit d'un bon outil pédagogique.

Bruno Della Pietra

WOUTERS Jan, PATTYN Bart (red.), *Misdaden tegen de mensheid. De internationale strijd tegen de straffeloosheid*, Leuven, Acco, 2006, 284 p. (Reeks "Wereldvisie", nr. 2) (ISBN 90 334 5953 1) (nr. 8493)

Misdaden tegen de mensheid zijn van alle tijden, maar daar waar zij vroeger onbestraft bleven, worden zij sinds 1945 op een meer systematische wijze vervolgd en zelfs voor een internationaal strafhof gebracht. De voorbeelden van het Joegoslavië- en Rwanda-tribunaal zijn genoegzaam gekend. In de bundel *Misdaden tegen de mensheid* - het tweede deel in de reeks Wereldvisie - benaderen verschillende binnen- en buitenlandse auteurs, zowel VN-specialisten als academici, deze problematiek vanuit uiteenlopende invalshoeken: juridische, historische, filosofische, politologische en zelfs psychologische. Enerzijds zijn er bijdragen over specifieke gevallen, zoals de genocides in Rwanda en Armenië, de conflictsituaties in Tsjetenië en Oost-Timor of de etnocide in Cambodja. Daarnaast lichten verschillende auteurs de wijze toe waarop de internationale

gemeenschap is omgegaan met deze misdaden tegen de mensheid. Geoffrey Robertson schetst de ontwikkeling van het internationaal recht vanaf het Verdrag van Westfalen (1648) tot de oprichting van het Internationaal Strafhof in Den Haag in 2002. Reed Brody licht de rol toe die NGO's gespeeld hebben in de mobilisering van de publieke opinie in recente gevallen zoals in de zaak Pinochet. Andere auteurs gaan nader in op deze gevallen waarin de misdaden tegen de mensheid onbestraft gebleven zijn en geleid hebben tot een zekere straffeloosheid. *Misdaden tegen de mensheid* is een zeer evenwichtige bundel, geschreven in een toegankelijke taal, zonder afbreuk te doen aan het academische niveau van de auteurs.

**Rik Hemmerijckx**

ZANATTA Micheline, NOIROUX Jeanne-Marie, ROCHETTE-RUSSE Lily, *La presse clandestine de Seraing 1940-1944*, Cuesmes, Editions du Cerisier, 2006, 246 p. (ISBN 2 87267 098 X) (n° 8460)

Les Editions du Cerisier ont eu l'initiative de publier une excellente contribution sur l'émergence de la presse clandestine à Seraing durant les années d'occupation du pays. Les auteurs nous font découvrir la richesse et la variété de cette presse. De la *Churchill Gazette*, journal anglophile créée en juin 1940 par un groupe de patriotes de Seraing sous la direction de l'avocat Joseph Goffin, au journal *Le monde du travail* qui devint l'organe du Parti socialiste belge clandestin, en passant par les journaux clandestins syndicaux, communistes, renardistes et celle de la presse des jeunes. Cette presse clandestine fut aussi importante par l'implication de ses membres dans la lutte armée. *La presse clandestine de Seraing* est un ouvrage abondamment illustré de photos et d'illustrations. Notons l'intérêt des annexes présentant une fiche technique pour chaque journal ainsi que des notices biographiques des intervenants de l'époque.

**Bruno Della Pietra**

ZANKEL Sönke, *Die Weisse Rose war nur der Anfang. Geschichte eines Widerstandskreises*, Köln, Böhlau Verlag, 2006, 215 p. (ISBN 3 412 09206 1) (n° 8487)

L'auteur Sönke Zankel étudie l'histoire du groupe de résistance «Die Weisse Rose» à partir de sources non encore publiées et attire l'attention des lecteurs sur la mystification, la glorification exagérée et parfois la propagation d'histoires fausses dont le groupe a fait l'objet. Il décrit en détail non seulement les figures principales, comme Hans et Sophie Scholl et Alexander Schmorell – dont le rôle dans le développement du groupe a été longtemps sous-estimé - mais aussi les membres moins connus. Pour Zankel, leurs motivations et relations interpersonnelles jouent un rôle important. Il analyse aussi les opinions politiques et l'origine familiale des membres du groupe. Malheureusement, quelques-unes de ses théories sont assez controversées – il explique notamment l'attitude passive des Scholl lors de leur arrestation par leur consommation de drogue. Le dernier chapitre traite de l'attitude du Cercle «Scholl-Schmorell» face à la question juive. Ce

livre offre donc une vue d'ensemble complète avec des questions intéressantes et critiques et l'auteur arrive à rendre le mythe du couple «Scholl» humain.

**Ruben Mörth**

ZWAAN Ton, *Civilisering en decivilisering. Studies over staatsvorming en geweld, nationalisme en vervolging*, Amsterdam, Uitgeverij Boom, 2001, 463 p. (ISBN 90 5352 696 X) (nr. 8494)

Politiek geweld, etnische conflicten, genocides zijn begrippen waar de publieke opinie zeer gevoelig voor geworden is. In *Civilisering en decivilisering* hanteert Tom Zwaan een historisch-comparatieve methode om de verbanden na te gaan tussen staatsvorming en politiek geweld, tussen natievorming en nationalisme, vervolging of etnisch conflict. Vijf case-studies worden daarbij naar voor gebracht om inzicht te krijgen in de complexe samenhang tussen deze factoren: politiek geweld en civilisering in Nederland (16<sup>e</sup> – 20<sup>e</sup> eeuw); nationalisme en natievorming in Duitsland (18<sup>e</sup> – 20<sup>e</sup> eeuw); de vervolging van Armeniërs in het Turks-Ottomaanse Rijk (1894-1922); de vervolging van joden in Duitsland (1933-1939); en de desintegratie en etnische zuivering in Joegoslavië (1895-1995). Om de wisselwerking tussen deze fenomenen te kunnen vatten grijpt Zwaan terug naar de theorieën van Norbert Elias over het civilisatieproces, en vanuit de uitgewerkte case-studies komt hij zo tot een nieuw concept: dat van de decivilisering. Zwaan heeft vooral oog voor de factoren die een civiliseringsproces in de hand werken of juist omzetten in een deciviliseringsproces. Bij zijn benadering van etnische conflicten laat Zwaan zich vooral inspireren door het model van etnisch conflict ontwikkeld door Abram de Swaan.

**Rik Hemmerijckx**